

La suprématie américaine ébranlée

Les États-Unis sont-ils en train de perdre leur première place dans le monde ? La question est posée brutalement à la une de l'hébdomadaire conservateur « U.S. News and World Report ».

Elle peut l'être : l'énorme déficit du commerce extérieur américain, qui en 1986 a battu tous ses records - presque 170 milliards de dollars - n'est pas seulement dû à une forte progression des importations. Il est aussi le résultat d'une trop faible croissance des exportations industrielles. Ce sont là des signes inquiétants : la nation américaine continue de vivre au-dessus de ses moyens, le Maison Blanche refusant toujours les hausses d'impôts qui seraient nécessaires pour ramener le niveau de vie des citoyens dans des limites plus compatibles avec leurs capacités de produire et de vendre à l'étranger.

Car le fait le plus grave, peut-être, est le plafonnement des exportations ou leur très faible progression. Il faut bien alors s'interroger : est-ce là le résultat pervers d'un dollar longtemps surévalué ? Ou bien assiste-t-on au lent et inexorable recul de l'industrie nationale ?

La réponse n'est pas simple. La force d'une nation dépend beaucoup du choix - fondamental - qui est fait par ses dirigeants et ses entrepreneurs entre le présent - consommer, dépenser - et l'avenir - investir. Elle repose aussi sur l'attrait qu'exerce sur elle un certain confort intérieur et le rayonnement de la domination à l'étranger.

Depuis 1981-1982, les États-Unis ont beaucoup investi, et la décision prise à l'époque par M. Reagan de soutenir financièrement les dépenses d'équipement a sûrement consolidé ou renforcé la puissance américaine. Les équipements produits ou importés depuis quatre ans porteront leurs fruits : à terme, ils sont le gage, dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, de l'électronique, de l'informatique, de produits nouveaux performants, à prix compétitifs.

De même, et c'est peut-être un autre fait important de l'histoire économique des États-Unis, les gains de productivité traditionnellement médiocres qu'enregistrait dans l'industrie ne sont fortement redressés, progressant maintenant au rythme de 4 % l'an comme dans les autres grandes nations industrialisées. S'il s'agit vraiment là d'une rupture avec le passé, si l'habitude ancienne qu'avait le patronat de choisir l'emploi plutôt que les machines est en train de disparaître au profit d'une recherche systématique de la productivité, les résultats ne tarderont pas à se faire sentir.

Mais l'avenir de l'industrie américaine dépend de facteurs autrement plus complexes que les données sur lesquelles travaillent les économistes. L'aide fiscale à l'investissement de 1981 a-t-elle par exemple surtout servi la puissance du pays ou n'a-t-elle pas été beaucoup utilisée pour la construction de bureaux et d'immeubles, bref pour des dépenses qui n'engagent pas vraiment l'avenir ? D'autre part, des pans entiers de la production ont pris de tels retards - comme le petit matériel électrique et ménager - que leur disparition semble inévitable.

Il reste à souhaiter que les États-Unis rétablissent leurs équilibres sans recourir à une dévaluation massive du dollar qui, pour être vraiment efficace, devrait, selon certains calculs, frôler... les 3 francs !

Chantages et mises en garde

De nouvelles menaces pèsent sur les otages au Liban

Tandis que la marine américaine renforce sa présence en Méditerranée, Jérusalem s'est prononcé, le dimanche 1^{er} février, contre la libération de quatre cents détenus en Israël en échange des quatre otages enlevés la semaine dernière par le Djihaïd islamique pour la libération de la Palestine (DILP), que ce dernier menace de tuer au cas où il n'obtiendrait pas satisfaction. Lundi matin, le Djihaïd islamique (pro-iranien), qu'il ne faut pas confondre avec le DILP, menaçait à son tour de tuer ses prisonniers (deux Américains et trois Français) - au cas où les États-Unis attaquaient le Liban.

Cette éventualité avait été évoquée, dimanche, par le secrétaire d'État, M. George Shultz, qui a affirmé, dans une interview publiée par l'hébdomadaire « U.S. News and World Report », que les États-Unis devaient « être prêts » à une intervention militaire pour obtenir la libération des otages américains au Liban.

Le DILP s'était manifesté pour la première fois le mercredi 28 janvier en revendiquant le rapt de quatre professeurs, trois Américains - MM. Alan Stein, John Turner et Robert Pollitt - et un Indien d'origine indienne, M. Mithileshwar Singh, enlevés le 24 janvier sur le campus du Beirut University College, à Beyrouth-Ouest. Le 29 janvier, le DILP, dont le discours est

ouvertement pro-iranien, menaçait d'exécuter immédiatement les quatre otages en cas d'agression contre le Liban. « Nous disposons d'informations sûres selon lesquelles l'Amérique veut, avec l'aide de certains pays, mener une opération militaire », affirmait le communiqué numéro deux du DILP.

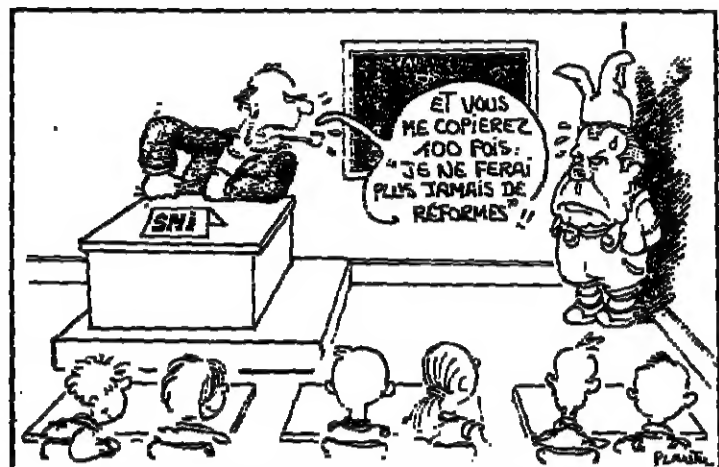
Samedi, cette même organisation changeait radicalement les termes du marché qu'elle avait jusqu'ici proposé à l'Amérique en demandant l'échange de ses quatre otages contre quatre cents « combattants de l'islam » prisonniers en Israël, sans donner plus de précisions sur leur identité de ceux qu'elle cherche à faire libérer.

(Lire la suite page 3.)

Le décret sur les maîtres-directeurs

La tension entre M. Monory et les instituteurs s'accroît

Les trois principaux syndicats d'instituteurs (FEN, CFTD, FO) font monter la pression dans les écoles, après l'annonce par M. Chirac de sa décision de signer le décret sur la fonction de « maître-directeur » proposée par M. Monory. Cette tension se traduira par des manifestations, mercredi 4 février, à Paris et en province. La section parisienne du SNI-PEGC invite ses adhérents à retarder d'une heure le début des classes, à partir du 5 février, si le texte n'est pas retiré. La « coordination » de la région parisienne, qui a lancé le mouvement il y a trois semaines, menace de se transformer en structure nationale et d'organiser une manifestation le 11 février à Paris.



(Lire page 12 nos informations et l'article de FRÉDÉRIC GAUSSEN.)

Le référendum aux Philippines

Un plébiscite sur fond de désenchantement...
PAGE 6

Trois millions d'actionnaires pour Paribas

Un succès... mais aussi des risques.
PAGE 39

Les stratégies de l'UDF

MM. Giscard d'Estaing, Barre et Léotard se disputent la confédération.
PAGE 10

L'avenir des télécommunications

Le rôle de l'Etat reste déterminant.
PAGE 40

Coupe de l'America

Troisième victoire américaine.
PAGE 14

Le sommaire complet se trouve page 44

Dernières alliances pour la « 5 », TV 6 et TF 1

Sept candidats pour trois chaînes

A huit jours de la clôture des dossiers pour la reprise de la « 5 » et de TF 6, à une semaine de la fixation du prix de TF 1, sept groupes de candidats se disputent trois chaînes.

Sauf renversement spectaculaire, les grandes lignes de partage sont déjà tracées. Et d'abord pour TF 1. C'est en effet le tandem Hachette-Havas qui tient toujours la corde pour la « une ». Les deux géants n'ont encore fait aucune annonce officielle, mais leurs responsables reconnaissent

que l'alliance est conclue, le partage des rôles défini.

Mariage de raison plus que d'amour : les deux groupes se sont opposés trop longtemps sur le marché pour que les vieux antagonismes et la méfiance réciproque puissent s'effacer en quelques jours. Mais les contraintes politiques et légales ont dicté les grandes lignes de l'accord. Ne voulant pas renoncer à ses 25 % dans Canal Plus, Havas devra ainsi, pour respecter la loi sur les concentrations, se contenter de

15 % du capital de TF 1. D'autre part, afin d'éviter que le groupe publicitaire ne soit accusé de position dominante et d'entrave à la concurrence, la régie publicitaire de chaîne sera exploitée par TF 1, et non pas directement par Havas.

A Hachette, avec 25 % du capital, le rôle de leader, la présidence et vraisemblablement la direction générale.

ANNICK COJEAN
et JEAN-FRANÇOIS LACAN.
(Lire la suite page 17.)

La crise du PCF

La riposte des « rénovateurs »

Trente-cinq responsables « rénovateurs » du PCF représentant quinze départements se sont réunis à Paris, samedi 31 janvier. Ils ont décidé d'élaborer et de publier un manifeste destiné à tous les communistes. Menacés d'élimination dans les mois à venir, ils tentent l'opération de la dernière chance : celle d'un ultime combat à l'intérieur du parti. Les constataires ne partent pas démunis dans cette bataille, mais le pari est risqué. La dynamique créée par les démissions de MM. Poperen et Rigout risque de se heurter, une nouvelle fois, à l'apathie fataliste de la masse des militants.

Le nouveau pas franchi par les « rénovateurs » porte, en fait, en germe, la rupture avec le PCF. Pour les prochaines échéances électorales, la direction du PCF pourra sans doute éviter en partie le report des voix communistes sur le candidat socialiste au second tour de l'élection présidentielle. Mais nombre de maires communistes savent que, lors des élections municipales de 1989, leur réélection ne pourrait être assurée qu'avec l'apport de voix socialistes.

O. B.
(Lire nos informations page 8.)

Vaccinations en échec

Le malheur des enfants du tiers-monde

Le troisième séminaire international sur les vaccinations en Afrique s'est achevé le 31 janvier à Niamey (Niger). Cette réunion aura été marquée par l'émergence de nouvelles et graves difficultés auxquelles devront faire face les responsables de la santé publique dans les pays du tiers-monde.

NIAMEY
de notre envoyé spécial

« Je ne vois pas très bien quels progrès majeurs il y aura en l'an 2000 si l'on continue de la sorte. Sans remettre en cause l'idée d'un programme de vaccinations chez les enfants, je crois qu'il faut au moins marquer ponctuellement une pause pour réfléchir sur notre action et pour l'évaluer, sinon nous allons faire dépenser beaucoup d'argent pour un résultat qui est des plus incertains. »

Le professeur Marc Gentilini, président de l'APMP (Association pour la promotion de la médecine préventive) (1) et spécialiste international des maladies tropicales, ne cache ni sa déception ni son pessimisme quant à l'avenir du PEV (Programme élargi de vaccinations) de l'Organisation mondiale de la santé. Une position aujourd'hui partagée par

de nombreux spécialistes réunis à Niamey.

Conçu en 1975, le PEV vise à protéger dès leur plus jeune âge les enfants contre six maladies infectieuses graves et fréquentes dans les pays du tiers-monde (rougeole, tuberculose, poliomyélite, diphtérie, tétanos et coqueluche).

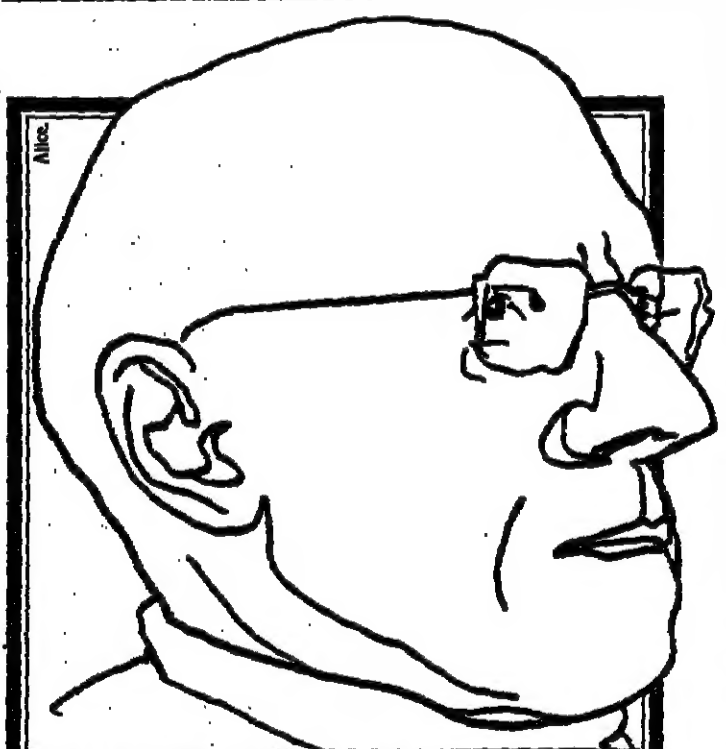
Parallèlement à la mise en œuvre de ce programme, l'OMS s'est fixée un objectif particulièrement ambitieux préalable à un autre objectif plus difficile (ou plus irréaliste) encore : « La santé pour tous en l'an 2000 ».

Reste à savoir, trois ans avant l'échéance de 1990, où en est sur

le terrain africain l'application de ce programme.

JEAN-YVES NAU.
(Lire la suite page 20.)

(1) Créée il y a quinze ans, l'Association pour la promotion de la médecine préventive est présidée par le Pr Marc Gentilini (groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, Paris). Cette association est principalement financée par la Fondation Mérieux, la branche néerlandaise de l'Association britannique « Sauver les enfants » et par le Comité français de l'UNICEF. Elle est par ailleurs soutenue par le ministère de la coopération, le Centre international de l'enfance et l'Institut Pasteur de Paris. L'APMP entend coordonner la lutte contre les maladies infectieuses pouvant être prévenues par vaccination en Afrique du Nord ; elle mène également plusieurs projets pilotes de prévention au Sénégal et au Burkina-Faso.



Michel Foucault : la liberté de savoir

Par John Rajchman

Au-delà des idéologies et des critiques dévastatrices, il fallait la liberté intellectuelle de John Rajchman pour nous proposer, dans la rigueur et la clarté, une nouvelle interprétation de la philosophie de Foucault.

Collection « Critiques » dirigée par Jean-Marie Benoist. 160 pages - 98 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Etranger

Les tensions au Proche-Orient

La guerre du Golfe

L'Iran et l'Irak poursuivent le bombardement des villes et revendiquent des victoires à Bassorah

L'Iran et l'Irak ont annoncé, dimanche 1^{er} février, de nouveaux raids sur leurs villes, dont Bagdad, qui a été touchée par un missile, tout en publiant des communiqués contradictoires sur les combats qui se poursuivent près du port méridional irakien de Bassorah.

Bagdad a annoncé sans autres précisions que des civils avaient été tués par l'explosion d'un missile, samedi soir 31 janvier, dans un quartier résidentiel de Bagdad. C'est le septième missile qui frappe la capitale depuis que l'Iran a lancé, le 9 janvier, son offensive Karbala-5 en direction de Bassorah. Téhéran, pour sa part, a précisé que le projectile visait « un centre militaire stratégique » dans la ville, et a affirmé que l'attaque marquait le début d'une nouvelle étape de mesures dissuasives et à caractère de représailles.

Bagdad a riposté, samedi, en bombardant les villes iraniennes d'Ispahan et de Tabriz. Dimanche, ce sont les villes de Mésoudah, de Mianeh, de Maragheh et de Chahpouir (nord-ouest de l'Iran), qui ont été la cible de raids « destructeurs », selon un porte-parole irakien. Ce lundi matin, Radio Téhéran annonçait que soixante-huit écolières avaient été tuées et cent cinquante autres blessées lors des raids de samedi sur Mianeh.

Sur le front méridional, Bagdad a annoncé avoir écarté des « poches iraniennes » en deux endroits, sur un lac artificiel et le long de la rivière Jassam, à environ 10 kilomètres au sud-est de Bassorah.

Le président irakien Saddam Hussein a déclaré, par la suite, que ses forces avaient « brisé » la dernière offensive iranienne aux abords de Bassorah.

M. Saddam Hussein, qui présidait une réunion conjointe du Conseil de commandement révolutionnaire et de la direction régionale du Parti Baas au pouvoir, a fait l'éloge de la « victoire remportée samedi » et au cours de laquelle les « forces d'insurrection iraniennes ont été chassées de la partie ouest du lac des Palmiers ».

« Ces combats ont brisé l'agression (iranienne) (...), a déclaré le chef de l'Etat à la télévision irakienne, ajoutant que la guerre s'achèverait à l'est de Bassorah ».

Par ailleurs, au cours d'une brève cérémonie, le président Saddam Hussein a décoré son beau-frère, le général Adnan Khairallah, ministre de la défense, lui remettant l'ordre de la défense, la plus haute distinction militaire nationale, pour son rôle dans les combats.

Des combats jour et nuit

Le général Khairallah a déclaré que les derniers combats aux abords de Bassorah avaient fait au moins quatre-vingt mille morts dans les rangs iraniens et cent cinquante mille à deux cent mille blessés.

Il a précisé que depuis le début de l'offensive iranienne, lancée le 9 janvier, les combats s'étaient poursuivis jour et nuit.

Téhéran a massé d'énormes concentrations de forces dans le secteur, a-t-il souligné, ajoutant que vingt-cinq mille à trente mille soldats iraniens continuaient à affluer sur le lieu des combats.

Les Iraniens, pour leur part, ont démenti les « victoires irakiennes » faisant état, en revanche, de trois « opérations iraniennes limitées » victorieuses à l'est de Bassorah, samedi soir et dimanche, qui auraient fait deux mille sept cents morts chez les Irakiens. Les Iraniens affirment avoir pris une position d'artillerie irakienne, abattu un hélicoptère d'assaut et détruit trente tanks irakiens.

Depuis trois semaines, les combats semblent s'être concentrés sur une zone au nord de l'estuaire du Chatt-el-Jassam, délimitée par la rivière Jassam à l'est et le canal Dual à l'ouest et au nord.

Du danger des visites organisées au front

Aux Etats-Unis, le Département d'Etat a demandé, dimanche 1^{er} février, que le journaliste américain Gerald Seib, détenu en Iran, « soit libéré immédiatement et puisse quitter l'Iran sur le champ ». L'agence de presse irakienne IRNA avait annoncé, samedi, l'arrestation d'un « étranger porteur d'une carte de presse », accusé d'espionnage au profit d'Israël. De source irakienne informée, on avait précisé dimanche que l'étranger arrêté travaillait pour le Wall Street Journal.

Ce quotidien a demandé, pour sa part, dimanche après-midi, « la libération immédiate de prison et d'Iran » de son journaliste Gerald Seib, correspondant au Proche-Orient, dont il a déclaré avoir appris la détention en Iran par des sources diplomatiques.

M. Amman, porte-parole du Département d'Etat, a précisé que le gouvernement américain « est en contact direct avec les

Suisses qui nous représentent en Iran ». Il a ajouté que M. Seib « avec d'autres journalistes américains et étrangers, ne trouvait en Iran l'information du gouvernement iranien pour visiter le front. Un visa lui avait été délivré à Francfort (RFA) ». M. Norman Paarlstein, directeur de la rédaction du Wall Street Journal a indiqué, pour sa part, n'avoir « pas été informé des raisons de la détention » de Gerald Seib. Ce dernier, a-t-il dit, « est un correspondant de presse très respecté et sa détention ne peut avoir de justification ». Evénement la déposition d'un espion israélien muni d'un faux passeport et prétendant être un journaliste, il a souligné que « M. Seib avait été invité par le gouvernement iranien à visiter l'Iran », qu'il « est entré en Iran légalement, porteur d'un passeport américain en cours de validité, et est évidemment un journaliste bien connu et respecté ».

De nouvelles menaces

(Suite de la première page.)

Le DILP précise que « si cet échange n'a pas lieu dans un délai d'une semaine non renouvelable, il ne servirait à rien de garder en vie les otages qui seront exécutés et dont les corps seront jetés dans les poubelles de Chypre ». Ces menaces sont parvenues dans un communiqué manuscrit en arabe remis peu avant minuit à une agence de presse occidentale à Beyrouth, accompagnée d'une photo polaroid couleur du professeur américain Alanna Steen, alors que le quotidien libanais indépendant *Al Nahar* recevait le même communiqué avec une photo de son collègue américain Jesse Turner. Le communiqué du DILP précise les termes du marché : « Les quatre cents moudjahidins emprisonnés dans les grottes des nazis sionistes en Palestine » devront être envoyés à Damas à bord d'un avion du Comité international de la Croix-Rouge et les otages seraient en même temps relâchés.

Paradoxalement, le DILP semble appeler de ses vœux une intervention des Etats-Unis qu'elle rend « responsable de la vie de ses espions et de ses agents » et va même jusqu'à « exprimer l'espoir » que les menaces d'une intervention militaire américaine au Liban « qui restent encore au niveau verbal », se concrétisent en une opération militaire sérieuse « afin de pour-

voir tremper le visage de l'Amérique dans la boue du Liban ».

La peste au Moyen Age

Ce souhait du DILP intervient alors même que M. Shultz affirmait dans son interview à *US News and World Report* que les Etats-Unis devraient être « prêts à utiliser la force militaire lorsque nous aurons une cible précise et que nous saurons précisément ce que nous faisons ». Mais, ajoutait-il, « nous ne voulons évidemment pas utiliser la force militaire d'une façon qui toucherait de nombreuses personnes innocentes. Mais d'autre part, la situation actuelle à Beyrouth est chaotique, un peu comme un endroit rongé par la peste au Moyen Age, et il faut le mettre en quarantaine. Il a ajouté que les Etats-Unis s'efforcent d'isoler le Liban : « Après le détournement du Boeing de la TWA, a-t-il poursuivi, nous avons interrompu tous les vols sur Beyrouth et avons essayé de persuader les autres de mettre cet aéroport en quarantaine, mais sans succès. Nous poursuivons nos efforts parce que cette zone doit être bouclée ».

Enfin, M. Shultz a estimé que les ventes d'armes à l'Iran peuvent avoir été l'une des causes de la vague d'enlèvements à Beyrouth. « Les Iraniens ont peut-être pensé que les otages ont de la valeur » en raison des « liens entre les livraisons d'armes et les otages ». « Plus on attache de valeur aux otages, plus les ravisseurs leur attachent aussi de la valeur », a-t-il conclu.

EN BREF

● **CORÉES** : appel à la solidarité internationale. — Le Comité international de la Croix (CICR) a lancé un appel à la solidarité internationale pour soutenir des propositions nord-coréennes de dialogue avec Séoul, au cours d'une réunion de son comité exécutif, les 29 et 30 janvier à Paris. Les anciens présidents du Portugal et du Sénégal, MM. Francisco de Costa Gomes et

Léopold Sedar Senghor, ont été élus présidents d'honneur de cet organisme favorable à Pyongyang.

● **FRANCE-JAPON** : la question des visas. — Le gouvernement japonais fait part à Paris de son intention de rétablir l'obligation de disposer d'un visa pour les ressortissants français se rendant au Japon si la mesure similaire, appliquée par la France dans le cadre de la prévention

M. Walid Joumblatt s'offre à remplacer M. Terry Waite « s'il est otage »

BEYROUTH

de notre correspondant

Tandis que le monde s'inquiète sur la disparition de M. Terry Waite à Beyrouth, la ville est brisée sur ses deux aéroports : le vrai, en secteur musulman, qui s'est arrêté de fonctionner ; l'ersatz, en secteur chrétien, qui est peut-être en voie d'être mis en service.

Cela fait treize jours que l'émissaire de l'Eglise anglicane, venu dans l'espoir de récupérer au moins deux otages américains enlevés en 1985 par le Djihad islamique, s'est évaporé après s'être rendu à un mystérieux rendez-vous. A mesure que son absence s'éternise, le mystère sur son sort s'épaissit.

Certes, des personnages censés avoir leurs sources de renseignements — tel le chef palestinien Abou Iyad ou le chef du Baas syrien, M. Kasso, ou un médecin chiite qui lui servit d'intermédiaire, d'autres encore — continuent de dire que M. Waite « circule librement dans la Bekaa » et qu'il y a été vu il y a deux jours encore.

L'enlèvement se confirme

Mais les informations inquiétantes sur son sort ne manquent pas non plus, notamment la révélation d'un responsable musulman libanais qu'un carrement dit : « A ce que je sache, M. Waite ne reviendra pas, car il a été enlevé et ajouté à la liste des otages (...) dès l'instant où il est parti sans ses gardes du corps ».

En s'offrant à remplacer M. Waite « s'il est otage » et en annonçant avoir fait cette proposition à un parti politique, sans toutefois préciser lequel, le chef druze, M. Walid Joumblatt, qui avait pris en charge la sécurité de l'émissaire, a implicitement donné l'impression qu'il croyait à la possibilité de l'enlèvement.

De même, la révélation par l'archevêché de Cantorbéry de messages laissés par M. Waite, qui ont l'air d'un testament, suggère qu'il

Cantorbéry aussi la thèse du rapt prend le dessus.

On a comme l'impression à Beyrouth que M. Waite s'est fait piéger à l'occasion de son dernier rendez-vous, et peut-être dès le début de sa présente mission.

Depuis le 12 janvier, date où l'émissaire de l'Eglise anglicane s'est mis à l'œuvre, le problème des otages étrangers pris à Beyrouth-Ouest n'a d'ailleurs fait qu'empirer puisqu'un Français, deux Allemands, trois Américains et un Indien résidant aux Etats-Unis ont été enlevés, plus quatre personnes non identifiées, au principe des non-Libanais, sans compter bien sûr M. Waite lui-même.

De plus, deux femmes, une Suissesse qui a été prise pour une Française, et une Allemande ont fait l'objet de tentatives d'enlèvement mais ont été relâchées.

C'est aussi qu'il reste très peu d'Occidentaux mâles, adultes — otages potentiels — dans le secteur musulman à haut risque (pour eux notamment) de Beyrouth.

Les Etats-Unis ont évacué trois ressortissants et la France huit. S'il reste 900 Français environ à Beyrouth-Ouest, la quasi-totalité sont des binationaux, puisque les Français ne sont que 54. Encore s'agit-il presque exclusivement de femmes.

Dans l'ensemble du Liban, on trouve toujours 6 700 Français, mais là encore 80 % sont des binationaux concentrés en secteur chrétien, où leurs risques sont pratiquement les mêmes que ceux encourus par le reste de la population des lieux. Les Américains, binationaux également en grande majorité, sont au nombre de 1 500, mais eux sont somés par leur gouvernement de quitter non seulement Beyrouth-Ouest mais aussi le secteur chrétien, sous peine de prison et d'amende, ce que les chrétiens libanais considèrent comme hautement injuste vu que les Américains n'ont pas de problèmes chez eux. Ces derniers ont un mois pour s'extraire, dont il reste vingt-cinq jours.

La fermeture de l'aéroport

Tous ces développements, qui isolent un peu plus leur pays et le mettent en quelque sorte en quarantaine, ne laissent pas, bien entendu, les Libanais indifférents. Mais ils les intéressent et les préoccupent moins que l'affaire des deux aéroports.

Les instructions de Damas

Bien entendu, une menace de contre-pilonnage est venue de Beyrouth-Ouest, encore imprécise. Mais l'on sait que la milice chiite Amal est violemment hostile au « second aéroport » qu'elle qualifie de « partitionniste », de même que le premier ministre, M. Rachid Karame, accusé de suivre en cela les instructions de Damas.

Mais, finalement, l'insécurité est devenue telle à l'aéroport de Beyrouth (Ouest) que les positions sont plus nuancées et moins tranchées qu'il n'y paraît. Les musulmans sunnites dans leur ensemble et les druzes ne sont pas mécontents de voir la milice chiite sur l'aéroport battré en brèche.

Le leader druze, M. Walid Joumblatt, qui est de surcroît ministre des transports, a clairement déclaré : « Je ne saurais reprocher aux chrétiens de chercher à ouvrir un aéroport dans leur région car ils ne sont pas en mesure de se rendre à l'AIB » (Aéroport international de Beyrouth).

En prenant l'initiative de déclencher cette affaire en ce moment, les Forces libanaises, qui en sont le moteur, alors que le président Amine Gemayel — sommet syro-libanais en gestation exige — apparaît en retrait, ont-elles eu l'inspiration heureuse ?

En attendant d'avoir (peut-être) deux aéroports, Beyrouth n'en a plus aucun.

LUCIEN GEORGE.

Alain BOSQUET
Lettre à mon père qui aurait eu cent ans
Le tourment de Dieu

poèmes

Des scènes de genre parfaites. Désormais, Alexandre Biskic pour toujours se verra mon-sieur russe, au quel on amènera donner rendez-vous à New York. Josiane Sarrigault/Le Monde

GALLIMARD nrf

سكزا من الاجل

Afrique

TCHAD

M. Goukouni Oueddei attribue à « un malentendu » la confrontation entre ses partisans et les Libyens

Les autorités de N'Djamena continuent à faire état d'interventions de l'aviation libyenne dans le nord du pays, notamment à Zouar, qui a été de nouveau bombardé, à haute altitude, le samedi 31 janvier. En revanche, elles démentent l'attaque de Fada, revendiquée samedi par ce qui reste des forces de l'ancien GUNT (gouvernement d'union nationale de transition).

Hôte, samedi, du « Club de la presse de Radio-France internationale », M. André Girard, ministre de la défense, a estimé que M. Hissène Habré avait « réussi à mener sur le nord du Tchad des opérations avec un certain succès », mais a souligné que Paris veut éviter d'être entraîné dans « une guerre qui pourrait être présentée comme une

guerre franco-libyenne ». Affirmant qu'il « n'y a pas de collusion franco-américaine par rapport à la Libye », il a dit que Tripoli avait, à plusieurs occasions, tenté d'ouvrir des négociations avec le Tchad avec Paris. « Notre réponse est toujours la même, a-t-il précisé. Le retour de la paix au Tchad n'est pas un problème qui concerne la France. Il concerne le Tchad et la Libye. »

abandonné par ses troupes, mais sur lequel on semble encore compter à Tripoli.

ALAIN FRACHON.

TRIPOLI
de notre envoyé spécial

Appel au dialogue et tentative pour prendre du recul à l'égard de toutes les parties impliquées dans le conflit du Tchad - y compris, peut-être, à l'égard de son protecteur libyen : telle est l'impression qu'a tentée de donner, dimanche 1^{er} février, l'ancien chef de l'opposition tchadienne (le GUNT), M. Goukouni Oueddei. Celui-ci est, en tout cas, à Tripoli, à un moment où la situation est un peu plus calme, grand seigneur prudent et subtil, recevant la presse libyenne et un envoyé spécial du Monde dans la luxueuse villa du centre de Tripoli qui lui sert de résidence. Faut-il parler de « résidence surveillée » depuis que ses troupes, les Forces armées populaires (FAP, principale composante du GUNT), ont fait dissidence pour rallier courant novembre les forces du régime de N'Djamena ? Goukouni Oueddei, qui parlait devant une trentaine de membres de son entourage et deux ou trois fonctionnaires libyens, refuse l'expression : « Moi, je suis libre de mes contacts ; la preuve,

c'est que j'ai rencontré la presse internationale à deux reprises » (ces dernières semaines).

En fait de « rencontre », M. Goukouni se bornera, ce dimanche tout au moins, à lire une brève déclaration au filou soigneusement pesé, rédigée en français, à l'usage de laquelle il répondra brièvement à une ou deux questions. Aujourd'hui, ce qui suscite d'abord ses craintes, ce sont les risques d'une « internationalisation » du conflit tchadien. « L'évolution politique et militaire est riche en événements que je ne peux pas commenter en détail (...) mais, ce qui est sûr, c'est que la situation politico-militaire qui prévaut semble préjuger un glissement de terrain pouvant internationaliser le conflit », dit-il, ajoutant : « Cela est préjudiciable au peuple et à la nation tchadienne et il faut trouver une solution rapide à ce drame ». Mais à quelle partie faut-il alors attribuer la responsabilité de ce « glissement » ? M. Goukouni ne le dira pas.

Il reconnaît qu'il y a bien eu, à la fin de l'an passé, « une confrontation entre les FAP (qui occupaient la région du Tibesti) et la Libye ». « Ce fut là, poursuit-il, le résultat d'un malentendu suscité par certains éléments hostiles aux intérêts des peuples libyens et tchadiens ». « Ce n'était pas recherché par les deux parties », dit encore M. Goukouni, expliquant : « Je crois que la confrontation avec notre allié naturel ne sert guère les intérêts des deux peuples et des deux révolutions ». Suit un appel au colonel Kadafi pour que ce dernier facilite une solution pacifique : « Je demande au guide de la révolution, ami de la révolution tchadienne, de prendre conscience du danger que court la nation tchadienne afin de

déployer tous les efforts nécessaires pour garantir les liens d'amitié existant entre nos deux peuples en contribuant à la recherche d'une solution politique ». Il justifie cette requête en faisant valoir que la Libye « est notre soutien et notre allié naturel », sur lequel nous avons fondé notre espoir pour libérer notre pays. Comme on lui demande s'il sollicite la médiation directe, il répond : « Pour le moment, je ne pose pas cette question. »

Des silences ambigus

Même prudence sur les combats en cours, sur la reprise en janvier par les troupes de N'Djamena de deux localités du nord du Tchad, Zouar et Fada : « Je ne suis pas disposé à faire un commentaire quelconque là-dessus, j'ai lu les journaux, inutile de me poser des questions. » L'ancien chef du GUNT appellera encore « toutes les parties en conflit à faire taire les armes » et rappellera sa « permanente disponibilité » à rechercher une solution pacifique au drame tchadien.

L'entretien est terminé. Il n'aura pas duré un quart d'heure. M. Goukouni, sanglé dans un costume-cravate suisse, silhouette haute et ascétique couronnée par une ample chevelure grisonnante, quitte le salon de la villa sous les applaudissements de ses partisans. Il a pas en mots pour dénoncer, à l'instar de la presse libyenne, l'action de la France et des États-Unis au Tchad : depuis le 18 novembre, lui a succédé à la tête du GUNT, M. Achéikh Ibn Omar. Autant de silences qui reflètent sans doute l'ambiguïté de la position d'un homme, apparemment

ANGOLA

La CIA aurait fait transiter par le Zaïre des armes destinées à l'UNITA

Dans son édition du dimanche 1^{er} février, le New York Times affirme que la CIA a fait parvenir des armes à l'UNITA, le mouvement de M. Jonas Savimbi, en lutte contre le régime marxiste d'Angola, en utilisant la base aérienne de Kamina dans le sud du Zaïre. Construite par les Belges dans les années 50, cette base a été plus ou moins abandonnée en principe, mais deux pistes sont encore utilisables. Selon le journal américain, des avions cargos C-130 et Boeing-707 se sont posés à plusieurs reprises à Kamina (Shaba) en 1986, entre le 20 mars et le 20 avril, entre le 15 et

le 30 mai et au cours d'une nuit à la mi-octobre.

A Washington, un porte-parole officiel a déclaré que la CIA avait pour principe de ne jamais confirmer ni démentir les informations relatives à ses activités secrètes. Il a ajouté qu'en tout état de cause celles-ci ne pouvaient avoir lieu qu'en harmonie avec la politique officielle des États-Unis et avec l'accord des autorités compétentes.

Le Zaïre et l'Angola ont signé un pacte de non-agression en 1985, et le président Mobutu a démenti à différentes reprises les rumeurs faisant état d'un transit par le Zaïre d'une aide apportée par les Américains aux hommes de M. Jonas Savimbi. L'aide américaine à l'UNITA, qui s'est élevée l'an dernier à 15 millions de dollars, a débuté en 1985, mais les autorités de Washington ont toujours refusé de révéler les voies d'acheminement. Un transit par l'Afrique du Sud violerait l'embargo sur les livraisons d'armes à ce pays.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Attentat à Kaboul (quatre morts)

Une voiture piégée a explosé, dimanche 1^{er} février, devant l'ambassade de l'Inde, à Kaboul, tuant quatre personnes et en blessant plusieurs autres, rapporte Radio-Kaboul. L'explosion a endommagé les locaux de l'ambassade et des immeubles avoisinants, a précisé la radio. Rendant compte de l'attentat, l'agence soviétique des nouvelles sans préciser la nationalité des victimes.

Selon Tass, le numéro un afghan, M. Najibullah s'est aussitôt rendu à l'ambassade de l'Inde pour présenter ses condoléances. M. Najibullah a déclaré que l'attentat était un « acte subversif » faisant « partie du complot des ennemis communs de l'Afghanistan et de l'Inde » qui cherchent à « saper les relations d'amitié » entre les deux pays et « manifester leur hostilité à l'encontre de la politique de non-alignement de l'Inde ». Plusieurs sources de la guérilla afghane, contactées au Pakistan dimanche, ont dit ne rien savoir encore sur l'explosion de Kaboul. Aucune ne l'a revendiquée. — (AFP.)

Sri-Lanka

Massacre de civils dans l'Est

Colombo. — Malgré le démenti des autorités, les forces de l'ordre continuent d'être accusées d'avoir tué deux cents civils, le 28 janvier, lors d'une opération contre les rebelles tamouls. Un porte-parole du Comité des citoyens du district de Batticaloa, dans l'est de l'île, a déclaré, dimanche 1^{er} février, que les preuves s'accumulent sur la mort de quelque deux cents civils, attribués aux forces de sécurité.

Selon le gouvernement, vingt-trois maquisards tamouls, treize membres des forces de sécurité et quatre civils ont été tués dans une opération des commandos de la Force d'action spéciale (ISF) contre des caches rebelles, à Kakkadicholai (à environ 10 kilomètres au sud de Batticaloa), au cours de laquelle la principale base orientale du mouvement indépendantiste des Tigres pour la libération de l'Est (LTTE), a été détruite (Le Monde du 30 janvier).

Le directeur général d'un élevage de crevettes situé dans cette zone, M. Victor Santiapilal, a affirmé, de son côté, que trois membres des commandos avaient emmené une vingtaine de ses employés dans une église et en avaient tué vingt-deux. Douze autres sont portés disparus et sont peut-être morts, selon lui. — (Reuters.)

COLLEGE SAINT-BARBE

SCIENCES - PO 2^e ANNÉE

Préparation à l'entrée en 2^e année à l'IEP de Paris

- Cours exclusivement assurés par d'anciens élèves de Sciences-Po
- Conférences de personnalités de l'entreprise et de la haute fonction publique

Préparation de mars à septembre après 18 h

Tests d'admission : les 2 et 4 mars
Inscriptions : Collège Saint-Barbe
Tél. : 43-25-43-98
4, rue Voltaire, 75005 Paris

PARIBAS ? ...ICI RESSOURCES !



2, 3, 10 fois par jour chez RESSOURCES, nous appelons PARIBAS.
2, 3, 10 fois par jour PARIBAS nous appelle.
La menée à bon port du grand paquebot « Privatisation de PARIBAS » a nécessité ces liens multiquotidiens entre PARIBAS et RESSOURCES.
Pour PARIBAS, nous avons, dans le cadre de la structure opérationnelle mise en place par EUROCOM, conçu et réalisé les brochures, les dépliants, les lettres (mailing), les affiches, l'opération téléphonique (en collaboration avec Télé-Action), le Portfolio - Paribas - Figaro et nous avons contribué au succès des opérations de communication interne. De plus, Gérard MARTINOT, Président de RESSOURCES GROUPE, a coordonné l'ensemble des opérations publicitaires et promotionnelles.
Si la privatisation de PARIBAS est en passe de devenir une référence dans ce domaine, c'est parce que la communication, à tous les niveaux, a bénéficié d'une homogénéité parfaite, dans ses applications visuelles et verbales. Et sans la qualité d'écoute et de décision de la Direction de la Communication de PARIBAS, rien n'aurait été possible.
Madame, Monsieur, si vous souhaitez avoir plus d'informations sur RESSOURCES et ses réalisations, décrochez votre téléphone et dites, vous aussi...
Allo RESSOURCES...

RESSOURCES GROUPE

Agence de communication rapprochée
Marketing direct (MMC RESSOURCES) PLV - Edition (RESSOURCES COMMUNICATIONS)
Promotion-Stimulation (RESSOURCES PROMO)
122, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Tél. : (1) 47 47 51 01

هكذا من الاجل

55 من الاجل

Asie

PHILIPPINES : le référendum constitutionnel

Plébiscite sur fond de désenchantement

Une forte participation a été signalée dans de nombreux bureaux de vote à Manille et dans ses environs à l'occasion du référendum constitutionnel qui s'est déroulé, lundi 2 février, apparemment sans incidents majeurs. Des résultats portant sur 80 % des suffrages exprimés étaient attendus d'ici à mercredi.

MANILLE
de notre envoyé spécial

Les Philippines se sont prononcées sur un projet de constitution dont, en majorité, les citoyens ne connaissent pas le contenu. Mais la conscience que le véritable enjeu de ce référendum est la consolidation du pouvoir de M^{re} Aquino, ils ont cependant émis leur opinion sans grande illusion : même s'il est positif - ce qui est vraisemblable, la seule incertitude étant la marge de majorité - le résultat de ce vote de confiance n'apportera pas d'un coup de baguette magique la stabilité aux Philippines.

Les banderoles en faveur du « Oui à la Constitution, oui à Cory » déployées dans Manille, tout comme les rires « Non » rageurs tracés en rouge sur des murs, semblaient ces derniers jours quelque peu dépassés. La campagne a été largement éclipée par un enchevêtrement d'incidents - massacre de seize manifestants par l'armée aux abords du palais présidentiel et série de rébellions avortées de militaires - qui témoignent d'une crise profonde.

Cette première consultation populaire depuis la chute du régime Marcos, le 25 février 1986, devrait se dérouler de manière plus correcte que par le passé. La commission pour les élections a épuré les listes électorales des 5 % à 10 % de votes fantômes enregistrés lors des précédentes consultations. Mais, à l'ouverture du scrutin, beaucoup avaient craint des violences dans les bureaux de vote.

La journée de dimanche a été calme. Mais de nouvelles rumeurs de coups de force et la saga de deux cents soldats « loyalistes » (partisans de Marcos) regroupés dans une propriété du genre de l'ex-président à Montalban, au nord de Manille, qui ont pris le maquis dans la Sierra Madre et ont été poursuivis, dans une certaine confusion, par les troupes gouvernementales, donnaient l'impression que rien n'était véritablement réglé. S'agit-il du dernier avatar des opérations de la semaine dernière ou du prélude à de

nouvelles actions ? La mort, samedi, de deux grévistes, tués par l'armée au cours d'une manifestation à Batangas, semble indiquer que ces derniers relèvent d'une attitude débridée des militaires à l'égard des manifestants de gauche.

Sans doute le pouvoir de M^{re} Aquino n'est-il pas directement et immédiatement menacé. L'approbation de la nouvelle Constitution marquera un premier pas vers une normalisation. Mais la crise que traversent les Philippines n'est pas constitutionnelle, elle est politique : crise d'autorité d'un gouvernement qui n'a pas réussi à unifier les forces du pays et qui, clairement aujourd'hui, n'a pas le contrôle de son armée. Crise de confiance aussi : le pouvoir a déjà non seulement une partie de l'élite intellectuelle mais aussi de la population pauvre, qui ne voit guère sa vie changer.

Le premier symptôme de crise politique du gouvernement Aquino : la rupture des négociations avec les

M^{re} Aquino avait accentué cette fragmentation en abrogeant le cadre institutionnel sans pour autant tirer partie de cette situation « révolutionnaire » pour imposer des réformes. Dans son souci de se démarquer des méthodes de M. Marcos, M^{re} Aquino a proclamé un « gouvernement révolutionnaire » sans vision prospective et qui n'a pas su profiter de ses pleins pouvoirs. C'est alors la ruée des intérêts égoïstes, désormais manipulés par l'opposition, qui a rapidement prévalu.

La grande bourgeoisie

Dans le souci de rétablir d'abord un cadre constitutionnel et de confier à un Parlement la tâche de formuler des réformes, M^{re} Aquino a laissé passer la chance de transformer le pays. L'élite intellectuelle et la gauche identifient cette décision à une volonté de protéger les intérêts de la grande bourgeoisie,

favor de la Constitution. Mais certains regrettaient, en leur for intérieur, que les supporters de M^{re} Aquino se soient souvent comportés dans les bidonvilles comme les propriétaires de M. Marcos, distribuant de l'argent pour inciter à voter « oui ». La présidente elle-même, au cours de sa campagne, s'est laissée aller à faire des promesses que son gouvernement peine difficilement à tenir : quelques 400 millions de dollars dans les régions, rien que pour 1987... « Beaucoup ont voté pour M^{re} Aquino parce qu'elle est la seule alternative à une justice militaire, mais sans grande illusion », nous dit un prêtre d'un quartier pauvre.

L'abrogation de la Constitution aura surtout placé le gouvernement dans une position inconfortable face à la seule institution encore en place : l'armée. Cette armée est aujourd'hui fragmentée, à l'image de la société elle-même. Certaines de ses factions menacent le pouvoir civil, et elle a constaté ces derniers temps que ses différents « mouvements d'armes » et son commandement ne suscitaient guère de réactions de la part du gouvernement, qui semble au contraire la craindre. Mme Aquino brandit certes la glaive de la justice en direction des officiers réfractaires, et le général Ramos, chef d'état-major général, a annoncé une « purge » dans l'armée. Mais on peut se demander qui aura l'autorité suffisante pour mettre en application ces sanctions et rétablir ordre et discipline parmi les militaires.

Les opérations de ces derniers jours ne sont que l'écho du malaise existant au sein de l'armée. Le pouvoir civil n'a visiblement pas le contrôle des militaires, mais celui-ci semble aussi échapper partiellement au chef d'état-major dans plusieurs régions militaires (dans le nord de Luzon ou à Cebu). En outre, l'armée pense à plus long terme, en plus de la « purge » gouvernementale, loyalistes, pro-Enrile, et indécis) au point que, lorsqu'elle est en action, les soldats doivent désormais porter des brassards de couleur pour s'identifier et ne pas s'entre-tuer entre hommes du même bord.

Après quatre coups de force avortés en l'espace de six mois, la question qu'on se pose à Manille, désormais, est quel sera le résultat du référendum constitutionnel, tient en une boutade : « A quand la crise, cinquante ans ? ».

PHILIPPE PONS

CHINE : le recentrage gagne l'économie

Le nouveau chef du PC s'efforce de s'imposer

PÉKIN
de notre correspondant

M. Zhao Ziyang a profité de la trêve des conflits, des quatre jours de congé qui marquent la Fête du printemps, le Nouvel An chinois, pour tenter d'asseoir sa nouvelle autorité de secrétaire général du Parti communiste. Depuis son accession à cette fonction, le 16 janvier, en remplacement de M. Hu Yaobang, éliminé pour cause de libéralisme, M. Zhao a, en effet, fort à faire pour endiguer la marée de conservatisme qui déferle dans tous les secteurs de la vie du pays et dont le promoteur le plus actif est M. Peng Zhen, membre du bureau politique et président de l'Assemblée nationale populaire (ANP, Parlement).

S'adressant à ses compatriotes, M. Zhao s'est efforcé de les rassurer à la suite du virage idéologique à 180 degrés que vient d'effectuer le PCC. La démocratisation du système politique socialiste sera améliorée. En particulier, les électeurs pourront choisir entre plusieurs candidats lors des prochaines élections locales. Dans le système chinois, la population élit seulement ses représentants aux assemblées locales, celles-ci choisissent ensuite leurs délégués aux assemblées provinciales et à l'ANP.

M. Zhao a aussi affirmé que la lutte actuelle contre le « libéralisme bourgeois » et en faveur des « quatre principes cardinaux » (qui garantissent la toute-puissance du PCC, même si elle doit être « de longue haleine », ne déviât pas en une campagne politique de type « autre-mondisme ». Elle sera limitée au PCC et se cantonnera aux domaines idéologique et politique. Sous « un très petit nombre de membres » seront sanctionnés et ceux qui reconnaissent leurs erreurs seront pardonnés. Le mouvement ne doit pas s'étendre aux zones rurales et se limiter à une « éducation paritaire » dans les usines. Enfin, M. Zhao se veut pas que l'on se livre à des attaques personnelles.

M. Zhao a donc fixé les limites que les conservateurs ne devaient franchir, il tente sans doute aussi de s'attirer le soutien des partisans de M. Hu, auxquels il peut,

apparaître comme un moindre mal face aux conservateurs. En effet, ces derniers, non contents d'avoir éliminé M. Hu, s'en prennent désormais à une politique modérée, qui est également celle de M. Zhao. Certaines de ses options économiques ont été aussi victimes de cet inquisiteur « dérapage ». On comprend donc que M. Zhao veuille renforcer ses positions sans tarder. Il veut garder l'essentiel de ses nouvelles fonctions.

Tâche difficile. Ce n'est pas M. Zhao qui a les honneurs de la presse officielle, c'est surtout M. Peng Zhen. Celui-ci se comporte comme un véritable chef d'Etat, voire de parti, faisant des discours télévisés, écrivant les articles qui donnent le ton de la campagne anti-bourgeoise. Lui qui avait été pourtant la première victime de marées des purges maoïstes au tout début de la révolution culturelle, ne peut aujourd'hui à l'heure des clichés post-maoïstes du machisme qui l'on croyait disparus depuis le retour au pouvoir de M. Deng Xiaoping en 1977.

Le soutien de M. Deng

En 1942, Mao avait écrit que les intellectuels devaient être les « bêtes de somme » du prolétariat et préconiser que la littérature soit uniquement au service du parti. Le 27 janvier, M. Peng Zhen a demandé que l'on revienne à ces saines principes et que les écrivains se limitent à « fournir au peuple une bonne nourriture spirituelle ». Quant au *Quotidien du peuple*, il souligne qu'« aucune autre pensée que le marxisme-léninisme-pensée Maoïste ne peut être tolérée ». Enfin, le *Journal de la jeunesse* vient de dénoncer la « pourriture » et la décadence des intellectuels bourgeois (drogue, suicides, homosexualité, etc.) et d'affirmer : « Une d'exemple que : les intellectuels français ont compris la supériorité du socialisme sur le capitalisme ».

Sur le plan économique, lors de la dernière session parlementaire, présidée par M. Peng Zhen, des députés ont réaffirmé le primat de la planification, critiqué l'économisme, défendu l'autonomie et le travail dur aux dépens des stimulants matériels, insisté, comme le réclamait Mao, sur la préférence à accorder à la production de céréales. Le *Quotidien des ouvriers* a célébré le développement de l'industrie de transformation, soutenant implicitement la priorité à l'industrie lourde. L'exemple de Daqing, le champ pétrolier de Mandchourie à l'honneur pendant la révolution culturelle, est à nouveau mis en avant. Et comme si cela ne suffisait pas, le *Quotidien du Sud*, publié à Canton, a réclaté la « réhabilitation de Yu Gong », ce héros de la légende chinoise qui, à force de travail, avait déplacé des montagnes : « Nous avons toujours besoin de suivre cet esprit (...) de travail acharné ».

Les grandes lignes de la politique de réformes et d'ouverture vers le monde extérieur tracées par M. Deng depuis 1978 semblent se vider chaque jour un peu plus de leur contenu, même si la propagande ne cesse de répéter que c'est pour les sauver que l'on a entrepris le réajustement actuel. Il faudrait que M. Zhao ait beaucoup d'efficacité et bénéficie du soutien d'un M. Deng peu visible ces temps-ci, s'il veut imposer des vues pas trop conservatrices, et les faire respecter : en dépit de ses instructions, la lutte contre le « libéralisme bourgeois » a déjà gagné certaines campagnes.

PATRICE DE BEER

● AFGHANISTAN : coopération avec le COMECON. — Kaboul a signé, vendredi 30 janvier, un accord de coopération avec le COMECON. Le COMECON a déjà fourni une aide à l'Afghanistan dans le cadre de cent cinquante projets dans les secteurs industriels et agricoles, pour la prospection géologique et la formation de personnel. Le COMECON regroupe l'URSS, la Pologne, la RDA, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, Cuba, la Mongolie et le Vietnam. (Reuters.)

Diplomatie

La RFA et le « nouveau style » soviétique

Comment faut-il traiter M. Gorbatchev ?

BONN
de notre correspondant

Quelle attitude à adopter face aux intentions réformatrices manifestées par M. Gorbatchev ? Presque le même un soviétique au mot, comme le demande M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, ou, au contraire, ne pas se laisser d'illusions, et déterminer sa position en fonction de ses propres intérêts, comme le souhaite le ministre-président de Bavière, M. Strauss ?

La question a été dominée les deux importants forums occidentaux réunis à la fin de la semaine, le World Economic Forum de Davos (Suisse) et la vingt-quatrième conférence sur la défense de

Munich, n'ignorera personne. Ni les Européens ni les Américains ne peuvent plus l'ignorer.

Face au « faucon » américain Richard Perle, qui se trouvait une fois de plus à Munich dans le rôle de l'avocat du diable, les nuances exprimées par les responsables ouest-allemands ne manquaient pas d'intérêt, à la veille des négociations qui doivent s'ouvrir entre les partis de la majorité sur la nouvelle plate-forme gouvernementale.

La tenue de ces deux forums a, en outre, précédé de peu l'arrivée, ce lundi à Bonn, du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, dont la visite n'est certainement pas un hasard une semaine après les élections législatives en RFA.

Devant le World Economic Forum, M. Genscher s'est fait, lui, l'avocat d'une « politique de détente réaliste », basée sur le principe d'une « force militaire suffisante et d'un esprit ouvert » de dialogue et à la coopération. « Ce serait une erreur de s'abandonner à l'illusion qu'on peut, dès aujourd'hui, déposer les armes, mais il serait également dommageable de rester aveugle devant la possibilité d'une nouvelle évolution dans les relations Est-Ouest, a-t-il dit. (...) Pour les Occidentaux, il me semble juste et urgent, aujourd'hui, de prendre Gorbatchev sa nouvelle politique au mot, avec toutes ses conséquences ».

Durant la conférence sur la défense à Munich, le ministre ouest-allemand, M. Wosner (CDU), a davantage mis l'accent sur la prudence à adopter. Insistant notamment sur la supériorité actuelle des forces du pacte de Varsovie au plan conventionnel, il a appelé à la vigilance. Mais il a reconnu lui aussi que l'attitude actuelle des Soviétiques laissait entrevoir une « possible révision » de la conception de leurs intérêts en matière de défense.

H. de B.

La visite d'un haut responsable américain à Varsovie

Les Etats-Unis s'apprentent à lever leurs dernières « sanctions » économiques contre la Pologne

Le numéro deux du département d'Etat américain, M. John Whitehead, a quitté Varsovie le samedi 31 janvier à l'issue d'une « visite d'information » de trois jours qui marque une étape importante dans les relations entre Washington et les dirigeants polonais, relations très dégradées depuis 1981 et qui devraient à présent reprendre un tour un peu plus normal. L'effet des très virulentes politiques de ces dernières années ne sera

pas effacé du jour au lendemain, mais Washington s'appare à lever les quelques sanctions économiques qu'il applique encore, tout en faisant comprendre que les Etats-Unis ne se désintéressent pas du sort de l'opposition polonaise, dont M. Whitehead a longuement rencontré les représentants. Le diplomate américain doit encore se rendre en Tchécoslovaquie et en Bulgarie.

Varsovie (AFP). — « Nous sommes clairement engagés sur la voie de l'amélioration de nos relations », a déclaré M. Whitehead après avoir rencontré, comme il le souhaitait, « les plus hautes personnalités représentatives de tous les secteurs de la société polonaise ».

Les officiels comme le général Jaruzelski et le premier ministre M. Messner, mais aussi M. Lech Walesa, entouré de ses principaux conseillers, et le cardinal-primat Mgr Jozef Glemp.

La question des dernières sanctions encore appliquées par les Etats-Unis - interdiction de crédits garantis et retrait de la classe de la nation la plus favorisée - et celle des droits de l'homme ont été au centre des entretiens.

A propos des « sanctions » (décidées au lendemain de la proclamation de l'état de guerre en 1981), M. Whitehead retour à Washington avec une réponse claire : tous ses interlocuteurs souhaitent qu'elles soient levées, y compris M. Walesa, qui avait déjà exprimé cette opinion après la libération, en septembre dernier, de la quasi-totalité des prisonniers politiques.

Pour Solidarité, indiquant ses responsables, il est possible de lever des sanctions sans se dissocier du combat pour le retour au pluralisme syndical. Il s'agirait en fait pour les Etats-Unis de revenir à une politique « active » à l'égard de Varsovie en

décidant de l'opportunité d'octroyer ou non des crédits en fonction du sort réservé aux revendications de l'opposition démocratique.

« Nous avons des divergences avec la Pologne sur les droits de l'homme et sur le problème de la réconciliation nationale », a dit M. Whitehead. Evoquant la situation des opposants « restant en détention », il a déclaré que l'opposition, « si elle est sérieuse, doit être assurée qu'elle sera prise en compte pour des raisons politiques ».

« Nos requêtes ont parfois été satisfaites, mais d'autres questions n'ont pas reçu de véritables réponses », a-t-il dit en faisant allusion au pluralisme syndical dont le général Jaruzelski ne veut pas entendre parler.

Après des visites à Prague, Sofia et Bruxelles, M. Whitehead doit faire un rapport au secrétaire d'Etat George Shultz à Washington, où la question des sanctions sera examinée dans les prochains jours, a-t-il dit.

Un calendrier de contacts polono-américains est déjà fixé. Une délégation parlementaire polonaise est attendue à Washington en février. Au printemps, un groupe de travail doit fixer un calendrier de réunions pour la commission mixte.

Les autorités polonaises ont de leur côté, noté-on, fait des gestes qui traduisent leur volonté de

Le Monde
sur minitel

IMMOBILIER

30000 affaires Paris-province. Garantie

36.15 TAPEZ LEMONDE

TOKYO SANS ESCALE.



Certains jours, les grands oiseaux ne font pas d'escale. A partir de Mars*, quatre jours par semaine exactement. Le jeudi, le samedi et le dimanche, au départ de Paris. A 20h25. Le mardi, au départ de Londres. A 19h00. Quatre vols sans escale qui s'ajoutent aux deux

autres vols via Moscou, du vendredi et du lundi, au départ de Paris. Et qui font de la JAL la compagnie qui offre le plus grand nombre de vols rapides pour Tokyo. Des vols de grande envergure. Comme chaque jour les vols de Japan Air Lines. Tél. Réservations: 42.25.85.05



JAPAN AIR LINES

* en Février, deux vols sans escale, au départ de Paris, le samedi et le dimanche, A 20h25.

LINTAS-PARIS

هكذا من الاجل

حزب من الاحل

Politique

La contre-offensive des « rénovateurs » du PC

Le manifeste des trente-cinq

Les « rénovateurs » du Parti communiste vont publier, à la mi-février, un « manifeste » résumant les questions fondamentales qu'ils souhaitent voir débattre à l'intérieur et hors du parti. Rédigé discrètement à Paris, le samedi 31 janvier, trente-cinq militants (actuels ou anciens dirigeants fédéraux, élus locaux et ex-collaborateurs

du comité central), représentant quinze départements, regroupés dans un « collectif de coordination des rénovateurs communistes », en ont pris la décision. S'ouvre ainsi une contre-offensive après le « choc » créé par les démissions de MM. Claude Poperen et Marcel Rigout des instances dirigeantes du PCF.

L'émotion est un paramètre politique difficile à apprécier. Celle provoquée par les démissions de M. Claude Poperen du bureau politique et du comité central du PCF et de M. Marcel Rigout du seul comité central du PCF revient comme un boomerang dans le camp de la direction. Trente-cinq militants communistes se sont en effet réunis, à la fin de la semaine dernière, dans un lieu discret de la capitale. Il y avait là, selon un des participants, des membres de comités fédéraux départementaux, des élus municipaux et d'anciens collaborateurs du comité central du parti. Au total, quinze départements (1) étaient représentés dans ce que les contestataires baptisent « collectif de coordination des rénovateurs » communistes. Ce collectif n'est pas conçu comme une structure parallèle pouvant tomber sous l'accusation de fractionnisme.

Ces militants, qui ont noué des relations de « camaraderie » au fil du temps — une bonne partie d'entre eux sont passés par les écoles du parti, — ont décidé de réagir, plus concrètement qu'auparavant, aux derniers événements qui ont secoué leur parti. Cette « coordination » et la publication prochaine d'un « manifeste » en sont les preuves les plus tangibles. Ils rejettent l'idée d'une création de tendance derrière tel ou tel dirigeant du PCF mais ils veulent lutter contre la « dégenérescence », qui, selon eux, frappe leur formation politique. Leur but est de « coordonner ce qui est en train de se faire », sans préjuger des événements et sans nier les réalités de la société. Même si certains ont des avis divergents, la

majorité d'entre eux estiment que toutes les possibilités du combat interne ne sont pas encore épuisées. A cette étape de leurs réflexions, il n'est donc pas question de se lancer dans la création d'un nouveau parti. L'idée a plané sur leurs débats mais n'a été abordée que sous la forme de « plus ultime » d'une réflexion de tous leurs partisans.

Ligne contre ligne

Dans ce dessein, ils vont élaborer un « manifeste » — et non pas une « plate-forme » — qui sera rendu public. Dans chaque département, les communistes critiques pourront susciter une réflexion interne — certaines fédérations ont un grand souci de légalisme — ou bien mettre le débat sur la place publique. La démarche de ce collectif, à travers le manifeste, se résume à poser des questions essentielles, sans s'en tenir uniquement aux problèmes de fonctionnement dans lesquels la direction voudrait confiner le PCF, d'après l'analyse que font ces « rénovateurs ».

Le texte aura donc « une forte teneur de classe », fera référence au marxisme et à l'antagonisme, affirmera l'identité communiste et d'interrogera sur la place du courant révolutionnaire. Sa rédaction, selon un participant, « évitera la langue de bois » et sera compréhensible par tous les électeurs communistes. Si ce « manifeste » a pour vocation d'animer le débat chez les communistes ou ceux qui ont quitté le PCF, les membres du collectif ne veulent pas, cependant, se laisser aller à « l'euphorie et la dynamique

Le rejet de la greffe ?

par Patrick Jarreau

« Ce n'est pas une crise, c'est tout juste un psychodrame », a dit M. Charles Fiterman au sujet de la démission de MM. Claude Poperen et Marcel Rigout. La formule n'est que trop exacte. Elle se voulait, sans doute, cruelle pour les deux battus. Elle l'est, assurément, pour le Parti communiste. L'ancien ministre des transports, qui en est l'un des principaux dirigeants, suggère ainsi que ce parti n'est traversé par aucun débat véritable et que les péripéties qui ont agité la dernière réunion de son comité central ne révèlent rien de plus que la tension dans laquelle certains membres de cette instance vivent la situation actuelle.

Il n'était pas dans la tradition du PCF, depuis la fin des années 20, de rendre publiques ses divergences internes tant que la direction n'était pas assurée d'avoir remporté, sur ses contradicteurs, une victoire qui lui permit de les désigner, avec leurs thèses, à la réprobation des militants. Depuis une petite dizaine d'années, ceux qui, à un moment ou à un autre, se sont opposés à la direction ont pris l'habitude de ne pas laisser à celle-ci l'initiative de faire connaître leur point de vue hors des canaux internes. La règle n'en a pas moins été respectée au niveau des responsables : lorsqu'un membre du comité central (M. Henri Fiazin en 1979) ou du bureau politique (M. Pierre Juquin en 1985) porte ses désaccords sur la place publique, c'est qu'il est déjà battu.

Le congrès de 1985 avait innové. M. Juquin, M. Félix Damette, M. Rigout étaient recommandés au comité central, bien qu'ils n'eussent pas voté la résolution. Leur réélection, à la demande de la direction, créait un statut inédit au PCF depuis près de soixante ans : ils

étaient minoritaires. Leur présence a été mise à profit par la direction pour, d'abord, « purger » l'appareil avec leur caution involontaire. M. Marchais et ceux qui le suivent ont vu le soutien de leur direction se transformer en contentieux sur le passé et contestation l'orientation générale, leurs adversaires n'avaient aucune stratégie à leur opposer. Pour le Parti communiste, s'entend, M. Juquin avait et a toujours quelques idées sur la reconstitution d'une force à la gauche du Parti socialiste, mais le PCF ne pourrait s'ouvrir à des courants différents sans se transformer profondément. L'alternative ne se posait donc pas en termes d'alliances, mais de direction et d'organisation. Or, depuis sa naissance, le PCF n'a jamais changé ses principaux dirigeants que sur impulsion extérieure — l'Internationale de l'entre-deux-guerres — ou par nécessité biologique. Quant à changer de modèle d'organisation, autant vaudrait, pour le PCF, se saborder purement et simplement.

La vitalité de l'appareil

La direction comptait sur la maîtrise des minoritaires pour démontrer qu'il n'y a pas d'autre politique communiste possible que la sienne, soit qu'ils s'y rallient, soit qu'ils l'accompagnent, soit qu'ils abandonnent le terrain de leur propre chef. Si M. Marchais envisageait de passer des compromis avec eux et de tenter de se donner, ainsi, une image d'homme de dialogue, il n'en a pas eu ou pas pris les moyens. La conséquence de cette impuissance, au vu de la résolution, la secrétaire générale a bravement mis fin à l'expérience en déclarant que ceux que l'on

appelle les rénovateurs ne sont, en réalité, que des « liquidateurs » du parti. En leur décernant le titre qu'ils avaient, sans doute, toujours mérité dans son esprit, M. Marchais espérait solder l'affaire et se débarrasser du moins contrôlable d'entre eux, M. Juquin.

A première vue, le PCF est un parti qui entre d'autant plus inexorablement en agonie qu'il refuse de se soigner et montre la porte à tous ceux qui le disent malade. Ce qui étonne, pourtant, c'est la vitalité dont fait preuve l'appareil, qui continue à fonctionner et qui assure la survie de l'organisation. Le cœur du système est, certes, imprégné par la réalité extérieure, mais il ne déprime pas plus qu'il ne se décompose. Il continue à produire ce pour quoi il a été façonné : non de la politique, mais de l'orthodoxie. De celle-ci, les membres du comité central peuvent, éventuellement, discuter la sévérité, mais non le principe. Déterminer par la direction, elle ne peut être que reconnue ou rendue.

Ainsi avait-on vu, en 1961, le comité central approuver l'insupportable thèse de la « paupérisation relative et absolue » des travailleurs manuels pour la seule raison que Maurice Thorez l'avait énoncée, et sanctionner ceux qui l'avaient contestée. A l'instar de leurs prédécesseurs d'ailleurs, des hommes qui prétendent à une certaine autorité intellectuelle, comme MM. Lucien Sève et Amiel Le Pout, tentent d'atténuer les peines, mais les votent. Les rénovateurs sont des liquidateurs, puisque c'est M. Marchais qui le dit.

S'il est vrai que les affrontements de la semaine dernière ne sont pas l'issue d'un débat stratégique — tout au plus le règlement tardif des comptes de juin 1984 —, les deux perdants, à défaut de préconiser une politique, représentent une « culture ». Pas celle de l'union de la gauche et du programme communiste, que MM. Poperen et Rigout avaient, comme les autres, encourus. Ce qui signifie leur rupture est, peut-être, plus grave pour le PCF. Longtemps dirigeant de la section communiste de Renault, M. Poperen est un produit de l'omose, longtemps vérifié, entre le PCF et le milieu des ouvriers professionnels de la métallurgie de la région parisienne. M. Rigout incarne, lui, l'implantation du communisme dans le Limousin à dominante rurale et de vieille industrie moyenne, marqué par une tradition socialiste ancienne et par la Résistance.

Le précédent de 1939-1940

MM. Poperen et Rigout n'emportent pas à la semaine de leurs soutiens leur patrie sociale et politique, mais, pour un parti qui s'est toujours voulu l'émancipation de la classe ouvrière et qui a toujours célébré la mémoire des francs-tireurs et partisans, leur départ du comité central marque une date. Plus qu'ailleurs, chez les communistes, l'engagement politique se confond avec un itinéraire personnel. Libre à M. Fiterman d'estimer que celui de MM. Poperen et Rigout relève, aujourd'hui, de la psychologie et de nier, ainsi, la dignité politique de leur démarche.

Scission du Parti socialiste à sa naissance, le Parti s'est transformé, à travers les années 20, en formation bolchévique, modèle révisé par Staline, c'est-à-dire en un appareil. La solidité de celui-ci a été démontrée dans la crise des années 1939-1940, dont le PCF, interdit, rejeté par nombre de ses militants et de ses élus, est néanmoins ressorti dans le combat contre l'occupant. Ce précédent est sans valeur prospective, mais il est présent à l'esprit des dirigeants du parti, et il rappelle, à la fois, l'aptitude de l'appareil à se conserver et que cette conservation est l'imprévisible catastrophe d'un PC en crise.

Cette logique est, plus que jamais, pertinente. Que peut faire d'autre le PCF, aujourd'hui, que de tenter de préserver sa structure ? La question est de savoir si les conditions mêmes de la synthèse entre cette structure et les traditions et aspirations d'une partie de la société française, réunies en 1936, retrouvées à la Libération, confirmées dans les vingt premières années de la Ve République, ne sont pas entamées. La rupture de MM. Poperen et Rigout en marque deux fondements essentiels, et aucune base nouvelle ne se présente qui puisse remplacer celles qu'ils symbolisaient dans les instances dirigeantes du parti.

Devant les signes d'un rejet de la greffe des années 20, la direction du parti se préoccupe de sauver le greffon, mais pourra-t-il être, un jour, réimplanté ?

La préparation du congrès du PS

M. Jospin propose la fusion de son courant avec celui de M. Mauroy

Le courant A (mitterrandiste) du PS s'est réuni le dimanche 1^{er} février à Clichy, en présence, remarque un participant, d'un nombre inhabituellement élevé de jeunes.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire, a appelé les socialistes au « rassemblement » à l'occasion du congrès de Lille. Il a souhaité que le congrès ne se fasse ni sur des « bords de problème », ni sur des positions « tactiques ». M. Jospin a proposé l'amorce d'un processus de « fusion politique » avec le courant B (mauroyiste) ce qui représenterait un « élément de dynamisme » de dépassement des courants.

M. Jospin a affirmé sa volonté d'aboutir à une synthèse avec les amis de M. Michel Rocard et avec ceux de M. Jean-Pierre Chevènement. Il a précisé que M. Rocard doit, pour cela, indiquer clairement qu'il ne sera pas candidat en dehors du parti. « Pour les socialistes, a-t-il rappelé, l'élection présidentielle passe le PS ».

Le premier secrétaire du PS a regretté que « la discussion d'idées ne [se soit] pas suffisamment faite » avec les courants minoritaires. « Ce ne peut pas, a-t-il ajouté, pousser à débattre ceux qui ne le veulent pas ». La veille, lors de l'émission « Les cahiers du megahertz », sur la radio 98,3, M. Jospin avait affirmé : « Je ne veux pas un congrès de rumeurs, d'humours, je ne veux pas un congrès de petites phrases, je ne veux pas un congrès d'égareurs et de tumulte ».

Le premier secrétaire du PS a souhaité une direction « unie » et « soudée ». Il a refusé tout rapprochement socialiste-centriste « contraire à la ligne historique du PS ». « Je ne me retrouverai jamais, a-t-il lancé, sur la ligne politique de la troisième force ».

Le refus de ce rapprochement a été un point commun de plusieurs interventions. M. Laurent Fabius a indiqué, par exemple, qu'il n'était pas entré au PS pour cela et qu'il ne veut pas voir la fin du PS à cause de cela. Il a rappelé, tout comme M. Pierre Joxe, que la « troisième force » se situait dans un contexte historique très différent et qu'une analyse arithmétique de l'actuelle Assemblée montrerait qu'il faudrait un appoint de 70 députés (pour obtenir une majorité sans dissolution), soit l'ensemble des députés UDF, alors même que le PS trouvera l'UDF contre lui au second tour de l'élection présidentielle.

Néanmoins, comme plusieurs intervenants, l'ancien premier ministre a réaffirmé qu'il n'est pas souhaitable de lier les mains du président

de la République en incluant le souhait d'une dissolution de l'Assemblée (position défendue par M. Jean Poperen).

La plupart des intervenants se sont prononcés pour la synthèse avec M. Rocard, à condition que l'ancien ministre clarifie sa position sur sa candidature « jusqu'au bout ».

M. Fabius a remarqué que les contributions étaient très proches, car elles avaient été volontairement vidées de toute aspérité. Il a constaté que l'avancement du congrès n'avait pas suffi pour muer le débat entre socialistes en toute liberté. Il a jugé que la synthèse est un bon signe d'une volonté de rassemblement et observé que les socialistes

ne peuvent plus séparer leurs débats internes de leur image dans l'opinion publique. M. Fabius a invité les mitterrandistes à éviter toute division entre eux.

A propos de la fusion avec les amis de M. Mauroy, M. Marcel Debarge a demandé qu'elle s'effectue dans la clarté et sur des rapports de forces clairement établis. De même, M. Fabius s'est dit favorable à cette fusion, en indiquant qu'elle aboutirait peut-être à une « sédimentation historique » et qu'il faut en faire « une véritable force pour soutenir François Mitterrand », mais en soulignant que des précautions soient prises sur la répartition des forces en présence.

Tous d'accord, par obligation

« On ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. » Les dirigeants mitterrandistes, premier secrétaire du PS en tête, se sont inspirés, dimanche, de cette expression de la sagesse populaire afin d'expliquer pourquoi ils dissent aujourd'hui le contraire de ce qu'ils affirment, il y a exactement deux mois, à Clichy, le 30 novembre (Le Monde du 2 décembre 1986). Tous, ou presque, étaient alors d'accord avec M. Lionel Jospin qui leur expliquait qu'une synthèse, au comité directeur de février, avec les amis de MM. Rocard et Chevènement, n'était guère envisageable. Depuis, le plupart avaient évolué, et le premier secrétaire était le dernier partisan déclaré d'une non-synthèse.

M. Jospin n'a toutefois pas tort de remarquer que les contributions des courants minoritaires sont en retrait par rapport aux idées de leurs dirigeants respectifs. En privé, rocardiens et membres de Socialisme République reconnaissent volontiers que leurs contributions ont été écrites sur mesure pour parvenir à un accord. Mais, comme les contributions sont déposées depuis le début janvier, le PS aurait dû avoir trois semaines d'un spectacle un peu décevant en tirant plus tôt les conclusions qui s'imposent.

M. Jospin s'est rendu à l'évidence. Il prend en compte les nouvelles idées du jeu d'aujourd'hui, et hypermédia, comme dirait M. Laurent Fabius (Le Monde daté du 1^{er} et 2 février).

Sauf dérapage toujours possible, une synthèse dès la semaine prochaine est donc, aujourd'hui, envisageable. Les mitterrandistes exigent de M. Rocard que l'ancien ministre s'engage à respecter le statut du PS ? Rappelez-vous, disent ses amis, à la première page de notre contribution : il y est écrit, en cerco-

lères gras, que, « le moment venu, le candidat des socialistes à l'élection présidentielle de 1988 sera désigné dans des conditions prévues par notre loi commune ». Voilà, disent-ils, une bonne base d'accord — quitte à changer la formulation pour ménager les susceptibilités — si les mitterrandistes souhaitent réellement la synthèse. Dans l'intervalle, l'apaisement des tensions devrait permettre aux socialistes d'effleurer, au congrès de Lille, des questions de fond singulièrement absentes de leurs discussions ces dernières semaines.

En proposant l'amorce d'une fusion politique entre les mitterrandistes et les amis de M. Mauroy et M. Jospin fait avancer la modernisation du PS — qui se fait désormais à un train de sénateur — puisqu'il donne le coup d'envoi officiel à cette fameuse « recombinaison » du parti qui sera l'un des enjeux de l'après-Mitterrand.

M. Jospin peut tirer bénéfice du ballon d'oxygène qu'il fournit à M. Pierre Mauroy en accédant à son désir le plus cher : l'apport mauroyiste renforce sa position. Mais si l'ancien premier ministre est bien évidemment « légitimiste » à l'égard du premier secrétaire en activité, il ne peut, pour autant, être classé « jospiniste » inconditionnel. « Cela dépend de ce que fera Jospin » précisent dans l'entourage de M. Mauroy. La fusion facilitera en tous cas l'éclosion de M. Michel Delebarre (proche de M. Mauroy) à un important poste de la hiérarchie du PS et permettra aux mitterrandistes de disposer d'un solide « bloc de gouvernement » du PS. C'est, après tout, l'un de leurs soucis essentiels.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Pierre Joxe a fait une intervention jugée très unitaire et très favorable à la synthèse avec les autres courants. Il a affirmé, à propos du PS, qu'il faut reconstruire une « machine à fabriquer un président » et souhaité un congrès extraordinaire après l'élection présidentielle. Il a, tout comme MM. Louis Mermaz et Pierre Bérégovoy, affirmé son soutien au premier secrétaire, soutien qui n'empêche pas, juge-t-il, d'éventuels désaccords postérieurs.

La question de la direction du courant A n'a pas été directement abordée. M. Jean Poperen et ses amis ont exposé de nouveaux thèmes — mais — sans aspérité, selon un participant M. Poperen a dit qu'il se prononcerait sur la fusion avec le courant B lorsqu'il en connaîtrait la signification en termes d'hommes et de « soustraction » dans les instances dirigeantes. M. Jospin a remarqué à la fin de la réunion que cette rencontre valait, de la part des participants, engagement à signer un même texte — allusion directe à l'éventuel dépôt d'une motion par M. Poperen, hypothèse que le député du Rhône n'a toujours pas écartée formellement.

Les rocardiens : combattre M. Barre

Réunis le samedi 31 janvier à Saint-Quentin-en-Yvelines, les rocardiens ont souhaité de leur côté, se placer, comme l'a dit leur porte-parole M. Jean-Pierre Sueur, député du Loiret, sous le signe de « l'unité, la sérénité, la détermination ». Ils veulent que le congrès de Lille soit celui de « l'unité vraie » et non celui des « divisions artificielles ». M. Michel Rocard a lancé : « N'offrons pas à la droite le spectacle de nos divisions ». Réunis avant le courant A, les rocardiens ont de nouveau déploré l'existence, dans la contribution des mitterrandistes, d'un souhait explicite d'une candidature de M. Mitterrand. Certains d'entre eux, dont M. Robert Chappuis, député de l'Arriège, ont de nouveau remarqué que si la synthèse n'était pas possible au comité directeur des 7 et 8 février, elle ne le serait sans doute pas plus à Lille en avril.

Les rocardiens jugent que M. Rocard a été très clair à propos du respect des statuts pour la désignation du candidat socialiste lors de son dernier passage à « L'heure de vérité d'A 2 ». Ils refusent tout procès d'intention à ce propos.

En dépit de la persistance de certains désaccords comme, les rocardiens ne voient pas d'obstacle

majeur à une synthèse incluant M. Jean-Pierre Chevènement. Ils appellent enfin les socialistes à combattre plus durement M. Raymond Barre, afin de l'empêcher de « donner le change », car des électeurs centristes sont aussi « les électeurs potentiels de Raymond Barre ». Ils jugent comme l'une des conditions politiques de la synthèse que le thème des centristes soit abordé avec clarté.

Socialisme et République : pas de « glissement à droite »

M. Pierre Mauroy a expliqué à ses amis, réunis dimanche à Cachan, le processus de fusion politique avec le courant mitterrandiste. Cette fusion n'a pas soulevé d'opposition, bien que des mauroyistes « historiques », mais aussi des jeunes, aient manifesté, selon un participant, « une certaine nostalgie » du courant. M. Mauroy remarque que, puisque les propositions émises à Montpellier par son courant, au mois d'août dernier, ont été en partie reprises, c'est au gouvernement, dans le majorité du parti, qu'ils seront le mieux placés pour les défendre.

Les mauroyistes ont indiqué dans un communiqué que « le souhait généralement exprimé » est que la fusion « se fasse dans la clarté et en respectant la capacité d'animation et la présence militante de chaque sensibilité dans les fédérations ». Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, enfin, se sont réunis dimanche à Saint-Denis. Selon l'un des participants, les membres de Socialisme et République ont constaté que leurs propositions rejoignent dans le PS un « bon écho idéologique ». Ils remarquent aussi, dans l'ensemble du parti, un « assez grand mécontentement » des militants.

Les amis de M. Chevènement souhaitent, dans un communiqué, la recherche « sans exclusive (...) d'un accord de fond » la semaine prochaine. Ils voudraient que le PS définisse, pour son congrès, « une politique claire et en particulier les grands orientations d'une plate-forme présidentielle » et rappellent la nécessité que le PS ouvre un « pays » des perspectives mobilisatrices. Pour l'ex-CERES, « la société française ne glisse pas à droite » et le PS, « lui non plus, ne doit pas glisser à droite ».

Enfin, tout comme les rocardiens, les membres de Socialisme et République ont jugé que, si la synthèse ne se fait pas au comité directeur, elle ne se fera pas nécessairement à Lille.

J.-L. A.

greffe ?

appelé les revêtements...
... M. Jouin

A première vue, le...
... M. Jouin

Ainsi, selon...
... M. Jouin

Il est vrai...
... M. Jouin

MM. P...
... M. Jouin

Le président...
... M. Jouin

MM. P...
... M. Jouin

Le président...
... M. Jouin

MM. P...
... M. Jouin

Le président...
... M. Jouin

Qui construit le TGV ?
Qui construit
les plus grandes
centrales électriques ?
Qui construit les plus
grands paquebots ?
Qui conçoit les
matériaux composites
du vélo de
Jeannie Longo ?



C'est Alsthom,
un groupe français
partout
dans le monde.

ALSTHOM



هكذا من الاجل

سكزا من الاجل

Politique

La convention nationale de l'UDF Trois stratégies « au centre »

En réunissant six mille personnes, le samedi 31 janvier dans la salle du Zénith à Paris, l'UDF a réussi à faire la démonstration de sa force, mais non à éroder toutes les aspirations de ses divisions. Cette convention nationale de l'UDF s'est déroulée dans une atmosphère crispée — centristes et libéraux s'épaulant constamment. En comparant l'UDF « à une fille de joie syndicale », M. Marcel Bigeard (député UDF de Moselle-et-Moselle), avec sa verve toute militaire, procura à l'assistance son seul véritable moment de détente. M. Jacques Barrot et Bernard Stasi furent abondamment sifflés. A la tribune, M. Alain Madelin, le numéro deux du Parti républicain, sembla supporter difficilement le voi-

nage de M. Max Lejeune, président du PSD. Mais finalement le pire fut évité.

A la fin de cette délicate journée, un partage équitable des vivats s'était fait entre M. Raymond Barre, le grand absent de cette convention qui s'était borné à faire lire un message « de considération et d'amitié » par M. Jean Lecanuet, M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, et M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, une fois encore, parvint à faire l'événement. L'ancien président a invité l'UDF « à refonder encore plus solidement et plus profondément les bases » de son action, pour pouvoir — faisant sien le vœu de M. Lecanuet

exprimé en 1978, « renouer le dialogue entre tous les Français sur les ruines du programme commun ».

Cette référence n'a cependant pas empêché M. Lecanuet d'affirmer que le socialisme restait « un archaïsme » et que « le centre n'était pas à prendre ». Les responsables centristes ont à sa suite également tenté de se laver de tous soupçons de dévotionisme de gauche, tandis que les libéraux accomplissaient l'autre moitié du chemin en prenant, selon la formule de M. Giscard d'Estaing, « un libéralisme à conscience sociale ».

Sans jamais citer le nom de leur candidat préféré, les responsables des six composantes de l'UDF se

sont retrouvés pour affirmer ces principes premiers qui doivent régir la préparation de l'élection présidentielle de 1988 : solidarité et loyauté jusqu'au bout avec le gouvernement de M. Chirac, un candidat et un seul pour l'UDF, qui sera choisi à la fin de cette année après un large débat sur les idées, et nécessité de travailler pour un bon report des voix au second tour au sein de la majorité. Enfin, réaffirmation a été faite de l'impératif pour l'UDF de se situer au centre, en défendant ses trois idées-forces telles que les a définies M. Giscard d'Estaing : l'économie de marché, la conscience sociale et l'Europe.

Après l'accueil des six mille participants par M. Jean-Philippe Lachenaud, délégué général de l'UDF, la convention nationale débute par une intervention de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, qui assure : « Tout le monde jouera la même partition, celle de l'union au centre de la vie politique française. Même si chacun le fait avec sa propre sonorité, son propre registre. Même si la mélodie sera agrémentée de dissonances, ce sera la même partition. S'entendant de participer à la morosité actuelle », le député de Marseille souligne la « solidarité » et la « loyauté » de l'UDF à l'égard du gouvernement :

« Comme la femme de César, l'UDF doit être et sera irréprochable dans son soutien au gouvernement. Car personne ne doit jamais pouvoir dire que, si le gouvernement ne réussit pas mieux, c'est à cause de l'UDF (...). Notre loyauté d'aujourd'hui est le préalable à celle que nous serons en droit d'exiger demain de nos partenaires, si, comme je le crois, le candidat que nous soutiendrons l'emporte au premier tour des présidentielles (...). Il ne faudrait pas qu'on puisse nous opposer alors une bibliothèque entière de « petites phrases assassines » pour justifier la formule glaciale d'un distichement « fautive de mieux ».

Deux tables rondes sont ensuite organisées avec des représentants des six composantes de l'UDF. La première a pour thème : « L'avenir de la société française : liberté et solidarité ». Parmi les intervenants, M. Gérard Longuet, ministre des PTT, saisi cette occasion pour rappeler que « la liberté est le meilleur facteur pour la distribution des richesses » mais qu'il importe « de ne pas prendre les habitudes des Français à rebrousse-poil ». M. Monique Pelletier insiste sur le fait « que le débat politique de demain ne sera plus seulement centré sur l'économie mais sur les problèmes de société ». M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, souhaite que, « un jour, l'opinion publique admette que l'éducation est aussi prioritaire que la défense de notre pays » et, rappe-

lant son expérience de ces derniers mois, il certifie que « rien ne l'arrêtera sur la route de la modernité », jugeant qu'en politique « il faut des kamikazes ».

Après la lecture par M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, d'un long message de M. Raymond Barre (le Monde daté 1-2 février), la seconde table ronde porte sur « L'enjeu européen ». Rappelant la célébration cette année des trente ans du traité de Rome, M. Bernard Bosson, ministre délégué aux affaires européennes, demande que « l'UDF se donne les moyens de réaliser ses ambitions européennes ».

« L'Europe, cette ambition du centre, cette volonté de l'UDF s'impose comme la mission de notre génération, comme le seul avenir de la France et nous invite au dépassement. Les Américains se sont rassemblés autour de l'appel « L'Amérique est de retour ». Aujourd'hui, je vous dis, si nous le voulons tous ensemble : « L'Europe arrive ». M. Jean François-Poncet relève que l'Europe a besoin d'une France forte, décidée, capable de se fonder sur une entente franco-allemande ». M. Bernard Stasi remarque qu'il ne peut y avoir de défense européenne « sans le couplage avec les Etats-Unis » et que « tout doit être fait pour que ce couplage ne s'affaiblisse pas ». M. Simone Veil plaide pour que « soient appliquées avec détermination les institutions telles qu'elles sont » et pour la réalisation rapide d'une monnaie européenne afin que « les Français aient vraiment le sentiment que l'Europe existe ».

M. Giscard d'Estaing : gouverner au centre

La matinée se termine par l'intervention de M. Valéry Giscard d'Estaing. L'ancien président de la République souligne d'entrée que l'UDF a « quatre choses à dire aux Français ». Qu'elles sont « le parti du centre », qu'elle « travaille à la réunion des Français », qu'elle « exprime le consensus économique et social du pays », qu'elle « continue d'agir pour l'union de l'Europe ». Le fondateur de l'UDF

convie dès lors ses amis « à aller plus loin dans leur contribution à la vie politique » pour répondre à la « vocation de l'UDF d'accélérer la réunion des Français ».

« En cinq ans, explique-t-il, la France est passée de quatre grands partis à trois partis : le RPR, l'UDF et le Parti socialiste. Le Parti communiste conserve obstinément une analyse et une attitude qui se trouvent démenties chaque jour par l'évolution de notre société. D'où son déclin historique, que j'avais annoncé (...).

« On voit que, dans cette nouvelle donne, l'UDF confirme sa vocation de parti central. Quel est le rôle du parti central ? Dans un pays divisé, le parti central est réduit à n'être qu'un parti d'appoint, un parti croupion. Mais, dans une France réunie, le parti central devient le parti pivot. Il est la quille du navire ».

Pour remplir cette mission, M. Giscard d'Estaing pose deux conditions : « exprimer avec force le consensus économique et social du pays » et améliorer l'organisation de l'UDF.

« L'UDF doit évoluer comme toutes les institutions modernes — et, comme le veut son titre, dans le sens d'une démocratie croissante ».

« Nous avons besoin d'une organisation nous permettant d'écouter et d'informer dans la diversité, mais aussi, le moment venu, de décider et de choisir dans l'unité. Trente ans après le traité de Rome, l'Europe a eu besoin de son « acte unique ». Nous l'avons voté.

« Neuf ans après sa naissance, l'UDF a besoin d'un « acte unique » pour lui permettre de mieux écouter, de mieux informer, de mieux décider et de bien choisir ! ».

Non sans avoir oublié de rappeler que l'UDF devait « renouer » son message européen, M. Giscard d'Estaing définit ainsi l'enjeu de cette convention :

« Notre pays, nous le sentons, hésite au carrefour de la médiocrité et de la modernité.

« Ou bien le centre deviendra un enjeu de convulsion, où l'on vient

grappiller des suppléments. C'est la certitude de la médiocrité.

« Ou bien il assume pleinement sa fonction d'être la source d'action, d'inspiration et de renouvellement du pays ».

En conclusion, l'ancien président fait sienne cette citation de M. Lecanuet relevée dans le Monde du 7 mars 1978 :

« Lorsque la politique française aura été débarrassée de l'union de la gauche, alors, sur les ruines du programme commun, nous pourrions enfin renouer le dialogue entre tous les Français qui n'ont pas l'esprit imprégné par l'idéologie marxiste. Nous pourrions enfin les réconcilier. Ainsi, après la déstabilisation, surgira l'espérance ».

La séance de l'après-midi commence par une troisième et dernière table ronde sur le thème : « L'UDF au centre de la vie politique ». Thème qui, au demeurant, sert de trame aux interventions des responsables de chacune des différentes composantes de l'UDF qui se succèdent à la tribune. Au nom des Clubs Perspectives et Réalités, M. Alain Lamassoure demande qu'avant la candidature des hommes l'on se soucie de celle des idées : « 1981 a vu la victoire du parti des « N » à qu'à ». Faisons en sorte que 1988 ne voie pas la victoire des « ni, ni ». Ni libéralisme ni socialisme. Ni Gauche ni droite, ni haut ni bas. Silence : on gère, silence : la France meurt.

« Le réalisme, oui. Le pragmatisme, soit. L'immobilisme, non ! Le centre, oui. Le nombril, non ! ».

M. Paul Girod, délégué général des adhérents directs, revendique « l'union dans le respect des sensibilités de chacun » et demande que soient chassés « doutes et hésitations ». A l'opposition « qui fait les yeux doux », il répond que ses amis et lui « ne seront pas des Petits Chaperons roses ». M. André Santini, secrétaire général du PSD, n'est pas davantage désireux « d'aller à Canossa ».

M. André Rosinot se réjouit que « les suggestions de l'UDF aient été retenues par le gouvernement, notamment en terme de dialogue social » et émet le vœu, se référant

aux dernières décisions du Conseil constitutionnel de voir M. Giscard d'Estaing « apporter au fonctionnement des institutions son autorité en siégeant au Conseil constitutionnel ». M. Pierre Méhaignerie est aussi d'avis de ne pas « engager une campagne présidentielle prématurée ».

« Dans l'année à venir, explique-t-il, toute attente à cette exigence d'union, toute rivalité exacerbée, toute jalousie déplacée, toute critique injuste, auront des conséquences irréversibles. Ceux qui se laisseront aller à ce jeu seront responsables, devant le pays, de leur inconscience ou de leur velléité ».

Se déclarant résolument optimiste, le président du CDS persiste à refuser « le développement des affrontements partisans ». « Affrontements partisans et sectaires entre opposition et majorité. Affrontements suicidaires à l'impératif de la majorité elle-même. C'est pourquoi j'ai dit, et je le maintiens : nous serons des bâtisseurs de ponts. Le pont le plus important, le plus indispensable, c'est le pont entre les deux formations de la majorité d'aujourd'hui. Rien ne serait pire que de voir quelques coups d'épingle, à peu près évitables en campagne électorale, se transformer en coups d'épée. Le seul espoir de la gauche, c'est en effet l'espoir de nos divisions. Le CDS n'empruntera pas cette voie de la division ».

M. Léotard : pas de « mariage blanc »

M. François Léotard promet, quant à lui, que « l'UDF échouera et démissionnera si le gouvernement échoue. Nous n'avons pas signé un mariage blanc, nous appliquons notre contrat de mariage et nous l'appliquons loyalement. Il n'y aura aucune espèce de réussite de l'un sans l'autre, de l'un contre l'autre. Quel serait l'avenir d'une UDF transfuge qui aurait déchiré son contrat ? Un gouvernement attaqué par l'UDF, ce serait la sinistre répétition du cauchemar de 1981 ». Constatant que l'UDF se doit de réussir à la fois « la modernisation économique et la modernisation politique », le secrétaire général du Parti républicain souligne que « le centre n'a d'avenir que s'il est dans la majorité », et conclut en faisant « toutes sortes de combinaisons avec les trois lettres du sigle UDF » : « Je vous propose de refuser celui que l'on nous prête trop

souvent : union des faibles, pour aller résolument vers celui que vous souhaitez les uns et les autres : l'union des forces. La majorité est une galaxie en expansion. Le mouvement libéral dans le monde occidental est un mouvement fort de longue durée, continu et convergent ».

M. Lecanuet : M. Mitterrand dégrade la cohabitation

Chargé de conclure cette convention, M. Lecanuet se félicite de voir le centre « s'avancer comme le fleuve des confluences ». Après avoir dénoncé M. Mitterrand qui, à ses yeux, « dégrade la cohabitation », et souligné que les socialistes sont « seuls » et le socialisme « en panne », M. Lecanuet assure que « l'UDF est la formation la mieux située sur l'échiquier ». Evoquant le prochain rendez-vous présidentiel, le président de l'UDF est aussi d'avis qu'il faut bâtir un projet avant de choisir un homme. Pour deux raisons qui lui semblent tenir de la sagesse :

« En premier lieu, aujourd'hui et sans doute pour longtemps, personne ne connaît le nom du candidat socialiste. Mieux vaut attendre pour choisir son adversaire.

« En second lieu, l'année 1987 peut être fertile en relâchements des faveurs de l'opinion. Le rythme s'accélérera au fur et à mesure que l'échéance se rapprochera.

« Ceux des nôtres ou de nos proches qui souhaitent se présenter à l'élection présidentielle verront évoluer leurs chances ».

Toutefois, M. Lecanuet dit avoir deux certitudes. La première : « La France est lasse des jeux politiques. Elle se détourne des hommes politiques qui s'y livrent. En 1988, les Français, j'en suis certain, battront les candidats de la politique politicienne. Ils choisiront la solidité ».

La seconde : « L'élargissement de la majorité est aussi un enjeu national de la prochaine élection présidentielle. (...) Un président centriste peut, mieux que tout autre, susciter autour des convergences centristes le plus large des rassemblements possibles, et seule l'ampleur de cette confiance, jointe à la durée d'un mandat présidentiel, permettra de réussir les grandes réformes, indispensables au redressement de la France ».

Le moment venu...

SYNERGIE ! C'est le nouveau mot à la mode à l'UDF. Au cours de cette convention, tout le monde fut à peu près d'accord pour affirmer haut et fort que radicaux, centristes, libéraux et autres succursales devaient travailler... en synergie. Tout le monde semble d'accord, et cependant les avis divergent sur l'opportunité et sur le calendrier. Car, pour l'UDF, l'après-1988 est déjà commencé. Trois hypothèses la guettent, trois stratégies lui sont opposées.

L'hypothèse Giscard : M. Valéry Giscard d'Estaing pense qu'il est urgent, sans attendre l'élection présidentielle de 1988,

« de refonder l'UDF ». C'est-à-dire de la doter d'un véritable patron, d'une organisation capable d'exister. Le père fondateur de l'UDF rêve plus que jamais d'une sorte de congrès d'Epiney qui restaurerait cette confédération sur le modèle du Parti socialiste.

Prévoyant une défaite à l'élection présidentielle de M. Raymond Barre et de M. Jacques Chirac qui, selon lui, ne peuvent éviter de proposer au pays une répétition du « cauchemar » de 1981, M. Giscard d'Estaing voudrait disposer d'une UDF solide et efficace, susceptible « le moment venu » de servir de receptacle à une partie du RPR en déshérence, et qui lui permette de négocier avec M. François Mitterrand son concours personnel et celui d'une partie de la défunte majorité pour « bâtir sur les ruines de l'union de la gauche », et rassembler « deux Français sur trois ».

Berriest et centristes l'ont bien compris ainsi. Probablement opposeront-ils une indéfectible force d'inertie pour contrarier un Giscard qui s'obstine, à leurs yeux, à vouloir aller plus vite que leur musique. Eux aussi songent à un renforcement des structures de l'UDF, à une plus grande discipline en son sein. Ce n'est pas un hasard si le lieutenant de M. Barre, M. Philippe Mestre, veille jalousement aujourd'hui sur la santé des adhérents directs qui, par définition, pourront revendiquer « le moment venu » le titre de meilleurs fédérateurs. Un peu délassés et sous-estimés aujourd'hui, ceux-ci pourraient demain servir de moteur pour une fusion.

Pour l'heure, M. Mestre se garde bien de prononcer ce mot. L'hypothèse Barre ne serait en effet applicable qu'au lendemain de l'arrivée à l'Elysée de l'ancien premier ministre. Une fois, une UDF réaménagée pourrait servir de quille au



nouveau bateau de la majorité présidentielle à bord duquel pourraient être également conviés des chrétiens repentis et des déçus du socialisme.

L'hypothèse Léotard repose, elle, sur deux paris découlant d'un même principe : avoir en 1988 un Parti républicain suffisamment musqué pour prendre les affaires de l'UDF en main, « le moment venu ». Tel est bien l'objectif du tour de France entamé par les ministres libéraux. Deux paris ? La majorité perd l'élection présidentielle : tel qu'il est lancé, le Parti républicain peut espérer mettre au pas des centristes désemparés par le retour de M. Barre à ses chères études. M. Barre est à l'Elysée : M. Léotard pense alors pour assez lourd dans la balance de la nouvelle majorité pour réclamer aussitôt la conduite des affaires de l'UDF et préparer ce faisant dans les meilleures dispositions son parcours pour le rendez-vous présidentiel suivant.

Les petites manœuvres ont d'ailleurs déjà commencé. Même si les

fluctuations des sondages le prédisposent à une certaine prudence, même si la consigne est de ne pas le confirmer officiellement de peur de détourner de sa personne les projecteurs de l'actualité, M. Léotard s'est aujourd'hui rendu à la raison de n'être pas le candidat de l'UDF à l'élection présidentielle de 1988. Ses amis et lui-même ont acquis la conviction qu'ils « ne sont pas mûrs ». Faute de mieux, M. Léotard s'apprête donc à se rallier « le moment venu » à la candidature de M. Barre. Leur déjeuner du 13 février devrait servir de première étape.

Mais pour autant M. Léotard et ses amis ne sont pas disposés à le faire dans la torpeur des bourgeois de Calet. Le rôle qui sera dévolu au Parti républicain au sein de l'UDF d'après 1988 sera sans doute l'une des clauses du contrat. Déjà, certains centristes s'inquiètent de ce qui se pourrait ainsi se tramer dans leur dos. Bref, l'UDF a plus que jamais besoin de M. Barre.

DANIEL CARTON.

Le débat au MRG Les amis de M. Crépeau s'organisent

Alors que le bureau national du MRG se réunissait autour de son président, M. François Dourbin, samedi 31 janvier, pour, entre autres, confirmer la convocation du comité directeur le 7 février chargé de désigner les nouvelles instances du Mouvement, les minoritaires se rassemblaient à l'Assemblée nationale pour la constitution de Libertés pour demain. L'idée de cette organisation « plus qu'un club et moins qu'un parti » avait été lancée à Montpellier lors du congrès du MRG des 10 et 11 janvier par M. Michel Crépeau. Hospitalisé en fin de semaine à La Rochelle, l'ancien président du MRG n'a pu participer à cette première réunion à laquelle ont assisté quatre des sept députés radicaux de gauche (MM. Alain Bonnet, Jean Rigal, Dominique Saint-Pierre et Roger Gérard Schwartzberg) ainsi que M. Jean-Michel Baylet, François Luchaire, Thierry Jouanet et François Gayet, respectivement président d'honneur, vice-président, président, ancien porte-parole et président de la fédération des élus du MRG.

Si, dans sa déclaration de principes, Libertés pour demain souhaite « jeter des passerelles, renforcer des alliances, voire multiplier

des doubles appartenances dès lors qu'elles vont dans le sens des objectifs communs », c'est-à-dire éventuellement permettre aux radicaux de gauche qui le souhaiteraient de ne pas rompre avec le MRG, certains participants ont plaidé pour la rupture. Ainsi, M. Jeanet, président du club MARS, a estimé qu'il faut « radicaliser la démarche » et « envisager les doubles appartenances qu'avec le seul monde associatif ».

Si la question des rapports avec le MRG n'a pas été tranchée, en revanche ont été décidées l'organisation de groupes de travail autour de thèmes susceptibles de faire émerger des convergences en vue de la « constitution d'une majorité nouvelle ». « Il serait coupable de ne rien dire et tout à fait déraisonnable de ne rien faire », affirme cette nouvelle structure qui prévoit donc de rassembler et de faire réfléchir des acteurs de la vie politique, économique et sociale à l'occasion de colloques consacrés à une « morale de la technologie », à la formation pour tous, aux rapports entre travail et solidarité, à la « nouvelle fraternité » (immigrés, nouveaux peuples...) ou encore à une « nouvelle déclaration des droits pour 1989 ».

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en
FONDS DE COMMERCE : boutiques, bureaux, locaux commerciaux
alimentation, cafés, librairies, coiffeurs, divers, gérances

Tous les lundis, dans le journal
spécialisé depuis 42 ans
« LES ANNONCES »
En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de la Harpe, 75001 PARIS. TEL. (1) 48.05.36.30

EP ECOLE DE GESTION DE PARIS

Prép. Sciences-Po

Préparation à l'examen d'entrée en 1^{re} année de l'Institut d'Etudes Politiques.

Prép. Intensive

90 heures de cours de mars à juillet.

Prép. Intensive d'été

108 heures de cours 3 jours/semaine.

Information et inscriptions : EGP - Ecole de Gestion de Paris - 3, impasse Royer Collard 75005 Paris - Tél. (1) 43.25.63.91

Filière d'Enseignement Supérieur Association d'éducation à haut niveau

M. Chalandon veut limiter le pouvoir « parfois exorbitant » des juges d'instruction

M. Albis Chalandon veut restreindre le pouvoir, qu'il juge « parfois exorbitant », des juges d'instruction. Sans faire allusion à une des affaires en cours, le garde des sceaux a confirmé, samedi 31 janvier devant la Conférence des hauts magistrats à Paris, son intention de rogner les ailes aux magistrats instructeurs.

M. Robert Badinter avait le même dessein mais les attendus et la méthode étaient différents. « Tout en reconnaissant l'intérêt de la réforme de nos procédures », a commenté M. Chalandon, je ne pourrais l'appliquer telle quelle, faute de moyens humains. »

POINT DE VUE

Protéger les juges

per Jean-Pierre Deschamps, secrétaire général du Syndicat de la magistrature

Le corps des juges et des procureurs jouit d'un statut particulier en rapport avec les obligations qu'il doit remplir dans la cité. Ce statut se veut protecteur et confère au pouvoir judiciaire le soin de cette protection. C'est évident, lorsqu'il s'agit de l'application de l'article 11 du statut de la magistrature qui institue leur protection dans l'exercice de leurs fonctions et la confie à l'Etat. N'est-ce pas, c'est le moins qu'on puisse dire, mécanique.

L'actuel garde des sceaux n'a pas eu de peine à appliquer dans différentes affaires des principes assez exemplaires : il n'a pas réagi quand le juge d'instruction Robert Tchalenko, à la Guadeloupe, fut l'objet d'une tentative d'assassinat ; il n'a pas protesté quand le secrétaire d'Etat, Gaston Flosse, entra dans la prison de Papeterie pour fleurir le cou d'un de ses amis politiques qui y était incarcéré.

Il prête une oreille complaisante aux exigences d'un député de Valenciennes qui tente d'obtenir la mutation du procureur de la République coupable d'avoir prononcé, dans le cadre de ses fonctions, au cours de

les plus difficiles mais surtout continué à instruire seuls les autres affaires.

M. Badinter avait calculé que cette réforme nécessiterait le recrutement d'une centaine de greffiers et de cent cinquante magistrats et en avait laissé le soin à ses successeurs.

M. Chalandon refuse cet héritage. La loi instituant des tribunaux de juges d'instruction va être révisée. Un projet en ce sens sera déposé au Parlement au mois de mars, précise le chancelier. La loi sera révisée, mais non abrogée, car M. Chalandon est partisan d'une certaine collégialité pour les mêmes raisons que M. Badinter. Travailler à trois, pense-t-il comme lui, c'est se donner les moyens d'aller plus vite lorsqu'une enquête le nécessite. C'est aussi partager, quand il le faut, le poids de secrets qui font d'un homme seul la cible potentielle des criminels. Pour cette raison, le projet de M. Chalandon maintient la possibilité d'un trinôme à l'initiative du président du tribunal, pour les affaires de terrorisme et de grand banditisme par exemple.

Le projet de garde des sceaux s'écarte en revanche de celui de M. Badinter sur un point précis : la décision d'incarcérer un inculpé ne

sera pas prise à trois, mais seul. M. Chalandon substitue cette formule, à laquelle l'ancien garde des sceaux avait lui-même apporté quelques aménagements, un « référé de la liberté ». Le délinquant ou le criminel qu'un juge d'instruction aura placé en détention provisoire pourra contester à très bref délai cette décision devant trois magistrats du siège. Cette procédure de référé ne modifie pas le rôle imparté aux chambres d'accusation qui infirment ou confirment en appel les ordonnances des juges d'instruction.

M. Badinter et M. Chalandon divergent aussi sur l'accès aux fonctions d'instruction. La loi de 1985 avait été imaginée par l'ancien garde des sceaux pour éviter, en particulier, les scandales comme celui qui a perturbé l'instruction de l'affaire Grégory. M. Badinter voulait dans la collégialité le remède à ce genre de dérapage. M. Chalandon, lui, veut réserver à des hommes et des femmes « mûrs » - il l'a répété samedi - les fonctions de juge d'instruction.

Ne pourrions-nous devenir magistrat instructeur, commente-t-on à la chancellerie, ceux qui « passent trois à cinq ans » au sein d'abord exercé leur métier, soit dans une formation de jugement collégiale, soit au parquet. De plus, les

magistrats s'accroissent aux fonctions d'instruction qu'après avoir été inscrits sur une liste spéciale d'aptitude.

Inconvénient majeur

M. Chalandon songe à une réforme plus radicale encore. « Si le temps m'est laissé, a-t-il déclaré samedi, je commencerai aussi une réflexion sur la fonction de juge d'instruction elle-même ; faut-il en effet un juge d'instruction ou un juge de l'instruction comme le recommandait, il y a déjà une quinzaine d'années, le rapport Domenech de Valéras ? »

En 1944, une commission de juristes présidée par Henri Domenech de Valéras avait proposé la disparition des magistrats instructeurs sous leur forme actuelle. L'instruction aurait été menée par le parquet, selon une formule d'apparence à la procédure pénale anglo-saxonne. Cette formule, qui a ses avantages, a un inconvénient majeur : ce n'est plus un juge du siège, dont l'indépendance est garantie par la Constitution qui dirige l'enquête, mais le parquet, hiérarchiquement subordonné au garde des sceaux.

Cette réforme, avec certaines variantes, est depuis longtemps chère à M. Paul-André Sado, directeur de cabinet du garde des sceaux. On devine ce qui en résulterait dans les affaires sensibles comme, aujourd'hui, celle du Carrefour du Développement.

BERTRAND LE GENDRE.



François-Henri de Vries, Producteur de 'L'Heure de Vérité' sur Antenne 2.

“Le Point, je sais pourquoi je le lis.”

“Je suis journaliste. Et donc quand j'ouvre un journal, j'ai une double exigence. Je le lis avec des yeux de professionnel, mais aussi en amateur : je veux y trouver un reflet de ce que j'aime dans la vie.

Cette semaine, j'ai été intéressé par l'enquête sur l'argent des syndicats. C'est passionnant et plein d'informations. D'après Sophie Coignard, 10 % maximum des fonds des syndicats proviennent des cotisations des adhérents. Et le reste, d'où vient-il ? Une enquête dont on reparlera.

Le Point analyse “la poussée de Raymond Barre”. J'ai des raisons un peu personnelles de m'intéresser à l'effet Barre car c'est dans l'émission “L'Heure de Vérité” qu'il s'est vraiment posé en “présidentiable”.

Et puis, pour moi qui suis un homme de télévision, l'entretien avec Anthony Smith. On comprend mieux pourquoi les industriels français se disputent le contrôle des TV privées : “en cette période de dénationalisation, on est à la recherche de millions d'actionnaires. Pour les attendre, le nouveau capitalisme de masse doit compter sur le médium de masse”. La TV au cœur de la nouvelle dynamique économique ? Une clé pour comprendre. Le Point, je sais pourquoi je le lis.”

LE POINT

Une expulsion et deux arrestations de réfugiés Basques espagnols

BORDEAUX de notre correspondante

Inaki Irastorza, un ressortissant espagnol de trente et un ans, a été expulsé de France dans la nuit du 30 au 31 janvier 1987, en application de la procédure d'urgence absolue. Irastorza avait été arrêté à Bordeaux, le 29 janvier, par la Sûreté, au même temps que deux compatriotes, José Antonio Martija-Ropeta, trente ans, et Aristondo Aguirre, trente-deux ans. Ces deux derniers, en situation irrégulière, sont incarcérés depuis le 31 janvier (le Monde des 1-2 février). Ils devaient être jugés le 2 février à Bordeaux. Aristondo Aguirre, à qui le statut de réfugié politique avait été définitivement refusé en 1984, ne possède pas de titre de séjour. José Antonio Martija-Ropeta était

l'objet d'une assignation à résidence à Paris.

Pour sa part, Inaki Irastorza avait été libéré le 30 janvier vers midi, sur ordre du parquet. Il disposait, en effet, d'une titre de séjour en règle sous forme de récépissé d'autorisation de résidence, mais il devait être arrêté de nouveau, puis expulsé dans les heures qui suivent. Au cabinet du préfet de police, on précise que les arrestations et l'expulsion sont intervenues « dans le cadre des affaires de l'ETA ». Irastorza et ses deux compatriotes seraient des membres présumés des Commandos anticomunistes anticapitalistes.

Irastorza, qui séjournerait en France depuis cinq ans, n'était l'objet d'aucun mandat d'arrêt international. Il est le vingt-neuvième Basque espagnol expulsé de France depuis le 20 juillet 1986.

ORLETTE DE MATHA.

La recherche de pointe au service de la sécurité et du confort

Ange gardien et bon génie

Avec Sécuriscan, son dernier produit grand public, Thomson frappe un grand coup. Mondialisation de la sécurité, c'est le mot d'ordre. Dans des domaines aussi variés que l'espace, l'électronique, la télévision ou l'électroménager, le groupe français offre aujourd'hui une sécurité accrue des personnes et des biens et ouvre la voie à l'automatisation de l'habitat.

Le premier mérite de Thomson est d'avoir saisi une opportunité. Les problèmes de sécurité préoccupent l'opinion. Statistiquement, le risque d'être soi-même victime d'un attentat ou d'un crime est infime. En revanche, plus de 400 000 cambriolages et vols avec entrée par ruse ont été enregistrés en 1985, soit une progression de 200 % en 15 ans.

UN GARDIEN INFALLIBLE

Mais comment se protéger efficacement ? Les cambrioleurs ont appris à se jouer des portes blindées et les sirènes d'alarme qui, à force de déclenchements intempestifs, suscitent surtout l'exaspération. Les matériels de sécurité ont le plus souvent l'objet d'une offre artisanale et dispersée. Généralement coûteux, ils incitent plutôt à la méfiance que à la prévention contre les intrusions. Faut-il dès lors s'armer et les Français ont quinze ans de retard sur les Etats-Unis dans la sécurité de l'habitat ?

Ce marché, appelé à connaître une progression de 35 % par an, Thomson s'est donné les moyens d'en conquérir la meilleure part, grâce à Sécuriscan. Il se compose, d'une part, d'un corbeau électronique relié à votre ligne téléphonique et, d'autre part, de multiples périphériques, aux fonctions spécifiques, connectés au corbeau. Ainsi, l'installation du système Sécuriscan ne nécessite-t-elle pas la pose de fils et se fait en quelques heures.

Parmi les périphériques, des détecteurs (magnétiques ou infrarouges) assurent la surveillance que vous programmez : jardin, terrasse, maison, véhicules la nuit ; tableaux, coffre-fort et cave souterrain pendant la journée. La souplesse extrême du système permet de le programmer heure par heure, en

COMPOSITION TEL 1
TEL EN COURS
MAR 30 DEC 09H02

RA 1=DET22+--

RA 1 ACTIVE

RA 1=DET21+--

MAR 30 DEC 09H02

RA 1 INACTIVE

SYST VERROUILLE
MAR 30 DEC 08H36

4. Trois minutes plus tard, à 9 h 05, le "corbeau" - la centrale électronique - vous appelle à votre bureau.

3. A 9 h 02 également, un second détecteur constate l'ouverture d'une porte...

2. Un premier détecteur identifie un mouvement à 9 h 02.

1. Vous partez ce matin à 8 h 36.

L'imprimante est le carnet de bord de la maison, sa bande se lit de bas en haut. Quoiqu'il arrive la centrale s'en souvient. En cas d'intrusion, et après vérification, elle vous prévient.

Pour un savoir plus... Vos activités sont multiples, vous souhaitez gérer votre maison de façon plus efficace, plus ingénieuse, plus sûre. Thomson propose un service téléphonique sur mesure : Sécuriscan Infos (7) 47 30 16 17

Véritable service personnalisé, Sécuriscan Infos vous aide dans votre choix en répondant à vos questions. Vous pourrez ainsi savoir quel est l'installateur conseil le plus proche de votre domicile. Une fois Sécuriscan installé chez vous, Sécuriscan Assistance vous permettra de rester en contact avec nos spécialistes.

PASCAL BRUNET

NEUROLOGIE : LA PILULE QUI SUPPRIME L'IVRESSE

SCIENCE & VIE

Selon la RATP Moins d'agressions dans le métro au cours de l'année dernière

Le nombre d'agressions contre des voyageurs dans le métro a diminué d'un tiers en 1986, et les vols à la tire ont baissé de plus d'un quart, a indiqué, samedi 31 janvier, la RATP.

Selon les chiffres communiqués par la RATP, le nombre des agressions de voyageurs est passé de 3550 en 1985 à 2388 en 1986 et le nombre des vols à la tire de 4077 à 2988.

On souligne à la RATP que cette baisse des délinquances est due aux mesures de lutte contre la délinquance prises depuis plusieurs années dans le métro (brigades de surveillance du métro, policiers du service de protection et de sécurité du métro), mais aussi à la mobilisation policière à l'autonomie dernière, lors des attentats terroristes dans la capitale.

Un colloque sur la protection judiciaire des jeunes. — Le Comité permanent de coordination pour la protection judiciaire de la jeunesse organise un colloque sur le thème « Jeunes : danger exclusion ». Ce colloque aura lieu le samedi 7 février de 9 h à 18 h dans les locaux parisiens de l'Ecole nationale de la magistrature, 8, rue Chanoines (4^e), et le dimanche 8 février, de 9 h 30 à 13 h au palais de justice de Paris, salle des Crises. Le Comité permanent regroupe notamment le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (FEN), le Syndicat des avocats de France et la Fédération autonome des syndicats de police (FASP).

Un dossier sur les prisons privées. — Justice, le journal du Syndicat de la magistrature, publie dans son numéro de janvier un dossier consacré aux prisons privées. Le numéro : 35 francs. Syndicat de la magistrature BP 155, 75623 Paris Cedex 11. Téléphone : (1) 48-06-47-88.

qui souhaitent pour affirmer ces principes... M. Chalandon a confirmé, samedi 31 janvier devant la Conférence des hauts magistrats à Paris, son intention de rogner les ailes aux magistrats instructeurs.

M. Robert Badinter avait le même dessein mais les attendus et la méthode étaient différents. « Tout en reconnaissant l'intérêt de la réforme de nos procédures », a commenté M. Chalandon, je ne pourrais l'appliquer telle quelle, faute de moyens humains. »

M. Lecomet M. Mitterrand déplaçait la habitation

Chargé de conduire une mission, M. Lecomet a déplacé la habitation de M. Mitterrand à Paris. Le ministre de l'Intérieur a été surpris de constater que le ministre de la Justice avait déplacé sa résidence à Paris.

M. Lecomet a déclaré que le ministre de la Justice avait déplacé sa résidence à Paris. Le ministre de l'Intérieur a été surpris de constater que le ministre de la Justice avait déplacé sa résidence à Paris.

M. Lecomet a déclaré que le ministre de la Justice avait déplacé sa résidence à Paris. Le ministre de l'Intérieur a été surpris de constater que le ministre de la Justice avait déplacé sa résidence à Paris.

M. Lecomet a déclaré que le ministre de la Justice avait déplacé sa résidence à Paris. Le ministre de l'Intérieur a été surpris de constater que le ministre de la Justice avait déplacé sa résidence à Paris.

M. Lecomet a déclaré que le ministre de la Justice avait déplacé sa résidence à Paris. Le ministre de l'Intérieur a été surpris de constater que le ministre de la Justice avait déplacé sa résidence à Paris.

Le débat au MRC de M. Crépeau s'organise

Le débat au MRC de M. Crépeau s'organise. Le ministre de la Justice a été surpris de constater que le ministre de la Justice avait déplacé sa résidence à Paris.

Le débat au MRC de M. Crépeau s'organise. Le ministre de la Justice a été surpris de constater que le ministre de la Justice avait déplacé sa résidence à Paris.

هكذا من الاصل

Société

ÉDUCATION

L'agitation chez les instituteurs

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi 31 janvier à Rennes, Saint-Brieuc et Lorient, à l'appel du SNI-FEGC, de la FEN et des organisations de gauche, pour exiger le retrait du projet de M. René Monory instituant la fonction de maître-directeur, et contre les suppressions de postes dans l'enseignement élémentaire et les collèges prévues pour la rentrée 1987. Le SNI, qui avec les autres syndicats d'instituteurs - SGEN-CFDT et SNUDI-FO - appelle à des manifestations, mercredi

4 février (le Monde daté 1^{er}-2 février), incite ses sections locales à multiplier les actions de protestation.

Dès lundi, des grèves tournantes ont commencé dans certains départements, comme les Hauts-de-Seine, le Val-d'Oise, la Loire-Atlantique et les Bouches-du-Rhône. A Paris, le SNI appelle ses adhérents à commencer les classes avec une heure de retard le matin, à partir du

jeudi 5 février. « Au cas où le gouvernement s'entêterait après la manifestation du 4 février ».

La « coordination parisiennaise », qui a lancé le mouvement voilà trois semaines, participera au défilé de mercredi et appelle à la reprise de la grève pour jeudi. Si le projet n'est pas retiré, elle entend s'élargir en une « coordination nationale » et appelle à une manifestation nationale le mercredi 11 février à Paris.

Bonne idée, mauvais combat

Le gouvernement a-t-il vraiment tiré les leçons des difficultés qu'il a rencontrées avec les étudiants ? On peut sérieusement en douter à voir la nouvelle épreuve de force qui l'oppose aux instituteurs, tantôt frappant les similitudes entre les deux épisodes.

Dans les deux cas, les initiatives gouvernementales se fondaient sur des principes positifs et susceptibles d'être bien accueillis par l'opinion : l'autonomie des universités d'une part ; le renforcement de la responsabilité des directeurs d'école, de l'autre. Mais dans les deux cas aussi, elles dissimulaient mal des objectifs d'une tout autre nature : instaurer la sélection et restaurer l'autorité des professeurs, considérés comme favorables à la majorité actuelle dans le premier ; diminuer l'influence des syndicats « de gauche », en cassant le corps des instituteurs et en limitant le droit de grève, dans le second.

Ces ambiguïtés ont abouti au même résultat : une vague de fond partie de la base et prise en charge ensuite par les syndicats, qui a conduit le gouvernement à faire marche arrière. De « réexamen » à « réécriture », les deux projets ont été peu à peu délaissés de leurs dispositions les plus contestées, au point d'aboutir à des textes squelet-

tiques, ayant perdu l'essentiel de leur substance. Mais ces concessions ont été obtenues dans un tel climat d'affrontement que leurs bénéficiaires ne peuvent plus s'en satisfaire. L'opération répondant à l'origine à un objectif politique, elle ne peut à leurs yeux se terminer que par une victoire politique : c'est-à-dire par l'abandon pur et simple du texte contesté.

Quelle que soit l'issue de cette nouvelle épreuve, ces deux échecs en disent long sur les blocages de notre société et sur l'incapacité du gouvernement à aborder les nécessaires réformes de l'enseignement. Les déboires du ministère sur cette affaire ne manquent pas d'alimenter les lamentations rituelles sur le « conservatisme » des enseignants et de leurs syndicats. Ils ne peuvent, en tout cas, constituer une surprise pour M. Monory, puisque déjà M. Bouleau avait essuyé le même échec sur le même sujet en 1980.

Le ministre actuel a cru que la situation lui était plus favorable, en raison de l'affaiblissement des syndicats. Peut-être aurait-il pu emporter le morose s'il n'avait eu bon de procéder, depuis son arrivée rue de Grenelle, à un pillage antisyndical dont le principal effet aura été de révéler l'adversaire assoupé.

Cette guérilla politico-scolaire serait en soi anecdotique si elle n'aboutissait — comme ce fut le cas pour l'autonomie des universités — à jeter le discrédit sur une idée importante : la réorganisation du directeur d'école. Les études sur l'enseignement mettent en effet de plus en plus l'accent sur l'importance du rôle d'établissement dans l'efficacité de l'école (1).

Tradition

« autogestionnaire »

Se capable à animer l'équipe pédagogique, à dialoguer avec les parents d'élèves et les collectivités locales, à encourager les innovations, à créer un climat épanouissant, est déterminante pour la réussite des élèves. Cette fonction requiert de l'autorité, et le souci de la renforcer est légitime. Encore faut-il tenir compte de la psychologie des personnels concernés et des caractéristiques du milieu professionnel.

Les traditions « autogestionnaires » de l'école primaire française ont souvent conduit à un affaiblissement regrettable du chef d'établissement, confiné dans des tâches purement administratives que pédagogiques — et le problème se pose aussi bien dans l'enseignement

secondaire que dans l'élémentaire. Redresser cette situation, donner plus d'éclat et de moyens d'action à cette fonction essentielle, ne peut se faire que dans un climat de confiance et de coopération. La vivacité des réactions des instituteurs chaque fois qu'on veut modifier cet état de choses, montre à quel point c'est une question sensible, qu'on ne peut traiter à coups de décrets et de décisions autoritaires.

Rien, en tout cas, ne pourra être fait tant qu'on mènera la pédagogie et la lutte antisyndicale. Et qu'on voudra traiter, du même coup, l'action des chefs d'établissement, la notation des instituteurs et la limitation du droit de grève, comme c'était le cas dans le projet initial de M. Monory. Pour avoir tenté cet amalgame, le ministre a sans doute raté l'occasion de traiter un vrai problème.

FRÉDÉRIC GAUSSEN

(1) Ce thème a notamment fait l'objet d'une conférence internationale de Cerny pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) de l'OCDE sur « la direction des établissements scolaires et la qualité de l'enseignement », en janvier 1986.

La préparation des états généraux étudiants

Embrouilles et magouilles

« Tout repose sur la réussite de cette journée. » En effet, le 31 janvier à midi, la réunion du comité de liaison pour la préparation des états généraux étudiants, le délégué de Strasbourg, qui coprésidait la séance, ne croyait pas si bien dire. Pour les quelques deux cent trente délégués venus d'une cinquantaine de centres universitaires, à l'appel de trois universités, Paris-VIII, Strasbourg et Nancy-II (le Monde du 19 janvier), l'objectif était clair : comment organiser et quelle tenue donner à ces états généraux auxquels avait appelé la dernière coordination nationale des étudiants du mois de décembre ?

Dimanche matin, une vingtaine d'heures plus tard, dans l'après-midi de Paris-VIII, en effet, l'essentiel était formellement acquis : le choix d'une date — les 27, 28 et 29 mars prochains, — d'un lieu — Paris-VIII et Saint-Denis, — d'un calendrier de préparation qui prévoit, les 12 et 13 mars, des assises locales universitaires et, enfin, d'une structure d'organisation. Mais au prix d'un débat interminable, laborieux, souvent au bord de la rupture et révélateur du climat qui règne parmi les héritiers du mouvement étudiant de novembre-décembre dernier.

Le temps du « mouvement » majoritaire, unitaire et dynamique est en effet bien révolu. Pour inévitable qu'il soit, le constat a suscité une certaine déception, et les délégués qui étaient venus à Saint-Denis n'ont pas caché qu'ils avaient été élus par de maigres assemblées générales. Les plus déterminées, comme les militants de l'UNEF-SE (orchestra des communistes) d'Orléans ou de Malakoff ou des non-syndiqués dynamiques comme à Strasbourg ou Toulouse, pouvaient bien s'employer à regonfler les énergies : « C'est vrai que nous sommes au creux de la vague. Mais il faut arrêter de faire des complexes sur notre légitimité. Si on veut en finir avec le flux actuel, il faut vraiment relancer le mouvement. »

Il reste que ce problème de légitimité explique pour une bonne part la difficulté des discussions sur les trois problèmes-clés qui ont été tranchés dans la nuit du 1^{er} février.

Ainsi le mode de désignation des futurs délégués aux états généraux a donné lieu à plusieurs heures de débat. L'UNEF-SE, venue en force, proposait un système uniforme de vingt-cinq délégués par centre universitaire, ce qui aurait largement surreprésenté les petites universités et réduit la place des gros centres universitaires, où l'UNEF-ID (proche des socialistes) est la mieux implantée. On se rallia finalement à une solution un peu surréaliste proposée par les étudiants en maths de Saint-Etienne : « Le nombre de délégués sera proportionnel à la racine carrée du nombre d'étudiants », ce qui représente correctement les grosses universités.

Autre abcès de fixation : la création d'une structure de coordination pour préparer techniquement les états généraux. Profitant de la quasi-absence de militants de l'UNEF-ID (principal syndicat étudiant), l'UNEF-SE essayait de faire élire sur-le-champ un comité de seize membres, où elle avait toutes les chances d'être majoritaire. Les non-syndiqués bloquaient une seconde fois l'opération et confiaient à Strasbourg, Paris-VIII et Nancy-II le rôle de liaison.

Enfin, le choix de la ville organisatrice donnait lieu à une série de manœuvres qui devaient occuper toute la nuit du 1^{er} février. Entre Nanterre (où l'UNEF-ID est majoritaire) et Orsay (où les communistes se sentent plus forts), entre Toulouse (l'indépendance et Strasbourg, qui avait préparé un dossier technique impressionnant et proposait de mettre une voiture avec chauffeur à la disposition de chaque délégué, ce fut finalement Paris-VIII-Saint-Denis qui emporta la décision, après avoir menacé de se retirer pour couper court « aux jeux d'appareil et aux tentatives de récupération ».

Cette longue bagarre entre fractions politiques et syndicales a donc été arbitrée par les non-syndiqués. Mais il est probable qu'elle laissera des traces. Comme le disait un délégué de Strasbourg : « Notre crédibilité sera d'autant plus forte qu'on dépassera ces magouilles entre syndicats. » Rien n'est moins évident.

GERARD COURTOIS.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réception du courrier
Permanence téléphonique/permanence télé/bureau meublé
Rédaction et construction de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

FAITS DIVERS

A Marseille

Deux malfaiteurs tués par la bombe qu'ils transportaient

MARSEILLE
de notre correspondant

Une charge de 5 kilos de plastique a explosé samedi matin 31 janvier à 9 h 45 dans le quartier de La Millière à Marseille, devant le mur de l'école primaire du boulevard Alphonse-Soleil, où cent quatre-vingt-cinq enfants étaient en classe. Malgré la violence de la déflagration (vitres soufflées, plafonds ébranlés), il n'y a pas eu de blessés. Devant l'école, dans un break 505, dont le toit avait été projeté à 20 mètres de là, les sauveteurs ont découvert le corps déchiqueté de Michel Belache, quarante-deux ans, tandis que Francis Deronchille, trente ans, gisait décapité au pied du mur d'enceinte de l'établissement scolaire.

Les deux hommes étaient arrivés quelques instants auparavant à bord d'une R 25 louée sous une fausse identité à Marignane. Ils venaient de déposer l'engin explosif dans le break 505 volé au mois de mars 1986 et stationné depuis plusieurs jours à La Millière. Ainsi qu'en

témoigne la présence d'une télécommande, retrouvée dans le premier véhicule, les deux hommes complicités pour la recherche et l'usage des 5 kilos d'explosif. Tous les deux avaient été impliqués dans plusieurs affaires de hold-up et de vols avec violence et Belache était sorti depuis quelques jours de prison, où il avait purgé une peine pour trafic de faux billets. Son complice a été aisément identifié grâce à ses empreintes qui figuraient au fichier du grand banditisme.

JEAN CONTRUCCI

Six morts et quatre blessés graves dans un accident de la circulation

Un accident survenu sur la RN 12, dimanche 1^{er} février vers 2 heures du matin, près de Houdouin (Yvelines), a provoqué la mort de six personnes dont trois enfants ; quatre autres ont été gravement blessés.

Pour une raison encore inconnue, M. Bruno Stevin, vingt-huit ans, qui circulait dans le sens province-Paris, a perdu le contrôle de son véhicule, qui a heurté une autre voiture conduite par M. Jean-Claude Maurice, trente-cinq ans, arrivant en sens inverse.

M. Stevin, grièvement blessé dans le premier véhicule, a dû être transporté en hélicoptère à l'hôpital de la Pitié à Paris ; son épouse, Marie-Claude, trente-quatre ans, et ses trois enfants, Delphine, Nicolas et Marie-Luce, ont été tués sur le coup.

Dans l'autre voiture, le conducteur et l'un de ses passagers M. Henri Luchel, sont morts sur le coup, et quatre autres ont été gravement blessés : MM. Hugues Lateral, Jean-François Luce, Véronique et Jocelyn Coco ; ils ont dû être hospitalisés.

LIBRAIRIE DU CHÊNE

histoire contemporaine

spécialistes des

1^{re} et 2^e guerres

mondiales

ACHATS et VENTES

Catalogue sur demande.

45-81-33-18

27, rue de la Harpe-aux-Canons

75013 PARIS

REPÈRES

SIDA

Un nouveau médicament autorisé aux Etats-Unis

Le gouvernement américain vient d'autoriser la production d'un médicament mis au point par le laboratoire Hoffman-Laroche, qui pourrait inhiber le virus du SIDA.

La didéoxycytidine (ou DDC) bloque, en effet, la reproduction du virus HIV, comme l'indiquent les essais conduits à l'Institut national du cancer américain. Le DDC pourrait être aussi actif que l'azidothymidine (AZT), mais moins toxique pour le muscle cardiaque. L'autorisation donnée à Hoffman-Laroche n'est que provisoire, en attendant les résultats d'une expérimentation clinique suffisante, dont les premiers résultats, prometteurs, ont motivé la décision des autorités américaines.

Religions

Mgr Lefebvre fait monter les enchères

Dans une interview à *Tramonto*, le mensuel du mouvement catholique italien *Communione e liberazione*, en date du 30 janvier, Mgr Lefebvre réitère l'existence d'une proposition du Saint-Siège pour une « régularisation » de la situation de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, fondée en 1970 par l'évêque traditionaliste. Son approbation avait été retirée en 1975 par Rome, qui aurait proposé à Mgr Lefebvre, en échange de son ralliement au concile, de transformer la Fraternité dissidente en « presbytère personnel », un diocèse autonome sans territoire défini soumis à l'évêque placé à son tête (statut actuel de l'Opus Dei). Le fondateur d'Ecône aurait refusé cette transaction, sur laquelle jusqu'ici le Vatican a gardé un silence total.

Environnement

Collisions en série sur le Rhin

Une péniche vide venant de Bâle (Suisse) a heurté et coulé un cargo à l'ancre dans le Rhin à Dormagen, en amont de Düsseldorf, dans la nuit de samedi à dimanche 1^{er} février, provoquant la noyade d'un matelot et le déversement dans le fleuve des 543 tonnes d'engrais transportés par le cargo. Les engrais azotés déversés dans le fleuve ne présenteraient pas de risque pour l'eau potable.

La même nuit, un tanker néerlandais, qui s'était porté au secours d'un bateau victime d'une avarie, a déchiré sa coque sur une ancre et perdu 40 tonnes de mazout dans le Rhin à hauteur de Asenshausen, près de Bingen. Au contact de l'eau froide, le mazout s'est transformé en grumeaux qui se sont déposés dans le lit du fleuve.

Enfin, une barge belge transportant 3 000 tonnes de mazout a heurté la barge, dimanche 1^{er} février, avant de pénétrer dans l'écluse d'Ottmarshausen (Haut-Rhin). Une voie d'eau s'est déclarée dans le compartiment des chaînes d'ancre, mais les toutes à mazout sont intactes.

Aventure

Echec de l'expédition au pôle Sud

L'expédition scandinavo-britannique qui était partie de la base des Baleines (Antarctique) le 17 décembre, a dû rebrousser chemin alors qu'elle se trouvait à 400 kilomètres du pôle Sud. Elle n'a donc pu retracer la route qu'avaient suivie Amundsen et ses compagnons — les premiers hommes à être allés au pôle Sud et à en être revenus sains et saufs — pendant l'été austral 1911-1912, avec des traîneaux à chiens.

Après le hold-up à l'hypermarché de Champigny-sur-Marne

M. Edouard Leclerc offre 500 000 francs pour retrouver les trois auteurs de l'agression

M. Edouard Leclerc s'est fait avoir à l'Agence Franco-Press, dans la soirée du dimanche 1^{er} février, qu'il offrait 500 000 francs à la personne qui permettrait par des renseignements l'arrestation des trois auteurs de l'hypermarché Leclerc de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne).

Au cours de cette sanglante tentative de hold-up, samedi, vers 18 h 30, un convoyeur de fonds, M. Pierre Gaudin, quarante-neuf ans, a été mortellement blessé tandis qu'une fillette, Stéphanie David, treize ans et demi, atteinte d'une balle dans la tête, est actuellement dans un coma profond au service de neuro-chirurgie de la Pitié-Salpêtrière où elle a été hospitalisée. Quatre autres personnes ont été plus légèrement blessées.

Les trois malfaiteurs, âgés de vingt-cinq à trente ans, ont agi à visage découvert. L'un d'eux, un homme brun et moustachu se trouvait seul dans le centre Leclerc, 156, rue Alexandre-Fourmy, avant l'arrivée de ses complices. Vers 18 h 25, un fourgon blindé de transports de fonds de la société ACDS est arrivé pour prendre livraison de la recette et deux convoyeurs se sont approchés des caisses à l'intérieur de l'établissement, alors que de nom-

breux clients se trouvaient encore dans le magasin.

L'homme brun s'est alors avancé avec un bouquet de fleurs à la main cachant son arme, tandis que ses deux complices, dont l'un était armé d'un fusil à pompe, entraînaient à leur tour dans le supermarché. L'un des convoyeurs a vu l'arme derrière le bouquet de fleurs et a fait feu, tirant cinq fois contre le malfaiteur, qui a été atteint de plusieurs balles. Ses complices ont alors riposté par un feu nourri et aveuglé.

Les clients dans la ligne de tir

Les clients qui étaient dans l'allée centrale du magasin se sont trouvés dans la ligne de tir des trois hommes. C'est là que la fillette a été grièvement blessée d'une balle entre les yeux, le convoyeur tué et quatre autres personnes légèrement atteintes.

Les deux malfaiteurs ont pu emmener leur complice à bord d'une R5 blanche, au volant de laquelle ils ont pris la fuite ; la voiture a été retrouvée entièrement calcinée, quelques heures plus tard, à proximité d'un foyer SONACOTRA à Argenteuil (Val-d'Oise).

MEDECINE :

L'ANESTHESIE EN QUESTION

SCIENCE & VIE

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles...

à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-26-90-72

محکم دلائل سے مزین

Environnement

Collisions en série sur le Rhin

Une péniche vide venant de Bâle a heurté et coulé la péniche de la Rijn à Dordrecht, dans le sud-ouest de la Hollande, causant la mort de deux personnes et la disparition de quatre autres. Les enquêteurs ont constaté que la péniche de la Rijn avait été poussée vers la péniche vide par une autre péniche, ce qui a entraîné la collision.

Enfin, une large barge vide de 3 000 tonnes de poids lourd a heurté la péniche de la Rijn, causant la mort de deux personnes et la disparition de quatre autres. Les enquêteurs ont constaté que la barge avait été poussée vers la péniche de la Rijn par une autre barge, ce qui a entraîné la collision.

Aventure

Echec de l'expédition au pôle Sud

L'expédition scientifique antarctique qui était partie de la base de la péniche de la Rijn le 17 décembre, a dû rebrousser chemin à cause de la glace. Les enquêteurs ont constaté que la péniche de la Rijn avait été poussée vers la glace par une autre péniche, ce qui a entraîné l'échec de l'expédition.

Hypermarché à l'Hypermarché

Le client offre 500 000 fr pour retrouver l'auteur de l'agression

Un client d'un hypermarché a offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que le client avait été poussé vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients dans la ligne de

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

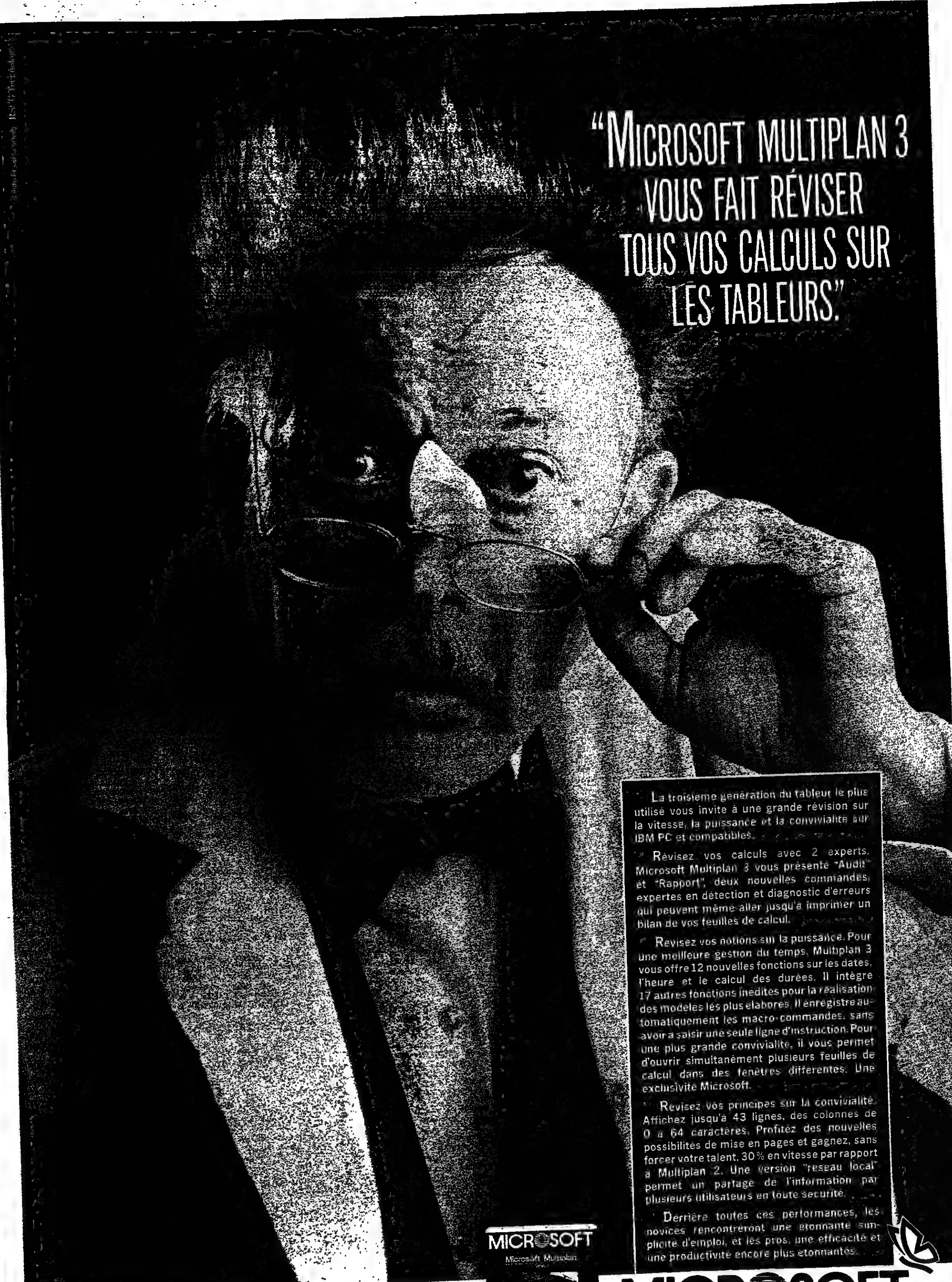
Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.

Les clients d'un hypermarché ont offert 500 000 francs pour retrouver l'auteur d'une agression. Les enquêteurs ont constaté que les clients avaient été poussés vers l'auteur de l'agression par une autre personne, ce qui a entraîné l'agression.



"MICROSOFT MULTIPLAN 3 VOUS FAIT RÉVISER TOUS VOS CALCULS SUR LES TABLEURS."

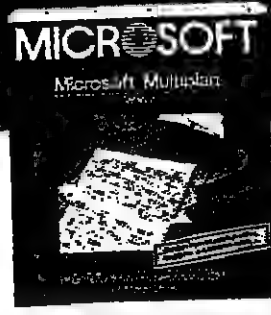
La troisième génération du tableur le plus utilisé vous invite à une grande révision sur la vitesse, la puissance et la convivialité sur IBM PC et compatibles.

Revisez vos calculs avec 2 experts. Microsoft Multiplan 3 vous présente "Audit" et "Rapport", deux nouvelles commandes expertes en détection et diagnostic d'erreurs qui peuvent même aller jusqu'à imprimer un bilan de vos feuilles de calcul.

Revisez vos notions sur la puissance. Pour une meilleure gestion du temps, Multiplan 3 vous offre 12 nouvelles fonctions sur les dates, l'heure et le calcul des durées. Il intègre 17 autres fonctions inédites pour la réalisation des modèles les plus élaborés. Il enregistre automatiquement les macro-commandes, sans avoir à saisir une seule ligne d'instruction. Pour une plus grande convivialité, il vous permet d'ouvrir simultanément plusieurs feuilles de calcul dans des fenêtres différentes. Une exclusivité Microsoft.

Revisez vos principes sur la convivialité. Affichez jusqu'à 43 lignes, des colonnes de 0 à 64 caractères. Profitez des nouvelles possibilités de mise en pages et gagnez, sans forcer votre talent, 30% en vitesse par rapport à Multiplan 2. Une version "réseau local" permet un partage de l'information par plusieurs utilisateurs en toute sécurité.

Derrière toutes ces performances, les novices rencontreront une étonnante simplicité d'emploi, et les pros, une efficacité et une productivité encore plus étonnantes.



MICROSOFT®
Les logiciels de la vie simple.

Pour une information complète, écrivez à Local Québec N° 519 - 91946 Les Ulis Cedex.

هكذا من الاصل

Sports

SKI ALPIN : championnats du monde

Les mécanos des planches

Avant de médailles suisses sur la piste nationale de Crans-Montana où ont lieu jusqu'au 8 février les championnats du monde de ski alpin : trois d'or, trois d'argent et une de bronze, soit sept sur douze possibles en quatre courses ! La démonstration de force helvétique a été particulièrement impressionnante en descente : Peter Mueller, Pirmin Zurbriggen, Karl Alpgier et Franz Heinzer ont réussi dans cet ordre, le 31 janvier, un quadruplé jamais

vu dans l'histoire des championnats, le cinquième représentant de l'équipe, Daniel Mahrer, terminant sixième. Le 1^{er} février Maria Walliser et Michela Figini ont survolé une course palpitante.

Les Suisses récoltent les fruits d'une avance décisive dans le domaine de la préparation du matériel. Les mécanos des Zurbriggen qui, sans la rupture des spatules de skis dans le dernier schuss, le 1^{er} février,

n'aurait pas laissé échapper le titre de champion en Luxembourgais Marc Girardelli, tend à confirmer cette hypothèse.

Les dirigeants français en sont, eux, convaincus : ils ont fait la preuve qu'avec des skis préparés par les Autrichiens, Philippe Verroet, ex-champion de la descente, pouvait se rapprocher des meilleurs ; ils demandent donc l'ouverture du « pool » des fabricants aux marques étrangères qui ont plus investi dans ce domaine.

CRANS-MONTANA

de notre envoyé spécial

Joie des Suisses, Emoi des Français. Dans l'air d'arrivée de cette descente hommes sous influence helvétique, Philippe Verroet, que les journalistes interrogent sur sa performance — bonne au regard des temps médiocres depuis le début de la saison — lâche : « J'ai couru sur des skis autrichiens ». Une petite phrase qui fait l'effet d'une bombe.

Simple fumigène destiné à masquer une nouvelle fois l'incapacité de l'encadrement fédéral à mettre à niveau une équipe de France à la recherche d'elle-même depuis plus de quinze ans ? Ou bien véritable arme offensive contre les fabricants de skis français qui n'apportent pas leur part à l'œuvre de redressement des entraîneurs mais en place depuis trois ans par le Suisse Roland Franc?

Une machine infernale, à coup sûr ! Le mécanisme a été amorcé une semaine auparavant à Kirchbühl. La fameuse Streiff se divise en trois secteurs : un premier tiers très rapide, un deuxième tiers plus plat de glisse, un dernier tiers raide à nouveau. A l'analyse, Verroet a fait le dixième et septième temps sur les premier et troisième tronçons mais seulement le treizième sur le deuxième où il prend un retard le

reléguant dans les profondeurs du classement. Et l'affaire explose aux championnats du monde. Les techniciens de la firme Atomic, sur ordre du PDG, prêtent, samedi, à Philippe Verroet des skis appartenant à Hans Hoelzlmeier. L'Autrichien termine douzième juste derrière le Français. La cible a touché en plein dans le mille.

La démonstration est tellement accablante que, sans autre forme de procès, on a envie de condamner les fabricants nationaux pour avoir assassiné la glisse française. Mais avant, il faut toutefois entendre un témoin capital : l'Autrichien Hans Hoelzlmeier, l'entraîneur des descendants.

Les skis français sont-ils mauvais ? « Verroet utilise des Dynastar. A l'origine, cette marque, qui a été créée par Jean-Claude Killy, était française. Cela fait une dizaine d'années qu'elle est passée, sous le contrôle financier d'Atomic. Maintenant pour les coureurs, entre Dynastar et Atomic, il n'y a que la signature qui change. Verroet a des skis autrichiens. Mais ceux-ci sont très et préparés par le service « Courses » de la filiale française, près de Grenoble. »

Les bons skis autrichiens sont-ils alors abîmés par les mauvais techniciens français ? « Erika Hess, qui a gagné trois fois le titre mondial du

combiné, dit qu'il lui faut un bon entraîneur jusqu'à la fin de la saison. C'est caricatural, mais pas sans fondement. Son préparateur, Jean-Pierre Anjournat, a plus de vingt ans d'expérience. Rossignol lui donne plus de 20 000 F français par mois pour s'occuper des skis d'une Suissesse. Idem pour le préparateur de l'Italien Neri, qui était un candidat possible au podium jusqu'à la chute. Pourquoi Rossignol n'a pas la même politique pour les Français ? Les gars du service technique font près de quinze heures par jour pendant la moitié de l'année pour 5 000 F par mois. Et ils ne doivent rien retourner à l'usine. Si bien qu'ils tiennent seulement deux ou trois ans. Après, il faut tout reprendre à zéro avec un nouveau. »

« L'expérience des techniciens »

Les techniciens suisses ont-ils alors un secret ? « En descente, la préparation des skis c'est comme le choix des pneumatiques en formule 1. Or les résultats sont là : les skis autrichiens ont pris les deux premières places chez les femmes et les quatre premières chez les hommes. Atomic met sur ordinateur toutes les caractéristiques de ses skis. Mais rien ne remplacera l'expérience du technicien. La neige n'est jamais pareille. Le moindre erreur est fatale. Mueller qui a gagné ici a fait trente-cinq mètres à l'arrêt parce que la marque Blizzard avait fait une erreur. Heinzer, qui est abîmé aux quatrièmes places mondiales, s'était retrouvé vingt-quatrième à Garmisch parce qu'on s'était trompé chez Atomic ; mais, incontestablement, leurs préparateurs ont du nez. »

Comment ne pas être convaincu ? Et pourtant ! Il y a une contradiction de taille entre les faits et ces

déclarations : le préparateur des skis Dynamic pour Verroet est un Suisse allemand qui a plus de vingt ans d'expérience... L'affaire est donc beaucoup moins claire qu'il n'y paraît.

Les fabricants français sont-ils lésés de tout soupçon pour autant ? Surtout autorisés à contre-attaquer au sein du Comité Technique et Roland Franc de vouloir pour Dynamic ? Il ne vont pas s'en priver. Mais force est de constater que Dynastar, filiale de Rossignol, qui s'est retrouvée sous la menace de perdre toutes ses skieuses, s'est décidée tout d'un coup à faire un effort considérable pour Catherine Quintet. Alors la Mégève-voix qui s'est classée neuvième dimanche a réussi un début de saison tout à fait satisfaisant alors qu'elle végétait depuis cinq ans en Coupe du monde. Bref, mettre ces fabricants devant leurs responsabilités, voire en concurrence de marque étrangère, sera incontestablement bénéfique.

De là à dire que, avec les skis d'un Mueller ou d'un Zurbriggen, Philippe Verroet serait monté sur le podium à Crans-Montana il y a un pas qu'on ne peut pas franchir (aux précédents championnats du monde il s'était déjà classé onzième). Techniquement, les Français ne sont pas fondamentalement inférieurs aux Suisses. En revanche, l'écart est sensible au plan physique : plus grande, plus lourde, les descendues de Karl Frehner ont plus de moyens physiques pour faire glisser leurs laties de 125 mètres. Et psychologiquement, les Suisses sont portés par une puissante dynamique de victoire que les Français ignorent depuis 1971 en course de vitesse. « Il ne savent plus ce que veut dire gagner », finit par avouer Hans Hoelzlmeier. C'est précisément un mot auquel il veut redonner un sens.

ALAIN GRAUDU.

BOXE : le championnat du monde des super-mouche.

Montero ne relève plus le gant

Le Mexicain Gilberto Roman, vingt-cinq ans, a conservé son titre de champion du monde des poids super-mouche (version WBC), samedi 31 janvier à Montpélier, en battant le Français Antoine Montero, trente ans, par arrêt de l'arbitre au neuvième round d'un combat prévu en douze. Pour le boxeur haut-savoyard, qui avait déjà échoué à deux reprises dans sa quête du titre mondial des mouches — le 1^{er} juin 1984 à Nîmes contre le Mexicain Gabriel Bernal, et le 6 mai 1985 contre l'Argentin Santos Laciar, c'était le match de la dernière chance.

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

« J'aurais toujours le sentiment d'une carrière brachée. » Sous les boursoffures, le regard d'Antoine Montero n'est qu'une fente. Mais l'homme est lucide. Aux amis qui tentent maladroitement de soulager sa détresse en lui vantant son « courage », il répond avec un brin d'agacement : « Seul le résultat m'intéresse. Je constate qu'on a tout mis à ma disposition pour que je devienne champion du monde, et je ne le suis pas. »

Le rêve de sa vie s'est écroulé quelques minutes plus tôt dans un coin de ring montpelliérain, sous une grêle de coups. Lorsque l'arbitre se précipita pour abréger le combat, Antoine Montero ressentit comme un ultime et formidable choc, la certitude que jamais il ne céderait les fameux centurions, signe extérieur du pouvoir suprême dans le monde de la boxe.

Passé professionnel à la fin de 1980, après quatre-vingt-cinq combats amateurs et deux titres de champion de France, il a essuyé gravis sans bruit les marches d'une catégorie peu valorisante, les poids mouches. Les combats de ces athlètes hauts comme trois pommes (moins de 50,80 kilos) ne déchaînent pas les passions. Un titre de champion d'Europe conquis et défendu à deux reprises en 1983 n'a pas réellement ajouté à sa récom-

mée. Seul son combat contre Gabriel Bernal dans les arènes nîmoises pour la couronne mondiale est resté dans les mémoires. Ce champion du monde, classé meilleur combattant toutes catégories de l'année 1984 par la WBC, aurait dû être son dernier. A vingt-huit ans, il est rare de retrouver une seconde chance.

Appointé pour boxer

Pourtant la véritable aventure d'Antoine Montero ne finit que débiter. Marc Brailion, PDG de l'entreprise grenobloise de travail temporaire RMO, spécialiste d'un sponsoring sportif, lui fit une proposition unique dans les annales : un contrat de trois mois comme boxeur salarié. Finalement, Montero était appointé à 30 000 F par mois pour exercer son métier. « Nous souhaitons aider un sportif régional, comme nous l'avions fait pour René Arnoux en formule 1 », dit Marc Brailion. Le contrat stipulait quatre combats par an. Il n'a jamais été respecté. Depuis un an, Antoine Montero n'était monté qu'une fois sur un ring pour conquérir, en moins d'un round, le titre de champion d'Europe des poids coq, le 21 octobre dernier à Paris.

Dans le même temps, Gilberto Roman, débiteur à quatre reprises son titre mondial. « Nous n'avons pas la même conception, explique Montero. Lui, cherche à prendre un maximum de dollars à chaque fois (1). Moi, je voulais le titre pour le titre. Je me serais peut-être arrêté après l'avoir obtenu. En tout cas, j'aurais attendu le plus longtemps possible avant de le remettre en jeu. »

Ce manque de compétition, de l'avis de certains experts, pourrait expliquer la différence entre les deux boxeurs. Mais Montero n'insiste pas : « Depuis deux mois et demi, j'étais en stage intensif. J'ai disputé au moins 250 rounds. Il n'est pas nécessaire de prendre des coups pour bien se préparer. » Pas question, bien sûr, de soupçonner ce champion exemplaire d'avoir tiré sa fièvre, mais, incontestablement, autour des rings, la stabilité de l'emploi est-elle compatible avec la rage de vaincre ?

FREMANTLE

de notre envoyé spécial

L'homme enduit son nez de « zinc », la seule pommade efficace contre les ultra-violets australiens. Ce spectateur vient de l'Etat de New-Jersey, aux Etats-Unis. Quand Dennis Comer a monté 2-0 en finale des challengers, il a dit à sa femme : « Allez, on part pour l'Australie. » Mais aujourd'hui, dimanche 1^{er} février, à bord du Tassie Devil, l'une des vedettes autorisées à servir de près le parcours des régates de la Coupe de l'America, ce n'est pas le skipper américain qu'il voudrait voir gagner. Il tend sa main vers Fremantle, la ville qu'on devine au loin, et dit avec toute la sympathie du monde dans la voix : « Ils ont fait cela tellement bien ! Et contrairement à nous, Américains, ils n'ont pas tellement de choses auxquelles ils peuvent s'identifier. Cela ne ferait de mal à personne si la Coupe restait quatre ans de plus à Fremantle. »

Rien n'y a fait pourtant : ni les bons sentiments du spectateur américain à bord du Tassie Devil ; ni la bannière au kangourou boxer vert et or qui flottait en 1983 à Newport sur le bateau australien vainqueur ; ni qu'Alan Bond, perdant grand seigneur cette année, a offert à Tassie Force 87, le syndicat rival de Kevin Parry, avec un chèque de 100 000 dollars australiens ; ni le rire de Kookaburra, Poisson d'or du yacht finaliste à pris le nom et qui, limité par les flots, accompagnait depuis deux jours, comme une sève douce, le départ du port du finaliste australien.

Ce fut pour les Australiens un week-end noir. Le « grand méchant

VOILE : la Coupe de l'America

La victoire à la portée de Comer

Il ne manque plus qu'une victoire à Dennis Comer pour reconquérir la Coupe de l'America. Pour la troisième fois consécutive, Stars and Stripes, le 12 mètres JI du Yacht Club de San Diego, a devancé l'Australien Kookaburra III de 1 m 46 s. Dans une brise légère, le voilier australien a fait illusion dans les premières minutes de course, mais l'Américain a viré en tête à la première bouée et a régulièrement augmenté son avantage par la suite.

« L'homme enduit son nez de « zinc », la seule pommade efficace contre les ultra-violets australiens. Ce spectateur vient de l'Etat de New-Jersey, aux Etats-Unis. Quand Dennis Comer a monté 2-0 en finale des challengers, il a dit à sa femme : « Allez, on part pour l'Australie. »

« Mais aujourd'hui, dimanche 1^{er} février, à bord du Tassie Devil, l'une des vedettes autorisées à servir de près le parcours des régates de la Coupe de l'America, ce n'est pas le skipper américain qu'il voudrait voir gagner. Il tend sa main vers Fremantle, la ville qu'on devine au loin, et dit avec toute la sympathie du monde dans la voix : « Ils ont fait cela tellement bien ! Et contrairement à nous, Américains, ils n'ont pas tellement de choses auxquelles ils peuvent s'identifier. Cela ne ferait de mal à personne si la Coupe restait quatre ans de plus à Fremantle. »

Rien n'y a fait pourtant : ni les bons sentiments du spectateur américain à bord du Tassie Devil ; ni la bannière au kangourou boxer vert et or qui flottait en 1983 à Newport sur le bateau australien vainqueur ; ni qu'Alan Bond, perdant grand seigneur cette année, a offert à Tassie Force 87, le syndicat rival de Kevin Parry, avec un chèque de 100 000 dollars australiens ; ni le rire de Kookaburra, Poisson d'or du yacht finaliste à pris le nom et qui, limité par les flots, accompagnait depuis deux jours, comme une sève douce, le départ du port du finaliste australien.

Ce fut pour les Australiens un week-end noir. Le « grand méchant

boxeur est resté unique. « Si Antoine avait gagné, nous aurions été intrus dans les quarante-huit heures », estime le PDG grenoblois, qui conserve toute sa confiance à la formule. Il est d'ailleurs sur le point de conclure le même type d'accord avec le champion de France des poids-légers, le Marseillais Richard Carmanolis, facile vainqueur samedi soir à Montpélier d'un Belge bedonnant. L'objectif sera de « l'enlever au championnat du monde ».

Déjà, à l'Antoine Montero, sous les couleurs de RMO jusqu'au 30 juin prochain, défendra son titre européen des coq, puisque, s'inspire-t-il avec un désespoir non feint, « je suis venu à titre champion d'Europe ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

1) 110 000 dollars, soit environ 650 000 F, à Montpélier.

Les résultats

Automobilisme

VINGT-QUATRE HEURES DE DAYTONA BEACH

Les Porsche 962 ont pris les six premières places des vingt-quatre heures de Daytona Beach (Floride) remportées par l'équipe composée des Américains Chip Robinson et Al Unser junior et du Britannique Derek Bell.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (onzième journée)

*Orléans b. RCF Paris... 97-70
*Villeneuve b. Limoges... 109-100
*Monaco b. Vichy... 120-106
*Tours b. Lorient... 81-76
*Châlons b. Antibes... 85-85
*Mulhouse b. Saint-Bas... 87-84

Classement. — 1. Orléans, 31 pts ; 2. Monaco, 29 ; 3. Limoges, 27 ; 4. RCF Paris, 25 ; 5. Antibes et Villeneuve, 24.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE (quatorzième journée)

*Graulhet b. Toulouse... 21-18
*Brive b. Aurillac... 30-10
*Montferrand b. Béziers... 21-3
*Rouen b. Nice... 31-3
*Narbonne b. Grenoble... 16-12

Classement. — 1. Brive, 36 pts ; 2. Toulouse et Béziers, 32 ; 3. Montferrand, 31 ; 4. Grenoble, 30.

Poule 2

*Pau b. Biarritz... 19-9
*Toulon b. Agen... 45-3
*Lorient b. Bayonne... 19-13
*Perpignan b. Nîmes... 25-13
(Racing-Valence, repêché)

Classement. — 1. Toulon, 38 pts ; 2. Agen, 32 ; 3. Racing, 31 ; 4. Lorient et Perpignan, 30.

Ski alpin

CHAMPIONNATS DU MONDE

Descente hommes

1. Mueller (Sui.), 2 m 7 s 80 ; 2. Zurbriggen (Sui.), 2 m 8 s 13 ; 3. Alpgier (Sui.), 2 m 8 s 20.

Descente dames

1. Walliser (Sui.), 1 m 43 s 80 ; 2. Figini (Sui.), 1 m 44 s 21 ; 3. Alpgier (Sui.), 1 m 44 s 86 ; 4. Quintet (Fr.), 1 m 45 s 78.

Combiné hommes

1. Zurbriggen (Sui.), 1 m 39 s 16 ; 2. Mahrer (Sui.), 1 m 40 s 56 ; 3. Girardelli (Lux.), 1 m 41 s 67.

Combiné dames

1. Girardelli (Lux.), 28 s 27 ; 2. Zurbriggen (Sui.), 30 s 54 ; 3. Mahrer (Sui.), 41 s 56 ; 4. Quintet (Fr.), 42 s 42.

ATHLÉTISME : records du monde en salle

Début d'année à la hauteur

Le Suédois Patrick Sjöberg a établi, dimanche 1^{er} février, un nouveau record du monde en salle, à 2,41 m.

Le Suédois Patrick Sjöberg a établi un nouveau record du monde en salle du saut en hauteur en franchissant 2,41 m, dimanche 1^{er} février à Athènes, égalant ainsi le record en plein air du Soviétique Igor Pavlov. L'ancien record, qui était de 2,40 m, datait tout juste de quinze jours. Il avait été établi par l'Allemand de l'Ouest Carlo Thränhardt le 16 janvier dernier à Sirmenath (RFA).

La veille, samedi 31 janvier, les Bulgares Stanka Kostadinova avait amélioré le record du monde féminin détenu depuis cinq ans par la Soviétique Tamara Bykova en réalisant à Gènes un bond de 2,04 m. Détentrice du record en plein air (2,08 m), la jeune Bulgare était à demi satisfaite de sa performance : « J'espérais vraiment passer 2,08 m aujourd'hui », a-t-elle confié. Tant chez les hommes que chez les femmes, les concours de hauteur d'annéeront très relevés aux prochains championnats d'Europe à Liévin les 21 et 22 février.

Autre record mondial battu samedi 31 janvier, celui du 50 m plat, amélioré à la fois par le Canadien Ben Johnson (5 s 55) et par sa compatriote Angela Issajenko-Taylor (6 s 06).

SKIATHLON

De fond en combes

La bousculade d'abord. Les 447 concurrents qui se propulsaient dans la descente du Dôme en direction de la station des Deux-Alpes (Isère), samedi 31 janvier, ne se font pas de cadeau. Les 10 kilomètres de la piste doivent être avalés le plus rapidement possible pour arriver en tête à l'air de change, où, sans perdre une seconde, ils devront troquer leur matériel de ski alpin contre une tenue de fond. Le skiathlon associe ces deux disciplines du ski et se termine, ultime effort pour les sportifs, par un parcours de cross de 8 kilomètres sur un terrain enneigé.

Pour la troisième édition de cette compétition insolite, Guy Baland, un jeune Juraais de vingt-huit ans, s'est révélé l'athlète le plus complet. « Il est supérieur à nous tous » a regretté Robin Candau, arrivé 22 secondes après le vainqueur, quelques mathématiques secondes perdues lors de l'épreuve de ski de fond. Mais il ne suffit pas d'être un spécialiste du pas de patineur pour remporter l'épreuve. Marie-Christine Subot, dix fois championne de France de ski de fond, en a fait l'amère expérience, elle qui s'est presque écroulée dans la course à pied. Dominique Robert, une jeune mère de famille de trente-deux ans, lui a soufflé la première place chez les dames. Cette habitante de Megève « se sent bien dans le cross », même si elle estime ne pas avoir assez de temps pour s'entraîner « à cause des enfants ». Les derniers champions, qui ont réalisé le parcours en moins d'une heure, les autres concurrents sont venus déposer leur dossards, car le skiathlon, c'est aussi une épreuve de masse.

S.B.

CINÉMA

Réalisateur de « Dédé d'Anvers » Yves Allégret est mort

Le cinéaste Yves Allégret est mort le 31 janvier à Asnières. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Bien qu'il soit venu au cinéma dès 1930, le frère de Marc Allégret, de cinq ans son cadet, ne devait imposer son nom qu'à partir de 1945. Au cours des années qui suivirent, il apporta au cinéma français une nouvelle conception du réalisme : l'étude poussée vers la noirceur des passions et des comportements ambigus ; une vision assez pessimiste des êtres humains, des femmes surtout. De cette noirceur, puissante, pesante même, il tira une sorte de mélancolie grise puis à une conception progressiste dans les rapports sociaux dont il faut bien dire qu'elle lui réussit moins.

Yves Allégret naît à Asnières le 13 octobre 1907. Après de son frère Marc (1900-1973), il découvre vite le monde des studios. Au début du cinéma, Yves va être son assistant, celui d'Alberto Cavalcanti, de Jean Renoir. Lié aux trotskistes, il sera membre du groupe Octobre qu'il accompagne en 1933 à Leningrad et à Moscou. En apprenant son métier de réalisateur, il tourne des courts métrages. Prix et profits on la pomme de terre (1934) où apparaît

sent — influence du groupe Octobre — les frères Prévert.

Mobilisé en 1939, Yves Allégret ne pourra reprendre son premier long métrage qu'en 1941 en zone libre. Mais le négatif de *Tobias* est un ange est détruit dans un incendie. En 1943, il porte à l'écran *Les Deux Timides* de Labiche et signe Yves Chaplain. Puis, sous son nom véritable, *la Botte aux rêves*, comédie avec Viviane Romance, pour laquelle Jean Choux a déclaré forfait. Le film sort en 1945. Simone Signoret y fait de la figuration. Entrée dans la vie d'Yves Allégret qui l'épouse par la suite — ils auront une fille, Catherine Allégret. — Simone Signoret tient un petit rôle remarqué dans *Les Démones de l'aube* (1946), film de guerre sur les commandos de la 1^{re} armée française.

Réalisateur maintenant connu, Yves Allégret ne s'est pas encore imposé. Mais en 1948 commence sa collaboration avec le scénariste-dialectiste Jacques Sigurd : *Dédé d'Anvers* dont Simone Signoret est la vedette féminine. Une prostituée du port d'Anvers tombe amoureuse d'un marin de passage. L'histoire, tirée d'un roman d'Asché, auteur de *Pépé le Moko*, semble ramener au réalisme poétique de Prévert et Carac, justement, bat de l'ail. En fait, la mythologie portuaire est trans-

cendée par des éclairages lourds, une atmosphère de fatalité existentielle. Dans la précision réaliste de la mise en scène apparaît le thème par excellence de Sigurd et Allégret : la lutte implacable des sexes qui peut aller jusqu'à la mort.

Le réalisme noir semble prendre ses racines dans une misogynie fondamentale. *Dédé d'Anvers*, *Une si jolie petite plage* (1949) et *Ménages* (1950) vont constituer une trilogie de mœurs et de caractère gravée comme une eau-forte qui ne colle pas avec la volonté d'optimisme manifestée par le cinéma français ni avec les adaptations littéraires « de qualité ».

Un désespoir absolu accompagne *plus si jolie petite plage*. Allégret devance le cinéma de comportement des années 60. Dans *Ménages*, une garce petite bourgeoise et sa mère extrême (Simone Signoret et Jane Marken) dupent et grugent le propriétaire d'un mariage d'équilibre (Bernard Blier). La construction cinématographique est très originale : des retours en arrière, la même histoire racontée deux fois mais sous deux éclairages psychologiques différents. L'œuvre initiale comprenait une bobine de plus, un troisième récit, qui fut supprimé à l'exploitation.

Ces eaux-fortes furent, sans en ce qui concerne *Dédé d'Anvers*, assez mal acceptées. Mais l'histoire du cinéma a bien retenu la trilogie. Jacques Sigurd et Yves Allégret traitèrent d'une façon désacralisée mais plus sincère, plus économe, plus technique à la télévision pour un feuilleton, *Graine d'ortie*, et pour des enquêtes du commissaire Maigret. Son dernier film de cinéma *Mordo pas on s'aime* (1976) est une comédie psychologique sur les frustrations d'un caissier de divorce. Sans succès. Avec du rose aux joues.

d'après une nouvelle de Catherine Beauchamp, malgré leur atmosphère dramatique, leur étrange psychologie, se situent en dehors des œuvres précédentes.

Sans Jacques Sigurd, Yves Allégret prend un tournant en 1953 avec *les Orgueilleux*, réalisé au Mexique. Il y a de grands moments dans ce film avec Michèle Morgan et Gérard Philipe. Mais ni *Mam'zelle Nitouche* (1954), transposition d'une opérette déjà filmée par Marc Allégret, ni *Quais* (1955) « première production française en cinémascope » ne relèvent la réputation du cinéaste qui s'égare dans la démonstration progressiste et humanitaire de *la Malle-port* (1956) ou dans la série noire à la française : *Méfiez-vous fillettes* (1957), *Quand la femme s'en mêle* (1958). Le réalisme noir réapparaît dans *la Fille de Hambourg* (1959) auquel on ne prête pas assez attention, non plus qu'à *l'Ambitieuse* (1960) portrait d'une femme artiste vivante nappant un peu *Ménages*.

Après l'arrivée de la « nouvelle vague », Yves Allégret ne trouve plus l'occasion d'exprimer selon son tempérament. Seule l'adaptation du *Germinal* de Zola (1953) vaut encore qu'on s'y arrête à cause de son réalisme d'époque et de la vision brutale de la lutte des classes. Dans les années 70 est au début des années 80, Yves Allégret apporte ses qualités de technicien à la télévision pour un feuilleton, *Graine d'ortie*, et pour des enquêtes du commissaire Maigret. Son dernier film de cinéma *Mordo pas on s'aime* (1976) est une comédie psychologique sur les frustrations d'un caissier de divorce. Sans succès. Avec du rose aux joues.

JACQUES SIGURD.

NOTES

Images d'Espagne à Créteil...

La rétrospective *Mémoires d'Espagne 1936-1939*, préparée par Robert Grelier et actuellement en cours aux cinémas du Palais à Créteil, dure jusqu'au 10 février. Elle comprend un hommage à Carlos Saura, des films sur la guerre civile (dont *Malibrou* s'en va-t-en guerre, de Fernando Fernán-Gómez, *l'Espoir*, de Malraux, *Guernica*, de Resnais, *Terre d'Espagne*, de Joris Ivens), des films sur les brigades internationales, le franquisme, et des « mémoires » documentaires.

★ Cinéma du Palais, 40, allée Permonier, Centre commercial du Palais, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil. Tél. : 48-98-90-00.

...et à Bordeaux

Le huitième Festival du film ibérique de Bordeaux aura lieu, dans cette ville, du 2 au 8 février. Il s'est donné pour but cette année, de faire découvrir le cinéma catalan d'hier et d'aujourd'hui, avec des œuvres très rares : films muets, courts métrages tournés du côté républicain pendant la guerre civile, productions caractéristiques de la cinématographie catalane. On verra dans la rétrospective historique *El Tumbador del bruch*, d'Ignacio F. Iquino (1945), *Parfums*, de Daniel Magrass (1951), *Diego Corrientes*, d'Antonio Ibañeta (1959), etc. ; dans la section cinéma catalan d'aujourd'hui : *Victoria*, d'Antoni Ribes (1983), *la Rosa del bar*, de Ventura Fons (1986), *la Radio folle*, de Francesc Bellmunt (1986). Quatre à six séances par jour. Rencontres et tables rondes.

★ Centre culturel Casa de Goy, 57, cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux. Tél. : (16) 56-52-79-57.

Odile Duboc aux Rendez-vous de Sceaux

Un cas, cette Odile Duboc. Calme, réfléchi, elle pratique la danse depuis l'enfance. Mais son goût pour l'écriture chorégraphique lui est venu tard. Elle a quitté Aix-en-Provence, où elle avait traité le paysage urbain dans des « Projets de rue » hyperréalistes, et elle est montée à Paris pour un nouveau départ. Au milieu des jeunes créateurs en transe, elle même posément un vol exploration de l'espace.

Partant du plus simple, la marche, elle dessine des chemins clairs, des carrefours, des voies secrètes comme des destins que les danseurs arpentent d'une foule vigoureuse, élégante. Une certaine pudeur réfrène le lyrisme, refuse l'affectivité. Tant de retenue agace parfois, on aimerait plus de nerf, plus de punch. Mais Odile Duboc est incapable de tricher, de frimer. Sa noblesse est dans la retenue.

La victoire des favoris

(Gélat) d'Antheman, quand tout le monde attendait le *Sambre*, de Ysaïe et Balc chez le même éditeur ?

Le Prix du meilleur album pour les lecteurs de moins de douze ans est allé au *Fantôme du Mandchou* de Savaud et J.-C. Roust (Ed. Bayard-Press). Le Prix du premier album a été décerné à Frédéric pour *la Grande Fièvre* (Ed. Albin-Michel).

Le quatorzième Salon d'Angoulême, qui n'a d'international que le nom (où sont les Américains, les Argentins, les Néerlandais et les Japonais ?), laisse une impression mitigée. Son succès public et médiatique ne s'est pas démenti, mais, dans l'après-midi du samedi 31 janvier, un débat houleux a eu lieu, mettant en question l'utilité du Salon. Le vent de contestation qui a soufflé sur la capitale charentaise pourrait bien se révéler salutaire et modifier, dès l'année prochaine, le visage de la « Foire à la BD ».

THIERRY GROENSTEIN.

ÉDITION

Le Salon de la bande dessinée à Angoulême

La victoire des favoris

ANGOULÊME de notre envoyé spécial

Comme on s'y attendait (*le Monde* du 31 janvier, Enki Bilal et Hugo Pratt ont été primés par le jury du Salon de la bande dessinée à Angoulême. Bilal a reçu le Prix de la ville pour l'ensemble de son œuvre (qui s'est enrichie en 1986 d'un album controversé, *la Femme pège*) ; Pratt s'est vu attribuer le Prix du meilleur album étranger pour *Un été indien* (Casterman), une fresque à la fois épique et intimiste, retraçant la naissance de la nation américaine, brillamment illustrée par son disciple spirituel, Milo Manara.

Les jurés d'Angoulême seraient sans doute fiers de prouver de plus d'audace en couronnant le remarquable *Feux de Lorenzo Mattotti* (Albin-Michel), mais l'association Pratt et Manara était assurément plus facile à « vendre ».

Que dire, en revanche, du Prix du meilleur album français, qui s'est porté sur *Une nuit chez Tennessee*

LES MARDIS DU NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD
73, rue Mouffetard — 75005 Paris. Tél. : 43-31-11-99

le 3 février à 20 h 45

Recital JANE FERRY

au piano : Françoise Tilland

Modaff — Liab — Rodrigue — Delussy — R. Strauss

« Guépier pour trois abeilles » de Joseph L. Mankiewicz

Aux miroirs de Venise

L'influence de Volpone dans le décor fastueux de Venise et l'ironie féroce de Joseph Mankiewicz.

Dans le décor rouge et or du Théâtre de la Fenice où passeront les frisons de *Senso*, un homme en habit de soirée se fait donner, pour lui seul, une représentation de *Volpone*. Il se lève avant la fin, applaudit les acteurs avec ostentation et revient, en grande, dans un vieux palais où il a entassé meubles précieux et objets d'art. Cet homme est un richissime américain, Cecil Fox (Rex Harrison), un dandy avec lequel Joseph L. Mankiewicz domine le ton, dans les séquences d'exposition, formidables : on ne sort du théâtre que pour y rentrer, Venise et le palais de Cecil Fox sont des

décor fastueux, machinés en vue d'un spectacle mystificateur.

Utilisant le pouvoir de son argent à des fins esthétiques, Fox (le renard) engage William McFly (la mouche, Cliff Robertson), un acteur raté, afin de tenir le rôle de son intendant, pour une comédie renouvelée du *Volpone* de Ben Jonson. Fox veut faire croire à trois femmes qui ont compté dans sa vie que, à l'article de la mort, il fera de chacune sa légataire universelle. Au pot de miel du renard les trois abeilles vont venir s'aggluer : la vedette de cinéma Marie McFly (Edie Adams), la princesse française Dominique (Capucine) et M^{me} Sheridan, milliardaire du Texas agressive (Susan Hayward) dont le gouvernement, Sarah Watkins (Maggie Smith), faire une machination. Or, une nuit, arrive ce qui n'était pas prévu dans *Volpone* : M^{me} Sheridan meurt dans des conditions suspectes.

Réalisé en 1966, *Guépier pour trois abeilles* sortit à Paris à la suite, au cours de l'été 69, et a trouvé, depuis, une plus grande audience à la télévision. C'est un film indispensable de la Comédie aux pieds nus et de *Soudain l'été dernier*. Avec un sens très aigu de l'humour noir, le théâtre de la réalité s'y retourne contre le théâtre organisé. Un cadavre imprévu fait que le spectacle rebondit, révèle le piège sinistre de ce qui semblait être une farce, un divertissement de dilettante. Les miroirs ternis de Venise reflètent des menteurs, des hypocrites et des tricheurs, arides. Les femmes sont dépeintes avec une ironie féroce. Les hommes ne valent pas mieux, et Mankiewicz ne fait de cadeau à personne. Ambiguïtés psychologiques et coulisses d'un monde traqué, maîtrise, intelligence de la réalisation. Et comme c'est superbement interprété, il ne faut absolument pas manquer tous ces plaisirs. Si rares aujourd'hui.

J. S.

DERNIÈRES BALLETS JOUET
Désir pour les yeux
D'EUGENE O'NEILL
MISE EN SCÈNE CLAUDIA MORIN
Elle compose avec un sens pictural certain les figures dans les ors du couchant et les bleus de l'aube.
AVEC HÉLÈNE VINCENT, GÉRARD DARRIEU...
DERNIÈRES SPECTACLES
Je l'embrasse pour la vie
1414 LETTRES A DES SOLDATS MORTS
Jean-Louis Martinelli les met en scène, et Yann Collette les joue, un voyage d'une heure, vrai et fort, des mots, les peurs, les désirs de la France profonde. LE MONDE
47 42 67 27
100, AGENCES - RIAC

MERcredi
LE DECLIN DE L'EMPIRE AMERICAIN
UN FILM DE DENYS ARCAND
SORTIE NATIONALE 4 FEVRIER

ACTUELLEMENT
JEAN CARMET BEN SMAIL
APRÈS LE
"THÉ AU HAREM D'ARCHIMEDE"
MEHDI CHAREF
MISS MONA
MEHDI CHAREF

veille pièce, créée à Sceaux, s'intitule *Détails graphiques* (1) ; et c'est un travail par petites touches, une calligraphie légère et gaie. Pas de costumes. Au dernier moment, ils ont paru trop théâtraux.

Une méléo-gags entre les danseurs, vifs comme des juncos de pelote basque, et les musiciens (le groupe jazz Loupdepoche) installe d'abord un climat un peu caennais. Puis les mouvements se font plus amples, les parcs plus compliqués. Il y a des plongées en avant, des feintes souples, tout un écosystème topologique, éclairé en relief par François Michel. On est passé à une autre échelle. La référence à Cunningham s'impose. Quelques choses à changer chez Odile Duboc, et pas seulement sa coiffure — chevronné sur les tempes — qui met en évidence la ligne obstinée du front et la vigilance d'un œil gris.

M. M.

(1) *Détails graphiques* sera présenté le 12 février en Théâtre d'Alençon, et de 13 à 15 mars, à la Maison de la culture de Nancy.

Les sixième Rendez-vous chorégraphiques de Sceaux, organisés par François Lestellier et Elisabeth Dumesnil au CAC les Géméaux, programmeront *Codes*, de Philippe Decouflé (vendredi 30, 20 h 30). Le 3 février à 19 heures, Daniel Larrieu donne carte blanche aux danseurs de sa compagnie et présente, le 6 à 20 h 30, *Romance en asc.* Le 11 février, les Géméaux accueillent la compagnie Artéfact, un groupe de têtes chorégraphiques venues d'horizons différents dans les années 80 — comportant une part d'indisciplinisme.

« Harold et Maude » de Colin Higgins

Chapeau ! L'apostrophe est facile et même l'extraordinaire parcours de celle qui fut, dans les années 10, « main-quin de chapeaux » avant de devenir comédienne. Denise Grey a quatre-vingt-dix ans, dont soixante et onze passés en théâtre ou devant les caméras, et joue chaque soir à Paris, matins et soirs le samedi, *Harold et Maude*, un grimoire d'adieu à son public. Le rôle de Maude, vieille comtesse — de son vrai nom Mathilde Charlin — est un rôle en or, un rôle comme il en existe peu : on n'écrit pas pour les vieux.

On peut penser, ce que l'on veut de la mise en scène comico-quirique de Jean-Luc Tardieu, de l'interprétation souvent hasardeuse du reste de la distribution, Denise Grey est là et bien là, qui suffit à servir cette pièce, peut-être surévaluée dans l'esprit du public, mais qui lui permet, quelques années après Madeleine Renaud, d'écouter son hymne à la tendresse.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre Antoine pour cent représentations exceptionnelles. A 20 h 30, de mardi au vendredi. A 17 heures et 21 heures le samedi. Matinée dimanche 15 h 30. Tél. : 40-08-77-71.

ORCHESTRE DE PARIS
Direction Daniel Barenboim
AVIS DE CONCOURS
Recrutement de :
Un Tromboniste, Crème-Claire principale, Trombone (3^e catégorie).
Classe des inscriptions : 2 mars 1987
Concours : jeudi 5 mars 1987 — Vendredi 6 mars 1987
Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à : ORCHESTRE DE PARIS, Service du personnel.
Séances Techniques Salle Pleyel — 252, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte — 75008 Paris — Tél. : 45-61-96-39

My Teacher is American
AMERICAN CENTER
21, rue de Valenciennes
92100 Boulogne-Billancourt

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA SAINTE NITOUCHE, *Amélie* (42-58-35-33), 20 h 30.
CIRCUITS CLANDESTINS, *Achilles* (43-55-27-10), 21 h.
ARMANDINE, *Roman Théâtre* (43-71-50-20), 19 h.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (43-96-06-11).
Concerts : à 20 h : Concert Shirley Verre.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : Turenne.
CHAILLOT (47-27-41-15), Grand Foyer : 20 h 30 : *Le Cid*, *Armand* et *Assommoir* ; Théâtre Gladiateur : 20 h 30 : *Les Dégustés*.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : *Le Maître-Nageur*, de J.-P. Amélie.
BATACLAN (47-00-30-12), 21 h : *Ligue d'Improvisation française*.

BEAUBOURG (42-77-12-33).
Vidéo/Information : 16 h : *Mythos en stock*, de M.J. Pinaud ; 19 h : *De la sainte, de J.M. Bernes* ; Vidéo/Information : 16 h : *Musique traditionnelle du Japon* ; 19 h : *Peter Grimes*, de Britten ; *Château du monde* ; à 15 h : *Dernières acquisitions du MONAM* ; à 18 h : *Cinéma japonais des avant-gardes*.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), Montparnasse : à 18 h 30 : *G. Raoul*, de G. Raoul ; à 20 h 30 : *B. Haudichet*, de G. Raoul ; à 20 h 30 : *B. Haudichet*, de G. Raoul.

Les autres salles

ARTISTICO-ATHÉVENS (43-55-27-10), 21 h : *Cinéma d'actualité*.

ATELIER (46-06-49-34), 21 h : *Adriane Molière*.

CITÉ INTERNATIONALE (45-49-36-09), Galerie, Le Ressort, 20 h 30 : *Le Comedien* ; Grand Théâtre.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-41-11), 21 h : *Reviens dormir à l'Élysée*.

DAUNOU (43-61-49-14), 20 h 30 : *Y a-t-il un stage dans l'immortalité* ?

ESPACE GAÏTE (43-27-95-94), 20 h 30 : *Jeune couple*.

ESPACE KIRON (43-73-50-25), 20 h 30 : *L'Arrêt de mort* ; 22 h 30 : *Une femme légal*.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : *Le Drague*.

BUCHETTE (43-26-36-99), 19 h 30 : *Le Cartouche* ; 20 h 30 : *Le Lagon* ; 21 h 30 : *Sports et divertissements*.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I : 19 h 30 : *Reviens dormir à l'Élysée* ; II : 20 h 30 : *Théâtre d'aujourd'hui* ; 21 h 45 : *On réplique Bessière*.

MARAB (43-78-43-33), 20 h 30 : *Le Comédien sans titre*.

MICROPHONE (47-43-95-22), 20 h 30 : *Double Mista*.

ŒUVRE (46-74-42-32), 20 h 45 : *L'opéra du bien-aimé*.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-83), 21 h : *Une mouche dans la tête*.

ROSEAU THÉÂTRE (42-71-30-20), 20 h 30 : *Les Belles Inconnues dans une chaise longue*.

TAL TEL D'ESPÉRAN (43-78-10-79), 20 h 30 : *11 Arrogés* ; 21 h 15 : *Les yeux brisés*, de L. Roth ; 19 h : *La cinémathèque d'aujourd'hui* ; les soirées de cinéma : Le décor enlève ; Le secret de Rosette Lambert, de R. Bernard.

THÉÂTRE DE PARIS (43-59-39-39), 20 h 30 : *Les Belles Inconnues dans une chaise longue* ; 21 h 30 : *Paris* ; 22 h 30 : *Paris* ; 23 h 30 : *Paris* ; 24 h 30 : *Paris* ; 25 h 30 : *Paris* ; 26 h 30 : *Paris* ; 27 h 30 : *Paris* ; 28 h 30 : *Paris* ; 29 h 30 : *Paris* ; 30 h 30 : *Paris* ; 31 h 30 : *Paris* ; 32 h 30 : *Paris* ; 33 h 30 : *Paris* ; 34 h 30 : *Paris* ; 35 h 30 : *Paris* ; 36 h 30 : *Paris* ; 37 h 30 : *Paris* ; 38 h 30 : *Paris* ; 39 h 30 : *Paris* ; 40 h 30 : *Paris* ; 41 h 30 : *Paris* ; 42 h 30 : *Paris* ; 43 h 30 : *Paris* ; 44 h 30 : *Paris* ; 45 h 30 : *Paris* ; 46 h 30 : *Paris* ; 47 h 30 : *Paris* ; 48 h 30 : *Paris* ; 49 h 30 : *Paris* ; 50 h 30 : *Paris* ; 51 h 30 : *Paris* ; 52 h 30 : *Paris* ; 53 h 30 : *Paris* ; 54 h 30 : *Paris* ; 55 h 30 : *Paris* ; 56 h 30 : *Paris* ; 57 h 30 : *Paris* ; 58 h 30 : *Paris* ; 59 h 30 : *Paris* ; 60 h 30 : *Paris* ; 61 h 30 : *Paris* ; 62 h 30 : *Paris* ; 63 h 30 : *Paris* ; 64 h 30 : *Paris* ; 65 h 30 : *Paris* ; 66 h 30 : *Paris* ; 67 h 30 : *Paris* ; 68 h 30 : *Paris* ; 69 h 30 : *Paris* ; 70 h 30 : *Paris* ; 71 h 30 : *Paris* ; 72 h 30 : *Paris* ; 73 h 30 : *Paris* ; 74 h 30 : *Paris* ; 75 h 30 : *Paris* ; 76 h 30 : *Paris* ; 77 h 30 : *Paris* ; 78 h 30 : *Paris* ; 79 h 30 : *Paris* ; 80 h 30 : *Paris* ; 81 h 30 : *Paris* ; 82 h 30 : *Paris* ; 83 h 30 : *Paris* ; 84 h 30 : *Paris* ; 85 h 30 : *Paris* ; 86 h 30 : *Paris* ; 87 h 30 : *Paris* ; 88 h 30 : *Paris* ; 89 h 30 : *Paris* ; 90 h 30 : *Paris* ; 91 h 30 : *Paris* ; 92 h 30 : *Paris* ; 93 h 30 : *Paris* ; 94 h 30 : *Paris* ; 95 h 30 : *Paris* ; 96 h 30 : *Paris* ; 97 h 30 : *Paris* ; 98 h 30 : *Paris* ; 99 h 30 : *Paris* ; 100 h 30 : *Paris* ; 101 h 30 : *Paris* ; 102 h 30 : *Paris* ; 103 h 30 : *Paris* ; 104 h 30 : *Paris* ; 105 h 30 : *Paris* ; 106 h 30 : *Paris* ; 107 h 30 : *Paris* ; 108 h 30 : *Paris* ; 109 h 30 : *Paris* ; 110 h 30 : *Paris* ; 111 h 30 : *Paris* ; 112 h 30 : *Paris* ; 113 h 30 : *Paris* ; 114 h 30 : *Paris* ; 115 h 30 : *Paris* ; 116 h 30 : *Paris* ; 117 h 30 : *Paris* ; 118 h 30 : *Paris* ; 119 h 30 : *Paris* ; 120 h 30 : *Paris* ; 121 h 30 : *Paris* ; 122 h 30 : *Paris* ; 123 h 30 : *Paris* ; 124 h 30 : *Paris* ; 125 h 30 : *Paris* ; 126 h 30 : *Paris* ; 127 h 30 : *Paris* ; 128 h 30 : *Paris* ; 129 h 30 : *Paris* ; 130 h 30 : *Paris* ; 131 h 30 : *Paris* ; 132 h 30 : *Paris* ; 133 h 30 : *Paris* ; 134 h 30 : *Paris* ; 135 h 30 : *Paris* ; 136 h 30 : *Paris* ; 137 h 30 : *Paris* ; 138 h 30 : *Paris* ; 139 h 30 : *Paris* ; 140 h 30 : *Paris* ; 141 h 30 : *Paris* ; 142 h 30 : *Paris* ; 143 h 30 : *Paris* ; 144 h 30 : *Paris* ; 145 h 30 : *Paris* ; 146 h 30 : *Paris* ; 147 h 30 : *Paris* ; 148 h 30 : *Paris* ; 149 h 30 : *Paris* ; 150 h 30 : *Paris* ; 151 h 30 : *Paris* ; 152 h 30 : *Paris* ; 153 h 30 : *Paris* ; 154 h 30 : *Paris* ; 155 h 30 : *Paris* ; 156 h 30 : *Paris* ; 157 h 30 : *Paris* ; 158 h 30 : *Paris* ; 159 h 30 : *Paris* ; 160 h 30 : *Paris* ; 161 h 30 : *Paris* ; 162 h 30 : *Paris* ; 163 h 30 : *Paris* ; 164 h 30 : *Paris* ; 165 h 30 : *Paris* ; 166 h 30 : *Paris* ; 167 h 30 : *Paris* ; 168 h 30 : *Paris* ; 169 h 30 : *Paris* ; 170 h 30 : *Paris* ; 171 h 30 : *Paris* ; 172 h 30 : *Paris* ; 173 h 30 : *Paris* ; 174 h 30 : *Paris* ; 175 h 30 : *Paris* ; 176 h 30 : *Paris* ; 177 h 30 : *Paris* ; 178 h 30 : *Paris* ; 179 h 30 : *Paris* ; 180 h 30 : *Paris* ; 181 h 30 : *Paris* ; 182 h 30 : *Paris* ; 183 h 30 : *Paris* ; 184 h 30 : *Paris* ; 185 h 30 : *Paris* ; 186 h 30 : *Paris* ; 187 h 30 : *Paris* ; 188 h 30 : *Paris* ; 189 h 30 : *Paris* ; 190 h 30 : *Paris* ; 191 h 30 : *Paris* ; 192 h 30 : *Paris* ; 193 h 30 : *Paris* ; 194 h 30 : *Paris* ; 195 h 30 : *Paris* ; 196 h 30 : *Paris* ; 197 h 30 : *Paris* ; 198 h 30 : *Paris* ; 199 h 30 : *Paris* ; 200 h 30 : *Paris* ; 201 h 30 : *Paris* ; 202 h 30 : *Paris* ; 203 h 30 : *Paris* ; 204 h 30 : *Paris* ; 205 h 30 : *Paris* ; 206 h 30 : *Paris* ; 207 h 30 : *Paris* ; 208 h 30 : *Paris* ; 209 h 30 : *Paris* ; 210 h 30 : *Paris* ; 211 h 30 : *Paris* ; 212 h 30 : *Paris* ; 213 h 30 : *Paris* ; 214 h 30 : *Paris* ; 215 h 30 : *Paris* ; 216 h 30 : *Paris* ; 217 h 30 : *Paris* ; 218 h 30 : *Paris* ; 219 h 30 : *Paris* ; 220 h 30 : *Paris* ; 221 h 30 : *Paris* ; 222 h 30 : *Paris* ; 223 h 30 : *Paris* ; 224 h 30 : *Paris* ; 225 h 30 : *Paris* ; 226 h 30 : *Paris* ; 227 h 30 : *Paris* ; 228 h 30 : *Paris* ; 229 h 30 : *Paris* ; 230 h 30 : *Paris* ; 231 h 30 : *Paris* ; 232 h 30 : *Paris* ; 233 h 30 : *Paris* ; 234 h 30 : *Paris* ; 235 h 30 : *Paris* ; 236 h 30 : *Paris* ; 237 h 30 : *Paris* ; 238 h 30 : *Paris* ; 239 h 30 : *Paris* ; 240 h 30 : *Paris* ; 241 h 30 : *Paris* ; 242 h 30 : *Paris* ; 243 h 30 : *Paris* ; 244 h 30 : *Paris* ; 245 h 30 : *Paris* ; 246 h 30 : *Paris* ; 247 h 30 : *Paris* ; 248 h 30 : *Paris* ; 249 h 30 : *Paris* ; 250 h 30 : *Paris* ; 251 h 30 : *Paris* ; 252 h 30 : *Paris* ; 253 h 30 : *Paris* ; 254 h 30 : *Paris* ; 255 h 30 : *Paris* ; 256 h 30 : *Paris* ; 257 h 30 : *Paris* ; 258 h 30 : *Paris* ; 259 h 30 : *Paris* ; 260 h 30 : *Paris* ; 261 h 30 : *Paris* ; 262 h 30 : *Paris* ; 263 h 30 : *Paris* ; 264 h 30 : *Paris* ; 265 h 30 : *Paris* ; 266 h 30 : *Paris* ; 267 h 30 : *Paris* ; 268 h 30 : *Paris* ; 269 h 30 : *Paris* ; 270 h 30 : *Paris* ; 271 h 30 : *Paris* ; 272 h 30 : *Paris* ; 273 h 30 : *Paris* ; 274 h 30 : *Paris* ; 275 h 30 : *Paris* ; 276 h 30 : *Paris* ; 277 h 30 : *Paris* ; 278 h 30 : *Paris* ; 279 h 30 : *Paris* ; 280 h 30 : *Paris* ; 281 h 30 : *Paris* ; 282 h 30 : *Paris* ; 283 h 30 : *Paris* ; 284 h 30 : *Paris* ; 285 h 30 : *Paris* ; 286 h 30 : *Paris* ; 287 h 30 : *Paris* ; 288 h 30 : *Paris* ; 289 h 30 : *Paris* ; 290 h 30 : *Paris* ; 291 h 30 : *Paris* ; 292 h 30 : *Paris* ; 293 h 30 : *Paris* ; 294 h 30 : *Paris* ; 295 h 30 : *Paris* ; 296 h 30 : *Paris* ; 297 h 30 : *Paris* ; 298 h 30 : *Paris* ; 299 h 30 : *Paris* ; 300 h 30 : *Paris* ; 301 h 30 : *Paris* ; 302 h 30 : *Paris* ; 303 h 30 : *Paris* ; 304 h 30 : *Paris* ; 305 h 30 : *Paris* ; 306 h 30 : *Paris* ; 307 h 30 : *Paris* ; 308 h 30 : *Paris* ; 309 h 30 : *Paris* ; 310 h 30 : *Paris* ; 311 h 30 : *Paris* ; 312 h 30 : *Paris* ; 313 h 30 : *Paris* ; 314 h 30 : *Paris* ; 315 h 30 : *Paris* ; 316 h 30 : *Paris* ; 317 h 30 : *Paris* ; 318 h 30 : *Paris* ; 319 h 30 : *Paris* ; 320 h 30 : *Paris* ; 321 h 30 : *Paris* ; 322 h 30 : *Paris* ; 323 h 30 : *Paris* ; 324 h 30 : *Paris* ; 325 h 30 : *Paris* ; 326 h 30 : *Paris* ; 327 h 30 : *Paris* ; 328 h 30 : *Paris* ; 329 h 30 : *Paris* ; 330 h 30 : *Paris* ; 331 h 30 : *Paris* ; 332 h 30 : *Paris* ; 333 h 30 : *Paris* ; 334 h 30 : *Paris* ; 335 h 30 : *Paris* ; 336 h 30 : *Paris* ; 337 h 30 : *Paris* ; 338 h 30 : *Paris* ; 339 h 30 : *Paris* ; 340 h 30 : *Paris* ; 341 h 30 : *Paris* ; 342 h 30 : *Paris* ; 343 h 30 : *Paris* ; 344 h 30 : *Paris* ; 345 h 30 : *Paris* ; 346 h 30 : *Paris* ; 347 h 30 : *Paris* ; 348 h 30 : *Paris* ; 349 h 30 : *Paris* ; 350 h 30 : *Paris* ; 351 h 30 : *Paris* ; 352 h 30 : *Paris* ; 353 h 30 : *Paris* ; 354 h 30 : *Paris* ; 355 h 30 : *Paris* ; 356 h 30 : *Paris* ; 357 h 30 : *Paris* ; 358 h 30 : *Paris* ; 359 h 30 : *Paris* ; 360 h 30 : *Paris* ; 361 h 30 : *Paris* ; 362 h 30 : *Paris* ; 363 h 30 : *Paris* ; 364 h 30 : *Paris* ; 365 h 30 : *Paris* ; 366 h 30 : *Paris* ; 367 h 30 : *Paris* ; 368 h 30 : *Paris* ; 369 h 30 : *Paris* ; 370 h 30 : *Paris* ; 371 h 30 : *Paris* ; 372 h 30 : *Paris* ; 373 h 30 : *Paris* ; 374 h 30 : *Paris* ; 375 h 30 : *Paris* ; 376 h 30 : *Paris* ; 377 h 30 : *Paris* ; 378 h 30 : *Paris* ; 379 h 30 : *Paris* ; 380 h 30 : *Paris* ; 381 h 30 : *Paris* ; 382 h 30 : *Paris* ; 383 h 30 : *Paris* ; 384 h 30 : *Paris* ; 385 h 30 : *Paris* ; 386 h 30 : *Paris* ; 387 h 30 : *Paris* ; 388 h 30 : *Paris* ; 389 h 30 : *Paris* ; 390 h 30 : *Paris* ; 391 h 30 : *Paris* ; 392 h 30 : *Paris* ; 393 h 30 : *Paris* ; 394 h 30 : *Paris* ; 395 h 30 : *Paris* ; 396 h 30 : *Paris* ; 397 h 30 : *Paris* ; 398 h 30 : *Paris* ; 399 h 30 : *Paris* ; 400 h 30 : *Paris* ; 401 h 30 : *Paris* ; 402 h 30 : *Paris* ; 403 h 30 : *Paris* ; 404 h 30 : *Paris* ; 405 h 30 : *Paris* ; 406 h 30 : *Paris* ; 407 h 30 : *Paris* ; 408 h 30 : *Paris* ; 409 h 30 : *Paris* ; 410 h 30 : *Paris* ; 411 h 30 : *Paris* ; 412 h 30 : *Paris* ; 413 h 30 : *Paris* ; 414 h 30 : *Paris* ; 415 h 30 : *Paris* ; 416 h 30 : *Paris* ; 417 h 30 : *Paris* ; 418 h 30 : *Paris* ; 419 h 30 : *Paris* ; 420 h 30 : *Paris* ; 421 h 30 : *Paris* ; 422 h 30 : *Paris* ; 423 h 30 : *Paris* ; 424 h 30 : *Paris* ; 425 h 30 : *Paris* ; 426 h 30 : *Paris* ; 427 h 30 : *Paris* ; 428 h 30 : *Paris* ; 429 h 30 : *Paris* ; 430 h 30 : *Paris* ; 431 h 30 : *Paris* ; 432 h 30 : *Paris* ; 433 h 30 : *Paris* ; 434 h 30 : *Paris* ; 435 h 30 : *Paris* ; 436 h 30 : *Paris* ; 437 h 30 : *Paris* ; 438 h 30 : *Paris* ; 439 h 30 : *Paris* ; 440 h 30 : *Paris* ; 441 h 30 : *Paris* ; 442 h 30 : *Paris* ; 443 h 30 : *Paris* ; 444 h 30 : *Paris* ; 445 h 30 : *Paris* ; 446 h 30 : *Paris* ; 447 h 30 : *Paris* ; 448 h 30 : *Paris* ; 449 h 30 : *Paris* ; 450 h 30 : *Paris* ; 451 h 30 : *Paris* ; 452 h 30 : *Paris* ; 453 h 30 : *Paris* ; 454 h 30 : *Paris* ; 455 h 30 : *Paris* ; 456 h 30 : *Paris* ; 457 h 30 : *Paris* ; 458 h 30 : *Paris* ; 459 h 30 : *Paris* ; 460 h 30 : *Paris* ; 461 h 30 : *Paris* ; 462 h 30 : *Paris* ; 463 h 30 : *Paris* ; 464 h 30 : *Paris* ; 465 h 30 : *Paris* ; 466 h 30 : *Paris* ; 467 h 30 : *Paris* ; 468 h 30 : *Paris* ; 469 h 30 : *Paris* ; 470 h 30 : *Paris* ; 471 h 30 : *Paris* ; 472 h 30 : *Paris* ; 473 h 30 : *Paris* ; 474 h 30 : *Paris* ; 475 h 30 : *Paris* ; 476 h 30 : *Paris* ; 477 h 30 : *Paris* ; 478 h 30 : *Paris* ; 479 h 30 : *Paris* ; 480 h 30 : *Paris* ; 481 h 30 : *Paris* ; 482 h 30 : *Paris* ; 483 h 30 : *Paris* ; 484 h 30 : *Paris* ; 485 h 30 : *Paris* ; 486 h 30 : *Paris* ; 487 h 30 : *Paris* ; 488 h 30 : *Paris* ; 489 h 30 : *Paris* ; 490 h 30 : *Paris* ; 491 h 30 : *Paris* ; 492 h 30 : *Paris* ; 493 h 30 : *Paris* ; 494 h 30 : *Paris* ; 495 h 30 : *Paris* ; 496 h 30 : *Paris* ; 497 h 30 : *Paris* ; 498 h 30 : *Paris* ; 499 h 30 : *Paris* ; 500 h 30 : *Paris* ; 501 h 30 : *Paris* ; 502 h 30 : *Paris* ; 503 h 30 : *Paris* ; 504 h 30 : *Paris* ; 505 h 30 : *Paris* ; 506 h 30 : *Paris* ; 507 h 30 : *Paris* ; 508 h 30 : *Paris* ; 509 h 30 : *Paris* ; 510 h 30 : *Paris* ; 511 h 30 : *Paris* ; 512 h 30 : *Paris* ; 513 h 30 : *Paris* ; 514 h 30 : *Paris* ; 515 h 30 : *Paris* ; 516 h 30 : *Paris* ; 517 h 30 : *Paris* ; 518 h 30 : *Paris* ; 519 h 30 : *Paris* ; 520 h 30 : *Paris* ; 521 h 30 : *Paris* ; 522 h 30 : *Paris* ; 523 h 30 : *Paris* ; 524 h 30 : *Paris* ; 525 h 30 : *Paris* ; 526 h 30 : *Paris* ; 527 h 30 : *Paris* ; 528 h 30 : *Paris* ; 529 h 30 : *Paris* ; 530 h 30 : *Paris* ; 531 h 30 : *Paris* ; 532 h 30 : *Paris* ; 533 h 30 : *Paris* ; 534 h 30 : *Paris* ; 535 h 30 : *Paris* ; 536 h 30 : *Paris* ; 537 h 30 : *Paris* ; 538 h 30 : *Paris* ; 539 h 30 : *Paris* ; 540 h 30 : *Paris* ; 541 h 30 : *Paris* ; 542 h 30 : *Paris* ; 543 h 30 : *Paris* ; 544 h 30 : *Paris* ; 545 h 30 : *Paris* ; 546 h 30 : *Paris* ; 547 h 30 : *Paris* ; 548 h 30 : *Paris* ; 549 h 30 : *Paris* ; 550 h 30 : *Paris* ; 551 h 30 : *Paris* ; 552 h 30 : *Paris* ; 553 h 30 : *Paris* ; 554 h 30 : *Paris* ; 555 h 30 : *Paris* ; 556 h 30 : *Paris* ; 557 h 30 : *Paris* ; 558 h 30 : *Paris* ; 559 h 30 : *Paris* ; 560 h 30 : *Paris* ; 561 h 30 : *Paris* ; 562 h 30 : *Paris* ; 563 h 30 : *Paris* ; 564 h 30 : *Paris* ; 565 h 30 : *Paris* ; 566 h 30 : *Paris* ; 567 h 30 : *Paris* ; 568 h 30 : *Paris* ; 569 h 30 : *Paris* ; 570 h 30 : *Paris* ; 571 h 30 : *Paris* ; 572 h 30 : *Paris* ; 573 h 30 : *Paris* ; 574 h 30 : *Paris* ; 575 h 30 : *Paris* ; 576 h 30 : *Paris* ; 577 h 30 : *Paris* ; 578 h 30 : *Paris* ; 579 h 30 : *Paris* ; 580 h 30 : *Paris* ; 581 h 30 : *Paris* ; 582 h 30 : *Paris* ; 583 h 30 : *Paris* ; 584 h 30 : *Paris* ; 585 h 30 : *Paris* ; 586 h 30 : *Paris* ; 587 h 30 : *Paris* ; 588 h 30 : *Paris* ; 589 h 30 : *Paris* ; 590 h 30 : *Paris* ; 591 h 30 : *Paris* ; 592 h 30 : *Paris* ; 593 h 30 : *Paris* ; 594 h 30 : *Paris* ; 595 h 30 : *Paris* ; 596 h 30 : *Paris* ; 597 h 30 : *Paris* ; 598 h 30 : *Paris* ; 599 h 30 : *Paris* ; 600 h 30 : *Paris* ; 601 h 30 : *Paris* ; 602 h 30 : *Paris* ; 603 h 30 : *Paris* ; 604 h 30 : *Paris* ; 605 h 30 : *Paris* ; 606 h 30 : *Paris* ; 607 h 30 : *Paris* ; 608 h 30 : *Paris* ; 609 h 30 : *Paris* ;

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi d'après-midi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 2 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20.35 **Cinéma** : *L'Espresso* ■ Film français de Michel Lang (1984), avec Roger Hanin, Clio Goldsmith, Simon Ward. Un ancien Français d'Algérie, établi restaurateur à Londres, s'effondre pour une jeune femme, dis-jockey d'une radio libre et mariée à un pathologiste souvent absent.

22.20 **Magazine** : *Acteur studio*.

23.30 **Documentaire** : *Centre Pompidou*.

23.50 **Journal**.

23.50 **Magazine** : *Première page*.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20.35 **Série** : *Les cinq dernières minutes*. Après la mort d'un officier de la Royale Marine, le commissaire mène son enquête dans les milieux des marins et des dockers.

22.05 **Cinéma** : *Un homme à ma taille* ■ Film français de Jean-Pierre L  aud (1986), avec Christian L  aud, D. Russo, T. Lherminier. Une jeune Allemande, n  e à la fin du système d'oppression raciale, vient à Paris, à vingt ans. Sa haute taille et sa myopie la desservent auprès des hommes. Comédie des illusions et des déceptions.

22.20 **Documentaire** : *Le monde des campagnes*.

23.25 **Prélude à la nuit**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20.35 **Cinéma** : *Un homme à ma taille* ■ Film français de Jean-Pierre L  aud (1986), avec Christian L  aud, D. Russo, T. Lherminier. Une jeune Allemande, n  e à la fin du système d'oppression raciale, vient à Paris, à vingt ans. Sa haute taille et sa myopie la desservent auprès des hommes. Comédie des illusions et des déceptions.

22.20 **Documentaire** : *Le monde des campagnes*.

23.25 **Prélude à la nuit**.

CANAL PLUS

20.35 **Cinéma** : *Un homme à ma taille* ■ Film français de Jean-Pierre L  aud (1986), avec Christian L  aud, D. Russo, T. Lherminier. Une jeune Allemande, n  e à la fin du système d'oppression raciale, vient à Paris, à vingt ans. Sa haute taille et sa myopie la desservent auprès des hommes. Comédie des illusions et des déceptions.

d'informations. 22.15 *Exil  es et bêtes*. 22.45 *Les KO de Canal Plus*. 23.45 *Blackout professionnel américain*. 0.50 *Cinéma* : *Terror* dans la salle ■ Film américain d'Andrew J. Kuchn (1984), avec Clint Eastwood, Faye Dunaway. 2.10 *Série* : *Witcher*    la h  te.

LA 5

20.35 **Cinéma** : *Sex shop* □ Film français de Claude Berri (1972), avec Juliet Berro. 22.10 *Série* : *Kojak*. 23.10 *Série* : *Supercopter*. 0.05 *Série* : *La cinquième dimension*. 1.00 *Série* : *Kojak*. 1.55 *Série* : *Star Trek*.

TV 6

20.35 *Série* : *Les combattants*. 21.20 *Série* : *Les combattants*. 22.05 *6 Tonic*.

FRANCE-CULTURE

20.35 *Ch  c psychanalytique* de Freud. Le petit Hans. 21.30 *Mus  que* : *Latitudes*. Sylvester Randarison, musicien maltais. 22.30 *La nuit sur un plateau*. Spécial Georges F  r  .

FRANCE-MUSIQUE

20.30 *Résumé des opéras*. Concert (donné le 9 janvier    la Grande Halle de La Villette) : *Symphonie né 35 en r   mineur K. 387*, de Mozart ; *Concerto pour piano et orchestre né 3, de Prokofiev* ; *Symphonie né 5 en r   mineur op. 107*, de Mendelssohn, par l'Orchestre national de France dirigé par Christoph Eschenbach, avec Marika Argerich, piano ; à 22.20, Un document pour amateurs de musique ; à 22.25, Un document pour amateurs de musique ; à 23.08, La vie passionnée et romantique de Louis Ferdinand Kaschke ;    23.20, Un document pour amateurs de musique ; à 23.35, Un document pour amateurs de musique ; à 23.45, Un document pour ceux qui mettent leur nez dans les affaires des autres (Bruckner). 24.00 *Les solistes de France-Musique*. Jeanne d'Arc (Tchaikovski, Ravel, Rossini, A. Roland-Manzel).

19h55 : OBJECTIF NUL

Un feuilleton spatial délirant tous les soirs à partir du 2 février.

CANAL+ LA TÉLÉ PAS COMME LES AUTRES EN CLAIR

Mardi 3 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18.00 **Série** : *Alfred Hitchcock présente...* *Reviens de vous voir (suite)*.

17.00 **Variétés** : *La chance aux chansons*.

17.25 *La vie des Botes*.

17.50 **Feuilleton** : *Huit, à suffit*.

18.20 **Mini-journal**, pour les jeunes.

18.40 **Jeu** : *Le jeu de la fortune*.

18.50 **Feuilleton** : *Santa-Barbara*.

19.40 **Cocorico-boy**.

20.00 **Journal**.

20.25 **Lato sportif**.

20.35 **Feuilleton** : *Dalles*.

21.25 **Série** : *Chapeau melon et bottes de cuir*. *Documentaire* : *Nouveaux mondes, l'Australie*. *Trouvés et d  cristall  s* : *N  re nature*. *Dans des villes de vent, les chercheurs d'or en Australie qui gr  tent la terre r  v  nt encore de temps en temps de nouvelles richesses, dont... l'essence !*

22.20 **Documentaire** : *Centre Pompidou*.

23.25 **Journal**.

23.45 **Magazine** : *C'est à lire*.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

16.05 **C'est encore mieux l'après-midi**.

17.35 **Récré A 2**.

18.05 **Feuilleton** : *Madame est servie*.

18.30 **Magazine** : *C'est la vie*.

18.50 **Jeu** : *Des chiffres et des lettres*.

19.15 **Actualités régionales**.

19.40 **Le nouveau théâtre de Boulevard**.

20.00 **Journal**.

20.35 **Les derniers de l'écran** : *Le Prix du danger* ■ Film français d'Yves Boisset (1982), avec Gérard L  aud, Michel Piccoli, Bruce Campbell. Un jeu télévisé sur le principe d'une chasse à l'homme. Si le candidat échappe à ses poursuivants, il peut gagner une grosse somme. Sinon, il perd la vie. Un chômeur teste sa chance.

22.15 **Débat** : *Quelle télévision pour demain ?* Invités : Marcel Jullian, Michel Drucker, Pierre Sabbagh, Jacques Bille, Holde Lhoeste, expert en matière de politique audiovisuelle auprès de la Commission des Communautés européennes.

23.25 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

16.00 **Documentaire** : *Les grandes villes*.

16.50 **Documentaire** : *Les médias-peintres*.

17.00 **Feuilleton** : *Demain l'amour*.

17.25 **Dessin animé** : *Lucky Luke*.

17.50 **Série** : *Zorro*.

18.00 **Feuilleton** : *Edgar, détective cambrioleur*.

18.30 **Feuilleton** : *Flippo le dauphin*.

18.57 **Juste ciel, petit horoscope.**

19.00 **Le 19-20 de l'information**.

19.55 **Dessin animé** : *Ulysse 31*.

20.04 **Cinéma**.

20.35 **Jeu** : *La classe d'accord*.

20.35 **Cinéma** : *La dernière série*. Premier film : *Coups de feu dans la neige* ■

Film américain de Sam Peckinpah (1962), avec R. Scott, J. McCrea. Un ancien shérif et son aide se retrouvent par hasard pour assurer le transport d'un convoi d'or.

22.20 **Dessin animé**.

22.40 **Journal**.

23.05 **Découverte film** : *L'Aventure fantastique* ■ Film américain de Roy Rowland (1954) (v.a.). *A la fin du dix-huitième siècle, dans le Kentucky, un trappeur est aux prises avec une f  railleuse jeune femme rousse, qui veut le forcer à l'épouser.*

CANAL PLUS

16.05 **Cinéma** : *Grizzly, le monstre de la forêt* □ Film américain de William Girdler (1976), avec Christopher George. 17.30 *Série* : *Les monstres*. 18.00 *Flash d'informations*. 18.05 *Dessin animé*. 18.15 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 18.45 *Jeu* : *Des chiffres et des lettres*. 19.15 *Actualités régionales*. 19.40 *Le nouveau théâtre de Boulevard*. 20.00 *Journal*. 20.35 *Cinéma* : *L'Assaut* □ Film français de Claude Zidi (1977), avec Jean-Paul Belmondo, Raquel Welch. 22.10 *Flash d'informations*. 22.30 *Cinéma* : *Tout  s à la fin* américain de Sydney Pollack (1982), avec Dustin Hoffman, Jessica Lange (v.a.). 0.10 *Cinéma* : *Les Boues Corses* □ Film français de Christian-Jaque (1963), avec Marina Vlady, Bourvil. 2.05 *Les superstars du catch*.

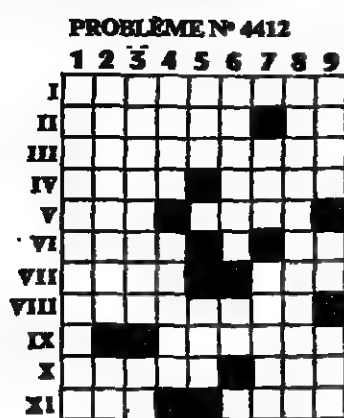
LA 5

16.30 *Série* : *K 2000*. 17.25 *Série* : *Sh  rif, fais-moi peur*. 18.15 *Série* : *Supercopter*. 19.10 *Série* : *Happy days*. 19.35 *Série* : *Star Trek*. 20.30 *Cinéma* : *Le témoignage*. 21.10 *Série* : *Le témoignage*. 21.30 *Cinéma* : *Le témoignage*. 21.50 *Série* : *Le témoignage*. 22.15 *Série* : *Le témoignage*. 22.35 *Série* : *Le témoignage*. 22.55 *Série* : *Le témoignage*. 23.15 *Série* : *Le témoignage*. 23.35 *Série* : *Le témoignage*. 23.55 *Série* : *Le témoignage*. 0.10 *Série* : *Le témoignage*. 0.30 *Série* : *Le témoignage*. 0.50 *Série* : *Le témoignage*. 1.10 *Série* : *Le témoignage*. 1.30 *Série* : *Le témoignage*. 1.50 *Série* : *Le témoignage*. 2.10 *Série* : *Le témoignage*. 2.30 *Série* : *Le témoignage*. 2.50 *Série* : *Le témoignage*. 3.10 *Série* : *Le témoignage*. 3.30 *Série* : *Le témoignage*. 3.50 *Série* : *Le témoignage*. 4.10 *Série* : *Le témoignage*. 4.30 *Série* : *Le témoignage*. 4.50 *Série* : *Le témoignage*. 5.10 *Série* : *Le témoignage*. 5.30 *Série* : *Le témoignage*. 5.50 *Série* : *Le témoignage*. 6.10 *Série* : *Le témoignage*. 6.30 *Série* : *Le témoignage*. 6.50 *Série* : *Le témoignage*. 7.10 *Série* : *Le témoignage*. 7.30 *Série* : *Le témoignage*. 7.50 *Série* : *Le témoignage*. 8.10 *Série* : *Le témoignage*. 8.30 *Série* : *Le témoignage*. 8.50 *Série* : *Le témoignage*. 9.10 *Série* : *Le témoignage*. 9.30 *Série* : *Le témoignage*. 9.50 *Série* : *Le témoignage*. 10.10 *Série* : *Le témoignage*. 10.30 *Série* : *Le témoignage*. 10.50 *Série* : *Le témoignage*. 11.10 *Série* : *Le témoignage*. 11.30 *Série* : *Le témoignage*. 11.50 *Série* : *Le témoignage*. 12.10 *Série* : *Le témoignage*. 12.30 *Série* : *Le témoignage*. 12.50 *Série* : *Le témoignage*. 13.10 *Série* : *Le témoignage*. 13.30 *Série* : *Le témoignage*. 13.50 *Série* : *Le témoignage*. 14.10 *Série* : *Le témoignage*. 14.30 *Série* : *Le témoignage*. 14.50 *Série* : *Le témoignage*. 15.10 *Série* : *Le témoignage*. 15.30 *Série* : *Le témoignage*. 15.50 *Série* : *Le témoignage*. 16.10 *Série* : *Le témoignage*. 16.30 *Série* : *Le témoignage*. 16.50 *Série* : *Le témoignage*. 17.10 *Série* : *Le témoignage*. 17.30 *Série* : *Le témoignage*. 17.50 *Série* : *Le témoignage*. 18.10 *Série* : *Le témoignage*. 18.30 *Série* : *Le témoignage*. 18.50 *Série* : *Le témoignage*. 19.10 *Série* : *Le témoignage*. 19.30 *Série* : *Le témoignage*. 19.50 *Série* : *Le témoignage*. 20.10 *Série* : *Le témoignage*. 20.30 *Série* : *Le témoignage*. 20.50 *Série* : *Le témoignage*. 21.10 *Série* : *Le témoignage*. 21.30 *Série* : *Le témoignage*. 21.50 *Série* : *Le témoignage*. 22.10 *Série* : *Le témoignage*. 22.30 *Série* : *Le témoignage*. 22.50 *Série* : *Le témoignage*. 23.10 *Série* : *Le témoignage*. 23.30 *Série* : *Le témoignage*. 23.50 *Série* : *Le témoignage*. 0.10 *Série* : *Le témoignage*. 0.30 *Série* : *Le témoignage*. 0.50 *Série* : *Le témoignage*. 1.10 *Série* : *Le témoignage*. 1.30 *Série* : *Le témoignage*. 1.50 *Série* : *Le témoignage*. 2.10 *Série* : *Le témoignage*. 2.30 *Série* : *Le témoignage*. 2.50 *Série* : *Le témoignage*. 3.10 *Série* : *Le témoignage*. 3.30 *Série* : *Le témoignage*. 3.50 *Série* : *Le témoignage*. 4.10 *Série* : *Le témoignage*. 4.30 *Série* : *Le témoignage*. 4.50 *Série* : *Le témoignage*. 5.10 *Série* : *Le témoignage*. 5.30 *Série* : *Le témoignage*. 5.50 *Série* : *Le témoignage*. 6.10 *Série* : *Le témoignage*. 6.30 *Série* : *Le témoignage*. 6.50 *Série* : *Le témoignage*. 7.10 *Série* : *Le témoignage*. 7.30 *Série* : *Le témoignage*. 7.50 *Série* : *Le témoignage*. 8.10 *Série* : *Le témoignage*. 8.30 *Série* : *Le témoignage*. 8.50 *Série* : *Le témoignage*. 9.10 *Série* : *Le témoignage*. 9.30 *Série* : *Le témoignage*. 9.50 *Série* : *Le témoignage*. 10.10 *Série* : *Le témoignage*. 10.30 *Série* : *Le témoignage*. 10.50 *Série* : *Le témoignage*. 11.10 *Série* : *Le témoignage*. 11.30 *Série* : *Le témoignage*. 11.50 *Série* : *Le témoignage*. 12.10 *Série* : *Le témoignage*. 12.30 *Série* : *Le témoignage*. 12.50 *Série* : *Le témoignage*. 13.10 *Série* : *Le témoignage*. 13.30 *Série* : *Le témoignage*. 13.50 *Série* : *Le témoignage*. 14.10 *Série* : *Le témoignage*. 14.30 *Série* : *Le témoignage*. 14.50 *Série* : *Le témoignage*. 15.10 *Série* : *Le témoignage*. 15.30 *Série* : *Le témoignage*. 15.50 *Série* : *Le témoignage*. 16.10 *Série* : *Le témoignage*. 16.30 *Série* : *Le témoignage*. 16.50 *Série* : *Le témoignage*. 17.10 *Série* : *Le témoignage*. 17.30 *Série* : *Le témoignage*. 17.50 *Série* : *Le témoignage*. 18.10 *Série* : *Le témoignage*. 18.30 *Série* : *Le témoignage*. 18.50 *Série* : *Le témoignage*. 19.10 *Série* : *Le témoignage*. 19.30 *Série* : *Le témoignage*. 19.50 *Série* : *Le témoignage*. 20.10 *Série* : *Le témoignage*. 20.30 *Série* : *Le témoignage*. 20.50 *Série* : *Le témoignage*. 21.10 *Série* : *Le témoignage*. 21.30 *Série* : *Le témoignage*. 21.50 *Série* : *Le témoignage*. 22.10 *Série* : *Le témoignage*. 22.30 *Série* : *Le témoignage*. 22.50 *Série* : *Le témoignage*. 23.10 *Série* : *Le témoignage*. 23.30 *Série* : *Le témoignage*. 23.50 *Série* : *Le témoignage*. 0.10 *Série* : *Le témoignage*. 0.30 *Série* : *Le témoignage*. 0.50 *Série* : *Le témoignage*. 1.10 *Série* : *Le témoignage*. 1.30 *Série* : *Le témoignage*. 1.50 *Série* : *Le témoignage*. 2.10 *Série* : *Le témoignage*. 2.30 *Série* : *Le témoignage*. 2.50 *Série* : *Le témoignage*. 3.10 *Série* : *Le témoignage*. 3.30 *Série* : *Le témoignage*. 3.50 *Série* : *Le témoignage*. 4.10 *Série* : *Le témoignage*. 4.30 *Série* : *Le témoignage*. 4.50 *Série* : *Le témoignage*. 5.10 *Série* : *Le témoignage*. 5.30 *Série* : *Le témoignage*. 5.50 *Série* : *Le témoignage*. 6.10 *Série* : *Le témoignage*. 6.30 *Série* : *Le témoignage*. 6.50 *Série* : *Le témoignage*. 7.10 *Série* : *Le témoignage*. 7.30 *Série* : *Le témoignage*. 7.50 *Série* : *Le témoignage*. 8.10 *Série* : *Le témoignage*. 8.30 *Série* : *Le témoignage*. 8.50 *Série* : *Le témoignage*. 9.10 *Série* : *Le témoignage*. 9.30 *Série* : *Le témoignage*. 9.50 *Série* : *Le témoignage*. 10.10 *Série* : *Le témoignage*. 10.30 *Série* : *Le témoignage*. 10.50 *Série* : *Le témoignage*. 11.10 *Série* : *Le témoignage*. 11.30 *Série* : *Le témoignage*. 11.50 *Série* : *Le témoignage*. 12.10 *Série* : *Le témoignage*. 12.30 *Série* : *Le témoignage*. 12.50 *Série* : *Le témoignage*. 13.10 *Série* : *Le témoignage*. 13.30 *Série* : *Le témoignage*. 13.50 *Série* : *Le témoignage*. 14.10 *Série* : *Le témoignage*. 14.30 *Série* : *Le témoignage*. 14.50 *Série* : *Le témoignage*. 15.10 *Série* : *Le témoignage*. 15.30 *Série* : *Le témoignage*. 15.50 *Série* : *Le témoignage*. 16.10 *Série* : *Le témoignage*. 16.30 *Série* : *Le témoignage*. 16.50 *Série* : *Le témoignage*. 17.10 *Série* : *Le témoignage*. 17.30 *Série* : *Le témoignage*. 17.50 *Série* : *Le témoignage*. 18.10 *Série* : *Le témoignage*. 18.30 *Série* : *Le témoignage*. 18.50 *Série* : *Le témoignage*. 19.10 *Série* : *Le témoignage*. 19.30 *Série* : *Le témoignage*. 19.50 *Série* : *Le témoignage*. 20.10 *Série* : *Le témoignage*. 20.30 *Série* : *Le témoignage*. 20.50 *Série* : *Le témoignage*. 21.10 *Série* : *Le témoignage*. 21.30 *Série* : *Le témoignage*. 21.50 *Série* : *Le témoignage*. 22.10 *Série* : *Le témoignage*. 22.30 *Série* : *Le témoignage*. 22.50 *Série* : *Le témoignage*. 23.10 *Série* : *Le témoignage*. 23.30 *Série* : *Le témoignage*. 23.50 *Série* : *Le témoignage*. 0.10 *Série* : *Le témoignage*. 0.30 *Série* : *Le témoignage*. 0.50 *Série* : *Le témoignage*. 1.10 *Série* : *Le témoignage*. 1.30 *Série* : *Le témoignage*. 1.50 *Série* : *Le témoignage*. 2.10 *Série* : *Le témoignage*. 2.30 *Série* : *Le témoignage*. 2.50 *Série* : *Le témoignage*. 3.10 *Série* : *Le témoignage*. 3.30 *Série* : *Le témoignage*. 3.50 *Série* : *Le témoignage*. 4.10 *Série* : *Le témoignage*. 4.30 *Série* : *Le témoignage*. 4.50 *Série* : *Le témoignage*. 5.10 *Série* : *Le témoignage*. 5.30 *Série* : *Le témoignage*. 5.50 *Série* : *Le témoignage*. 6.10 *Série* : *Le témoignage*. 6.30 *Série* : *Le t  *

سكنا من الاجل

« Services »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Ensemble de bâtiments. — II. A un métier à filer. Un chef. — III. Actions de chasser. — IV. Importante partie de « cario ». A donc le sens de la mesure. — V. Qui frise ou qui ne risque pas de friser. Coule en Amérique latine. — VI. Oiseau adroit. Pratiques. — VII. Pas lent de cavalier. Partie de campagne. — VIII. Marque d'ancienneté. — IX. Désert de sable de l'Arabie centrale. — X. Blanchit des dents. Tropic. — XI. Lorsqu'on en veut, on s'en passe. Pris à partie.

VERTICALEMENT

1. Plein de boutons. — 2. Doit

donc se remettre. Interjection. — 3. Mot d'absence. En Asie. — 4. Mauvais plus. Peut être assomant ou très tonique. — 5. Fleuve côtier des Pyrénées-Orientales. Ancien général de division. — 6. On dit donc l'apparence d'un spectre. Chateau d'eau. — 7. Sigle. Sert à compter. — 8. Mourante à la suite de problèmes de cœur. — 9. Cheville tordue. Pronom. S'agit dans un corset.

Solution du problème n° 4411

Horizontalement
1. Spéculateur. CQ. — II. Ultimatum. Icare. — III. Peine. Rébus. Rus. — IV. Parc. Aéroplanes. — V. Orémus. Upérise. — VI. Rapporte. EV. — VII. Il. In. Erg. Ota. — VIII. Tacher (tacher). Sicaire. — IX. Oeta. Cluisme. — X. IM. Qat. Alut. Aa. — XI. Reqa. Era. RT. IL. — XII. En. Ecu. Egalé. Li. — XIII. Té. Art. Telle. — XIV. Simon. An. Sien. — XV. Tracasserie. Ase.

Verticalement
1. Suppositoire. ST. — 2. Pieur. La. Mémir. — 3. Biter. CQ. ENA. — 4. Cinématographique. Oc. — 5. Uné. UP. Eta. Cms. — 6. La. Aspirateur. — 7. Atr. On. Tsa. — 8. Tuer. Scare. Ne. — 9. Embouteillage. — 10. Uppercut. Li. — 11. Riale. Gabarit. — 12. Arc. Imité. — 13. Carnivore. Lia (ail). — 14. Grues. Tenailla. — 15. Tostres. Aliéné.

GUY BROUTY.

LOTTO N° 4 TIRAGE DU SAMEDI 31 JANVIER 1987

3	4	15	25	35	47	7
---	---	----	----	----	----	---

NUMERO COMPLEMENTAIRE: 7

8 BONS N°	2	3 153 725,00 F
5 BONS N° + complémentaire	38	92 755,00 F
5 BONS N°	967	11 675,00 F
4 BONS N°	70 779	160,00 F
3 BONS N°	1 582 820	10,00 F

BONUS DU SAMEDI 200 899

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE: 10,00 F x 2 = 20,00 F

LOTTO SPORTIF N° 5

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1. ATLANTICO MADRID	SABADELL	1. AVELLINO	JUVENTUS
2. CADIX	SEVILLE	2. BRESCIA	INTER MILAN
3. MALDIROUE	ATHLETIC BILBAO	3. EMPOLI	ASCOLO
4. SANTANDER	VALLADOLID	4. MILAN AC	VERONE
5. FC BARCELONE	REAL MADRID	5. ROMA	ATALANTA BERGAMO
6. OSASUNA	ESPANOL	6. SAMPODORA	FIORENTINA
7. BETIS	LAS PALMAS	7. TORINO	COMO
8. SARAGOSSE	GUIN	8. LIGORNE	NAPLES

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 1er Fév. 1987: 2 3 4 5 7 9 12

CHAQUE VENDREDI, LES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE.

Le supplément Le Monde Affaires est en vente chaque vendredi (numéro daté samedi) avec votre quotidien Le Monde. Sans supplément de prix.

Le Monde AFFAIRES

JACQUES GAUTIER

Collier cristal sur argent. Masque d'oreilles: 1 300 F. Boucles d'oreilles: 1 300 F.

36, rue Jacob, PARIS-6. Tél. 42-68-44-33

Médecine

Le malheur des enfants du tiers-monde

Vacciner tous les enfants du tiers-monde d'ici à 1990: l'OMS constate que cet objectif ne sera pas atteint et que les vaccinations ne permettent pas toujours d'empêcher les épidémies

(Suite de la première page.) Les chiffres officiels de l'OMS font état d'une couverture moyenne d'environ 25 %, avec des différences importantes selon les maladies. L'estimation officielle de l'OMS pour 1986 chiffrait entre 16 % et 45 % la proportion des enfants vaccinés dans les pays en voie de développement contre l'une ou l'autre des six maladies du PEV.

L'Afrique est sur ce plan le continent le moins bien couvert. Sur environ 19 millions d'enfants africains qui naissent chaque année, seulement 6,86 millions sont vaccinés contre la tuberculose et 4,64 millions contre la rougeole. Une couverture très hétérogène en fait, certains spécialistes de l'Afrique faisant valoir qu'en toute hypothèse le chiffre officiel de l'OMS est très fortement surevalué.

Où en sera-t-on en 1990? Le docteur Henderson, directeur du PEV à l'OMS, formule avec beaucoup de précaution l'hypothèse d'un taux de 75 %. « Il n'y a aucune raison technique pour que nous n'atteignons pas un taux de 90 %, explique-t-il; c'est plutôt une question de volonté politique ».

De nouvelles difficultés

Mais aux problèmes déjà connus, le PEV se heurte à une nouvelle difficulté de taille, longuement exposée au séminaire de Niamey: celui d'une relative inefficacité de certaines campagnes de vaccination. Le phénomène semble pour l'heure surtout concerner les affections virales, comme la poliomyélite ou la rougeole.

L'exemple de l'épidémie de poliomyélite, qui a touché l'Afrique de l'ouest au cours de l'année 1986, est à cet égard particulièrement démonstratif. Cette importante vague épidémique a en effet sévi dans une zone (composée de la Gambie et de la région sénégalaise voisine de Kolda) où les recommandations de l'OMS étaient parfaitement respectées. Le taux de couverture vaccinale, en particulier, était suffisamment élevé pour laisser penser que la protection de la population était assurée. La poliomyélite en particulier semblait en voie d'éradication en Gambie.

Or, non seulement la vague épidémique n'a pas épargné cette région, mais près de deux cents des enfants que l'on pensait correctement vaccinés ont contracté la maladie. Certains sont morts. Les études épidémiologiques franco-américaines menées sur ce terrain n'ont pas encore permis de comprendre les raisons exactes d'un tel phénomène. Il ne semble pas, en effet, que les explications techniques habituelles (problèmes de conservation du vaccin au froid, problèmes de calendrier, voire mauvaise qualité de l'administration vaccinale, etc.) puissent être retenues. « Le phénomène avait déjà été observé dans certains pays comme l'Inde,

Israël, le Mexique ou le Brésil », explique le Dr Jacques Drucker, directeur scientifique de l'APMP. Mais on n'avait encore jamais pu observer, de manière aussi nette, un tel décalage entre la protection sérologique, que l'on croyait assurée, et la réalité clinique. D'autre part, on est frappé du fait que, dans les pays où le taux de couverture vaccinale est de 30 à 50 %, les épidémies sont plus fortes qu'avant. La leçon à tirer, c'est que, quand on commence une campagne de vaccination, il faut aller rapidement le plus loin possible et dépasser les 80 %.

« Nous allons devoir prévenir les responsables politiques qu'il faut s'attendre à de nouvelles épidémies », explique le Dr Henderson. Il restera pourtant à mesurer les conséquences d'un tel phénomène sur les décisions politiques, comme sur l'opinion publique. Comment réussira-t-on à expliquer que les sommes et l'énergie nécessaires à la vaccination risquent de ne pas avoir, dans les faits, l'efficacité que l'on avait vue et qui avait précédemment servi à la mise sur pied de ces programmes? A toutes ces difficultés, il faut ajouter les nombreuses maladies infectieuses (choléra, fièvre jaune, hépatite B, rage, méningite cérébro-spinale) qui ne sont pas couvertes par le PEV et qui sévissent réguliè-

ment en un point ou en un autre du continent africain.

Il faut aussi aujourd'hui compter avec les nombreux cas de rougeole ou d'autres maladies contractées dans les centres de soins ou dans les services de protection maternelle et infantile (travail présenté à Niamey par M. G. Foulon, de l'hôpital Claude-Bernard à Paris). Il faut enfin tenir compte de l'extension rapide de l'épidémie de SIDA sur une large partie du continent africain.

Cette nouvelle donne, liée à l'impossibilité d'atteindre l'objectif 1990 — on parle déjà dans les couloirs de l'OMS d'un « échec partiel » — risque d'avoir des conséquences démolitrices. Compte tenu de la nature et de l'ampleur des enjeux, cette nouvelle donne alimente aussi, dès aujourd'hui, et de nouvelle manière, le vif débat qui oppose les partisans des centres de soins fixes à ceux des unités mobiles et d'une stratégie « simplifiée » (limitée à deux injections) de vaccination.

Elle remet aussi en question la stratégie des soins de santé primaires adoptée par l'Organisation mondiale de la santé. « On a voulu valoriser les gens à la base, estime le Dr Gentilini, alors que, si l'on avait assuré le maintien des niveaux dans les écoles de médecine, on aurait maintenant en place un quadrillage d'agents de santé motivés et aux connaissances actualisées. L'erreur a été de croire qu'en commençant par les soins de santé élémentaires, on atteindrait le sommet de la pyramide. La santé est un tout. Il faut la prendre par tous les côtés ».

JEAN-YES NAU.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Anne et Pascal sont heureux, très heureux, vraiment très heureux de vous annoncer la naissance de

Miréna.

Oly. Le Dany, 27, rue de Combaux, 75014 Paris.

— Anne et Edouard CARMIGNAC,

Charles et ses sœurs, Maxime et Lucie,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Hugues.

le 21 janvier 1987.

14, rue Saint-Victor, 75005 Paris.

Décès

— Denise Dodeman, sa femme, David Adina, son fils, Suzanne Krief, sa mère. Et toute sa famille.

ont la douleur de faire part du décès de

Gilles ATLAN,

métier en solde,

survécu le 26 janvier 1987.

22, rue du Champ-d'Alouette, 75013 Paris.

— Le 30 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année,

Suzanne BAUDRY,

sa fille,

est entrée dans la Vie éternelle.

Léon Baudry, son époux,

Annie et Michel Richard, Jean-Marie et Marie-Thérèse Baudry, Joëlle et Paul Bédigian,

ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

convient à participer ou à s'en tenir par la

Communications diverses

— L'Association Nature et Société organise le dimanche 8 février une sortie en forêt de Fontainebleau sur le thème

« La forêt en hiver », avec circuit pédestre d'une douzaine de kilomètres sous la conduite de deux naturalistes confirmés et visite du château. Renseignements :

Jacques Baudouin, tél. 48-56-59-51, après 19 heures et Nature et Société, 5, rue de la Lune, 94100 Saint-Mandé-France.

— Une conférence-débat sur le thème « Dieu et les médias » est organisée le

jeudi 5 février, à 20 h 30, salle Martin-Luther-King, 28, rue Olivier-Noyes, 75014 Paris, avec MM. Paul Villanaz, directeur du journal Réforme et Henri

Feuerstein du Monde. Renseignements : 48-59-11 ou 48-59-46.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

— M. Pierre Salame, ancien ministre, président de la Fédération des industries ferroviaires, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur.

Anniversaires

— Il y a dix ans, le 1^{er} février 1977,

Julien COFFINET,

artiste haute-lieu,

et dévoué intrépide de toujours

quittait ses proches, ses amis, ses camarades.

Alain Coffinet, 1265 Begnins, Vaud (Suisse). Famille Emmanuelle L. Coffinet, 14, Kreuz Dr. Ouest Nyack, N.Y., 10994 (Etats-Unis).

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

Anniversaires

— Il y a dix ans, le 1^{er} février 1977,

Julien COFFINET,

artiste haute-lieu,

et dévoué intrépide de toujours

quittait ses proches, ses amis, ses camarades.

Alain Coffinet, 1265 Begnins, Vaud (Suisse). Famille Emmanuelle L. Coffinet, 14, Kreuz Dr. Ouest Nyack, N.Y., 10994 (Etats-Unis).

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Ariane POZZNER,

nous quittait.

Ses amis pensent à elle.

— Il y a un an,

Le Monde CADRES

JEUNES DIPLOMÉS HEC

Vous êtes jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCP, vous avez l'ambition d'exercer à terme des responsabilités importantes, vous avez des capacités de gestion, d'organisation et de leadership. Pour acquérir une connaissance approfondie de notre groupe et de ses hommes, débutez votre carrière en tant que :

Auditeur opérationnel

Vous participerez à des missions de contrôle et de conseil dans nos différents sièges sociaux, usines, services de distribution, vente... Plus d'une centaine d'établissements sur toute la France. Vous analyserez la fiabilité des procédures de gestion et proposerez des améliorations dans tous les domaines : gestion, marketing, distribution, administration, personnel, logistique... Vous diversifierez ainsi vos compétences et évoluerez à bref délai vers les fonctions qui correspondent au mieux de vos capacités.

Merci d'adresser votre CV à SOPAD, Direction du Personnel, 17, quai Paul-Doumer 92414 Courbevoie Cedex, sous réf. IG.

**SOPAD
Nestlé**

ALIMENTAIRE

Traiter l'essentiel des aspects de la vie juridique d'une entreprise.

Un puissant groupe à vocation internationale produits grand public (marques de notoriété mondiale) offre une opportunité particulièrement intéressante à

Un juriste de valeur

Il secondera le Directeur Administratif et Juridique du groupe, et collaborera à l'ensemble des activités juridiques d'un groupe industriel y compris :

- au niveau de la holding, plus particulièrement dans le domaine propriété industrielle France et étranger, ainsi que des interventions dans le cadre des acquisitions, cessions, créations de filiales...
- en tant que conseil des différentes sociétés du groupe, essentiellement pour les aspects contrats (notamment de distribution) et du droit de la concurrence et de la consommation.

La réussite à ces fonctions implique :

- une formation juridique supérieure, maîtrise + DESS ou DEA en droit des affaires,
- une expérience d'au moins 5 ans dans une entreprise internationale, produits grand public
- une expérience de préférence chez l'un des "grands" (essivières, alimentaires...),
- une bonne envergure personnelle, des qualités relationnelles qui lui permettent d'être reconnu comme un interlocuteur apprécié tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du groupe,
- la bonne maîtrise de l'anglais.

Large perspectives d'avenir au sein du groupe. Rémunération motivante.

Ecrire sous réf. AP 297 AM
Discrétion absolue

etap

71 rue d'Auteuil 75016 Paris

Un chef des ventes régional «très pro» pour des produits boute-en-train

La région : le Sud-Ouest
L'équipe : des chefs de secteur, en prise directe avec le terrain.

- Les missions :
- atteindre et même dépasser, les objectifs de C.A. et part de marché,
 - former, animer et motiver les équipes de vente,
 - veiller, par une gestion vigilante, à la meilleure rentabilité des investissements commerciaux,
 - développer l'image de marque du groupe en demeurant à l'écoute du client et de ses besoins.

Jusqu'ici, rien que de très classique. Vous même êtes diplômé de Sup. Co. et possédez déjà à la fois une solide expérience (4 à 5 ans) de la vente et de la grande distribution.

Tout change lorsqu'on passe aux produits, car ce que nous vous demandons de promouvoir, ce sont des biscuits savoureux, légers, craquants... qui rendent gourmands. Vous l'avez compris, ce sont les CRACKERS, MINIOUCH, MINIZZA, les CHIPS-TERS, les COOKIES.

Vous débordez d'enthousiasme et d'énergie, rejoignez-nous : Bernard FRANOT recevra votre lettre de motivation, accompagnée d'un C.V. et de vos prétentions.

Biscuits BELIN - BP 93
51003 EVRY



Compagnie Européenne d'Accumulateurs

1^{er} fabricant français d'accumulateurs au plomb - 2 500 personnes
CA 1,3 milliard - CLICHY (Pont d'Asnières) :

CHEF DE PRODUIT FRANCE - INTERNATIONAL

28 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une expérience de la fonction et une bonne connaissance de l'anglais.

Au sein de la Division Batteries Automobiles FULMEN, vous relèverez du Directeur Marketing et serez en relation étroite avec les Services Techniques et la Force de vente en France et à l'étranger.

Bénéficiant d'une large autonomie, vous serez chargé d'étudier, concevoir et proposer puis gérer, mettre en œuvre et contrôler l'ENSEMBLE DES MOYENS MARKETING destinés à :

- développer les ventes de toute la gamme de batteries pour véhicules légers,
- optimiser la pénétration des marchés et les profits.

PERSPECTIVES CERTAINES DE PROGRESSION.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. 73 M, en indiquant votre salaire actuel à notre Conseil Richard BÉNATOUIL - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Vous êtes assuré d'une réponse et d'une discrétion absolue.

X, CENTRALE, ENSAE, ... HEC, ESSEC, ... ASSUREZ DANS L'ACTION!



Vous avez confirmé votre diplôme grande école (POLYTECHNIQUE, CENTRALE, ENSAE, ESSEC, HEC, ...) par une première expérience. Seuls les plus performants d'entre vous nous intéressent : ceux dont les ambitions professionnelles égalent les compétences.

Les MUTUELLES UNIES, vous connaissez ? Société mère du 1^{er} groupe privé français d'assurances : AXA (30 sociétés dans 8 pays, 6 millions de clients, 18 mds de F de CA dont 30 % à l'étranger), inutile de vous préciser que chez nous, toutes les carrières sont possibles (même à l'étranger...) et que tous les moyens logistiques d'un grand Groupe sont mis à votre disposition.

En clair ? Nous avons des postes de haut niveau à vous confier dans de nombreux secteurs d'activités : statistiques, risques des parieurs... Votre capacité à assumer rapidement des responsabilités, à manager une équipe, à prendre des décisions et à vous intégrer avec enthousiasme dans notre société déterminent notre choix. Vous apprendrez d'abord à nous connaître, à vous sentir bien, et ensuite... vous passerez à l'action !

Pour ces postes basés à ROUEN, merci d'adresser (sous réf. AU/10) votre dossier de candidature à MUTUELLES UNIES M^{me} MAUJOURAT 76029 ROUEN CEDEX.

Mutuelles Unies
PASSEZ A L'ACTION.



L'imagination au pouvoir...

Un grand groupe de la Distribution non alimentaire propose un CHALLENGE PASSIONNANT à un

Responsable de Développement

CAPABLE D'IMAGINER, TESTER ET LANCER - en toute responsabilité - DES CONCEPTS DE VENTE NOUVEAUX, A L'INTERIEUR DES MAGASINS ACTUELS OU DANS UNE CHAÎNE A CRÉER.

• Moins de 35 ans • Formation supérieure et expérience Marketing G.C. non alimentaire • Pas nécessaire d'avoir exercé des fonctions de direction mais INDISPENSABLE d'être entrepreneur et d'avoir déjà eu la responsabilité de lancement réussis de produits ou services nouveaux, de FORMULES DE VENTE ORIGINALES (textile, bijoux, parfums, équipement de la maison, franchising, V.P.C. « fine », ...)

Votre offre de collaboration sera transmise par PUB CONSEIL - 98, av. de Villiers 75017 PARIS et traitée en toute confidentialité.

Ingénieur régional de développement

LA RESPONSABILITE TECHNIQUE DE NOTRE REGION OUEST

Obtenez et Produisez, nous sommes parmi les leaders semenciers reconnus pour la qualité et la performance de nos produits. Nos équipes commerciales réalisent un C.A. de 700 MF. Pour étoffer notre équipe sur le terrain et l'épauler au plan technique nous recherchons un Ingénieur Régional de Développement sur la région Ouest.

Vous êtes Ingénieur Agri-Agro et disposez d'une expérience technique ou technico-commerciale de 3 ans minimum agricole ou para-agricole (semenciers ou phyto, par ex.). Sur votre région vous serez le responsable technique de nos produits : aspect technique à la force de vente, promotion technique auprès des Agriculteurs et de la Distribution, mise en place des expérimentations et essais (programmes, analyses, rédaction des synthèses et diffusion des résultats), contacts suivis avec les Organismes agricoles et instituts techniques. Vous définirez les conditions optimales d'utilisation de nos produits (inscrites et en cours d'inscription) élaborerez les argumentaires techniques et effectuerez les recommandations Produits.

Vous êtes prêt à nous rejoindre : merci d'écrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 5151-M à notre Conseil Marc PEUSSIÈRE
Guillon Sélection - 93, rue Joffroy - 75017 Paris

GUILLON SÉLECTION

NOTRE BANQUE POURSUIT SON EXPANSION

Mais vous proposons de prendre

LA DIRECTION DE NOTRE AGENCE DE BOURGOGNE

Vous serez à la tête d'une véritable petite Entreprise que vous devrez gérer et développer

Vous animer une équipe de 8 personnes et vous serez jugé sur vos résultats

Au sein d'une société dynamique vous jouerez un rôle moteur.

- VOUS ÊTES DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES.
- VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE CERTAINE DE BANQUE DE DÉPÔTS APTE À TRAITER TOUTES LES OPÉRATIONS DE CRÉDITS ET DE COLLECTE DE L'ÉPARGNE.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo sous n° B.136 M
LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy, Paris-7.

هكذا من العمل

Le Monde CADRES

Puissant Groupe Français à implantation internationale, un des leaders mondiaux dans son domaine recherche

FISCALISTE HAUT NIVEAU

De formation juridique supérieure + Ecole Nationale des Impôts disposant d'une expérience de 8 ans environ acquise de préférence dans l'administration.

Le titulaire du poste assurera un rôle important d'études et de conseil au niveau France et international.

Il interviendra dans toutes les opérations du groupe et de ses filiales qui impliquent une incidence fiscale.

Le titulaire du poste agira en étroite collaboration avec le Directeur Fiscal du groupe et bénéficiera d'ombelle de larges responsabilités et d'une réelle délégation.

La réussite à ce poste implique non seulement de solides compétences techniques mais également une personnalité affirmée et un sens du dialogue et de l'information.

Très bonnes connaissances de l'anglais.
Rémunération motivante.

Ecrire sous référence 5.795 M, à RESSOURCES CONSEIL, 1, rue Falguière, 75015 Paris, qui transmettra.

Secrétaire Général

Paris

Notre Syndicat Professionnel a pour vocation la promotion de l'Artisanat. Force de proposition vis-à-vis des pouvoirs publics, des partenaires sociaux et des autres instances professionnelles, il a une triple mission : de représentation et de défense des intérêts de la profession, de Conseil aux adhérents, de valorisation et de renouvellement de leurs connaissances.

Pour les aider dans le choix des orientations de la Confédération, les instances représentatives jouissent du concours et du support d'une équipe de spécialistes, chargés dans un second temps de l'application et de la diffusion des décisions. Partenaire de réflexion des Responsables Nationaux, le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL participe à la définition des actions et conduit leur mise en œuvre; il assure en permanence les relations avec les partenaires publics et privés de la Confédération; enfin il harmonise les moyens dont elle dispose pour remplir sa mission.

De formation supérieure - Sciences Po - une fonction similaire au sein d'un syndicat professionnel serait bien sûr idéale; mais une contribution au sein d'une PME, nécessitant également un important rôle de représentation pourrait constituer une expérience appropriée au poste proposé.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et de mettre en place de véritables outils de gestion; et l'entreprise toute entière attend beaucoup de ce nouveau collaborateur.

Notre niveau de rémunération en précisant la référence 152M.

ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA CDI

Responsable des Services Généraux

Pour une société industrielle en forte expansion - 300 personnes - liée à l'électronique et à l'informatique et dont le Siège Social est situé en banlieue Est.

Rattaché au Département des Ressources Humaines, il dispose d'une large délégation en matière de :

- logistique des moyens généraux pour les différents établissements de la société;
- négociation et suivi des contrats (baux, maintenance et prestation de services);
- investissements mobiliers, agencement et équipements divers.

Responsable d'un budget important plus de 10 MF, il prendra en charge les différents projets d'extension de locaux dont il devra nécessairement maîtriser les aspects techniques, esthétiques et économiques.

Lourde tâche que cette création de poste ! Il s'agit bien sûr de prendre en charge le quotidien mais très vite de proposer et de mettre en place de véritables outils de gestion; et l'entreprise toute entière attend beaucoup de ce nouveau collaborateur.

Adressez votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération en précisant la référence 153M à CURRICULUM - l'Atelier - 5, Passage Lathuille 75018 Paris.



ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

ROHM AND HAAS COMPANY est un des plus importants groupes chimiques américains dans le domaine des spécialités pour l'agriculture et l'industrie (C.A. mondial 2 milliards de dollars, résultat net 141 millions de dollars en 1985).

En FRANCE, nous fabriquons et commercialisons avec succès une part importante de nos gammes de produits (C.A. 2 milliards de FF en 1985).

Le développement de nos activités phytosanitaires nous amène à recruter un

Ingénieur Technico-Commercial

Le poste que nous offrons est basé en province. Dans un premier temps, il s'agit de seconder un de nos ingénieurs régionaux.

Vous êtes ingénieur de formation supérieure agronomique (E.N.S.A. ou assimilée) ou diplômé d'une école supérieure de commerce. Vous avez acquis une première expérience de 2 à 5 ans et votre anglais est opérationnel.

Nous vous remercions d'envoyer C.V. + photo et prétentions au

Directeur Adjoint du Personnel
Société ROHM AND HAAS FRANCE S.A. - La Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75579 PARIS Cedex 12



SYSECA (350 MF de C.A., 900 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) Société de service et d'ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, recherche

ingénieur informaticien

Débutant à 2 ans d'expérience
Formation : informatique électronique

Il sera intégré à une équipe d'étude et d'expérimentation dans le cadre d'un gros système temps réel.

Il lui sera confié des travaux de traitement d'enregistrement de données techniques, en temps réel et différé (aspect graphique important) sur matériel MITRA et TEKTRONIX.

Connaissances des SGBD et traitement du signal appréciées.

Merci d'adresser votre candidature sous référence M222 à SYSECA SELECTION, 315, bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA SELECTION

ingénieurs réseaux

Chez nos clients, ils auront pour mission de superviser l'exploitation et la maintenance de systèmes informatiques importants constitués de serveurs interconnectés par réseaux ETHERNETX 25 dans des environnements industriels à haute valeur ajoutée.

Pour ces missions, outre de solides compétences techniques, il faut être capable d'animer une équipe exploitation et d'entretenir d'excellentes relations humaines; de solides connaissances de l'environnement DEC sont hautement souhaitables.

Nous offrons à des ingénieurs compétents dans ces domaines, l'opportunité de vivre des expériences particulièrement enrichissantes dans un domaine technologique de pointe et des conditions de rémunération attractives.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée), prétentions sous référence 10.440-M à l'attention de H. CARON chez

Coopers & Lybrand associés
56, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS



RECHERCHE

JURISTE D'ENTREPRISE CONFIRMÉ

ayant exercé pendant plusieurs années des responsabilités dans plusieurs domaines de la vie juridique d'une entreprise. Une connaissance approfondie de l'anglais est indispensable. Le candidat, âgé de 35 ans environ, aura ultérieurement la responsabilité complète du Service juridique de l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à la
Direction des Relations Humaines, SELECTION
DU READER'S DIGEST - 1 à 7, Avenue Louis
Faslier, 92220 BAGNEUX.

Une importante société du secteur tertiaire
à PARIS
recherche

UN JEUNE ORGANISATEUR

I.L.A. :

- une expérience de 3 ans dans ce domaine
- des capacités d'adaptation
- le sens du dialogue
- le goût de la découverte et de la négociation
- un niveau d'études supérieures en gestion (Bac + 4)

Des déplacements sur la France sont à envisager.
Rémunération : 170.000 +

Poste évolutif pour candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. M 2/2 à notre Conseil :
PL Consultants
101, rue de Tolbiac
75013 Paris

PL Consultants

Conseil en Ressources Humaines

LYON

Une grande banque régionale recherche pour son service organisation et méthode un

ORGANISATEUR

- Ce sera l'expert de la méthode MERISE pour l'ensemble de ses services. Il assistera les responsables et les équipes de réalisation dans leur méthodologie de conception, de suivi et de cohérence des projets.

- Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (BAC + 4) ayant 1 à 2 ans de pratique de MERISE pour la conduite de projets importants sur gros systèmes.

Adresser lettre + C.V. + prétentions au

Cabinet Bertrand Bissuel
6, RUE DU PLAT - 69002 LYON - TEL. 76 38 36 96



Grande Pharmaceutique Française
recherche pour sa Direction Générale Technique un

ANIMATEUR DES LOGICIELS DE PRODUCTION

pour animer le club des utilisateurs de l'outil.

- Il devra notamment, en liaison avec les services informatiques : assurer la formation des utilisateurs dans un esprit d'actualisation permanente;
- poursuivre auprès des différents centres, la mise en œuvre et l'utilisation des logiciels intégrés;
- coordonner les demandes d'évolution en recherchant les solutions les mieux adaptées.

Diplômés de l'Enseignement Supérieur (BAC + 5), les candidats posséderont de solides connaissances en informatique, en particulier dans les applications à la production. Leurs capacités de créateur et d'animateur leur permettront d'assurer la cohérence et le dynamisme de cette nouvelle fonction intégrée à la Direction Générale Technique. Leur rayonnement sur le terrain (Europe) et leur rattachement au Siège (Banlieue Sud Ouest de Paris) contribueront à leur pleine efficacité.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 885 à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO
22, avenue Galilée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.



Nous sommes la filiale d'un des premiers groupes industriels français et un des leaders mondiaux de la fabrication de filtres et d'équipements de filtration d'air.

Pour seconder notre directeur de production (2 unités/250 personnes), nous recherchons :

Futur directeur d'usine

- un ingénieur de formation (A et M ou équivalent), vous avez 35 ans environ et déjà quelques années comme Responsable de production;
- des connaissances certaines et pratiques en filerie et petite chaudronnerie, soudage acier doux, inox et alu. (TIG, MIG classe II) et, si possible, de la fabrication vous assurez qualité;
- des capacités et la motivation pour la gestion des hommes et une réelle expérience des contacts avec les instances sociales de l'entreprise;
- un bon niveau d'anglais.

NOUS VOUS OFFRONS :

- la responsabilité d'une des unités de production (175 p.);
- un outil de travail récent (1977) et performant (GPAO);
- un salaire motivant;
- un poste de Directeur de Production de nos unités, à moyen terme.

Le poste est basé près de SENLIS (90) à 60 km de Paris dans un environnement protégé.

Intéressés, adressez C.V., photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL 14 bis, rue Dard, 75008 Paris, sous la réf. 42 579 M portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

Société produits de luxe
à forte orientation internationale
recherche

RESPONSABLE VENTES EUROPE

ayant expérience de plusieurs années de vente produits de marque haut de gamme, présence terrain sur marchés exportation, animation réseau, négociation, disponibilité fréquents déplacements. Langues : anglais, allemand et/ou espagnol.

Prière faire parvenir lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
n° 7.033 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

cegos

IPPSO

**Formateur-Consultant
Psycho-sociologue**

3ème cycle + expérience 3 ans en entreprise

CEGOS IPPSO, Institut pour le perfectionnement psycho-sociologique des organisations, est en expansion continue et souhaite comme chaque année, intégrer un(e) nouveau formateur-consultant. Il concevra et réalisera des actions de formation inter et intra-entreprises. Domaines : nouvelles méthodes de management et responsabilités sociales des cadres et agents de maîtrise, développement de l'efficacité personnelle. Les moyens mis à sa disposition, l'ambiance de travail offrent des conditions optimales de développement et d'efficacité à un formateur-consultant créatif et autonome. Un diplôme de 3ème cycle en psycho-sociologie des organisations ou pédagogie, une expérience de 3 ans comme formateur d'adultes en milieu d'entreprises sont demandés. Il s'agit d'un poste à temps complet, basé à Paris, impliquant des déplacements. Merci d'adresser lettre man. et CV, sous réf. 23758/M à Dominique CHALVIN, CEGOS IPPSO, Tour Chénouailles 92518 BOULOGNE CEDEX.

**Notre Directeur Général :
une personnalité, un entrepreneur.**

Vous avez 35 ans environ, une formation de type ESC, une expérience de la vie d'une PME, maîtrisant le sens du risque.

Nous sommes en Roumanie, une Société régionale très dynamique, filiale d'un Groupe national de renommée et de forte expansion.

Pour recruter 200 personnes et développer par son exemple, nous souhaitons un Directeur Général de grande envergure, à la fois expérimenté et à l'écoute du projet d'entreprise qui structure, gère, forme. Il sera donc cette personnalité largement aidée par un outil technologique à la pointe de la technique.

De plus, la possibilité d'entrer dans le capital est envisagée, si vous débouchez un réel attachement à nos développements.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 27 M 017 à Bénédict Gachet - CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.



MINISTÈRE DE L'ECONOMIE

Chef de produit

TV Scope

Nous appartenons à un groupe important et possédons de nombreux points de vente répartis sur l'ensemble du territoire. Notre ambition, grande, s'appuie sur des équipes motivées et déterminées.

Votre rôle sera essentiel : en amont, définition de la gamme, négociations avec les fournisseurs (matériel, accessoires...), organisation des approvisionnements... en aval, évolution des méthodes de commercialisation, suivi de la ligne (SAV, catalogue, documentation, contrôle qualité) et enfin affirmation de l'image de marque.

Quant à vous, votre formation supérieure et votre expérience de quelques années dans la vente chez un constructeur ou à l'achat chez un distributeur, vous poussent à souhaiter, aujourd'hui, une responsabilité de produit pleine et entière.

Lieu de travail : Paris.
Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur dossier complet (CV, lettre manuscrite, rémunération actuelle) sous réf. 2313 M à :

SOURCES

108 rue Saint Honoré - 75001 Paris.
Qui transmettra en toute confidentialité.

**LE GAN RECHERCHE UN
RESPONSABLE
PUBLICITE RESEAUX****VOTRE POSTE**

Au sein de la Direction des Relations Commerciales et des Agences, vous :

• coordonnez l'activité d'une équipe de 11 personnes spécialisée dans la conception et la réalisation d'opérations publicitaires en direction de notre réseau d'Agents Généraux (animations locales, PLV, vitrines, publicité par l'objet...) en harmonie avec la politique de communication nationale.

• êtes, en outre, responsable de la gestion financière du secteur et suivez les relations tant avec les services internes qu'avec les fournisseurs externes.

VOTRE PROFIL

Vous souhaitez valoriser une expérience d'Assistant en Publicité d'au moins 3 ans acquise de préférence auprès d'un réseau de distribution et vous êtes sensibilisé aux nouvelles techniques du Marketing.

Vos qualités de contact, votre autorité naturelle, votre tempérament créatif, mais aussi vos compétences de gestionnaire vous aideront à réussir dans ce poste basé à PARIS 9^e mais exigeant de fréquents déplacements de courte durée en Province.

Merci d'adresser LETTRE MANUSCRITE, CV, PHOTO et RÉMUNÉRATION SOUHAITÉE, SOUS RÉF. ED/15 A EMPLOI ET CARRIÈRES - 2, RUE PILLET-WILL, 75448 PARIS CEDEX 08.

**Florian Mantione Institut**

ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

de MONTPELLIER recherche

DIRECTEUR DES ETUDES H/F

Chargé de gérer les programmes d'enseignement, d'animer une importante équipe pédagogique et administrative et de veiller au bon fonctionnement de la scolarité.

A un candidat diplômé d'enseignement supérieur complet. Agé de 28 à 35 ans, ayant une première expérience de l'enseignement et/ou de la formation, en connaissance de l'entreprise et/ou de la formation, en connaissance de l'anglais, il est proposé une rémunération d'environ 180 000 F et une opportunité de carrière évolutive. Une démission de fonction sera envoyée aux candidats LR pré-sélectionnés qui enverront leur CV + photo scellée en 257 D à Florian Mantione Institut, Conseil en Recrutement BP 5556, 34050 Montpellier Cedex ou consulter le MONTPEL 3615 code SOFTEL puis FMI.

MONTPELLIER AUX BUREAUX CLUBHOP PARIS LA ROCHELLE TOULOUSE

cesma

Centre d'Etudes Supérieures du Management

l'un des premiers programmes français de 3^e cycle en management, recherche son

Responsable communication et relations extérieures

Il sera chargé, sous l'impulsion de la Direction du Programme, de développer la collaboration avec les entreprises et de promouvoir le programme auprès des diplômés du second cycle universitaire et des Grandes Ecoles. Il est diplômé d'enseignement supérieur et bénéficie de préférence d'une première expérience professionnelle.

Poste à LYON comportant de fréquents déplacements de courte durée.
Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite sous réf. CE001 à Christiane ROCHE.

Groupe ESC LYON,
BP 474,
69132 Ecully Cedex

**Franche-Comté
Organisme de services
rendus aux entrepreneurs (PME)**

recherche

Afin d'élargir son action dans le domaine de la qualité

UN CADRE

• Formation technique, technico-commerciale et/ou de gestion.
• Expérience de quelques années en entreprise, de préférence dans le domaine de la fabrication.
• Connaissance de la langue anglaise souhaitée.

Poste basé à Besançon. A pourvoir rapidement.
Envoyer C.V., photo + prétentions sous n° 8.148 Le Monde Publicité, 5, rue de Montauvy, 75007 Paris.

**POUR SON SERVICE DE
cours par correspondance
l'AFPA - Colmar**

recherche

UN PROFESSEUR (H. - F.)**FONCTIONS :**

• Conception, élaboration, suivi cours par correspondance.
• Enseignement en stage de techniciens.
• Participation aux actions de formation continue.
• Formation : niveau ingénieur.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : 5 ans minimum mécanique ou/et électronique.

SALAIRE : 180 000 F brut annuel minimum.

Candidatures à adresser avec C.V. et photo avant le 15/02/87, A.M. le directeur du C.F.P.A., 1, rue de l'Industrie, 68000 Colmar.

Un groupe français performant, en expansion, leader européen, pratiquant une politique de décentralisation et de responsabilisation et comprenant plus de 20 filiales autonomes sur tout le territoire, propose à un candidat de valeur, un poste de

**Chef de service
marketing et commercial**

Après une période de formation, il sera directement rattaché au directeur de la filiale. Il sera chargé de concevoir et mettre en œuvre la politique commerciale :

- étude des marchés,
 - élaboration et vente des produits,
 - relations publiques.
- La réussite dans ce poste implique :
- une formation école de commerce,
 - environ 5 ans d'expérience commerciale et de bonnes connaissances en marketing,
 - de solides qualités de dynamisme, de contact, d'imagination et de réalisme.

Ce groupe attache un soin tout particulier à la qualité de ses responsables et il a la volonté et la possibilité de leur proposer des carrières à la mesure de leurs performances.

Poste : grande ville Normandie.

Ecrire sous réf. CR 298 CM
Discrétion absolue

Membre de l'ETAP

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Formateur
de haut niveau**

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une solide expérience de la formation commerciale en cabinet et/ou en entreprise.

Créatif et entrepreneur, vous maîtrisez les techniques modernes de formation, mais savez également concevoir et mettre en place de nouveaux stages. Vous avez, si possible, une bonne expérience du management.

A 30 ans environ, vous souhaitez donner une nouvelle impulsion à votre carrière ! Votre ambition : valoriser vos compétences et votre talent pédagogique au sein d'une société qui saura vous laisser autonomie et responsabilité. Nous sommes un groupe de très grande notoriété, leader sur notre marché et nous devons notre réussite à la qualité de nos produits et au professionnalisme de nos hommes. Aujourd'hui nous souhaitons développer notre centre de formation.

Nous comptons beaucoup sur votre implication et votre esprit d'entreprise, mais en retour nous saurons faire évoluer votre fonction.

Contactez Média-System en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 4271 M, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

**Responsable des
relations humaines**

Société étrangère du secteur bureautique
450 pers. - 400 MCA - proche de la Défense

recherche pour animer et gérer son Service des Relations Humaines (7 personnes) un cadre ayant une formation supérieure et une expérience de très bon niveau (4 ans minimum).

Le poste recouvre l'ensemble des aspects de la fonction : recrutement - formation - administration du personnel - paie.

Dynamisme, organisation et sens de la négociation sont les atouts indispensables pour réussir dans notre Société en expansion rapide et à forte dominante commerciale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 5108 M à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, qui transmettra.

FRANS BONHOMME

TOURS

tuteurs et ressources plastiques

NOTRE HOMME DE LOI

Fransbonhomme, un groupe solide : CA 900 MF, 750 pers., 75 dépôts. Une notoriété acquise dans un domaine où nous sommes leaders : la distribution de tubes et raccords en matière plastique auprès d'une clientèle Bâtiment, TP, Administration et Agriculteurs.

Notre Direction Générale voudrait enrichir l'organisation de la Société en créant un poste d'Assistant Juridique.

Vous allez prendre en charge les assurances, la gestion des crédits bail et des baux commerciaux, les aspects juridiques de la gestion du personnel, la rédaction des contrats et le suivi des écritures juridiques. A 30/35 ans environ, vous avez fait vos preuves en cabinet ou en entreprise. Votre formation supérieure (maîtrise de droit ou équivalent), vous y avez bien préparé. Ce profil de « pro », allié à des qualités d'homme souple, diplomate et doté d'un fort potentiel doivent très vite vous inciter à prendre contact avec notre conseil.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous référence 87/37/601 à Dominique LEUGOIS.

Dominique Leugois Conseil
1 rue Géraud - BP 522 - 37015 TOURS Cedex



Le Monde
CADRES

**DIRECTEUR
DU
MARKETING**

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

QUAND UN STYLE VEUT COMMUNIQUER...
... il confie l'ensemble de ses différentes composantes à une même personne.
C'est pourquoi nous créons une direction marketing.
Par l'originalité et l'avance de son design, le style HABITAT s'est imposé comme référence au travers d'une distribution allant du Magasin (25 de 1 000 à 8 000 m²) à la vente par correspondance et développant un chiffre d'affaires de 500 M.F.
Membre du comité de direction vous prendrez donc en main le positionnement de l'Entreprise en France comme en Belgique, et optimiserez le dispositif de communication externe, y compris la V.P.C.
Diplômé d'études supérieures, bilingue anglais, vous possédez une expérience probante du Marketing de produits ciblés. Une bonne connaissance de la distribution, si possible V.P.C., constituerait en outre un point fort pour le développement de cette Direction considérée comme stratégique. Votre avenir sera donc à la mesure de votre talent.

Merci d'adresser votre résumé de carrière sous la référence O/MAR/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantira une totale discrétion.

habitat

**Futur chef
du personnel**

Jeune diplômé d'une grande école d'ingénieurs, de commerce ou équivalent (EP, droit, psycho...) vous avez 2 ou 3 ans d'expérience professionnelle et désirez évoluer dans la fonction personnel.

Vous assisterez le chef du personnel d'une de nos usines (située à moins de 200 km de Paris) pour l'administration du personnel, la communication (réunions d'expression, groupes de projets...) et divers aspects de la fonction : études, tableaux de bord.

Votre réussite vous conduira, à terme, à assurer la totalité de la fonction dans d'autres établissements de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. ACH à SOPAD NESTLÉ : Alain Girard, Direction du Personnel, 17, quai Paul-Dourmer 92414 Courbevoie Cedex.

**SOPAD
Nestlé**

GROUPE SYSECA

Société de service et d'ingénierie en informatique en pleine expansion, spécialisée en logiciels embarqués pour l'aéronautique, recherche

ingénieurs logiciel

possédant 1 à 2 ans d'expérience dans les domaines : UNIX, Langage C, Microprocesseurs 68000, 68020, et disponibles très rapidement pour des projets en coopération avec de grandes sociétés aérospatiales.

Evolution rapide pour des éléments de valeur.

Lieu de travail : région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M221 à SYSECA SELECTION, 316, Bureau de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

SYSECA SELECTION

HOTEL - CLUB MARTINIQUE
(100 chambres)
recherche pour engagement immédiat son

Directeur

Ce poste sera confié à un homme capable d'animer une équipe de 40 personnes et d'assurer, grâce à une expérience solide en gestion de séjour ou centre de profits, un bon aloi des relations humaines et une connaissance réelle de la commercialisation, le dynamisme indispensable à la pleine réussite de l'établissement.

Adresser CV, photo et présentations à : SETLEM 95, rue d'Amsterdam 75008 PARIS

PME
Filiale d'un groupe diversifié
leader dans son domaine

cherche

INGÉNIEUR
expérimenté - environ 35 ans

Pour participer au développement d'un système de transmission de données par radio dans ses aspects matériel et logiciel.

EXPERIENCE SOUHAITEE :

- Conception de calculateurs ou de terminaux à base de microprocesseurs Motorola.
- Moderne (radio et téléphoniques).
- Electronique analogique.
- Conception et écriture de logiciel.

RÉMUNÉRATION ATTRACTIVE

Ecrire sous n° 8.143 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

CTBA

CENTRE TECHNIQUE DU BOIS ET DE L'AMEUBLEMENT

Nous contribuons au développement de ces secteurs industriels en leur apportant des outils technologiques et de gestion performants. Nous créons un poste pour un jeune

ingénieur qualité

Au sein de notre Département Ameublement, vous êtes collaborateur direct du responsable de la section "gestion qualité", chargée de promouvoir la qualité au sein de la profession, avec pour mission :

- faciliter l'accès à la qualité dans les entreprises du secteur ameublement en France,
- conseiller en entreprises sur le développement de la gestion de la qualité, l'introduction d'outils de gestion, notamment informatique, actions de formation intra ou extra entreprises, lancement de cercles de qualité,
- entraînement aux techniques de gestion et d'assurance qualité au sein même des différentes sections de notre Département Ameublement.

Jeune ingénieur, une première expérience vous a familiarisé avec l'organisation et le fonctionnement des entreprises industrielles. Vous êtes attiré par l'exercice de fortes responsabilités dans une activité en constante évolution, exigeante par la nécessité de rester en pointe et de respecter une grande éthique professionnelle.

Adresser lettre, CV, rémunération, photo, sous réf. M 211 à : Mlle Huber, Ressources Humaines - CTBA - 10, Avenue de Saint-Mandé 75012 PARIS.

**Ingénieur informaticien
génie logiciel**

Notre division aérospatiale figure parmi les premiers équipementiers aéronautiques en France.

Avec 1 300 personnes, elle représente un potentiel de recherche et d'innovation de tout premier ordre.

Elle recrute un ingénieur disposant d'une solide formation de base en informatique (ENSIMAG, INSA Lyon...) et ayant acquis quelques années d'expérience dans le développement d'un logiciel de base et/ou en génie logiciel.

Nous vous proposons de prendre une part active à l'étude et la réalisation d'outils intégrés dans un atelier logiciel. Dans un environnement technique de haut niveau, vous pourrez utiliser et valoriser votre connaissance du temps réel, des techniques de compilation, de Unix...

Ce poste est à pourvoir à Valence

Crouzet Envoyer votre dossier de candidature en précisant la réf. GENLO/LM au responsable du recrutement, CROUZET S.A., 26027 Valence cedex.

BANQUE INTERNATIONALE

recherche

pour développer l'activité du groupe sur le marché français au profit de l'ensemble de sa clientèle internationale.

OPÉRATEUR BOURSE FRANÇAISE

- Très bonne connaissance du marché français indispensible.
- Expérience 2/3 ans dans charge agent de change ou équivalent exigée.
- Bonne maîtrise de la langue anglaise impérative.
- Formation universitaire et bonnes notions d'analyse financière souhaitées.
- Disponibilité (séjours éventuels à l'étranger).

Envoyer CV et présentations à :
B.A.I.
12, place Vendôme, 75001 PARIS.

Notre société, leader dans son domaine, plus d'un milliard de CA, 3000 pers., 8 usines, recherche pour son siège Paris-Nord son

JURISTE D'ENTREPRISE
ADJOINT DE DIRECTION ADMINISTRATIVE

L'impact de votre fonction : secrétariat général (tenue des conseils et assemblées, actionnaires...), assurances, services généraux. Mais il n'appartient qu'à vous de le faire évoluer vers d'autres horizons : contrats d'ingénierie, marchés, contentieux techniques... ou niveau de l'organisation du service administratif par exemple (choix des équipements, gestion du personnel) ou encore dans le domaine de la communication (relations avec les actionnaires, Administrations...).

Une formation supérieure, 30/35 ans environ, 4/5 ans d'expérience en entreprise, dans le domaine juridique. Difficile d'imaginer moins compte tenu des responsabilités qui vous attendent. Des qualités de négociateur, de contact, renforceront ce profil.

Notre Directeur des Services Administratif et Financier est impatient de vous connaître.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité sous réf. 525 M à notre conseil :

SODERHU
22, rue Saint-Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTIC

AIR INTER

AIR INTER poursuit son développement. Objectif 87 : la qualité du service. Nous renforçons aujourd'hui nos effectifs

**HOTESSES
ET STEWARDS**

Après un stage de formation vous serez engagé à titre définitif.

Vous pouvez justifier du niveau BAC, vous vous exprimez couramment en anglais. Après une première expérience, vous souhaitez vous investir dans une profession dynamique et exigeante.

Vous avez entre 21 et 30 ans, votre présentation est excellente.

Vous avez passé avec succès le C.S.S.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., précisant votre taille et votre poids, photo d'identité et photo en pied, photocopie du C.S.S., sous la référence PNC, à AIR INTER DP-YR - 1, avenue du Maréchal-De Gaulle - 91550 PARAY-VIEILLE POSTE.

Le département de la Drôme

recrute pour ses services, à Valence :

UN ATTACHÉ

Collaborateur direct du Directeur de la Coopération, de la Programmation, des Affaires Générales et du Personnel.

Le titulaire du poste assurera la responsabilité des différents bureaux dépendant du Service du Personnel - recrutement - gestion des personnels - formation dont l'information est en cours.

Pourrait faire acte de candidature :

Les fonctionnaires de l'Etat ou des Collectivités Territoriales possédant une très bonne expérience dans ces domaines et titulaires du grade d'Attaché ou promouvables à celui-ci.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae + photo doivent être adressées à :
**MONSIEUR LE PRÉSIDENT
DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA DROME**
Service du Personnel Départemental
Hôtel du Département
Boulevard Vauban - 26026 VALENCE CEDEX
au plus tard le lundi 9 mars 1987.

BANQUE A TAILLE MOYENNE

recrute

• Pour Montpellier
1 RESPONSABLE D'AGENCE DE QUARTIER

Spécialisé dans la clientèle des Particuliers
Il doit avoir une solide connaissance des produits bancaires et une expérience d'animation de guichet et de démarche

• Pour la Vaucluse
1 EXPLOITANT ENTREPRISE

chargé d'un portefeuille de clientèle entreprises à gérer et à développer.
Il devra être dynamique.
Avoir déjà une première expérience bancaire et un Diplôme d'Études Supérieures.
Larges perspectives de carrières.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et présentations en indiquant le poste demandé sous n° 8.137 M
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Le Monde
CADRES

Futur chef de personnel

Un futur chef de personnel pour une entreprise de 200 personnes. Vous êtes diplômé d'une école de commerce ou d'une université. Vous avez une expérience en gestion de personnel. Vous êtes motivé et dynamique. Vous souhaitez évoluer dans une entreprise de pointe. Envoyez votre dossier à : Direction du Personnel, BP 11, 78373 Plaisir Cedex.

SOPAD
Nestlé

meilleur qualité

Un meilleur qualité pour une entreprise de 200 personnes. Vous êtes diplômé d'une école de commerce ou d'une université. Vous avez une expérience en gestion de personnel. Vous êtes motivé et dynamique. Vous souhaitez évoluer dans une entreprise de pointe. Envoyez votre dossier à : Direction du Personnel, BP 11, 78373 Plaisir Cedex.

TE D'ENTREPRISE

Un TE d'entreprise pour une entreprise de 200 personnes. Vous êtes diplômé d'une école de commerce ou d'une université. Vous avez une expérience en gestion de personnel. Vous êtes motivé et dynamique. Vous souhaitez évoluer dans une entreprise de pointe. Envoyez votre dossier à : Direction du Personnel, BP 11, 78373 Plaisir Cedex.

Soderth

TALE MOYENNE

Un TALE moyenne pour une entreprise de 200 personnes. Vous êtes diplômé d'une école de commerce ou d'une université. Vous avez une expérience en gestion de personnel. Vous êtes motivé et dynamique. Vous souhaitez évoluer dans une entreprise de pointe. Envoyez votre dossier à : Direction du Personnel, BP 11, 78373 Plaisir Cedex.

Entreprise

Un entreprise pour une entreprise de 200 personnes. Vous êtes diplômé d'une école de commerce ou d'une université. Vous avez une expérience en gestion de personnel. Vous êtes motivé et dynamique. Vous souhaitez évoluer dans une entreprise de pointe. Envoyez votre dossier à : Direction du Personnel, BP 11, 78373 Plaisir Cedex.

JC Decaux

Mobilier Urbain recrute

Jeunes ingénieurs

Pour accompagner notre développement en France et à l'étranger.

A 27 ans minimum, de formation Ingénieur A & M, Ingénieur mécanicien voire DUT, vous avez déjà acquis une première expérience en bureau d'études, de préférence dans une société d'ingénierie ou de construction mécanique. Il vous sera confiée une mission de recherche et de développement, conception et réalisation de Mobiliers Urbains.

Votre créativité, votre sens esthétique, votre dynamisme, alliés à votre technicité, vous permettront de mener à bien votre rôle de décorateur de la cité future.

Vous êtes familiarisé aux nouvelles techniques informatiques (CAO/DAO). Vous parlez l'anglais et êtes prêts à voyager environ 25 % de votre temps.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à la Direction du Personnel, BP 11, 78373 Plaisir Cedex.

LEADER DU MOBILIER URBAIN

JCD



Une nouvelle étape dans votre carrière commerciale

Directeur Régional Nord-Est Belin-Pâtissier

Vous en avez la carrure : professionnel confirmé de la vente, vous connaissez tous les rouages de la grande distribution et de la restauration hors foyer, et savez motiver les hommes.

A vous d'assurer la réalisation des objectifs commerciaux, d'animer l'équipe de vente (8 personnes), d'organiser les actions de promotion.

Vous participerez à la définition de vos objectifs prévisions et moyens, lerez appliquer sur le terrain la politique de la

Direction Commerciale et serez responsable des négociations régionales.

Vous avez les qualités relationnelles indispensables pour assurer la présence de BELIN-PÂTISSIER sur la région Nord-Est. A vous d'en convaincre Bernard Franot, qui recevra personnellement votre dossier de candidature.

Biscuits BELIN
BP 93 - 91003 EVRY.



J.E.U.N.E.S. • M.A.N.A.G.E.R.S.

LA GENERATION DU BUSINESS, C'EST VOUS !

Où, vous, jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles de Commerce) qui possédez une ou plusieurs années d'expérience de la fonction commerciale.

Comme nous, vous pensez que seule une action directe sur le terrain est efficace, en contact avec le marché et les hommes qui font les ventes. Comme nous, vous avez compris l'importance stratégique du développement régional.

C'est dans ce contexte que le Directeur de notre activité « Maison Individuelle » recherche ses proches collaborateurs à qui il confiera des missions très opérationnelles dans des domaines et régions variés. Par la suite vous serez appelé à prendre la direction d'un centre de profit, voire d'une région.

Fort de cette expérience le Groupe Maison Familiale vous permettra de faire évoluer votre carrière dans des domaines aussi passionnants et différents que le finance (RICOFRANCE), l'assurance (SOCIAFRANCE) ou l'hôtellerie.

Si vous souhaitez faire partie des businessmen de demain, sans nécessairement changer d'employeur avec une rémunération motivante, directement liée à vos résultats, adressez votre candidature (C.V. + photo + prétentions), à Jean-François DUFORT - GROUPE MAISON FAMILIALE - 15, rue de Marignan - 75008 PARIS.

MAISON FAMILIALE

Consultant opérationnel études économiques et statistiques sur la diffusion de la presse

Bien organiser la distribution en France et à l'étranger, connaître le marché, ses besoins, ses tendances, la concurrence, prévoir au mieux et développer les ventes, réajuster les réajustements... autant d'impératifs quotidiens qui obsèdent les responsables de nos ventes au numéro, de nos abonnements et de notre distribution. Sous l'autorité de la Direction Commerciale, vous mènerez des missions d'études, de propositions et de conseil très opérationnel sur la diffusion de notre journal et sur l'élaboration de tous les moyens d'information. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une Ecole de Commerce ou de Gestion - ESSEC, HEC, SUP DE CO, ECOFI, DAUPHINE - avec une spécialité en statistiques. Ils posséderont une expérience d'au moins cinq années dans des fonctions similaires en entreprise et/ou en cabinet d'organisation, où ils auront acquis la maîtrise de l'informatique et si possible la connaissance des circuits de la diffusion des journaux. Esprit d'analyse et maîtrise de la synthèse des aspects techniques, économiques, commerciaux, et financiers, goût de la communication et de la pédagogie leur permettront d'assister avec efficacité les différents services et d'éclairer avec professionnalisme les choix de la Direction Commerciale.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10 rue du Colisée - 75008 Paris, sous la Réf. 305.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

Responsable de marché

Accumulateurs industriels - Spécialiser dans le domaine de l'alimentation électrique ininterrompue, cette société, filiale d'un important groupe international, recherche son responsable de marché accumulateurs. Place sous l'autorité d'un directeur de division, il cumulera l'ensemble des responsabilités marketing, techniques et commerciales que suppose la vente de tels équipements : définition des besoins, études techniques et négociation des contrats. Basé en proche banlieue ouest de Paris, ce poste s'adresse à un cadre technico-commercial âgé de 28 ans minimum diplômé de l'enseignement supérieur technique (électronique, électromécanique, et parlant couramment l'anglais. Il doit également justifier d'une expérience de la vente aux intégrateurs et/ou aux utilisateurs finaux de biens d'équipements industriels (batteries, groupes électrogènes, matériels de conversion d'énergie ou apparentés). La rémunération annuelle de départ constituée d'une partie fixe et de primes sur objectifs quantitatifs et qualitatifs sera fonction des compétences présentées. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9216M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur développement produits Pyrénées

Cet important constructeur français de matériel électrique et électronique (500 personnes, 300 millions de francs de chiffre d'affaires) recherche dans le cadre du développement de son secteur d'activités réseaux de distribution électrique MT/BT, un ingénieur développement. Basé au siège dans les Pyrénées, il aura pour mission de faire évoluer la gamme de produits existants et de développer de nouveaux produits dans ce secteur d'activités tant en France qu'à l'étranger. Il travaillera en étroite collaboration avec les services de fabrication, qualité et commerciaux de la société et aura de fréquents contacts avec la clientèle. De formation ingénieur mécanicien type AM, INSA..., il devra justifier d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une activité de développement ou de fabrication et posséder de bonnes connaissances en électricité, électronique et automatismes. La pratique de l'anglais est nécessaire. Le fort potentiel de ce candidat lui ouvrira de larges perspectives d'évolution dans l'entreprise. Ecrire à Arlette BIEBUYCK en précisant la référence A/T7169M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.43

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Professionnels de la vente grande consommation à vocation internationale

est la première marque de produits laitiers frais dans le monde (37 pays - 3 continents). La franchise Yoplait internationale assure aux partenaires industriels à l'étranger le transfert de méthodologies, de techniques de fabrication et de commercialisation. Le développement commercial international est renforcé en intégrant deux nouveaux collaborateurs chargés d'apporter aux franchises leur savoir-faire en matière de commercialisation de produits frais : politique commerciale, organisation et gestion de la force de vente, méthodes de vente, formation, recrutement... Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés de l'enseignement commercial supérieur, disposant d'une première expérience d'activité à un poste de vente de produits de grande consommation dans une grande entreprise structurée, et ouverte à tous les aspects de la vente : merchandising, gestion, formation... Une bonne pratique, pour l'un de l'anglais et de l'espagnol, pour l'autre de l'anglais et de l'allemand est nécessaire. Une forte motivation pour une activité internationale dans le cadre d'une large autonomie est indispensable. Le poste est basé à Paris et suppose de fréquents déplacements. Ecrire à B. COULANGE en envoyant curriculum-vitae, photo et prétentions en précisant la référence S8135M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur électro-technicien Sud-ouest

Bureau d'études appareillage électrique - Cette société, en forte expansion (250 millions de francs de chiffre d'affaires), dont le siège (360 personnes) est situé dans le Sud-Ouest de la France, est le leader national sur le marché du matériel électrique de distribution publique basse tension et MT/BT (35 % du marché français). Particulièrement attachée à poursuivre son avance technique, elle recherche, pour son bureau d'études (20 personnes), un ingénieur électro-technicien. Rendant compte au responsable du service et s'intégrant à une équipe de quatre ingénieurs, il se verra confier l'entière responsabilité d'études importantes pour la France et l'export (câbles de charges, études de matériels, recherche de technologies nouvelles). Il soutiendra certains dossiers auprès de la direction générale et les suivra jusqu'à la phase de fabrication. Ce poste s'adresse à un jeune ENSI ou équivalent pouvant justifier d'une première expérience en bureau d'études de matériel électrique. La rémunération sera essentiellement fonction des qualités et de l'expérience du candidat retenu. Le poste est basé dans une agréable ville du sud-ouest. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/T7168M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.43

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

هكذا من الامل

هكذا من الاجل

Le Monde
CADRES

Spécialiste Salles de Marchés.

La conception et le développement du premier logiciel de Salles de Marchés sur réseau de micro-ordinateurs a permis à CONCEPT S.A., leader français de l'informatique financière, de connaître une réussite considérable sur ce marché très porteur.

Afin d'assurer à notre clientèle, toujours plus nombreuse, la meilleure qualité de service, nous souhaitons renforcer notre Département "Banque" par l'intégration d'un Professionnel des Salles de Marchés.

Ce consultant expérimenté, homme de marchés ou spécialiste back-office - francs, devises ou titres - participera à la mise en place de nos logiciels chez nos clients, en amont (audit, conseil), comme en aval (formation, assistance).

La rémunération envisagée pour ce poste (basé à PARIS/QUEST), très motivante, est assortie de réelles possibilités d'évolution liées à notre dynamisme et à notre volonté d'entreprendre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. SMI à notre Conseil IRCCOM Développement, Immeuble Montréal, 3, rue du Javelot 75013 PARIS.

La discrétion la plus absolue vous est garantie.

CONCEPT
L'ESPRIT DE FINANCE

SGS QUALITEST Filiale Française du 1^{er} groupe mondial de contrôle et de certification recherche pour sa division Pétrole et Pétrochimie

L'ADJOINT COMMERCIAL du DIRECTEUR

La fonction à prédominance commerciale peut convenir à un Cadre Technico-Commercial. Une bonne connaissance et une réelle expérience des milieux pétroliers et/ou pétrochimiques, plus particulièrement dans le domaine du transport et des approvisionnements constituent un avantage certain. Le dynamisme commercial, un esprit ouvert au changement et à l'innovation seront cependant déterminants pour notre choix. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser avec CV, prétentions : Direction du Personnel

SGS QUALITEST
16 rue du Louvre - 75001 PARIS

TELERATE

Peu de sociétés peuvent se prévaloir d'un succès aussi remarquable que celui de TELERATE dans le domaine des

SERVICES D'INFORMATION FINANCIÈRE EN LIGNE

Bien soutenue par nos prestigieux partenaires, Dow Jones et Associated Press, notre croissance a été forte et régulière et nous permet de desservir 10000 abonnés avec 30000 terminaux dans le monde, parmi lesquels 1000 institutions financières et bancaires, les plus représentatives des marchés financiers nationaux et internationaux, contribuent elles-mêmes à la constitution et à la mise à jour permanente de nos données.

Pour atteindre nos objectifs très ambitieux en France, nous recherchons :

COMMERCIAUX TRÈS MOTIVÉS

qui ont déjà obtenu des résultats remarquables dans la vente, par exemple de produits informatiques ou de services de communication, ou bien qui ont acquis une grande connaissance des marchés financiers, boursiers ou boursiers, en s'inscrivant dans une carrière commerciale, et souhaitent maintenant entamer une carrière commerciale.

Les candidats idéaux ont cette double expérience et sont probablement âgés de 25 ans environ. Compte tenu de nos exigences, nous sommes prêts à leur assurer, pour objectifs atteints, un revenu annuel de :

400.000 FF

Il y a là une opportunité rare à saisir pour des candidats de talent, au moment où les déréglementations et les décloisonnements des marchés financiers en France offrent des perspectives nouvelles, et cela dans une société qui est maintenant n° 1 aux États-Unis et n° 2 en Europe. Les candidatures (lettre manuscrite + CV + photo) sont à adresser confidentiellement à : INTERFINET FRANCE
Référence AA/86 C, 128, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS

PIERRE ET VACANCES

1^{re} chaîne locale de loisirs
recherche pour la région de Savoie

UN RESPONSABLE TECHNIQUE RÉGIONAL

- Dépendant directement du Directeur Régional, il veillera à la maintenance du patrimoine qui lui sera confié (2.000 appartements répartis sur plusieurs stations de sports d'hiver), gèrera et maîtrisera les consommations d'énergie, contrôlera le budget qui lui sera attribué et encadrera une équipe technique d'une dizaine de personnes.
- Ce poste se situe dans une de nos stations et implique de fréquents déplacements dans toute la région.
- Nous souhaitons retenir un candidat capable de s'adapter aux conditions particulières de la vie en station de montagne, dynamique, de formation technique supérieure (BAC + 2), ayant une première expérience professionnelle réussie dans le domaine de la maintenance et de l'encadrement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, à :
PIERRE ET VACANCES, RÉF. AMG
54, avenue Marceau, 75008 PARIS.

VOUS AIMERIEZ RÉUSSIR

EN PROVINCE OU À L'ÉTRANGER

Vous avez de l'initiative
Devenez enseignant d'une nouvelle méthode de dessin d'art et de peinture
Formation complète + aide au démarrage assurée.
Investissement de départ vite amorti
(ouvert aux débutants sans limite d'âge)

CRÉATION ET FUTUR INTERNATIONAL
3, rue des Sources - 91400 ORSAY
Tél. : (1) 69-28-78-66

Société d'Équipement Aéronautique, recherche TECHNICIENS DUT

1. - pour son service méthode de production, étude de projet, rédaction gamme suivi de fabrication
 2. - pour son service qualité de contrôle, analyse retour et intervention qualité en clientèle.
- Expérience 2 à 5 ans service méthode ou suivi clientèle.
Adresser CV, photo et prétentions à :
BRION LEROUX
2 et 4, rue Lague-Neriton
Z.I. du Coudray
93155 Le Blanc-Mesnil Cedex.
SM Paris 16^e, TRADUCTEURS
TECHNIQUES français-anglais
audio, électronique, etc. C.V.
N° 95424 PUBLICITE ROGER
BLER, 101, rue Nivelle 75002 PARIS

INGÉNIEUR Débutant AÉRODYNAMIQUE

Nicole Tournier
94, rue St-Lazare, 9^e
Tél. : 42-88-38-74.

FUTUR DIRECTEUR COMMERCIAL POUR LA SUCCURSALE FRANÇAISE DE DISCO + SEIER EUROPE

Si vous avez une vocation commerciale/clientèle, si vous êtes organisé et ambitieux...

Contactez-nous immédiatement à notre siège en Suisse, pour négocier et étudier votre importante part de marché français de matériel pour la fabrication de semi-conducteurs (70 % de marché mondial).

RÉPONSE RAPIDE CURRICULUM VITAE EN ANGLAIS

Contact : M. M. Bak, disco + seier ag

Eulerstrasse 1, CH-8280 Kreuzlingen.
Téléphone : (19) 41-72-72-54-44.

AGENCE DE PUBLICITÉ recherche

COMPTABLE UNIQUE

Expérimentée, né-tard, pour tenue comptable commerciale.
Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à :
PRONTO J. B. rue Lagrange, 75006 PARIS.

Sté Paris 18^e, DACTYLOS
tenue comptable. Expérimentée, né-tard, pour tenue comptable commerciale. Exp. en C.V. n° 95827. PUBLICITE ROGER BLER, 101, rue Nivelle, 75002 PARIS qui transmettra.

Univ. de Compiègne

division polymères et composites
RECHERCHE

UN INGÉNIEUR

avec D.E.A. (génie mécanique option matériaux et structures. Étude du comportement mécanique de composites carbone époxy de l'aéronautique. A pourvoir mars 1987. Sm. C.V. à M. Bercowski, Université, B.P. 233, 60200 Compiègne.

LE CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE ROUEN

recherche

MASSEURS KINÉSITHÉRAPEUTES

Les personnes intéressées adresseront leur C.V. à la DIRECTION DES PERSONNELS DU CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE ROUEN
1, rue de Gisors
76031 Rouen Cedex.

SOCIÉTÉ SITUÉE À CARROS PRES DE NICE

COMPTABLE CONFIRMÉ(E)

Titulaire du B.T.S., ayant environ trentaine et expérience au niveau pratique, mariage idéal.
Ecrire sous le n° 8.138
LE MONDE PUBLICITE
8, rue de Montesson, Paris-7^e.

Saunier Duval eau chaude chauffage

Unissons nos énergies et nos méthodes.

Chauffières, chauffe-eaux, chauffe-cuis : plus de 2 000 appareils sortent chaque jour de notre usine de Nantes et sont expédiés dans le monde entier. 1 400 personnes travaillent dans cet établissement moderne et compétitif, en permanente évolution, à l'image du Groupe dont il fait partie : Saint-Gobain.

Nous vous proposons de prendre la tête du bureau des individus, composé d'une quinzaine de techniciens bien rodés. Professionnel(le) expérimenté, diplômé ENSI, ENI, ou équivalent, vous avez une pratique opérationnelle de tout ou partie des métiers suivants : découpage-emboutissage, injection plastique, chaudronnerie fine de cuivre, traitements de surface, montage, assemblage.

Votre mission ? Concevoir les gammes de fabrication et les outillages, implanter les machines et organiser les lignes d'assemblage en poursuivant notre politique d'élargissement des tâches et de fonctionnement des équipes en groupes autonomes. Fonction chauffière, au carrefour des différents services, qui exige compétence et goût du travail en équipe. Pour un premier contact, adressez votre dossier complet sous référence 652 552 M à notre conseil SIRCA, 64 rue La Boétie, 75008 Paris, en précisant votre rémunération actuelle. Les entretiens auront lieu à Nantes et à Paris.

SIRCA

Membre de Syntec

UN CONSULTANT JUNIOR POUR UN METIER D'AVENIR...

Filiale de l'une des premières SSI françaises, notre activité (recrutement et formation) s'adresse au Groupe UNILOG, (650 p.) dont nous faisons partie, et à une clientèle extérieure... Notre équipe, en pleine croissance, cherche un jeune consultant : il sera l'interlocuteur privilégié du Groupe, il définira lui-même avec les opérationnels leurs besoins en recrutement (ingénieurs débutants et expérimentés), lancera les opérations auprès du public (rédaction des annonces presse) et des écoles, assurera la sélection des candidats. Il saura jouer un rôle de conseil à la décision auprès de ses interlocuteurs.

Responsable à part entière de son activité, il bénéficiera d'une large autonomie... et d'une solide infrastructure administrative et informatique.

Vous êtes passionnés de gestion humaine, votre formation (Psychologie, ESC option gestion humaine, ...) s'associe à une première expérience de recrutement. Nous serons heureux de vous rencontrer et de vous accueillir dans notre équipe, et vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous références M022. A

UNILOG Ethnos

9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS, secteur de STANIS LAMARTINE

Nous sommes un important

Groupe d'Assurances

du Secteur Privé

- Vous êtes un jeune diplômé d'Études Supérieures (Bac+5, ESCA, ...)
 - Vous souhaitez mettre en valeur vos qualités de créativité, de tonicité. Vous aimez animer une équipe.
 - Vous espérez à être autonome dans votre vie professionnelle, en charge d'un secteur de production et responsable de ses résultats.
- Rejoignez-nous et devenez l'un de nos

Inspecteurs

Après 2 années de formation (rémunérée) théorique et pratique, nous vous confierons une circonscription et l'animation d'une douzaine d'agents généraux.

Votre rémunération sera motivante et votre évolution professionnelle sanctionnera votre réussite.

Adresser CV détaillé s/réf. 572/03M à
FRANCE CADRES
22, rue Saint-Augustin 75002 Paris
qui vous garantira le plus strict anonymat.

**France
Cadres**

Sté DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL DE MANUTENTION GRANDE MARQUE

recherche

CADRES

PROFIL MARKETING

pour postes chefs d'Agence ou filiale avec responsabilité objectifs commerciaux, financiers, humains

Esprit d'entreprise, sens des responsabilités, expérience de la direction d'une équipe de 10/15 personnes sont demandés.

Spécialistes en chartes éditoriales et/ou services après-vente sont très souhaités.

postes en Bretagne, Vendée et région parisienne

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à :
B. DUMORTIER
9, quai de l'Industrie
91200 ATHIS-MONS

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA SÉCURITÉ BANCAIRE ET PRIVÉE RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUE :

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- Homme de terrain, 35/40 ans, capable de développer commercialement les ventes de produits de sécurité électronique et de télécommunication, de réaliser et gérer son CA annuel et d'assurer la gestion complète du client (études, réalisations, maintenance).
- Poste basé à TOULOUSE et à assurer immédiatement.
- De formation micro-électronique, une expérience d'un minimum 5 ans dans une société spécialisée (CERBERUS, GUINARD, TRINDEL, CHUBB) serait appréciée.

Adresser CV détaillé avec prétentions, lettre manuscrite et photo : SECRO SA Service Emploi formation, Madame PIGNAN, 28, port Saint-Sauveur, 31400 TOULOUSE.

Jeune assistant(e) les formations juridiques (droit des affaires, droit des sociétés) pour intégrer bureau de Paris d'une société internationale de publicité/réclames Publicitaires et assister son Directeur général dans le domaine juridique.
Envoyer C.V. avec photo et prétentions à :
Madame Lilien de Ribier
22, av. Pierre 1^{er} de Serbie
Paris 16^e.

Recherches CONSULTANTS FORMATEURS

Généraliste d'entreprise informatique, R.H. (management) Les candidatures sont à adresser sous n° 8.144 M
Le Monde Publicité
8, rue de Montesson, Paris-7^e.

Habitué normand, recherche JOURNALISTE DACTYLO

Ecrire sous le n° 8.140
LE MONDE PUBLICITE
8, rue de Montesson, Paris-7^e.

Association « Les Amis du Cinéma » recherche

ANIMATEUR PROGRAMMATEUR (soirée temps)
Salle art et spectacle - Env. C.V. photo et petit. Ordre Chronique 75000 URGENT - Tél. 78-97-31-49

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

UNIVERS DE
LA GESTION

ADVANCED MICRO DEVICES
L'un des leaders mondiaux
en circuits intégrés

RECHERCHE

2 TECHNICO-COMMERCEAUX

Vous avez :
UNE FORMATION TECHNIQUE NIVEAU
INGENIEUR ELECTRONICIEN.
UNE EXPERIENCE REUSSIE DE 2 A 3 ANS
DANS LA VENTE DE SEMICONDUCTEURS
ET/OU CIRCUITS INTEGRES.
UNE BONNE CONNAISSANCE
DE L'ANGLAIS ECRIT ET PARLE.

Salaire composé d'un fixe et d'une commission.
Voiture de fonction. Lieu de travail à Rungis (94).
Postes à pourvoir le plus rapidement possible.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à :
Advanced Micro Devices
SILIC 314 - 74, rue d'Arceuil - 94588 RUNGIS CEDEX

RESPONSABLE EXPORT ITALIE

**Filiale d'un très important groupe spécialisé
dans le domaine de la santé**

Nous fabriquons et commercialisons dans le monde entier des produits de haute
technologie destinés à un secteur médical et en particulier à la médecine dentaire.

Notre société, d'un effectif de 160 personnes (180 MF de C.A.)
exporte plus de 65 % de sa production
possible 4 filiales à l'étranger (RFA, USA, Espagne, Japon)
et à un taux de croissance de 30 à 40 % par an.

Dans le cadre d'une politique de consolidation de nos marchés
et de diversification de notre clientèle
nous recherchons ce nouveau collaborateur
rattaché au Directeur du Développement International
et bénéficiant d'une grande autonomie d'action.

Celui-ci aura pour mission de dynamiser nos agents et clients existants,
d'introduire nos nouveaux produits, de prospecter de nouveaux marchés dans le
cadre de notre politique de diversification, de trouver de nouveaux agents et/ou
clients, de proposer et de conclure la politique marketing à court et moyen terme.
Ce poste doit motiver un homme de terrain, âgé au minimum de 28 ans,
idéalement diplômé de l'enseignement supérieur, pouvant justifier d'une
expérience commerciale, si possible à l'export, voire en Italie.

ce qui serait un plus.

La pratique courante de l'anglais et surtout de l'italien est très fortement
souhaitée.

La réussite dans ces fonctions implique un tempérament de battant et une
grande disponibilité à un bon esprit d'équipe et un sens aigu
de la négociation.

Les conditions offertes et les réelles perspectives d'évolution seront de nature à
intéresser et convaincre des personnalités de valeur.

Le poste est basé à BORDEAUX.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo et rémunération actuelle à :
SATLEC S.A. - A l'attention de M. PUCET
Z.I. de Phare - B.P. 216 - 33708 MÉRIGNAC CEDEX.

E.N.S.M. Nantes

DÉLÉGUÉ (E)

pour participation à la gestion
et à la promotion de concours
des E.N.S.M.

• Niveau : maîtrise ou plus.
• Salaire : grille C.A.P.

• Lieu de travail : Paris ou
déplacement en fonction.
Qualités requises :
• Antécédents
• Personne de contact

• sera développé
de la gestion administrative.
Disponible :
fin mars 1987.

Envoyer lettre manuscrite +
C.V. + références à l'ENSM,
1, rue de la Noë, 44072 Nantes.
Cédez. CC. Avant le 14 février.

**L'Office public
départemental d'I.M.
de la Haute-Savoie
Annecy**
(2, rue Miro-Lacroix)

RECRUTE

par mutation, détache-
ment, ou sur titre, son chef
de service, pour le soin du
département construction.

Son profil : Le candidat sera
de préférence un architecte
D.P.L.G. environ 30 ans, ayant
des connaissances en économie
et urbanisme. Une expérience
informatique est vivement sou-
haitée.

Son poste : Il sera chargé
d'effectuer les études de faisabi-
lité pour les opérations
futurs de l'organisme (locali-
tation, occupation et autres).

• de manager son équipe de
moniteur d'opération et les
travaux extérieurs pour
la mise au point des dossiers
de financement, en respect
avec les programmations.

• de transmettre au service tra-
vaux l'ensemble des dossiers
de leur financement.

Les candidats doivent consti-
tuer un dossier de candidature
comportant :

• 1 curriculum vitae manus-
crit détaillé.
• 1 copie du diplôme.
• 1 photo d'identité.

A adresser au directeur de
l'OPCHM
(Adresse ci-dessus).

**CAISSE NATIONALE
D'ASSURANCE MALADIE
DES TRAVAILLEURS
NON SALARIÉS**
recrute pour son
SERVICE INSPECTION

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prét. à : M. 1001,
LTA antenne St-Lazare
31, rue de l'Arceuil
75008 PARIS qui transmet.

CAISSE NATIONALE
D'ASSURANCE MALADIE
DES TRAVAILLEURS
NON SALARIÉS

recrute pour son
SERVICE INSPECTION

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prét. à : M. 1001,
LTA antenne St-Lazare
31, rue de l'Arceuil
75008 PARIS qui transmet.

Association de gestion et
promotion de la formation

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prét. à : M. 1001,
LTA antenne St-Lazare
31, rue de l'Arceuil
75008 PARIS qui transmet.

Association de gestion et
promotion de la formation

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prét. à : M. 1001,
LTA antenne St-Lazare
31, rue de l'Arceuil
75008 PARIS qui transmet.

Association de gestion et
promotion de la formation

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prét. à : M. 1001,
LTA antenne St-Lazare
31, rue de l'Arceuil
75008 PARIS qui transmet.

Association de gestion et
promotion de la formation

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prét. à : M. 1001,
LTA antenne St-Lazare
31, rue de l'Arceuil
75008 PARIS qui transmet.

Association de gestion et
promotion de la formation

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prét. à : M. 1001,
LTA antenne St-Lazare
31, rue de l'Arceuil
75008 PARIS qui transmet.

Association de gestion et
promotion de la formation

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prét. à : M. 1001,
LTA antenne St-Lazare
31, rue de l'Arceuil
75008 PARIS qui transmet.

Association de gestion et
promotion de la formation

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prét. à : M. 1001,
LTA antenne St-Lazare
31, rue de l'Arceuil
75008 PARIS qui transmet.

Association de gestion et
promotion de la formation

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prét. à : M. 1001,
LTA antenne St-Lazare
31, rue de l'Arceuil
75008 PARIS qui transmet.

Association de gestion et
promotion de la formation

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV,
photo et prét. à : M. 1001,
LTA antenne St-Lazare
31, rue de l'Arceuil
75008 PARIS qui transmet.

Association de gestion et
promotion de la formation

CADRES

EST DEMANDÉ :
• maîtrise en droit ou
sciences éco et compta-
bles compt. souhaitées.

**INSTITUT SUPÉRIEUR
DES AFFAIRES
CADRE
ADMINISTRATIF**

Chargé de marketing, de la
communication et des relations
extérieures

FORMATION :
• écoles sup. de gestion ;
• sciences Po ;
• anglais courant indispensable,
B/B ans expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et
prétentions à :
CENTRE HEC - IBSA
Service du Personnel
1, rue de la République
75001 PARIS - 01 47 78 10 10

**LE CONSEIL GÉNÉRAL
DU VAL D'OISE**

UN ANIMATEUR (H. ou F.)
pour son service départemental
d'archéologie

PROFIL DU POSTE :
Accueil du public
et des groupes, fabrication,
présentation et animation
des expositions.
Les candidats doivent être
titulaires d'un diplôme
de second cycle en Histoire
de l'art et archéologie.

Adresser lettre, C.V., détail
et diplôme avant le 18 février
1987, au conseil général
du Val d'Oise, direction
du personnel et de l'action
sociale, bureau du recrutement
et de la formation 2, LE CAMPUS
96032 Cergy-Pontoise Cedex.

VILLE DE VERSAILLES

recrute un

CHARGÉ D'INFORMATION

pour son service de
la communication et
des affaires culturelles.
Il sera chargé, sous
l'autorité du Directeur,
de collaborer à la collecti-
on et à la mise en forme et à
la diffusion des différents
documents : grande presse,
mensuel publié par la Ville,
minutai, radio locale, etc.

Un diplôme de l'enseignement
supérieur (école de journalisme,
CELSA ou autre) est nécessaire.
Une expérience professionnelle
dans un service de communication
et une aptitude certaine à la
rédaction sont exigées.

Rémunération : 6 800 F net/mois
adresser lettre manuscrite
+ C.V. à M. le Maire de
Versailles - Hôtel de Ville,
BP 1144, 78011 Versailles Cedex.

« Allonger » notre processus prévisionnel...
Prendre position sur les places financières...

Nous sommes une Société (617 M de F. + de 800 personnes) du secteur de la Chimie Fine et de la Pharmacie qui a quintuplé en
six ans son C.A. et triplé ses effectifs ! Tout va bien, merci ! Il n'empêche que notre Directeur Financier souhaite s'adjoindre un

Chef de service trésorerie

qui puisse donner une nouvelle dimension à cette activité. En effet, à la tête d'une petite équipe, il aura à concevoir, bâtir et met-
tre en place des outils et des tableaux de bord qui permettront d'affiner à CT et MT la prévision. Cette « veille attentive » de
notre situation financière nous permettra de renforcer le « haut du bilan » et nous mettra en condition favorable pour... aller plus
loin !
Jeune ESCA, ISG, etc., vous êtes un numéro deux plein de promesses ! Venez prendre en mains notre Service TRÉSORERIE !
A bientôt !
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/CST/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

DIRECTEURS OU SOUS-DIRECTEURS D'AGENCE

4 agences de la Banque Populaire attendent la nouvelle vague...



La Banque Populaire de la Côte d'Azur, c'est la banque de la nouvelle
Méditerranée, une banque qui innove en permanence pour progresser avec
sa région : 3 nouvelles agences en 86, 3 autres en 87.
Une grande banque régionale (60 agences, plus de 1000 collaborateurs)
qui, sur place, rassemble compétence et pouvoir de décision.
En devenant Directeur ou Sous-Directeur de l'une de nos agences à
NICE, TOULON, DIGNÉ ou ST-RAPHAËL, vous aurez l'opportunité d'y
exprimer votre efficacité, vos talents de gestionnaire et de « patron ».
Ces structures ont un fort potentiel de développement vers une clientèle de PME
et de particuliers haut de gamme.
Autonome, vous donnerez une impulsion à votre agence pour lui faire dépasser
la croissance du marché, alors, vous toucherez une prime pouvant représenter
jusqu'à 15 à 20 % de votre rémunération de base.
Une formation supérieure, une expérience de 3 à 5 ans en agence ou dans ce
type de fonction, une compétence prouvée dans les produits financiers sont indis-
pensables. La pratique de l'anglais et éventuellement de l'italien serait un atout.
Vous faites partie de la nouvelle vague d'entrepreneurs qui ont la tête sur les
épaules et des ambitions à revendre ? Prenez contact avec nous en écrivant à
Régis Chevalier, Dépt. Hommes et Structures, Chambre Syndicale des Banques
Populaires, 131 avenue de Wagram 75017 Paris.

**Bank Populaire
de la Côte d'Azur**

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

DIRECTION des COMPTABILITES du GROUPE

Prendre la responsabilité des consolidations

METROPOLE LILLOISE

Auchan

A ce titre, vous évoluerez dans un contexte
permettant un large développement person-
nel. Vous exercerez deux responsabilités
principales :
- l'élaboration du reporting trimestriel des
bilans,
- la consolidation des comptabilités de la
société mère.
Ce poste de haut niveau s'adresse à un can-
didat de 30 ans environ possédant un DECS
et certifiant supérieur, pouvant justifier
d'une expérience probante de 3 ans dans une
fonction similaire au sein d'un cabinet
d'audit ou d'une direction financière d'un
groupe important et ayant déjà pratiqué la
fonction.
Vous avez un goût prononcé pour l'utili-
sation d'outils informatiques pointus.
La rémunération comprend un intéresse-
ment aux résultats de l'entreprise.
Adresser votre dossier de candidature sous
réf. DC/M (C.V., photo, prétentions) à
Françoise POITOU - AUCHAN - 18, ave-
nue de Flandres - 59170 CROIX.
Nous vous assurons une totale confi-
dentialité.

Le Monde

Avec 900 millions de Chiffre d'Affaires, des ventes Presse et Publicité en hausse,
une diversification des produits et 1000 personnes, notre Journal construit son
avenir d'entreprise performante dans le monde des médias. La Direction Finan-
cière recherche un

Professionnel de la comptabilité pour assister le contrôleur de gestion

En collaboration étroite avec le Contrôleur de Gestion et le Directeur de la
Comptabilité, vous participerez à l'élaboration et la mise au point des systèmes
de gestion, de la comptabilité analytique aux tableaux de bord. A partir de ces nou-
veaux outils et systèmes, vous rédigerez l'ensemble des procédures qui présen-
teront aux nouvelles méthodes de travail des équipes comptables - une quinzaine
de personnes - dont vous assurerez la formation. Le succès dans cette mission doit
naturellement vous faire évoluer vers l'animation et l'encadrement du Service
Comptabilité. Pour ce poste aux responsabilités évolutives, nous souhaitons ren-
contrer des professionnels de la comptabilité possédant au moins 5 ans d'expé-
rience avec éventuellement un passage en cabinet d'Audit. Avec une formation
Ecole de Commerce ou de Gestion et le DECS, nous apprécierions une spéciali-
sation en organisation. Ces responsabilités font appel à la rigueur et à l'ima-
gination qu'à la souplesse et à la ténacité. Nous parlerons ensemble de votre
rémunération et de votre évolution dans notre structure.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil,
10, rue du Collège - 75008 PARIS, sous la réf. 306.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

هكذا من الاجل

حزب من الاحل

UNIVERS DE LA GESTION



BRISTOL-MYERS S.A.

Développer la Fonction Planning Financier Paris

Filiale d'un des premiers groupes pharmaceutiques internationaux, (1 milliard de F de CA, 1000 pers.), plusieurs sociétés et laboratoires, un centre international de recherche ultra moderne, composent notre groupe en France.

La Direction Financière se renforce actuellement dans le cadre d'une croissance soutenue et crée la fonction :

Directeur Financial Planning et Business Analysis

En étroite collaboration avec le Directeur Financier et les directeurs opérationnels et dans le cadre de la stratégie définie par le groupe, le candidat aura pour mission de :

- mettre en place et animer le planning financier et « business analysis » comme véritable instrument de gestion, « coordonner l'élaboration des objectifs, budgets et prévisions financières », effectuer l'analyse des performances par rapport aux objectifs, « mettre en place un reporting financier interne ainsi que des procédures et mesures à prendre pour définir les indicateurs de gestion.

Le candidat retenu sera de formation supérieure, Grande Ecole de gestion, option finances, ou MBA, maîtrisant, après plusieurs années d'expérience, le processus du contrôle de gestion et du planning financier au sein de sociétés ou groupes anglo-saxons. Des qualités relationnelles importantes ainsi que des capacités de conception, d'analyse et de synthèse sont indispensables. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à TEG, en précisant la référence 61302 M

TEG
113, rue de
l'Université
75007
PARIS



Auditeurs Internes

Un organisme financier international recherche des auditeurs ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise en cabinet anglo-saxon ou banque. Formation supérieure + anglais indispensable. Postes évolutifs en France ou à l'étranger. (Réf. M61402 NM).

Trésorier Francs et Devises

Un important groupe tertiaire à vocation internationale recherche un jeune trésorier. Grande Ecole + 5 à 7 ans d'expérience, connaissance des nouveaux instruments. Anglais impératif. Poste évolutif. (Réf. M61502 NM).

Responsable Comptabilité Générale Banque

Prise en charge de l'ensemble de la comptabilité générale dans un groupe international en fort développement. 30 ans minimum, expérience de la fonction en environnement bancaire anglo-saxon. (Réf. M 61602 NM)

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à TEG, en précisant la référence du poste choisi.

TEG
113 rue de
l'Université
75007
PARIS



Nous sommes un des leaders internationaux dans le domaine du «high tech». Pour assurer le développement de notre filiale française (95 MF, 50 personnes, croissance annuelle de 20%) dans un contexte de gestion participatif et performant nous recherchons

Un Directeur Financier et Administratif (Les Ulis 91)

Collaborateur direct du Directeur Général et solide interlocuteur de l'international, vous êtes chargé d'organiser et d'optimiser les moyens financiers, comptables et informatiques de la société pour soutenir notre progression constante; comptabilité générale et analytique, contrôle du crédit et recouvrement, reporting mensuel, fiscalité, contrôle budgétaire et analyse des résultats, cash management, administration des ventes...

Outre une formation supérieure en finance - comptabilité (plus DECS), vous apportez une expérience professionnelle solide des systèmes de gestion anglo-saxons, de l'informatique, ainsi que la souplesse et la fermeté nécessaires pour vous imposer dans la fonction. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. A la rémunération motivante, s'ajoute une voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à TEG, en précisant la référence RVR61202M.

TEG
113 rue de
l'Université
75007
PARIS



Responsable Comptable et Administratif...

En milieu anglo-saxon

Franches 240 KF env.

Nous sommes la filiale française (37 MF) d'un important groupe US, ayant acquis une position dominante dans le domaine des automates d'emballages, de pesage, d'ensachage, de haute technicité destinés aux industries chimiques, alimentaires, etc... Nous renforçons notre structure actuellement et recherchons le Responsable de toutes les opérations comptables et administratives.

Interlocuteur permanent et avisé du siège Européen en RFA, il organise et améliore les systèmes comptables (général, clients), prépare le reporting mensuel, les déclarations fiscales et sociales, assure la trésorerie, veille à la bonne application des procédures internes, développe notre outil informatique de gestion.

Fortement impliqué dans les opérations quotidiennes, organisé et méthodique, le/la candidat(e) dispose d'une solide formation comptable, DECS ou équivalent et justifie d'une expérience similaire d'au moins 4/5 ans en cabinet d'Audit ou en entreprise pratiquant les méthodes de gestion anglo-saxonnes. Les contacts fréquents avec l'étranger nécessitent la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé photo et salaire actuel à TEG, en précisant la référence RVR 61102 M.

TEG
113 rue de
l'Université
75007
PARIS



Crédit Management et Trésorerie

Filiale Groupe International

200/220 KF

A 28 ans environ, diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion, votre première expérience réussie dans l'une ou l'autre de ces fonctions acquise en milieu industriel anglo-saxon est indispensable. La pratique courante de l'anglais est souhaitée et vous permettra d'être l'Adjoint du Directeur Financier.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 61602 à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

TEG
113 rue de
l'Université
75007
PARIS



Littoral Normand

Une importante société industrielle filiale d'un groupe chimique international recherche son

Contrôleur Financier

Rattaché au Directeur Financier et assisté d'une équipe de 11 personnes, il prendra la responsabilité de la comptabilité, du reporting, du contrôle de gestion et de la trésorerie dans un environnement informatique performant.

Doté d'une formation supérieure + DECS, il a une expérience confirmée des méthodes de gestion anglo-saxonnes et son anglais est opérationnel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 61702 B à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

TEG
113 rue de
l'Université
75007
PARIS



BRIVE : "le riant portail du midi"
pour un jeune contrôleur de gestion
200 000 F

Vous avez une formation supérieure, ESCAE et le DECS.
Vous communiquez sans aucun problème en anglais.
Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans le monde industriel, avec si possible une première approche des relations bancaires et des techniques de gestion anglo-saxonnes.

Vous serez responsable de la mise en place progressive des techniques de gestion moderne, en assurant la fonction classique de "contrôler" : comptabilité, trésorerie, informatique de gestion, budgets, plans.

Le contexte particulier de l'entreprise implique de fortes capacités relationnelles pour réussir les transformations souhaitées.

Nous sommes une PMI performante installée à Brive : "le riant portail du midi" qui conçoit, fabrique et vend des produits industriels (mécanique de précision) de haute qualité. Nous venons de rejoindre un important groupe international et nous avons l'ambition de nous développer.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier sous réf. 5019 M à Roland Gardeux, Sérifo, 47 bis, avenue Bosquet, 75007 PARIS.

SERIFO
Membre de Serifo

PME en forte croissance
sur le plan national et international dans le secteur des biens d'équipement industriels, recherche son

FUTUR DIRECTEUR FINANCIER

28/30 ans : diplômé ESCAE ou DECS 4 ans d'expérience dans la gestion au niveau national et international, anglais bien maîtrisé. Connaissance de l'informatique. Faculté d'intégration dans une petite équipe de direction très personnalisée. Salaire évolutif.

Points forts à retenir :
Adresser CV et photo à notre Conseil
POB/Parc Coeur Nord
Bat. 54, avenue Kennedy
33700 MERIGNAC

Nous sommes une société étrangère de premier niveau.
Nous poursuivons notre développement en France, en créant une filiale de commercialisation de produits HIFI, son, télé, radio et recherchons pour le siège social situé à PARIS NORD II

CHEF COMPTABLE

Age d'environ 30 à 40 ans, vous prendrez en charge :

- la mise en place puis la supervision de la comptabilité,
- l'établissement des déclarations fiscales, sociales et du bilan,
- la mise en place d'états financiers trimestriels puis mensuels,
- la création d'un tableau de bord,
- le suivi de la gestion de trésorerie,
- les relations avec la maison mère.

De formation DECS vous assurez cette fonction dans une société en relation avec l'étranger, où vous avez acquis une expérience de 3 ans minimum en cabinet.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience. Nous étudierons avec soin votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références) que vous adresserez sous réf. 20031 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ

LA MAISON DE VALERIE
Région Centre

Nous sommes une société de vente par correspondance en pleine expansion.

Nous recherchons

chargé d'études MF

pour notre service **ETUDES MARKETING**

Les candidats devront être de formation ESC, maîtrise ou équivalent (option économétrie ou statistiques) et posséder une expérience professionnelle dans la VPC de 2 ans minimum, la connaissance du logiciel «Clotilde» sera appréciée.

Merci d'envoyer c.v., photo et prétentions sous référence 4169 à MV SERVICES, Boîte Postale 4, 41353 VINEUIL CEDEX.

AVANT D'ENVOYER

Importante Société (900 personnes), filiale du Groupe GENEST ENTREPRISES (CA 2 milliards de F)
aux activités diversifiées dans les TRAVAUX PUBLICS et l'INDUSTRIE, recherche

RESPONSABLE COMPTABILITE-GESTION

pour seconder et succéder ensuite à l'actuel titulaire du poste dans l'animation d'un service de 10 personnes, chargé des comptabilités générale, analytique et de la gestion.

Dans un premier temps, il dirigera le groupe de gestion des chantiers en participation.

De formation niveau D.E.C.S., il a une bonne expérience de l'animation d'un service comptable et d'une gestion informatisée de préférence dans le secteur B.T.P.

Lieu de travail : VIRY CHATILLON (91).

Merci d'écrire avec C.V. détaillé, en précisant la rémunération actuelle sous référence 793 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

JEAN LEFEBVRE
travaille pour vous

recherche pour sa

DIRECTION COMPTABLE
CADRE HAUT NIVEAU

De formation supérieure, et titulaire du DECS, il doit posséder une expérience de quelques années, soit en entreprise, soit en cabinet d'audit.

Le candidat retenu se verra confier des fonctions rapidement évolutives auprès du Directeur de la Comptabilité.

Lieu de travail : Neuilly sur Seine.

Adresser c.v., photo et prétentions à la Direction du Personnel, ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE, 11 boulevard Jean Mermoz, B.P. 139, 92202 Neuilly sur Seine.

UNIVERS DE LA GESTION

REPRODUCTION INTERDITE

Les Laboratoires SMITH KLINE & FRENCH

Filière du Groupe SMITHKLINE BECKMAN
35.000 personnes - 5.740 millions de dollars de CA, souhaitent s'adjointre

RESPONSABLE LOGISTIQUE

Pour coordonner à un stade élevé les opérations

ACHATS

ORDONNANCEMENT

EXPORT

Rattaché au Directeur Technique, il gère les niveaux et les coûts optima des stocks. Son activité s'étend de la gestion générale des stocks, à l'ordonnement central de la production et à l'administration commerciale Export qui représente le tiers du Chiffre d'Affaires. Dirigeant une équipe spécialisée d'une quinzaine de personnes, il assure un lien fonctionnel permanent avec tous les Services du Siège concernés et les Usines de LIMAY (78) et PESSAC (33).
PROFIL : la connaissance des stocks, des problèmes de production, de l'Export, est requise. Ce poste convient de préférence à un Diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce, Gestion, Approvisionnement, etc., avec une bonne pratique des mathématiques de la Production.
ANGLAIS et EXPERIENCE G.P.A.O. indispensables.
Lieu de travail : LA DEFENSE.
Le progression du Groupe autorise des perspectives d'évolution en fonction de la réussite dans le poste.
Ecrire avec CV, photo, desiderata à la Direction du Personnel, Bât. JPMI, Laboratoires SMITH KLINE & FRENCH 12, place de la Défense 92090 Paris la Défense Cedex 26.
Réponses et discrétion assurées.

Gérant de portefeuilles

Banque - 300/350.000 F

Cientèle privée "haut de gamme" - Une importante banque d'affaires française, réputée dans le domaine de la gestion de portefeuilles, recherche un nouveau gérant pour sa clientèle privée. Basé au siège de la banque (centre de Paris), il sera intégré à la direction financière et placée sous l'autorité immédiate du sous-directeur responsable de cette activité. Il aura pour mission de gérer un nombre important de comptes sous mandat ; très autonome dans sa gestion, il disposera en permanence de l'appui des services juridiques et fiscaux de la banque, et des positionnements bancaires et financiers privilégiés de sa clientèle pour l'ensemble de ses aspects patrimoniaux la concernant. Ce poste ne peut convenir qu'à un spécialiste de la fonction, âgé de 30 ans minimum et justifiant d'une expérience de plusieurs années de la gestion sous mandat de portefeuilles de valeurs mobilières (clientèle privée), expérience impérativement acquise au sein d'une banque, d'un établissement assimilé ou d'une charge d'agents de change. Le salaire annuel de départ pourra atteindre 350.000 francs. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R9224M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Gestionnaire de patrimoine

Banque

Marseille - Une banque d'affaires privée, filiale d'un important groupe étranger, recherche, à la suite de la promotion du titulaire, un gestionnaire de patrimoine, chargé de clientèle. Sous l'autorité du directeur de l'agence de Marseille, sa mission, de nature essentiellement commerciale, sera de suivre et développer les portefeuilles, titres et OPCVM, d'une clientèle constituée d'industriels, de professions libérales et de particuliers auprès desquels il agit en tant que conseil, de façon proche et personnalisée. La banque dispose d'une implantation solide dans la région, de produits et d'outils de gestion performants, et jouit d'une excellente image sur la place de Marseille. Ce poste conviendrait à un spécialiste du domaine, de classe V ou VI, pouvant justifier d'une expérience bancaire réussie d'environ 5 ans, et désireux d'évoluer dans une structure souple et autonome. De réelles possibilités d'évolution existent et le salaire proposé est de nature à intéresser les meilleurs professionnels. Ecrire à F. TERRIN en précisant la référence A/X5013M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

4, rue de Luchède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.36.99.90

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeurs d'agences

Banque - 200/250.000 F

Une banque réputée en région parisienne et membre d'un groupe bancaire de premier plan, recherche des directeurs d'agences. Assistés d'une équipe de 8 à 13 personnes selon les agences, ils auront pour mission de développer l'activité de leur point de vente, et d'assurer la représentation de la banque au niveau local. Ils auront la capacité à animer, motiver et faire agir une équipe. Ils géreront personnellement un portefeuille de clients dont ils seront les interlocuteurs privilégiés. Ces postes ne peuvent convenir qu'à des cadres bancaires, âgés de 28 ans minimum, diplômés de l'enseignement supérieur ou justifiant d'un niveau équivalent, ayant une expérience de direction d'agence ou d'adjoint et possédant le sens du risque bancaire. La candidature d'un exploitant confirmé, connaissant la clientèle PME - PMI pourra être examinée. Ces postes sont basés à Paris et en très proche banlieue Nord. La rémunération, de l'ordre de 200/250.000 francs pourra éventuellement être supérieure en fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9227M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé d'affaires crédit immobilier

Banque - 120/170.000 F

Une importante banque spécialisée dans les crédits immobiliers, notamment auprès des professionnels, recherche un chargé d'affaires. Basé au siège à Paris, il assurera après une période de formation, le montage complet de crédits à court terme ou à long terme, accordés aux professionnels de la construction ou de la rénovation comme aux investisseurs ou aux entreprises qui se constituent un patrimoine immobilier propre. La fonction comporte à la fois le contact avec une clientèle d'opérateurs, la mise en place et le suivi des financements de leurs projets, et l'étude d'opérations ponctuelles importantes ou complexes. Ce poste met en œuvre des compétences juridiques, fiscales et comptables. Il ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, ESC ou équivalent) justifiant d'une courte expérience dans le domaine du crédit immobilier et/ou de la banque, ou à défaut un candidat débutant pouvant faire preuve d'une réelle capacité de jugement et de contact, de rigueur d'analyse et fortement motivé. La rémunération pourra éventuellement être supérieure à 170.000 francs si l'expérience le justifie. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9226M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Directeur d'un groupe d'agences

250 KF + DREUX

Basé à DREUX, vous serez responsable d'un ensemble de 4 unités d'exploitation que vous gèrerez comme des centres de profit en développant vos clientèles et leur équipement. Agé d'environ 35 ans, votre formation supérieure, votre expérience de la direction d'agence (notamment dans une banque régionale) font de vous un homme d'entreprise aguerri. Vos qualités de manager et votre conviction mobilisent vos collaborateurs sur des objectifs ambitieux. Homme de gestion et de communication, vous serez reconnu dans le tissu économique de votre région. Votre réussite sera synonyme de promotion. Prenez l'avenir au bout du fil ! Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, au (0) 45.02.15.74. (Précisez la réf. 475).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la réf. 475 "LM", à ALLO-CARRIERES - 7h, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Banque Populaire

(0)45.02.15.74

Mexico - Chicago - Lille ou Paris ...

Contrôlez et Développez notre Gestion Comptable

Groupe de renommée internationale, nous concevons, développons et réalisons des projets, incorporant une technique très en pointe au niveau informatique, électronique et micro informatique. Nous répartissons nos activités entre Paris, Lille et nos filiales et missions à travers le monde. Nos problèmes comptables sont par conséquent intéressants et nous ne pouvons les offrir qu'à un

Audit Comptable ... très opérationnel

Développement des méthodes comptables, aides ponctuelles, gestion des clôtures, consolidation, reporting au Groupe, missions d'Audit et même votre appui en cas de création de filiales seraient les principaux volets de votre activité. Dépassant les notions de Comptabilité, d'audit ou d'organisation que vous possédez déjà, gestionnaire capable de penser à la fois en centimes et en kilofrancs, c'est un poste large que nous vous offrons. Si de surcroît vos études, un passage significatif à l'Audit, s'allient à une bonne connaissance de l'anglais vous avez de sérieux arguments pour débiter un parcours prometteur au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre résumé de carrière sous référence O/AC/M à notre Conseil Didier LESUEUR



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Soyez le garant de nos intérêts

Société de premier plan (15.000 personnes) dans le domaine des technologies de pointe, nous connaissons un développement rapide et notre ambition est de relever le défi de la concurrence internationale. Dans ce contexte où la rapidité d'action et l'efficacité sont des critères essentiels, notre

Responsable des Affaires Juridiques

Intervient sur des thèmes variés : contrats et accords de toute nature, en particulier dans les domaines technologiques et commerciaux, pré-contentieux et contentieux, assurances.

Rattaché au Directeur des Affaires Extérieures, il anime une équipe de 4 juristes internationaux expérimentés, dont un spécialiste de la propriété industrielle. Avec le support des experts techniques de la société, cette équipe conseille et assiste dans leurs négociations l'ensemble des unités et filiales (françaises et étrangères) de l'entreprise.

Le candidat idéal pour ces fonctions de haut niveau est titulaire d'un DEA de droit des affaires + MBA ou équivalent. Il justifie d'une expérience professionnelle de 8 ans environ au sein d'un cabinet international et d'une entreprise du secteur industriel dans une fonction proche. Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 616M à CURRICULUM, «L'Atelier» 6, Passage Lothaire 75018 PARIS.

5524 من الامم

حزب من الاحل

UNIVERS DE LA GESTION

Ingénieurs mécaniciens - Ingénieurs chimistes Valorisez, chez nous, votre première expérience.

Nous sommes, avec 3 700 personnes et 2,2 milliards de CA, l'importante filiale d'un Groupe Multinational.

Notre Centre Technique et nos 3 unités de production sont les lieux où se concrétisent nos priorités : innovation, automatisation, maîtrise de la qualité.

Nos produits - très techniques - sont réputés pour leurs performances et notre part de marchés s'accroît : nous avons besoin, aujourd'hui, des Ingénieurs qui seront nos « managers » de demain.

Chargé, dans un premier temps, de missions techniques, vous prendrez ensuite de véritables responsabilités opérationnelles en DEVELOPPEMENT ou INDUSTRIALISATION : vous concevez de nouveaux produits, définissez des procédés de fabrication ou - pourquoi pas - assurez l'encadrement d'équipes de production...

Vous, Ingénieur MECANICIEN (Centrale, AM, INSA...) ou CHIMISTE (PC, ENSIC...) votre première expérience industrielle vous détermine maintenant à décider, gérer, animer... Alors vous détenez les atouts de votre évolution.

Rejoignez nous - d'abord à notre Centre Technique situé dans l'Est de la France - en adressant votre dossier à notre Conseil SEFOP, sous la référence PK 248 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec.

Gestion des Fonds Communs de Placement, un jeune financier motivé.

Les marchés financiers vous passionnent. Et pas seulement parce qu'ils sont à la mode. Diplômé(e) Actuaire, Sup de Co, Sciences Po... vous évoluez depuis 1 à 2 années au sein d'une banque, d'une compagnie d'assurances, d'une société de gestion, et êtes déjà un peu rodé à la gestion financière et notamment à la gestion obligataire.

Filiale d'un très important organisme financier, nous gérons des fonds créés dans le cadre de plans d'épargne entreprise ou de fonds de participation des salariés, ainsi que des portefeuilles court terme pour le compte d'institutions diverses et d'entreprises. Un marché particulièrement porteur : notre objectif est de doubler le montant de nos actifs dans les 3 ans à venir !

Aussi souhaitons-nous renforcer notre équipe par un jeune collaborateur ouvert et polyvalent, s'intéressant aussi bien au marché des obligations qu'à celui des actions, capable d'assister efficacement le Directeur Général pour la gestion financière et de participer au reporting de la gestion auprès des clients. Pour un premier contact, écrivez sous référence 650513 M aux consultants du Cabinet SIRCA, 64 rue La Boétie - 75008 PARIS, en joignant votre CV et en précisant votre rémunération actuelle. Le poste est situé à Paris.



Sirca

Membre de Syntec

BANQUE PRIVEE DE DEPOTS (540 PERS.), FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER PUissant NOUS RECHERCHONS

Sous directeur de succursale LORIENT

Votre mission : secondar le Directeur dans l'administration et la gestion de l'unité économique : développement commercial, analyse et suivi des engagements, animation des équipes. A 35 ans environ, de formation supérieure (ESIC, IES ou équivalent), vous possédez une expérience de 5 ans minimum en exploitation bancaire dont 3 à des postes de direction.

Exploitants entreprises LA ROCHELLE - NICE - ORLÈANS

Votre mission : développer et suivre une clientèle d'entreprises et d'Associations. Diplômé ESC ou Sciences Eco vous avez une expérience de 2 à 5 ans en tant que chargé de clientèle.

Pour ces postes, de réelles perspectives d'évolution seront offertes à des commerciaux percutants et ayant une solide maîtrise de l'analyse financière.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prêt), en précisant la réf. 4818/LM ainsi que le poste et la région choisie, à

MEDIA BA, 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Gérant de portefeuille à la BFCM, à Strasbourg, et pourquoi pas ?

D'abord parce que STRASBOURG est une ville universitaire et européenne, riche en ressources historiques et culturelles au sein d'une région accueillante, offrant un cadre de vie de qualité.

Ensuite parce que la BFCM est le tout premier établissement bancaire de l'Est, l'un des très rares à intervenir sur les marchés financiers et à faire de la gestion, qu'elle a une réelle volonté d'expansion et s'en donne les moyens.

Enfin parce que l'un des deux postes offerts est celui d'un professionnel confirmé, qu'il a une dimension importante de communication avec la clientèle institutionnelle qu'il faut gérer et faire vivre, et que l'autre poste peut s'adresser à un débutant.

Et qu'en conséquence, vous avez toutes chances chez nous de vous épanouir pour peu que vous ayez une très bonne formation économique, une compétence mathématique éprouvée, pourquoi pas un diplôme d'actuaire et pourquoi pas aussi l'anglais.

Rattaché(e) sous-directeur, à la BFCM, derrière l'institution puissante, vous verrez les hommes qui la composent et qui vous proposent de venir les rejoindre.

SEFOP est notre Conseil. Il vous en parlera dès que vous lui aurez adressé votre dossier sous référence GP 250 M. Merci.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec.

Une importante société de promotion immobilière et de gestion de patrimoine (40 000 logements), filiale d'un groupe financier, cherche pour Paris

un jeune responsable financier

180 000 F/an +

Au sein d'une équipe de gestionnaires et en relation avec les services de la société, les notaires, l'Administration, etc., vous suivez la vie d'une dizaine de SCI : gestion des associés (tenue et mise à jour des dossiers, suivi des participations, rapports de gestion), gestion financière (suivi de la trésorerie, analyses, simulations et projections financières).

Jeune diplômé d'études supérieures, vous avez quelques années d'expérience financière en entreprise ou en milieu bancaire et souhaitez exercer une responsabilité plus directe dans une unité moyenne. Vos connaissances en micro-informatique seront appréciées.

Merci d'écrire à notre consultante Mlle A. DANIEL (réf. 4967 LM).



ALEXANDRE TIC SA.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

SERVICE FINANCIER FRANCE SECTION TRÉSORERIE JEUNE DIPLOME

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

TOULOUSE

UNIVERS DE LA GESTION

REPRODUCTION INTERDITE

recherche pour sa filiale
FORCLUM
JURISTE

Ce collaborateur, ayant une maîtrise en droit des affaires, devra pouvoir justifier d'une expérience de 5 ans minimum dans une importante société.

Missions : il assistera le Chef de Service en particulier dans les secteurs suivants : contentieux général, assurances, patrimoine immobilier, contrats et marchés.

La connaissance du BTP sera un avantage. Le poste, en contrat à durée indéterminée, est à pourvoir immédiatement.

Lieu de travail basé en banlieue Nord de Paris avec déplacements fréquents sur toute la France.

Adresser votre candidature, C.V. détaillé et photo récente, sous pli F/1005/LM, à Mme JACQUOT - FOUGEROLLE - 3, avenue Morano-Saulnier - 75140 VELIZY.

Une banque de taille moyenne à capitaux étrangers recherche un

Gestionnaire de Portefeuilles

Paris FF 270.000 +

Il aura pour mission, au sein de la Direction Financière :

- de participer à l'élaboration et à la définition de la politique de placement;
- de gérer et de développer la clientèle sous mandat et les produits collectifs.

Après 4 ou 5 ans dans un poste similaire au sein d'une banque, d'une charge ou d'un établissement financier, vos compétences techniques - sur les marchés français et internationaux d'obligations et d'actions - alliées à votre profond sens commercial vous amèneront à souhaiter valoriser votre expérience en intégrant une banque à structure souple.

Contactez Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36 ou envoyez un dossier complet (CV + tél. + rém. actuelle) à Michael Page International, 19 Avenue George V - 75008 Paris en mentionnant la réf. 752.

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

La filiale française (CA FF 4 milliards) d'un important groupe américain dans le secteur de la haute technologie recherche un:

Auditeur interne

Région parisienne FF 230.000 ±

Le candidat sélectionné interviendra sur une grande variété de missions opérationnelles en France, Belgique et au Maroc et aura de nombreux contacts avec les départements commerciaux de l'entreprise.

Vous devrez avoir :

- * une formation HEC, ESSEC, ESCP ou similaire
- * une expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet d'audit important
- * une bonne connaissance des systèmes informatiques
- * un anglais courant

Des opportunités à des postes de direction sont envisageables à moyen terme.

Veillez contacter Yves Alex au (1) 40.70.00.36 ou lui envoyer un CV + rém. actuelle + tél. à Michael Page International, 19 Avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence IAM/1207.

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Relations Sociales

JEUNE CADRE

Cette Société (3 200 personnes) intégrée à l'une des branches (10 000 personnes, 10 usines) de l'un des premiers groupes industriels français est un des leaders mondiaux dans son domaine : le conditionnement de qualité.

Dans un environnement industriel "tout", la fonction relations humaines est une des fonctions majeures. Rattaché au directeur du personnel de la branche, ce cadre a pour mission d'être l'interlocuteur privilégié des usines (2) et des filiales (3) pour tous les aspects de la fonction personnel. Il agit en appui, conseil et contrôle. Il s'assure de la bonne circulation de l'information, il participe à la définition de la politique sociale et suit son application sur le terrain, il fournit une assistance aux hiérarchies pour qu'elles gèrent de la meilleure façon possible les relations du travail au sens large du terme, en intégrant en permanence les aspects économiques de la Société.

Nous souhaitons recruter un diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis une première expérience de 3 ans environ dans la fonction personnel, dans un environnement industriel. Particulièrement mobile et disponible, il devra à court terme occuper un poste de chef du personnel dans l'une des unités de production de la Branche.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 4212 BA à :

EGOR S.A.
8, rue de la Chapelle - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GRECE BRITANNIA ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

EXPERTISE COMPTABLE

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une première expérience de 2 à 4 ans dans un Cabinet d'Expertise Comptable.

Nous vous proposons de participer à la définition, l'élaboration, la mise en place et la maintenance des procédures comptables informatisées.

Pour ce faire, vous entretenez des relations avec les services fonctionnels de la banque, et devrez prendre en compte les différents aspects de la réglementation bancaire et de la normalisation comptable.

Nous vous offrons la possibilité de développer vos compétences et de saisir de nombreuses opportunités d'évolution tant dans la banque qu'au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. GS 33

Banque Indosuez
Service recrutement, carrières, formation
9 rue Louis Murat 75371 Paris Cedex 08

BANQUE INDOSUEZ
Tout un monde d'opportunités

PARIS NORD

Après l'Audit Interne Futur Responsable du Contrôle de Gestion

Groupe français de distribution de biens d'équipement grand public en pleine expansion (CA : 2 milliards de FF). Filiale d'un important groupe international figurent parmi les leaders sur son marché, renforcés par ses structures et crée le poste d'AUDITEUR INTERNE futur CONTRÔLEUR DE GESTION.

Rattaché à la Direction Générale, le candidat retenu devra, en liaison avec les Auditeurs du Groupe, définir et mettre en place le système d'audit interne, puis les procédures de contrôle de gestion. Il jouera un rôle important de conseil et d'information en matière de gestion et contrôle financier auprès de la Direction Générale.

Agé d'environ 30 ans, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Gestion et, si possible, titulaire du DECS.

Vous maîtrisez parfaitement l'allemand. Vous avez acquis une solide expérience des méthodes d'audit dans un grand Cabinet ou dans une filiale d'un groupe international et souhaitez aujourd'hui évoluer vers des responsabilités opérationnelles. Vous êtes dynamique, entreprenant, ambitieux et réalisateur. De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes dans ce groupe important aux structures légères et performantes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle) à Monique Herbel Arthur Young, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense sous la référence 7021-M.

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Secrétaire général... et chef de cabinet Paris

L'ORDRE DES GEOMETRES EXPERTS (2 000 membres) recherche son Secrétaire Général.

Véritable "plaque tournante" et "mémoire" de l'Ordre, il :

- dirige, gère, anime son siège social "La Maison du Géomètre" (6 personnes) et l'organise pour apporter le meilleur service à ses membres,
- traite tout dossier ou réalise toute étude sur des questions concernant l'Ordre ou la Profession.

Homme de confiance du Président, il est chargé, avec une large délégation de sa part, de fonctions de représentation, d'information, de suivi des travaux des organes de Direction.

40 ans environ, de formation supérieure. Homme de conseil et de relation, vous avez exercé des fonctions similaires dans des milieux proches : administration, ministère, groupement professionnel.

Patrick de BEJARRY vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, réf. 5187 LM

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : 42.27.96.49

argos
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

Responsable comptabilité et consolidation

Vous êtes chargé(e), au sein de la Direction Financière, d'une banque parisienne (3 500 personnes) de l'ensemble de la comptabilité centrale de la banque.

Vos responsabilités iront des résultats mensuels au bilan, aux déclarations fiscales ou réglementaires et à la consolidation.

Rigoureux(se) et dynamique, vous avez une formation supérieure complétée par l'expertise comptable et une expérience d'au moins 5 ans.

La connaissance de la banque est souhaitée mais n'est pas indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 2312 M à

SOURCES
108 rue Saint Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

Analystes financiers confirmés

Paris

Banque

Une très importante Banque privée recherche, en vue de renforcer son Bureau d'Etudes Financières, un analyste financier Senior et un analyste financier Junior.

A partir d'études et enquêtes personnelles très approfondies, ils auront la responsabilité d'établir des diagnostics décisionnels économiques et financiers d'entreprises, destinés aux Directions de la Banque chargées de la gestion des patrimoines, des affaires financières et des grandes entreprises, dans une triple optique boursière, "Capital-risque" et "engagements". Pour les assister, le Bureau d'Etudes mettra à leur disposition des méthodes et des moyens informatiques très élaborés.

Agés de 30 ans environ (H/F) et de formation supérieure économique et financière (BAC+4 minimum), ils auront au moins respectivement 4 et 2 ans d'expérience de l'analyse financière. D'une grande curiosité intellectuelle, ils sauront trouver les bonnes sources d'information et auront un sens aigu de l'analyse critique, de solides qualités de synthèse, et d'excellentes qualités rédactionnelles et relationnelles. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et prétentions sous la référence G011/M à Danièle FOSSAT, qui traitera votre dossier confidentiellement.

SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse
16, rue Barbès 92128 MONTROUGE CEDEX

هكذا من الاجل

هكذا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

LE GROUPE MATRA
recherche (H/F)

Spécialistes Gestion-Finances

Expérience : 3 à 5 ans dans le service Finances-Trésorerie d'une grande entreprise en matière de :

- montages et gestion de financements
- gestion d'un service trésorerie

Pratique dans les domaines suivants :

- produits nouveaux sur le marché financier
- trésorerie devises et procédures de règlements étrangers
- utilisation de l'outil micro-informatique.

Formation : HEC, ESSEC, ESC, ou maîtrise.

Lieu de travail : Paris, Région Parisienne, Province.

Adresser C.V., rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence 1394 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de Montigny 3 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA

Paris

ASSISTANT DE GESTION

Valeurs mobilières

Nous sommes une Société d'Assurances privée de premier plan, spécialisée dans la garantie des crédits inter-entreprises. Pour gérer nos actifs, nous disposons d'une équipe particulièrement performante bénéficiant d'une excellente image. Afin de poursuivre notre développement, nous souhaitons intégrer dans cette équipe, notre ASSISTANT DE GESTION.

Il dépendra du Directeur de la Gestion des valeurs mobilières et travaillera à l'aide de l'outil informatique.

Il aura pour principale mission de préparer et d'étayer la prise de décision à partir des informations disponibles sur les événements, les sociétés et les marchés. Il réalisera également, à la demande ou de sa propre initiative, des recherches ponctuelles ou fondamentales.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des candidats âgés d'environ 25 ans, diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce et justifiant d'une expérience d'analyse financière d'au moins une année, dans une banque, une compagnie d'assurances ou chez un agent de change.

L'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 37/2088 C à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
19, rue de Bern - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

GIE, Filiale des Assurances
Généralistes de France, recherche

5 JEUNES DIPLOMES

SCIENCES PO - HEC - ESCAE...

débuts ou 1^{re} expérience, intéressés par

l'informatique de gestion

pour renforcer l'équipe responsable de l'informatisation des Agents Généralistes du Groupe (1600 dont 500 Informatistes) et des Courtiers d'Assurances.

Votre mission : l'élaboration et la mise en place des systèmes informatiques relatifs à la gestion des produits d'assurances et à la gestion interne du cabinet d'assurances (comptabilité, fichier clientèle, paie, bureau d'assurance).

Nous vous proposons un travail motivant et varié : définition des besoins, organisation, formation des utilisateurs, études diverses. Intéressé(e) à la fois par des activités de terrain et d'études, vous avez un fort dynamisme, beaucoup d'autonomie, le goût des contacts variés et des déplacements (nombreux déplacements courts en province).

Venez rejoindre nos équipes en adressant votre candidature sous la réf. M 504 à GIE, service du recrutement, Tour Franklin 82081 Paris la Défense Cedex 11

GIE
Généralistes
INFORMATIQUE
ET D'EXPLOITATION

Important établissement financier situé en
Banlieue Est de Paris recherche pour renforcer
son équipe d'audit

DEUX CHEFS DE MISSION

Ils se verront confier la responsabilité des missions d'audit financier et opérationnel couvrant tous les secteurs d'activité des nombreuses sociétés du Groupe.

Diplômé de l'enseignement supérieur, à orientation finance-gestion (HEC, ESC, Expertise Comptable...), vous avez complété votre formation par une expérience minimum de trois années en cabinet ou dans un service d'Audit d'un grand Groupe (de préférence du secteur financier).

Les interventions se dérouleront aussi bien au siège qu'en Province. En fonction de vos résultats et de vos souhaits, de nombreuses possibilités de carrière vous seront offertes : évolution dans la hiérarchie de l'Audit, ouverture sur le Groupe, diversifications en finance ou en gestion.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 2346, à Média-Systèmes, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

PARIS NORD

Responsable des services comptables

Groupe français de distribution de biens d'équipement grand public en pleine expansion (C.A. 2 milliards de F), filiale d'un important groupe international figurant parmi les leaders sur son marché, renforce ses structures et recherche le RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES.

Rattaché à la Direction Générale, supervisant et animant une équipe de 25 personnes, le candidat retenu sera responsable de la paie, des comptabilités générale et analytique, du reporting de plusieurs filiales, de la consolidation et de la fiscalité pour l'ensemble du Groupe. Il devra aussi mettre en place de nouveaux systèmes informatiques de gestion pour un réseau de Franchisés.

Agé d'environ 35 ans, vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur et titulaire du DEC. Vous avez acquis une solide expérience similaire dans un groupe international et maîtrisez les outils informatiques. Doté d'une autorité naturelle, vos talents de manager sont réels, vous êtes dynamique et entreprenant. L'Allemand courant est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle) à Monique Herbet Arthur Young, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris la Défense sous la référence 7022-M.

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Société d'ingénierie, filiale d'un important groupe industriel, leader mondial dans son domaine d'activité, recherche pour l'une de ses plus importantes Directions Opérationnelles (900 MF dont 40 % à l'export)

Jeune contrôleur de gestion

Missions : rattaché au Directeur, en liaison étroite avec les Opérationnels et la Direction Financière :

- il crée, met en place les méthodes et les outils nécessaires à la réalisation du tableau de bord mensuel de la Direction.
- il élabore le budget prévisionnel, en assure le suivi, analyse les écarts.
- il réalise des synthèses qui sont à la base des recommandations qu'il propose à la Direction et permettent aux Opérationnels d'optimiser la gestion de leurs affaires.
- il conseille et supporte ces derniers dans la mise en place de nouvelles procédures de gestion et dans la décentralisation du système informatique.

Profil : ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'Ecole de Commerce : HEC, ESSEC, Sup de Co, ayant quatre à cinq ans d'expérience dans une entreprise pratiquant une gestion par affaires, de préférence à l'export.

Il implique la maîtrise de l'outil informatique (micro + tableaux) et une bonne connaissance de l'anglais. Il s'adresse à des candidats capables de concilier rigueur et créativité, fermeté, diplomatie et sens pédagogique.

Poste à pourvoir en proche banlieue Ouest.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à notre Conseil :

STANDARDATA
128, boulevard Haussmann,
75008 Paris, sous réf. 48.

Dans le cadre du développement important
de ses activités de trésorerie,
une grande banque de dépôts à Paris recherche des

Opérateurs de marchés

De formation supérieure, ayant une bonne maîtrise des mathématiques, débutants ou avec une première expérience, ils auront pour mission de développer au sein de notre équipe de trésorerie :

- le marché des créances négociables (billets de trésorerie, certificats de dépôts, bons du trésor...)
- les nouveaux instruments financiers (swaps, options, Matif...)
- le nouveau marché du jour le jour en continu.

Ils auront l'avantage d'associer la négociation avec l'élaboration de produits.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo et prétentions sous référence 2304 M à

SOURCES
108 rue Saint-Honore - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

Ayez l'esprit d'entreprise

A 30/35 ans, de formation supérieure (école de commerce, de gestion ou encore université), vous avez déjà fait vos preuves ou vous avez l'expérience de quelques années et vous aspirez à plus de responsabilités. Aujourd'hui votre ambition : vous engager sur la voie du challenge.

Groupe de sociétés spécialisées dans la restauration, les services et le conseil, notre stratégie est le parti pris de l'esprit d'entreprise. Avec, à la clé, le développement de filiales.

Pour maîtriser notre développement, nous cherchons un(e)

CONTROLEUR FINANCIER

Outre votre fort potentiel, ce qui nous intéresse c'est votre personnalité : homme ou femme de contact, énergique, rigoureux(e), mais également efficace et dynamique.

Votre mission sera d'importance : chargé(e) du contrôle financier du siège et de ses filiales, vous serez l'interlocuteur privilégié des banques, vous participerez au montage d'investissements, vous ferez l'analyse financière des différentes opportunités présentes.

Garant des procédures, vous aurez également un rôle d'audit.

A vous de mettre en place et faire évoluer votre fonction ! Car, vous avez compris : chez nous « esprit d'entreprise et innovations » n'est pas une simple formule.

Vous voulez entreprendre, contactez notre conseil Bernard Joulin en adressant CV + photo, sous réf. CF/1/87, à NORAY CONSULTANTS, 41 bd du Montparnasse 75006 PARIS. Tél. 42-22-9290. Membre CSNCR

Contrôleur de gestion

Responsable de mission

DARTY

Auditeur confirmé

Auditeur débutant

UNIVERS DE LA GESTION

comptable H/F

Après des études supérieures, vous êtes titulaire d'un DECS et justifiez d'une compétence en comptabilité générale : 3 à 5 ans dans un milieu bancaire ou financier.

Intégré dans une équipe, vous aurez à prendre en charge la comptabilité d'une banque nouvellement créée.

Adresser CV, photo et prêt sous réf. 19823 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Une occasion rare pour un jeune professionnel, créer un back-office à Paris

Premier établissement bancaire régional de l'Est, notre volume d'activités et l'ampleur de nos encours gérés rendent indispensable le renforcement de la structure de notre salle de marchés installée à Paris pour gérer la trésorerie et traiter toutes les opérations de trading (fonds d'Etat, hors du trésor, nouveaux produits). En relation avec notre back-office de Strasbourg, nous lui adjoignons une antenne de gestion.

Ce back-office parisien, nous vous proposons d'en prendre la responsabilité.

Il s'agit d'une petite équipe (4 personnes) opérant avec beaucoup d'autonomie sur un marché nouveau en plein développement. Il s'agit de créer le poste.

Vous connaissez déjà un peu ce type de fonction : assurer la réalisation de toutes les tâches liées aux opérations de marché, concevoir des outils de compte-rendu de résultats, établir des tableaux de bord, présenter des synthèses à la Direction et au back-office de Strasbourg.

Ce qui veut sans doute dire pour vous : bac scientifique + au moins 2 années universitaires (BTS, DUT, Sc. Eco...), de très solides bases comptables et de gestion administrative, la pratique de l'outil informatique, et une première expérience, soit dans la banque (back-office, trésorerie, opérations sur titres), soit au service trésorerie d'une entreprise commerciale ou industrielle très structurée.

C'est une occasion rare de participer à une telle création et nous remercions les jeunes professionnels qui y répondront en adressant leur dossier sous référence BO 249 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

Jeune Contrôleur de Gestion

Etablissement Financier de dimension internationale, recherche pour son Département d'Assurance-Vie, un

pour mettre en œuvre le Contrôle de Gestion au sein de la Branche Commerciale chargée du Développement des activités Grand-Public. Il aura la responsabilité de :

- l'animation de la planification,
- la gestion budgétaire,
- l'élaboration des outils de pilotage,
- des travaux liés au suivi des coûts et à la rentabilité des actions commerciales.

Ce poste, situé à Paris, s'adresse à un candidat de formation supérieure de gestion ayant une expérience de 2/4 ans dans des fonctions similaires. Ce poste requiert des qualités de contact, de dynamisme, de ténacité, ainsi que le goût du travail en équipe.

Adresser C.V. détaillé, précisant votre salaire actuel, s/réf. : JO 702, à :

EGS CARRIERES
58, Bd Gouvion Saint-Cyr, 75017 PARIS

l'organisation dans la banque

Notre groupe bancaire à taille humaine, en fort développement, renforce sa Direction de l'Organisation et désire s'adjoindre :

3 ORGANISATEURS H/F

25/30 ans

qui y trouveront de réelles perspectives d'évolution et une large autonomie.

Pour son siège dans une IMPORTANTE VILLE DU CENTRE.

- Un organisateur confirmé, de formation ingénieur, Ecole de gestion / université, justifiant d'une expérience d'au moins 4 ans en milieu bancaire. réf. GM1
- Un organisateur junior, de formation supérieure complétée par au moins 2 années d'expérience, possédant également une bonne connaissance de l'informatique. réf. GM2

Pour son SIÈGE PARISIEN.

- De formation supérieure, ayant 2 ou 3 années d'expérience de préférence en milieu bancaire, cet organisateur participera notamment à des études sur d'importants projets concernant les nouvelles activités de marchés. réf. GM3

Ces 3 collaborateurs seront associés au sein de l'équipe à diverses missions d'organisation au niveau du groupe ainsi qu'au développement des systèmes d'information.

Merci de nous adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV avec photo, prétentions et référence du poste). Il sera traité confidentiellement.

ORSEG 43 rue de Chateaudun 75008 PARIS
ET ASSOCIES

Trader actions

Une importante charge d'AGENTS DE CHANGE de Paris, connaissant une croissance rapide renforce ses structures et recherche un TRADER ACTIONS.

Nous recherchons un candidat de valeur A FORT POTENTIEL qui, dans un premier temps, assurera la mise en place technique et le développement commercial du MARCHÉ DES OPTIONS NEGOCIABLES.

Vous êtes âgé d'environ 25-30 ans, êtes diplômé de l'enseignement Supérieur, scientifique ou gestion avec de solides connaissances mathématiques, et/ou d'un 3^e cycle de finance. Idéalement vous avez acquis, depuis 2/3 ans, une solide expérience des marchés financiers. Vous êtes un battant, avec une forte personnalité. Vous avez d'excellentes qualités de contact et aimez le travail en équipe. De très larges possibilités d'évolution et de responsabilités vous seront offertes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle) à Monique Herbel, Arthur Young, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense, sous référence 7023-M

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Jeux Nathan

Responsable Informatique de Gestion

ESC 1^{re} expérience ou débutant

Educatifs, scientifiques, électroniques, artistiques, les Jeux Nathan, en multipliant par 4 leur C.A. depuis 1980, ont donné à leurs Jeux Intelligents une position de leader sur le marché. Fabriqués dans 3 unités de production à "taille humaine", ils sont présents avec 10 millions de boîtes commercialisées par an dans 35 pays. Dans le sillage de leur expansion, les Jeux Nathan recherchent leur Responsable Informatique de Gestion, pour mettre en œuvre et développer, en liaison avec les services utilisateurs, le système informatique IBM 360 + important parc de micro-ordinateurs concernant en particulier la comptabilité et la gestion commerciale. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé ayant acquis quelque compétence en informatique. Si nécessaire, une formation préalable au langage GAP II et au système d'exploitation est prévue. Le développement des Jeux Nathan et leur appartenance au Groupe de presse et d'édition CEP Communication, récemment introduit en Bourse, assurera une évolution rapide à un candidat de valeur.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 702498 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

RESPONSABLE COMPTABLE DECS ou équivalent

De formation comptable supérieure, vous bénéficiez, à 28 ans environ, d'une première expérience réussie (3 à 4 ans), par exemple dans une fiducie.

Nous vous proposons de rejoindre l'une des toutes premières sociétés françaises pour la gestion de l'énergie.

Adjoint au Responsable Administratif et Financier de notre Agence de Paris (180 personnes, 180 millions de F de C.A.), votre rôle sera : à la tête d'une équipe de 3 personnes - d'assurer le fonctionnement efficace de la cellule comptable de l'agence.

Ce poste, qui doit évoluer à terme vers le contrôle de gestion, ouvre d'intéressantes perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre + CV + photo sous réf. 8672 LM à COMMUNICO 12-14, rue Faidherbe 59600 LILLE qui transmettra.



Nous recherchons

CONTROLEUR DE GESTION

de la filiale DARTY NORD PAS DE CALAIS de notre Groupe

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez une expérience effective des techniques de gestion. Rattaché au Directeur Administratif et Financier de la Société, vous élaborerez les tableaux de bord, les éléments du reporting financier, vous participerez à l'amélioration des procédures de contrôle interne, et vous conseillerez les directions opérationnelles avec lesquelles vous aurez des rapports étroits. Vous aurez le sens des objectifs et celui des relations humaines : ces deux critères seront déterminants pour notre choix définitif.

Ce poste est à pourvoir à LILLE. Adresser CV et prétentions à M. DUHAL, Groupe DARTY, 11, Boulevard Faidherbe, 75017 Paris.

LA COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS LITS recherche pour son service central d'AUDIT INTERNE (15 personnes)

auditeur confirmé H/F

Vous trois années au moins d'expérience dans l'audit interne ou externe, vous permettrez à court terme (quelques mois), d'assurer la supervision de missions courantes et la prise en charge directe de missions plus difficiles. Outre votre rôle d'encadrement et de formation vis à vis des auditeurs les plus jeunes, vous participerez activement à la définition de la politique de l'audit.

auditeur débutant H/F

Vous avez de préférence une expérience professionnelle d'une à deux années, mais vous êtes surtout très motivé pour ce métier auquel vous serez formé au sein même du service.

Diplômés d'une grande école de gestion PARIS/PROVINCE, ou son équivalent, vous parlez plusieurs langues.

Basés à PARIS, vous aurez fréquemment à vous déplacer en France et à l'étranger, pour des périodes de deux à quatre semaines.

Envoyer CV + photo + lettre manuscrite + prétentions s/réf. PER 321 à P. COCHERIL, Direction du personnel 40, rue de l'Arcade 75008 Paris

RANDSTAD ETT COMPTABLE II

Niveau BTS, expérimenté, connaissances approfondies en taxes et déclarations.

STE COMMISSAIRE AUX COMPTES

recherche

ASSISTANT EXPERIMENTE

titulaire DECS ou équivalent, Exp. CV et prétentions. CECC, 91, bd Raspail, Paris VP.

IMPORTANT HOPITAL PRIVE LORRAIN (800 salariés) recherche un ADJOINT DE DIRECTION

28 ans minimum, formation supérieure ; assister le directeur dans l'ensemble de ses fonctions de gestion et d'administration (comptabilité, économie, gestion, etc.) ; possibilité de carrière d'avenir dans le domaine santé.

Pour en savoir plus, téléphoner au 83-35-42-83 ou écrire à :

M. Claude Blique
CABINET BLIQUE
BP 3087
54018 NANCY CEDEX

CABINET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES ET D'EXPERTISE COMPTABLE

Solidement implanté auprès d'une clientèle de grandes ou moyennes Entreprises et de Groupes diversifiés, recherche :

auditeurs H-F

JUNIOR et SENIOR

Profil recherché : DECS minimum, expérience de 2 à 5 ans en Entreprises ou en Cabinet. Connaissance de l'informatique appréciée.

Conditions offertes : Travail varié, autonomie et responsabilité de dossiers selon expérience. Possibilité de formation au sein d'une équipe très performante.

Poste basé à Paris Saint-Augustin, avec quelques déplacements en province.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. M408, à notre conseil :

ARCO - 28, rue Cambon - 75001 PARIS

ARCO

FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE

2 bis, rue de Villiers

92309 LEVALLOIS-PERRET

recherche pour son développement en Province

SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIETES

- PV d'Assemblées, Conseils.
- Constitutions, modifications statutaires...
- Expérience indispensable 5 ans minimum exigés.

Pour de plus amples renseignements, écrire ou téléphoner M^{me} LÉCLERCQ

Tél. : 47.58.13.20 poste 1341.

Dans le cadre d'un projet d'adhésion : d'ess. au milieu rural au BOURGOGNE, société française d'ingénierie, recherche un

EXPERT COMPTABLE

Il sera chargé de :

- examiner le système comptable existant.
- Assister le département de l'hydraulique et les communes concernées par le projet dans la mise en place des procédures de comptabilité, de facturation et de recouvrement.
- former des comptables communaux.

Poste à pourvoir immédiatement pour une durée de 3 ans.

Expérience 10 ans souhaités, notamment dans le domaine de la comptabilité des entreprises de service public.

Ecrire avec C.V., sous la réf. 4512/1102, à

71, avenue Victor-Hugo

75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

هكذا من الاجل

Un combat sans vainqueur

(Suite de la page 35.)

Voilà un patronat, normalement rassuré par la présence de la droite au pouvoir, qui non seulement se garde bien de plaquer, mais fait la fine bouche. Encore récemment, M. Pierre Guillemin, nouveau président de la commission sociale du CNPF, se refusait à s'avouer une victoire que, parmi les chefs d'entreprise, plusieurs trouvent déjà amère. La CGPME hésite toujours à se prononcer sur la validité des nouvelles dispositions de licenciement. L'UPA (Union professionnelle des artisans), pour la première fois invitée en observateur à la table des négociations à l'automne, s'est dégoûtée, flairant un piège.

Le bouillant président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), M. Jean-Louis Girat, a dénoncé l'attitude de ses collègues, et pas uniquement parce qu'il soutient la candidature de M. Yvon Chotard contre M. François Périgot à la tête du CNPF. Nombre d'employeurs, et non des moindres, s'inquiètent. La fin du contrôle administratif, entendent-ils, va avoir des conséquences déplorables.

Certes, on va pouvoir licencier librement, dans des délais qui ne seront finalement que courts, ce qui, précédemment, était l'un des contentieux importants et tardifs. Chaque salarié licencié pourra s'opposer à la décision prise à son encontre et se pourvoir en recours devant le conseil des prud'hommes. S'il l'emporte, l'entreprise sera alors condamnée, dans deux ans il est vrai, à lui payer au minimum une indemnité équivalente à six mois de salaire pour licenciement abusif, sans compter les remboursements à l'UNEDIC des allocations perçues.

On s'aperçoit que tout cela a été une erreur, prédit un grand patron, qui ne veut pas calculer les provisions qu'il devra inscrire dans ses comptes s'il doit licencier. Pour se débarrasser dans l'immédiat de contraintes administratives, les employeurs ont pris le risque de subir l'explosion de quelques bombes à retardement.

Ces considérations seraient de peu d'importance, finalement, si, au fond, les avantages de la situation créée étaient équilibrés. Or, tel n'est pas le cas, ce qui, entre parenthèses, justifie la modestie des uns et des autres. Toutes les études en témoignent - sauf celle de l'Institut FRAGMA, très contestée - une augmentation de l'emploi ne devrait pas survenir à cause de cette dégradation. Au contraire, et presque toutes les analyses prospectives concordent sur ce point, les facilités accordées pour le licenciement devraient se traduire par un accroissement des départs de l'entreprise, justifiés ou non. Le chômage devrait donc augmenter et ne plus être influencé par cette mesure avant trois ou cinq ans, selon les équipes de recherche.

Sévères déconvenues

Est-ce à dire, pour autant, que l'existence de l'autorisation administrative freine l'ajustement des effectifs au point de mettre en péril les entreprises ? Pas vraiment, les fonctionnements étant plus complexes. D'ailleurs, écrit l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) au terme de son analyse concluant à la dimension psychologique du débat, l'« enjeu n'est (...) pas avant tout économique ». Des entreprises peuvent estimer devoir se débarrasser de certains de leurs salariés, non parce qu'ils sont en difficulté, mais parce qu'ils entendent être plus compétitifs. Les six mois qui se sont écoulés pendant lesquels les licenciements « par paquets de 9 » étaient passés sous le contrôle de l'administration tendraient à prouver qu'un tel comportement se développe. En août, septembre et octobre, on a compté plus d'entreprises que d'ordinaire qui se livraient à des « petits licenciements », au point que les spécialistes, en notant une augmentation relative de l'ordre de 5 % des licenciements économiques, y voyaient l'effet de la suppression de l'autorisation administrative.

Sur ce point, le débat sera cependant difficile à trancher. Par définition, les licenciements économiques seront de moins en moins connus dans leur réalité, et les moyens statistiques, malgré les assurances données par M. Séguin, viendront à manquer. Tout au plus peut-on estimer que la liberté accordée se traduira naturellement dans les faits par une extension de la notion de licenciement économique.

Telle entreprise considérera que sa survie passe par le départ de salariés dont la productivité diminue avec l'âge. Telle autre soutiendra que sa compétitivité, et donc sa situation économique, dépend de la qualification de son personnel, devenue obsolète.

De proche en proche, on peut penser que les moins performants et les moins qualifiés seront jugés économiquement moins rentables et, par conséquent, devront être licenciés. Il sera d'autant plus facile de le prétendre que l'absence d'un contrôle par l'inspection du travail n'impo-

sera pas, comme c'était le cas, de retenir d'abord dans les vagues de licenciements ceux qui, en raison de leur âge, bénéficiaient de mesures d'accompagnement social.

Aux jeunes, envoyés en formation, et aux plus anciens, dirigés vers la préretraite, s'ajouteront les salariés du « nouveau dur », jusqu'alors préservés, c'est-à-dire ceux de la tranche d'âge de quarante à cinquante-cinq ans. L'absence de critères pour les licenciements viendra grossir les rangs des chômeurs de longue durée, souvent peu ou mal indemnisés.

On peut même s'interroger sur la concomitance entre ce qui apparaît comme un laxisme et les facilités accordées aux employeurs au titre du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes. Dès lors que des exonérations de charges sociales sont attribuées pour l'embauche, via la formation en alternance, des moins de vingt-six ans, l'occasion ne serait-elle pas trop belle de s'offrir « le travail d'un jeune contre le chômage d'un vieux » ? Ainsi prise en tenaille, la politique de l'emploi menée par M. Philippe Séguin conduirait à quelques déconvenues sévères.

Les charges de l'Etat

Malheureusement, les inconvénients ne se limitent pas à ces conséquences prévisibles. Il y en a d'autres, également redoutables, quoique aléatoires.

Pour l'Etat, tout cela pourrait coûter cher. Si, comme on le prétend, les nouvelles dispositions ont pour résultat de permettre aux salariés licenciés des petites entreprises (cent cinquante mille en 1985) de bénéficier des mesures d'accompagnement social offertes à ceux des grandes entreprises, les finances publiques devraient supporter une bonne partie de la facture.

Par an et par personne, la préretraite FNE entraîne une dépense de 60 000 francs, et il faudrait donc compter 1,2 milliard de francs supplémentaires pour garantir ne serait-ce que 20 000 nouvelles préretraites. Il en serait de même si les contrats de conversion connaissaient un relatif succès et que les petites entreprises, ainsi que les textes leur en offrent la possibilité, ne payaient pas la contribution forfaitaire de 4 000 F par bénéficiaire. Pour 30 000 contrats de conversion, l'addition s'élèverait à 120 millions de francs, sans compter les autres aides d'Etat déjà prévues pour la formation.

D'autres difficultés tiennent encore aux choix opérés. Par exemple, si l'accord interprofessionnel ni la loi moins encore ne prévoient de solution pour le tiers de licenciés économiques, sur 450 000 en 1985, qui provient des entreprises défaillantes ou en liquidation de biens. De même, il n'existe plus de disposition légale obligeant un employeur à pratiquer une « priorité de réembauche » dans l'année qui suit un licenciement, cette mesure ne faisant plus l'objet d'un contrôle administratif. Le salarié pourra seulement en faire la demande expresse dans les deux mois suivants son départ de l'entreprise, en application de l'accord interprofessionnel du 20 octobre 1986.

Enfin, et tout logiquement, la révision à la baisse des délais entre l'annonce d'un licenciement et son caractère effectif, ainsi que l'allègement des procédures employées, devraient entraîner une modification des règles conventionnelles établies depuis une dizaine d'années. Déjà, l'accord interprofessionnel d'octobre 1986 révisait l'accord sur la sécurité de l'emploi de 1969 et son avenant de 1974, qui avait donné naissance à la loi du 3 janvier 1975. Des branches professionnelles devraient profiter de l'occasion pour, à leur tour, revenir sur des dispositions trop généreuses.

Les travaux publics l'ont fait et sont parvenus à un accord le 3 novembre 1986 dont on se demande s'il sera applicable. L'agriculture a abouti de même, le 13 novembre 1986, à un texte proche de l'accord interprofessionnel qui ne la concernait pas juridiquement. La métallurgie, avec l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), a conclu le 16 décembre. La chimie a commencé à en faire autant le 23 décembre, ce secteur prévoyant jusqu'à six mois de délai avant un licenciement collectif pour cause économique. Un mouvement est engagé, qui ne s'arrêtera plus.

Pour autant, et dans l'intérêt de toutes les parties prenantes, devaient-on arriver à ? Sûrement pas, et c'est ce qui explique les réactions très discrètes, la bataille terminée, personne n'ayant le désir de s'approprier un succès qui pourrait se retourner contre chacun. Sans insister, le ministre des affaires sociales note qu'il a donné une traduction législative à un accord interprofessionnel mal fagoté, afin de ne pas en subir la paternité. C'est « service », dit-il, qu'il a suivi les intentions insouvenables d'un texte de compromis. Au moins a-t-il la satisfaction d'avoir offert, à sa majorité, le signe idéologique qu'elle

attendait. Sans illusion, le patronat fait les comptes d'une polémique, lancée sous la gauche au pouvoir, qui le met une fois de plus dans l'obligation d'améliorer l'emploi, puisque chacun admet que là est sa vraie responsabilité.

Quant aux syndicats, au moins pour ceux qui ont signé (CFDT, FO et CFTC), ils veulent penser qu'ils ont pris la seule décision qui s'imposait. Il fallait rompre, et à quel prix, avec le syndrome de l'échec, né en décembre 1984 de l'issue mouvementée des négociations sur la flexibilité. Il fallait en finir, même laborieusement, avec deux années d'enseignement et montrer que l'on était capable d'avancer. La volonté de croire que les mesures d'accompagnement social s'étendraient aux salariés des petites entreprises, et donc supprimeraient un facteur d'inégalité, ont achevé de les convaincre.

Pour prix de cet arrangement, les 13 millions de salariés sont davantage soumis à la menace du licenciement. Leur statut s'en trouve précisé au moment où l'on parle tant et plus de projet d'entreprise et de son corollaire, la culture d'entreprise, pour augmenter ses chances dans un environnement économique difficile. Une autre logique apparaît, conforme à la modernité et aux exigences libérales, contraire aux responsabilités de l'entreprise définies depuis 1945 et défendues en leur temps par le gaullisme.

ALAIN LEBEAUX

CONSEILS DE PRUD'HOMMES, CONTRATS DE CONVERSION

Débuts difficiles

UNE conséquence et une innovation sont directement dues à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation : la réforme des conseils de prud'hommes et la création des contrats de conversion. Dans un cas comme dans l'autre, cela n'a pas été sans mal.

La réforme des conseils de prud'hommes était une nécessité, dès lors que, avec la suppression de l'autorisation administrative, tout licenciement devenait juridiquement contestable. Déjà surchargés par les contentieux du travail, les conseils de prud'hommes risquent d'avoir à subir une avalanche de contestations, à la suite de licenciements collectifs pour motif économique. Les dossiers s'accumulent, et les jugements seront de plus en plus tardifs.

La première, la CFTC s'était émise de cette éventualité. Elle avait demandé au ministre de trouver les moyens de garantir l'efficacité de la juridiction, et d'abord de permettre aux salariés d'obtenir rapidement réparation du préjudice causé pour le cas où le licenciement serait réputé abu-

sif (six mois d'indemnité au minimum).

Pour répondre à cette préoccupation, M. Philippe Séguin fit présenter, le 4 novembre, devant le Conseil supérieur de la prud'homie, un avant-projet de loi qui provoqua des réactions houleuses tant de la part du patronat que des syndicats, excepté la CFDT. L'idée d'une section spécialisée ayant à traiter des licenciements économiques au sein du conseil des prud'hommes, qui comporte déjà cinq sections, était repoussée par la CGC au nom des cadres, et par Force ouvrière, par exemple.

Les milieux patronaux ajoutaient à cela leur refus de voir la réforme des prud'hommes faire partie intégrante du projet de loi sur les licenciements et s'offusquaient à l'idée d'être « assujettis à un contrôle judiciaire ». Prétendant la procédure de conciliation, qui permet les compromis à l'amiable, M. Yvon Gattaz, le 13 novembre, allait jusqu'à évoquer « une sorte de provocation ». Il reprochait au gouvernement de vouloir « rétablir le contrôle a posteriori du bien-fondé du motif économique de licenciement ».

Dans les jours qui suivirent, les visites se multiplièrent pour obtenir du ministère qu'il modifie son avant-projet. Ce qui fut fait. Le projet de réforme des conseils de prud'hommes fut dissocié du projet de loi sur les licenciements. Les sections furent maintenues en l'état, le texte précisant que « toute section comportant plusieurs chambres doit comprendre une chambre qui sera compétente pour connaître les litiges relatifs aux licenciements pour motif économique ». Seule la CFDT fit observer que les formations spécialisées « ne seront pas la règle partout » et que les modalités concrètes, pour statuer en urgence, « ne sont pas fixées ».

Un aiguillon

La création des contrats de conversion, ajoutée à la perspective d'étendre réellement les préretraites aux salariés des petites entreprises, servit d'aiguillon pour les syndicats signalaires au cours de la négociation interprofessionnelle. Elle décida très largement de leur acceptation finale.

Aujourd'hui encore, on peut toujours s'interroger sur la réalité de cette « avancée », tant le contenu de cette mesure sociale et sa mise en œuvre souffrent d'interprétations contraires.

Dans les entreprises de plus de cinquante salariés licenciant dix personnes et plus, le contrat de conversion n'est pas expressément recommandé. Il devrait pouvoir figurer parmi les éléments d'un plan social non défini. Dans les autres entreprises et pour des licenciements moins nombreux, le contrat de conversion est formellement prévu, mais il n'est pas dit clairement si sa proposition à un salarié licencié est obligatoire ou non.

Il s'agit d'une « obligation à caractère non absolu », selon une expression de M. Pierre Guillemin, le nouveau président de la commission sociale du CNPF. A suivre l'argumentaire que développait un autre membre de la commission, M. Claude Archambault, dans une circulaire en date du 5 novembre, l'obligation se limiterait à celle de rechercher les moyens financiers. « Le texte lie la mise en œuvre de contrats de conversion aux moyens que la direction peut dégager à cet effet (...), étant par conséquent entendu que les appels financiers extérieurs appropriés seraient recherchés en tant que de besoin (...) », écrivait-il alors.

En tant que de besoin

En clair, cela revient à dire que la réussite de cette mesure d'accompagnement dépendra bien sûr de la volonté des pouvoirs publics, soucieux ou non de son succès. Ils seront sollicités par les entreprises de moins de dix salariés qui ne corrient pas pour la formation professionnelle continue, à moins que les « crédits mutualisés » ou les « droits de tirage » à préciser ne s'en chargent. Ils risquent de voir venir les quémandeurs des entreprises de plus de dix salariés licenciant moins de dix personnes.

Celles-ci devraient, selon le texte, prélever une somme forfaitaire de 4 000 F par bénéficiaire sur les sommes prévues pour la formation professionnelle, soit 0,8 % de la masse salariale. S'il est prévu qu'elles puissent étaler cette dépense sur trois exercices, elles pourront toujours objecter que l'ensemble de l'enveloppe est gagé sur des opérations de formation destinées au personnel restant. A terme, cela pourrait coûter cher au budget de l'Etat, M. Philippe Séguin ayant toujours promis qu'il ferait face « en tant que de besoin ».

Des décrets, bien sûr, viendront préciser le fonctionnement de cette disposition, venue originaire, mais le décret se met déjà en place. Le 22 décembre, les signataires de l'accord ont ratifié un protocole précisant leur intention et ont créé, le 9 janvier, une association de gestion. La CFTC, FO et la CFDT y participent au côté du CNPF. La CGC, pourtant non signataire, vient de les rejoindre.

A. L.

LES DISPOSITIONS LÉGALES

	Licenciement individuel pour motif économique	Licenciement de 2 à 9 salariés sur une période de 30 jours	Licenciement de 10 salariés et plus sur une période de 30 jours
Procédure	- Entretien préalable - Notification écrite de ou des motifs	- Consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel quand ils existent - Entretien préalable - Notification écrite	- Information et consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel (2) - Plan social obligatoire dans les entreprises de 50 salariés et plus
Délai	7 jours après l'entretien préalable ou 15 jours pour un cadre	7 jours après l'entretien préalable ou 15 jours pour un cadre	30 jours ou moins après la notification à l'autorité administrative, le délai pouvant être allongé par une convention ou un accord collectif
Rôle de l'administration	Information	Information (1)	- Notification au lendemain de la première réunion du comité d'entreprise. Les procès-verbaux des deux réunions sont envoyés - Vérification du respect des procédures d'information et de consultation, le respect des dispositions légales ou conventionnelles pour l'élaboration des mesures sociales - En cas d'irrégularité de procédure, un avis est adressé, auquel l'employeur est tenu de répondre. A défaut, le délai prévu est prorogé - L'administration dispose de 14 jours pour moins de 100 licenciements, de 21 jours pour les licenciements entre 100 et 249 et de 30 jours pour 250 licenciements et plus (3)
Ressort	Conseil des prud'hommes	Conseil des prud'hommes	Conseil des prud'hommes

(1) Si les licenciements répétés de moins de 10 salariés sur une période de 30 jours conduisent une entreprise employant au moins 50 salariés à licencier au total 30 salariés en six mois consécutifs, tout nouveau licenciement économique dans les six mois suivants devra obéir aux dispositions légales prévues pour les licenciements de 10 salariés et plus.

(2) Devront être joints « tous renseignements utiles » sur les licenciements. Pendant le délai, l'employeur devra mettre à l'étude les suggestions du comité d'entreprise sur les mesures sociales envisagées et leur donner une réponse motivée. Dans une entreprise d'en moins de 50 salariés, le comité d'entreprise devra tenir deux réunions dans un délai maximal de 7 jours, sauf convention ou accord collectif plus favorable.

(3) En tout état de cause, l'administration dispose de 7 jours après la tenue de la deuxième réunion du comité d'entreprise. L'administration aura toutefois la faculté de réduire le délai, dans une entreprise ou un établissement, si un accord le permet en raison des mesures sociales prévues (contrats de conversion notamment).

LES DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES

	Licenciement individuel	Licenciement de 2 à 9 salariés sur une période de 30 jours	Licenciement de 10 salariés et plus dans une entreprise de 50 salariés	Licenciement de 10 salariés et plus dans une entreprise de 50 salariés et plus
Procédure	Voir dispositions légales	Voir dispositions légales	Voir dispositions légales	Voir dispositions légales. Deux réunions du comité d'entreprise séparées par un délai de 7 jours pour moins de 100 licenciements, un délai de 14 jours si les licenciements sont compris entre 100 et 249, un délai de 21 jours pour les licenciements entre 250 et 499 et de 30 jours pour 500 licenciements et plus
Mesures d'accompagnement		Contrats de conversion (1), éventuellement préretraites FNE (2)	Contrats de conversion, éventuellement préretraites FNE	Plan social
Délai	Délai légal (7 jours)	Délai légal (7 jours)	Délai légal (30 jours)	30 jours pour moins de 100 licenciements, 45 jours entre 100 et 249, 60 jours pour 250 licenciements et plus

(1) Le contrat de conversion constitue la mesure sociale novatrice. Il peut figurer dans le plan social et, quand il est obligatoire, être proposé au salarié licencié ayant 2 années d'ancienneté dans les autres cas. La formule prévoit la rupture du contrat de travail, le bénéficiaire devenant stagiaire de la formation professionnelle. Sa durée est au maximum de cinq mois pendant laquelle 300 heures de formation sont dispensées. Le bénéficiaire reçoit une allocation égale à 70 % de son salaire brut antérieur et, s'il n'est pas reclosé à l'issue de son contrat de conversion, il retrouvera ses droits à l'indemnisation chômage, amputés de deux mois de versement de l'allocation de base. Le financement des contrats est assuré par le montant de l'indemnité de préavis due par l'entreprise,

par l'UNEDIC et par l'Etat, pour la formation. L'entreprise doit théoriquement verser une somme forfaitaire de 4 000 F par personne, imputables sur la cotisation de 0,8 % pour la formation professionnelle continue. Le salarié dispose de 7 jours pour faire connaître sa décision, s'il y a moins de 10 licenciements, et de 15 jours s'il y a plus de 10.

(2) Les préretraites FNE s'appliquaient en théorie à toutes les entreprises, mais leur coût élevé en rendait la pratique impossible pour les petites entreprises. Une modulation du taux de contribution devrait en assurer le développement. Précédemment de 15 % pour les départs en préretraite à cinquante-cinq ans et deux mois et de 18 % pour les départs à cinquante-cinq ans, le barème va désormais de 9 % à 22 %.

deboires

MOBILE :
CUX QUE LE T
MOTEUR COM
CIENCE &

Apprendre le manag
en 16 mois + 1986

Réunion d'informat

CHARGE DE CLIMATIS

Le nouveau droit du licenciement

L'imbroglie juridique

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX (*)

A PRÈS le vote de la loi sur les procédures de licenciement, M. Philippe Séguin a pu se frotter les mains. Il est vrai qu'en acceptant de conclure l'accord du 20 octobre les partenaires sociaux, ou certains d'entre eux, lui suggérèrent une conduite : afficher un respect inconditionnel à l'égard de dispositions conventionnelles, comme telles, pour sacrifier, tout de même, de telle ou telle disposition légale, indéchiffrable ou incertaine, s'exposant sans doute à un rite énorme : « C'est dans l'accord ».

Référence permanente, si paralysante, si mystifiante, que personne n'a songé à rappeler un engagement solennel de Jacques Chirac : l'autorisation administrative sera maintenue toutes les fois que les pouvoirs publics apportent leur concours financier au règlement des problèmes soulevés par des licenciements pour motif économique. Autant en emporte le vent !

Au plan des procédures, d'incontestables progrès, dus au Parlement, pour les *petits licenciements*. D'abord — enfin, enfin ! — l'entretien préalable est généralisé, quelle que soit la cause de la rupture, la taille de l'entreprise, l'ancienneté des salariés. Au plan des principes, c'est un grand pas. D'autre part, les motifs du renvoi doivent être énoncés sur la lettre de licenciement au cas de licenciement pour motif économique ou de licenciement insuffisance professionnelle, perte de confiance, maladie, etc., l'insuffisance pourra demander que la cause de son renvoi lui soit notifiée.

La fouille kafkaïenne

Ainsi, dans un heureux propos de simplification et d'équité, le Parlement a sacré dans le *fouillis kafkaïen* qui, curieusement, avait survécu au règne de la précédente majorité : bravo ! Notons toutefois que le principe d'une énonciation des causes du renvoi dans la lettre même de licenciement reste détestable (1).

S'agissant cette fois des *licenciements collectifs* concernant au moins dix salariés, un progrès indiscutable : la pratique généralement suivie : le comité d'entreprise doit être réuni deux fois. C'est bien le moins, si l'on veut que le chef d'entreprise et les représentants de son personnel puissent réellement échanger leurs vues sur la recherche des solutions les plus adéquates.

Malheureusement, le législateur a cra bon de préciser que ces deux réunions ne devaient pas être séparées par un délai excédant (selon le nombre des licenciements envisagés) 7, 14 ou 21 jours. Délai maximal, sous la seule réserve de solutions plus souples dans des accords collectifs. A défaut de telles dispositions conventionnelles, il semble donc interdit à un chef d'entreprise de laisser à son comité un délai de réflexion plus important... Voilà qui surprend !

Aussi insolites les nouvelles règles relatives à l'intervention de l'administration qui, à notre connaissance, n'ont aucun équivalent dans notre droit. Ladite administration n'a plus à autoriser quel que ce soit, elle ne pourra plus émettre que de simples avis. Pourquoi pas ? Encore faudrait-il que la situation nouvelle ait sa cohérence propre. Hélas !

Suivant le scénario mis au point par l'accord et avalisé par le législateur, l'administration, à laquelle le projet patronal doit être notifié dès le lendemain de la première réunion du comité d'entreprise, doit réagir dans des délais brefs — 14, 21 ou 30 jours, selon les cas, — qui ne lui laissent donc, pour ce faire, que

quelques jours après la seconde réunion du comité. Elle aura à peine le temps de prendre connaissance de l'évolution et des résultats du débat entre le chef d'entreprise et les représentants de son personnel !

Il aurait été bien préférable — et plus conforme à l'esprit de la directive européenne en la matière — d'attendre que ce débat interne soit épuisé et de faire courir le délai imparti à l'administration à compter de cette seconde réunion du comité, et non de la première, ce report étant sans incidence aucune sur le délai global (30, 45 ou 60 jours) initial du projet à l'administration et l'envoi des lettres de licenciement. Or c'est ce délai global, et lui seul, qui importe aux entreprises.

Il est vrai que si l'on s'est montré aussi désinvolte au niveau des conditions de l'intervention de l'administration, c'est peut-être parce que cette intervention ne servira plus à grand-chose. Que lui demandent-ils en effet ? Elle doit, en premier lieu, « assurer » de la régularité de la procédure et des conditions d'élaboration du plan social. Intéressé très réduit dans la mesure où elle n'a plus compétence pour faire obstacle à des processus irréguliers et où les tribunaux judiciaires, désormais pleinement compétents, sont tout à fait capables de repérer par eux-mêmes d'éventuelles bavures.

En revanche, les mêmes tribunaux judiciaires auraient pu tirer profit des analyses et conclusions de l'administration sur le *sérieux* du plan social, problèmes terriblement délicats dont ces tribunaux vont avoir à connaître. Or, dans ce qui a été connoté par les partenaires sociaux et repris par le législateur, pas question pour l'administration de se prononcer sur le premier point ; quant au second, il semble résulter de dispositions énigmatiques qu'elle ne devra donner son sentiment que sur l'existence d'un plan social, mais surtout pas sur sa *qualité* ! Ce qui devient surréaliste.

L'affaire est grave. Personne, en effet, ni à gauche ni à droite, ne conteste que l'entreprise qui réduit ses effectifs doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour limiter la casse, tant en ce qui concerne le volume des licenciements que l'impact sur la détermination de leur sort (2) : de

cette unanimité a émergé, depuis 1975, l'excellent principe d'un « plan social ». La nécessité de demander son feu vert à l'administration avait au moins le mérite d'inciter les entreprises à faire ce maximum, même si en réalité, on ne leur demandait pas la lune.

Or, maintenant que l'administration n'est invitée à intervenir que pour la forme, l'employeur peut s'en tenir au plan social le plus symbolique, et licencier sans le moindre égard pour les situations individuelles, les dispositions sur l'ordre des licenciements étant rarement des licenciements étant rarement des licenciements. Deux limites : le contrôle *a posteriori* des tribunaux judiciaires, très hypothétique pour des raisons à la fois juridiques et pratiques ; ou alors... l'épreuve de force dans l'entreprise ? C'est consternant.

A l'inverse du Canada-Dry

Reste la fameuse « avancée » constituée par les contrats de conversion. Le salarié qui accepte une telle convention est promu stagiaire de la formation professionnelle : pendant cinq mois, une allocation spécifique, à hauteur de 70 % de son salaire antérieur lui sera versée, à ses propres frais pour la large part (sacrifice de l'indemnité de préavis dans la limite de deux mois de salaire et réduction du droit aux allocations de base des ASSE-DIC dans la limite de deux mois également), et une formation lui sera, en principe, assurée, aux frais des entreprises — plus exactement par imputation sur le 0,8 % formation, ce qui exclut tout frais supplémentaire — et de l'Etat.

Ces contrats de conversion, qui ont dû faire l'objet d'un nouvel accord entre les partenaires sociaux, suscitent à leur tour bien des questions. On observera d'abord que les intéressés auxquels la proposition doit être faite au cours de l'entretien préalable doivent opter avant que l'employeur ait fait connaître sa décision définitive à leur égard... ce qui n'est pas très cohérent. Autre observation immédiate : si ledit employeur n'a pas rempli ou a mal rempli ses obligations *quid* ?

Autre perplexité : l'acceptation du salarié est censée entraîner la rupture du contrat « du fait d'un com-

mun accord des parties ». A dire vrai, à l'inverse du Canada-Dry qui a le nom d'un alcool sans en être un et sans en avoir les effets, cette rupture d'un commun accord est un contrat fantaisiste et il a bien fallu, à défaut du nom, lui restituer un par un tous les effets d'un licenciement ! De telles contorsions étaient-elles bien nécessaires ?

Enfin et surtout le contrat de conversion ne doit être obligatoire que dans les cas où l'entreprise n'est pas tenue d'élaborer un plan social (3)... Idée générale : le contrat de conversion est conçu comme une roue de secours, moins avantageuse que les solutions prenant place dans un véritable plan social. Ce n'est cependant là qu'un postulat. Déjà dans le passé, un plan social pouvait comporter nombre de licenciements « sociaux » : qu'en sera-t-il après la disparition de tout contrôle *a priori* ? Dans la mesure où le financement de la formation afférente aux contrats de conversion sera en partie imputé sur le 0,8 %, certains employeurs ne seront-ils pas incités à éviter cette formule pour continuer d'affecter à la formation du personnel restant l'intégralité de ce 0,8 % ? C'est l'inconnu...

Aussi bien, si réellement le contrat de conversion doit constituer l'« avancée » que l'on dit, ce que l'on verra à l'usage, mieux aurait valu en faire une garantie minimale offerte à tous, sans introduire dans notre droit de nouvelles discriminations !

(1) La lettre de licenciement motivée risque d'être émise à chaque nouvelle embauche. Au cas de « vol », comment retrouver du travail, même si le « vol » a porté sur une paire de lacets ou un bonbon ? Qui en voit les risques d'arbitraire, ou de chantage, et les étonnantes d'un contenu qui porterait sur le seul libellé des motifs ? Mieux valait généraliser la *faculté* offerte à chaque salarié licencié de demander les causes de la rupture.

(2) Surtout lorsque l'entreprise n'est nullement prise à la gorge, les licenciements envisagés ayant une cause structurelle et non conjoncturelle. Malheureusement, cette distinction de base retenue par notre droit positif avec d'importantes incidences, en sera désormais totalement éliminée.

(3) Il semblerait que ce soit le cas lorsque le nombre des licenciements envisagés est inférieur à 10 et, s'il est au moins égal à 10, lorsque l'entreprise occupe moins de 50 salariés ou alors, si elle en occupe davantage, lorsqu'il n'y a pas de représentants du personnel...

(*) Professeur à l'université Paris-IX.

BATIMENT, TRAVAUX PUBLICS

Déboires

SANS que cela ait été discuté, une disposition de la nouvelle loi précise que les licenciements pour motif économique dans les travaux publics et le bâtiment ne sont pas assimilés à des licenciements économiques. Révélant un caractère normal dans la pratique habituelle et l'exercice régulier de ces professions, ces licenciements sont assujettis aux règles en vigueur pour les licenciements individuels. Cette nouveauté a provoqué de vives réactions syndicales de la part de la CGT et surtout de la FNCC-CFDT (Fédération nationale de la construction et du bâtiment), qui a publié plusieurs communiqués venant dire : « C'est un cadeau à la fédération patronale du bâtiment, qui est incapable depuis plusieurs années de proposer des négociations et qui a ouvert le jeu à la technique du lobby en faisant le siège des ministères », s'exclamait-elle le 28 novembre en commentant : « une disposition scandaleuse » et le ministre et la majorité parlementaire ont, *scandaleusement*, « répliqué » le 19 décembre, au lendemain de l'adoption du texte, « qui est un recul sans précédent des garanties pour des dizaines de milliers de salariés ».

Une incessante bataille juridique

En réalité, et c'est ce qui explique la colère syndicale, ce sujet donnait lieu, depuis des années, à une incessante bataille juridique. Une jurisprudence constante de la Cour de cassation donne raison au ministre sur le fond, tandis que des arrêts rendus en cours d'appel limitent la possibilité de recours au licenciement de fin de chantier pour les salariés du bâtiment. La CGT et la FNCC ont attaqué devant le Conseil d'Etat « des décisions ministérielles de novembre 1978 ».

L'importance des litiges tendrait à prouver que les professions concernées ont, à défaut des règles prévues que de voir la puissance publique intervenir. D'ailleurs, font observer les

syndicats, un accord a pu être signé sur ce point avec la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) : ce qui n'est pas le cas avec la Fédération nationale du bâtiment. Le projet de loi, insiste la FNCC-CFDT, « va à l'encontre de la logique décidée par les partenaires sociaux » dans les travaux publics.

Malheureusement, cet accord, signé le 3 novembre 1986 par la FNTP, FO et la CGC, connaît lui aussi des difficultés qui tiennent à la façon dont la profession avait tenté de résoudre ses propres problèmes. Engagé sans l'avouer dans une course de vitesse avec les négociateurs de l'accord interprofessionnel, M. Jean-Louis Giral, président de la FNTP, voulait tout à la fois faire adopter des mesures spécifiques et, au passage, démontrer qu'une branche pouvait conclure un accord sur les procédures de licenciement. La solution qu'il apportait à la candidature de M. Yvon Chotard n'était pas étrangère à ce comportement, tout comme sa décision de quitter spectaculairement la délégation du CNFP, lors de la séance de négociations du 20 décembre 1986.

Sauf à vouloir, sur une disposition au moins l'accord des travaux publics ne s'inscrit pas parfaitement dans la loi du 30 décembre. Les délais conventionnels de licenciement ont été portés à 15 jours quand ils concernent de 6 à 30 personnes, et le texte législatif impose un minimum de 30 jours pour 10 salariés et plus. En l'état, l'accord ne serait pas reconnu par le ministre, et M. Jean-Pierre Lafon, le négociateur patronal, se déclare lui-même « modérément optimiste » à ce propos. La situation est d'autant plus délicate que la même accord stipule que, si l'une des dispositions était inapplicable, l'ensemble du texte deviendrait caduc. Or, des organisations syndicales qui y trouvaient avantage l'ont paré et, en contrepartie, la FNTP s'engageait à réunir un plan de formation en alternance pour 25 000 jeunes.

A. L.

**AUTOMOBILE :
MIEUX QUE LE TURBO,
LE MOTEUR COMPLEX
SCIENCE & VIE**



INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

Apprendre le management en 16 mois à PISA

Un programme de 3^e cycle concentrant le meilleur du Centre HEC-ISA sur le campus de Jouy-en-Josas : 110 professeurs spécialisés, 3 000 cas, 102 ordinateurs et terminaux... Un enseignement par groupes compacts et motivés. Le sceau d'excellence pédagogique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. 1 200 postes offerts chaque année à nos 100 diplômés. Admission sur dossier, tests et entretien. Critères : diplôme supérieur ou 3 ans de fonction cadre en entreprise. Personnalité riche, compétente et motivée.

Réunion d'information

Réunion d'information le jeudi 12 février 1987, à 18 h 30, Cercle France-Amérique, 1^{er} étage, 9, avenue Franklin-Roosevelt, Paris (8^e), métro Franklin-Roosevelt. Renseignements : (1) 39-56-73-82 et (2) 39-56-74-10, ou écrire à ISA, 78350 JOUY-EN-JOSAS.

CENTRE HEC-ISA
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

LES VERTIGES DE LA FINANCE INTERNATIONALE

- Une finance internationale qui s'emballe.
- Une économie réelle qui stagne.
- Une approche renouvelée de la réforme du SMI.

196 pages, 98 F

33 ECONOMICA

49, rue Hécart, 75015 PARIS
Tél. : 45-78-12-92

Rémy & ASSOCIÉS

Rémy Finance B.V.

(Incorporated with limited liability in the Netherlands)

ECU 40,000,000

7% per cent. Guaranteed Notes due 1992

unconditionally and irrevocably guaranteed by

Rémy & Associés S.A.

(Incorporated with limited liability in the Republic of France)

Swiss Bank Corporation International Limited

Morgan Stanley International

Bank Brussel Lambert N.V.

Banque Nationale de Paris

Crédit Commercial de France

Dahwa Europe Limited

Generale Bank

Banque Paribas Capital Markets Limited

Union Bank of Switzerland (Securities) Limited

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Commerzbank Aktiengesellschaft

Credit Suisse First Boston Limited

Deutsche Bank Capital Markets Limited

Sumitomo Finance International

S.G. Warburg Securities

Cet avis n'apparaît qu'à titre d'information seulement.

January, 1987

حکذا من الاجل

La chronique de Paul Fabra

COMME une difficulté n'arrive jamais seule, les conséquences de plus en plus graves pour l'économie internationale et les marchés financiers que ne manquerait pas d'avoir la continuation, hélas probable, de la faiblesse du dollar, risquent de s'accompagner d'un rebondissement sous des formes encore jamais vues, de la crise de l'endettement international. Occupé que l'on a été par la bataille monétaire (notamment entre Français et Allemands) provoquée par la chute brutale de la devise américaine, on n'a sans doute pas prêté une attention suffisante à l'évolution des comptes extérieurs du Brésil, le plus gros pays débiteur du monde avec le Mexique. On a du reste toutes raisons de penser que ce dernier pays suit le même chemin, les crédits nouveaux qu'il reçoit des banques en vertu de l'accord conclu en septembre dernier masquant pour un certain temps la réalité des choses.

En conséquence d'une augmentation du pouvoir d'achat intérieur résultant de la combinaison d'un contrôle des prix relativement sévère et d'une récente explosion des revenus à laquelle le gouvernement du président Sarney n'a pas pu s'opposer, les importations ont fortement progressé au cours des mois précédents au Brésil. Simultanément, les entreprises sollicitées par un marché intérieur en pleine expansion ont ralenti leurs efforts à l'exportation.

Conséquence : alors que, chaque mois depuis quatre ans, le Brésil dégageait de ses opérations commerciales avec l'étranger un excédent de 1 milliard de dollars environ, le solde positif est tombé depuis cet automne à quelque 100 millions de dollars seulement. Or ce montant de 1 milliard de dollars correspondait grosso modo à la somme versée chaque mois aux créanciers étrangers.

La Brésil n'était pas seul dans ce cas. La plupart des pays débiteurs ont été jusqu'à aujourd'hui capables de servir les intérêts de leur dette extérieure. Selon le

La crise de l'endettement est devant nous

jargon des économistes, cela signifie que le processus d'ajustement a joué. Pour financer les transferts de fonds à l'extérieur, les pays endettés ont, bon gré mal gré, procédé à une réorientation de leurs débouchés. La baisse de la demande intérieure s'est accompagnée d'un essor extraordinaire des exportations.

Dès l'année 1984, l'ensemble des pays latino-américains a dégagé globalement chaque année un surplus d'exportations de l'ordre d'au moins 50 milliards de dollars, alors que leur déficit total était de 7 à 8 milliards de dollars avant 1982. Que ce réajustement se soit opéré le plus souvent dans un incroyable désordre est un fait bien connu. Au Brésil, par exemple, l'inflation a atteint 500 % jusqu'au moment où le plan Cruzado, aujourd'hui en pleine déroute, y a mis momentanément fin en février 1986.

Cependant, la détérioration des conditions économiques et financières internes ne remettrait pas en cause, tout au moins dans l'immédiat, ce que l'on a appelé la « stratégie de la dette » mise en œuvre par le Fonds monétaire international, dans la mesure, précisément, où l'essentiel de cette stratégie reposait sur le fonctionnement du processus de réajustement auquel il vient d'être fait allusion. Ce serait beaucoup trop dire que le FMI s'est désintéressé des conséquences sur les économies nationales des sévères programmes qu'il imposait. Mais c'est un fait que, pour satisfaire aux exigences des créanciers, les pays endettés ont beaucoup souffert. Qu'il suffise de rappeler que, il y a encore quelques mois, le Fonds monétaire citait avec fierté la réussite, en effet très isolée, du programme de stabilisation de l'Équateur. Qu'en restera-t-il après les troubles politiques que vient de connaître ce pays ?

A la décharge du Fonds monétaire, on peut remarquer qu'il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de mener une politique de réajustement en profondeur dans des pays où l'administration est largement défaillante ou corrompue et où l'opinion publique n'est guère apte à coopérer. Que l'on songe à la gageure que représente déjà dans un pays très développé la mise en route d'un programme de réformes !

Ces circonstances atténuantes ne doivent cependant pas faire perdre de vue l'essentiel. Les grands pays créanciers qui dominent le Fonds monétaire (au premier rang desquels États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, France et Japon) avaient confié à M. Jacques de Larosière, directeur général de cette institution jusqu'au 15 janvier de cette année, une tâche bien précise. Elle consistait à éviter une crise financière et bancaire de première grandeur dans ces pays qui constituent, véritablement, pour reprendre l'expression utilisée par une étude récemment publiée à Londres (1) « le cartel des créanciers ».

A partir du moment où les intérêts continuent à être payés, les banques pouvaient maintenir la fiction selon laquelle les créances qu'elles accumulent (très inconsiderment) sur un certain nombre de pays, au premier rang desquels les pays sud-américains, conservaient leur valeur intacte. Cette fiction était particulièrement nécessaire pour les banques américaines, qui sont obligées de passer par profits et pertes les créances en question si les intérêts n'ont pas été payés pendant plus de soixante jours. Il faut savoir que plusieurs de ces banques, à commencer par les plus importantes, Chase Manhattan, Manufacturers Hanover, etc., ont prêté aux pays d'Amérique latine largement plus que 100 % de leur capital.

L'autre pièce du dispositif consistait à négocier des accords de rééchelonnement consistant à accorder des délais pour le remboursement du principal. Au cours des deux dernières années, les rééchelonnements en question ont porté sur plus de 200 milliards de dollars, soit le cinquième environ de la dette totale. C'est ainsi qu'a été provisoirement écarté le spectre des faillites retentissantes qui avaient marqué le début des années 30. En janvier de cette année, la Bolivie avait fait défaut, suivie par le Pérou, le Chili, le Brésil... La débâcle avait ensuite atteint les pays européens avec la Hongrie, en janvier 1982, puis la Grèce, la Bulgarie, la Yougoslavie, sans compter bien sûr le moratoire sur les dettes allemandes, qui à elles seules dépassaient la totalité des autres dettes extérieures.

A qui profitent les rééchelonnements en question ? Le sujet est savamment débattu. On a toutes raisons de penser que les banques créancières n'ont guère de raisons de se plaindre. Aux intérêts qu'elles touchent s'ajoute un écart (spread) de 1 % à 2 %, plus ce qu'il est convenu d'appeler les « dépenses » afférentes à la gestion de la dette et qui sont, bien sûr, à la charge des débiteurs. Par exemple, lorsque les dirigeants des grandes banques européennes, américaines, japonaises, se retrouvent au Plaza Hôtel à New-York pour discuter avec les emprunteurs mexicains ou brésiliens, ce sont ces derniers qui en définitive payent la note d'hôtel et de restaurant !

Aujourd'hui, la stratégie de la dette est nuancée par deux circonstances. La première est que, pour des raisons politiques évidentes, les gouvernements des pays endettés sont de plus en plus mal à l'aise pour imposer à leur population déjà très pauvre des sacrifices supplémentaires.

La seconde est que les États-Unis, qui ont été le principal débouché pour les exportations des plus gros pays débiteurs (Mexique, Brésil, Argentine, etc.), supportent de plus en plus mal leur énorme déficit commercial. On a vu récemment plusieurs parlementaires proposer des mesures de rétorsion contre les importations « sauvages » en provenance notamment du Brésil. Le drame des réparations allemandes des années 20 et 30 se répète : d'un côté, on exige du pays débiteur qu'il paye sa dette (ou les réparations de guerre) et, d'un autre côté, on veut protéger sa propre industrie contre la concurrence étrangère.

P our la première fois, les milieux officiels de Washington ont fait une allusion plus ou moins discrète au fait que les banques américaines devraient dans l'avenir accepter l'annulation au moins partielle de certaines de leurs créances. On sait que les propos prêtés au secrétaire du Trésor, M. James Baker, ont été plus ou moins démentis. Il semble bien en réalité que l'on est en train de préparer les milieux bancaires à un changement de politique rendu nécessaire par le fait que l'expansion économique se ralentit dans les pays industriels alors que c'est sur la capacité d'importation des pays créanciers que l'on comptait évidemment pour assurer le succès de la « stratégie de la dette ».

Le nouveau directeur du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, devra sans doute procéder à une révision déclinante. Il est à première vue bien placé pour accomplir cette tâche. Il a longtemps présidé le club de Paris, autrement dit le cartel des pays créanciers, tout en continuant de jouer de la confiance des pays endettés.

(1) The Anatomy of Financial Crisis, par Barry Eichengreen et Richard Portes, publié par le Centre for Economic Policy Research (8 Duke of York Street, Londres SW1Y 6LA).

DIRECTION GÉNÉRALE

- CPA JOUY : Session 27/1 - 13 semaines - 18 mars/12 juin 87
Les dossiers doivent parvenir avant le 21 février.
CPA, 1, rue de la Liberté, 78350 Jouy-en-Josas
Tél. : (1) 80-19-26-18 ou (1) 89-41-80-80
- CPA PARIS : Session 88 - 40 week-ends - déc. 87/déc. 88
Les candidats sont invités à déposer dès maintenant un dossier d'inscription.
CPA, 108, bd Malesherbes, 75017 Paris
Tél. : 47-54-85-00
- WORLD : Session 87 - USA-EUROPE-JAPON - 3/27 mars 87
Dossiers à déposer avant le 6 février
CPA, 108 bd Malesherbes, 75017 Paris
Tél. : 47-54-85-31



Centre de Perfectionnement aux Affaires
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

(Publicité)

AGENTS DE MAÎTRISE CADRES MOYENS PERFECTIONNEMENT A LA GESTION DE L'ENTREPRISE

2 années
1 jour par semaine
A partir du 4 mars 1987

École commerciale
de la Chambre
de Commerce
et d'Industrie de Paris

3, rue Armand-Moisant
75015 PARIS
Tél. 43-20-08-82
Métro Montparnasse

droit public
concours administratifs
Avec la collection des manuels de droit public de la Bibliothèque de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
BELIN

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

A UNIQUE BUSINESS OPPORTUNITY

Ford Motor Company
Belgium S.A. recherche un
(des)

CANDIDAT(S) CONCESSIONNAIRE(S)

pour l'entière (ou une partie) d'un secteur de la région bruxelloise. Ce marché représente un volume annuel de plus de 2.000 véhicules, un chiffre d'affaires d'au moins 800 millions de francs belges et une clientèle très importante.

Veuillez envoyer votre candidature par écrit à :
Rik Telen, Ford Motor Company Belgium S.A., boîte postale 37, 2030 Anvers - Belgique.



ALGERIE - الجزائر

Ministère de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques

Entreprise nationale de raffinage et de distribution des produits pétroliers - « NAFTAL »

AVIS DE VENTE INTERNATIONAL

L'entreprise nationale « NAFTAL » met en vente pour l'année 1987 une quantité de 20 000 TONNES D'HUILES LUBRIFIANTES USAGÉES.

Cette quantité est livrable à partir du port d'Alger par cargaison de 2 000 tonnes et du port d'Oran par cargaison de 1 500 tonnes.

Les sociétés intéressées par le présent avis de vente peuvent s'adresser soit à NAFTAL, Direction monopole et importations, route des Dunes, Cheraga (Tipaza), Algérie, tél. n° 81-09-69 à 96, télex n° 63127, 63128, 63137, 63138 ; soit faire parvenir leurs offres à l'adresse sus-indiquée dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de cet avis dans la presse.

Outre l'adresse sus-indiquée, le pli devra porter la mention suivante : « AVIS DE VENTE D'HUILES USAGÉES ».

BENNETON

Graveur-Héraldiste
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevalières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - Tél. : (1) 43.87.57.39

OFFREZ à votre personnel
le bien-être et la détente que procure une séance de yoga et de relaxation qu'il vous rendra en bonne humeur et en efficacité
SARAH MAIA
Tél. : 46-34-06-91

REPÈRES

Electricité

Baisse des tarifs d'EDF

Pour la troisième fois en un peu plus d'un an, les tarifs d'Electricité de France diminuent. Mais, pour la première fois, ce changement de tarifs, applicable à partir du 1^{er} février, est négatif : il sera en moyenne de -0,5 % pour les particuliers, petits et moyens utilisateurs (mais les usages du « tout électrique » vont subir une facture inchangée) et de -1 % à -2 % pour les professionnels. Cette baisse est effectuée à la demande des pouvoirs publics, qui la justifient par la chute du dollar, et par l'augmentation de la production de l'entreprise. EDF souligne que cette baisse devrait contribuer à rétablir l'image d'Electricité de France à la suite des graves et des déstabilisantes de la dévaluation. La Fédération CGT de l'énergie considère qu'elle va profiter essentiellement aux abonnés industriels et qu'elle ne permettra pas à EDF de réorienter son endettement.

Monnaies

Le zloty à nouveau dévalué

Le zloty polonais a été dévalué dimanche 1^{er} février de 24,2 % par rapport au dollar. Il s'échangeait désormais à 240 zlotys pour 1 dollar, contre 193,25 le semaine dernière. Il s'agit de la neuvième dévaluation depuis 1982 de la monnaie polonaise, qui s'échangeait alors à 35 zlotys pour 1 dollar. La dernière opération remonte à septembre dernier. Cette dévaluation, qui vise à stimuler les exportations, fait suite à une mission, en décembre et en janvier, en Pologne, du Fonds monétaire international (FMI). Des négociations sont prévues au printemps entre le FMI et la Pologne afin de fixer un cadre de discussions pour l'octroi de crédits.

SOCIAL

Deux syndicats de pharmaciens condamnés pour entraves à la concurrence

Le ministre de l'Economie, sur avis de la Commission de la concurrence, vient d'infliger une amende de 700 000 F au Syndicat des pharmaciens du Pas-de-Calais, de 50 000 F à l'Association Soprophar, de 40 000 F à l'Association des pharmaciens de la zone minière, de 30 000 F à celles des pharmaciens du Boulonnais et de Flandre-Lys, de 20 000 F à celle de l'Artois pour des pratiques « anticoncurrentielles ».

Ces-ci avaient tenté d'interdire le libre-paiement avec certaines mutuelles ou assurances aux pharmaciens n'adhérant pas au syndicat ou aux amicales, ou avaient subordonné à leur accord les conventions avec d'autres pharmaciens. Ils avaient exercé des pressions sur les syndicats pour faire passer la totalité de leurs factures de médicaments par un même « organisme intermédiaire » chargé de collecter les factures et de répartir ensuite les remboursements ; ils avaient aussi

Accord sur les nouvelles technologies dans la métallurgie

Après la banque en juin 1986 (le Monde du 3 juin 1986), le deuxième accord de branche sur l'introduction des nouvelles technologies a été signé dans la métallurgie entre l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM, patronat) et la CFDT, FO, la CGC et la CFTC, Seule la CGT a refusé.

L'accord prévoit que, en cas de « travail à temps partiel », la qualification de l'ouvrier doit être maintenue, l'organisation du travail, la formation, les conditions de travail, la qualification ou la rémunération du personnel, le statut d'entreprise sont « informés et consultés le plus tôt possible avant toute décision irréversible », avec notamment présentation d'une note écrite précisant les objectifs et les implications du projet sur un mois avant la réunion.

D'autre part, un plan d'adaptation sera élaboré pour faciliter l'adaptation du personnel concerné et le reclassement des salariés. Des garanties sont accordées aux salariés dont le poste sera supprimé, notamment en matière de réaffectation et de niveaux de retraite. L'accord réaffirme la nécessité de prévoir des programmes de formation aux nouvelles technologies, y compris pour les représen-

Une curieuse réunion « interministérielle » entre tous les partenaires de l'apprentissage

Inattendue, une réunion de ce genre a été décidée du sort de la prochaine loi sur l'apprentissage, annoncée par M. Jacques Chirac le lundi 26 janvier à Mulhouse et confirmée jeudi 29 à l'issue du séminaire du gouvernement. Elle aura lieu sur permis que, pour la première fois sur ce sujet depuis le 16 mars, les représentants des cabinets ministériels intéressés rencontrent des élus régionaux, des dirigeants socio-professionnels et même des directeurs de CFA (centres de formation d'apprentis). Un oubli dommageable a pu ainsi être réparé, puisque les uns et les autres sont les interlocuteurs obligés pour la formation par l'apprentissage, devenue l'affaire des régions - y compris financièrement - à la suite de la décentralisation.

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, M. Jean-Pierre Soisson, président du comité de coordination des programmes régionaux de formation professionnelle, s'impatiente. Il s'interrogeait sur les raisons de cette absence de concertation. Finalement, le député maire de l'Yonne et d'Auxerre (UDF) a pris l'initiative, et mercredi a mis en présence ceux qui ne se voyaient jamais ensemble.

Trois millions d'actionnaires pour Paribas

« La Compagnie financière de Paribas aura environ trois millions d'actionnaires. C'est un succès immense qui était pour moi totalement imprévisible », a déclaré M. Edouard Balladur, dimanche 1^{er} février au journal de 20 heures de A. 2. Avant sa nationalisation, en 1982, la Compagnie comptait cent cinquante mille actionnaires. La ruée des petits porteurs sur l'action Paribas, vendue à 405 F mais négociée sur le « marché gris » autour de 500 F, intervient après la boucane de l'été 1986, provoquée par la mise sur le marché de Saint-Gobain. Ce succès « sans précédent de l'actionnariat populaire » pose de nouveaux

problèmes à la Rue de Rivoli. Les 14,8 millions d'actions mises sur le marché ne suffisent pas à satisfaire la demande des petits porteurs prioritaires. Le ministère envisage de réduire (de 20 à 18 %) la part des titres destinés à l'origine aux étrangers. Malgré cela, les demandes des petits porteurs ne pourront être servies intégralement. Elles seront réparties proportionnellement à la demande. Contrairement à ce qui avait été promis, donc, « tout le monde n'aura pas dix actions », a confirmé M. Balladur, nous attribuerons sept, huit ou neuf actions », peut être même cinq, à ceux qui en avaient

demandé une dizaine. Cette possibilité de réduction est prévue par la loi de privatisation. Les souscripteurs ne sauront que dans dix jours à combien de titres ils auront droit, vraisemblablement juste avant la première cotation du titre au comptant sur la Bourse de Paris, le 12 février.

Cette réduction des titres pour les petits porteurs ne devrait pas remettre en cause un autre avantage : la distribution d'une action gratuite pour dix détenues pendant au moins dix-huit mois. « Les actions gratuites prévues par la loi de privatisation seront données par fractions, selon des modalités à définir », a indiqué le ministre d'Etat.

Les risques du succès

UN million et demi de souscripteurs pour Saint-Gobain, trois millions pour Paribas : nul ne peut nier que la privatisation en marche soit, pour l'instant, un succès. Mais, un triomphe éphémère. Au point qu'il risque de se retourner contre les initiateurs de la privatisation. Ne sont-ils pas obligés aujourd'hui d'ériger leur première déception aux parisiens de cette « nouvelle société » d'actionnaires populaires, dont M. Balladur annonce l'avenir, en ne satisfaisant pas pleinement leurs demandes ?

Malin cela n'est encore qu'un moindre mal. La déception pourrait être plus profonde encore. Les Français qui découvrent la Bourse, grâce à la privatisation notamment, s'y précipitent comme dans un casino où l'on gagne à tous les coups. On a

d'ailleurs tout fait pour leur donner cette image sécurisante. La première opération de privatisation, symbolique s'il en est, avec Saint-Gobain, fut l'opération même de l'investissement sans risque, avec rendement assuré sur les dix-huit mois à venir. Aussi solide qu'un caillou de Caen d'époque. L'opération Paribas n'aura pas beaucoup plus introduit le doute dans l'esprit des candidats actionnaires.

Le risque est pourtant réel. Et M. Balladur lui-même n'a pas manqué de le rappeler le 1^{er} février, non pour tempérer les ardeurs d'ailleurs, mais pour justifier le prix choisi pour la mise en vente de Paribas. « Une action, c'est un titre de propriété. En l'acquérant, on devient solidaire du destin [de l'entreprise] et l'avenir

peut réserver de bonnes et aussi de moins bonnes surprises. »

Depuis 1982, les Français n'ont pas eu de meilleures surprises. Rendements réalisés par la Bourse. Rendements rémunérateurs et plus-values spectaculaires sont devenus le lot quasi-quotidien, à Paris comme sur les Bourses étrangères.

Information et protection

Un phénomène renforcé encore par la diminution de l'inflation. Mais cette évolution va forcément se ralentir, à défaut d'arriver à son terme. Ne serait-ce déjà que par le seul de résistances rencontré par l'inflation.

C'est à ses réactions face aux épreuves que l'on jugera de l'adhésion réelle d'un actionariat populaire. Si les petits porteurs devaient prendre la fuite au premier coup de tabac venu, M. Balladur aurait bien du souci à se faire. A cet égard, les réactions négatives exprimées par les petits actionnaires d'Unior et de Saurat au moment du coup d'accord d'abord les instances de contrôle et de sanction des marchés financiers.

CLAIRE BLANDIN.

ÉTRANGER

Le nouveau « pacte » de la coalition autrichienne Moins d'Etat, moins de déficit

VIENNE de notre correspondante

Le nouveau gouvernement de grande coalition entre socialistes et populistes conservateurs, issu des élections législatives du 23 novembre 1986, se montre résolu à réduire, par petites touches prudentes, le rôle de l'Etat qui contrôle, directement ou indirectement, deux tiers de l'économie autrichienne. Cette volonté de « moins d'Etat », explique-t-on, est dictée par un budget, de plus en plus difficile à « boucler », les subventions publiques creusant chaque année un trou de quelque 40 milliards de schillings (1), le moitié du déficit budgétaire de 1986.

Le « pacte » de coalition, qui règle les détails de la future coopération des deux grandes formations politiques du pays, est, dans sa partie économique, marqué d'une empreinte conservatrice. Ses idées-forces vont de la réduction du rôle de l'Etat public par une dénationalisation partielle, à la recherche de solutions à la surproduction agricole, d'une réforme fiscale et sociale à la réduction du déficit budgétaire et de l'endettement public.

Les entreprises nationalisées, qui ont obtenu jusqu'en 1985 plus de 30 milliards de schillings en aides publiques, auront besoin dans les trois à cinq années à venir de quelque 50 milliards pour survivre et se moderniser, estiment les experts. La plus grande partie sera destinée aux usines sidérurgiques de Voest-Alpine (6,7 milliards de pertes en 1986). Un programme de redressement pour Voest rendra public en septembre de la même année - celui de la « dernière chance », selon le directeur général de l'entreprise, M. Herbert Lewinsky - prévoit la suppression d'entreprises de dix mille emplois d'ici à 1990 et une hausse de la productivité des aciéries, actuellement inférieure de 25 % à celle d'autres entreprises comparables.

Première tranche de privatisations

Pour faire avancer la restructuration du secteur, le holding d'Etat, OeIAG, qui regroupe toutes les entreprises nationalisées du secteur concurrentiel a déclenché le processus de privatisation par la vente de l'usine productrice de feux de signalisation (120 millions de schillings, cent employés) et de Hebag, producteur de constructions métalliques (500 millions de schillings d'affaires, cinq cents employés) à des firmes autrichiennes et suisses. An total, une première tranche de privatisations doit rapporter 4,5 milliards de schillings d'ici à fin 1987.

Le gouvernement envisage également la vente d'activités secondaires rentables des entreprises publiques, la privatisation partielle du secteur chimique où l'Etat conserve 51 % des parts et la réduction de certaines participations de l'Etat, notamment chez Siemens Autriche où le poids des pouvoirs publics sera ramené de 43,6 % à 26 %. En ce qui concerne les deux grandes banques contrôlées à 60 %, la Créditbank et la Landesbank, l'Etat ne souscrit pas à la prochaine augmentation de capital. Pour la seule entreprise nationalisée non financière, la société pétrolière

Oemv, la cession du capital par introduction en Bourse est prévue.

Autre préoccupation majeure de la grande coalition, les problèmes de l'agriculture, auxiliaires à ceux d'autres pays. L'autriche produit trop de blé et trop de lait. Les subventions à l'exportation de produits agricoles, qui ont atteint, en 1986, environ 9 milliards de schillings, doivent être progressivement réduites. Cependant, le déficit extérieur agricole à l'égard des seuls pays de la CEE est actuellement de l'ordre de 6 milliards de schillings.

Des négociations sont en cours avec Bruxelles ; mais face aux difficultés des Douze dans ce secteur, les espoirs d'allègement sont limités. Compte tenu d'une baisse constante des revenus des paysans de 17 % en 1985 par rapport à 1984, les experts prévoient, sans succès tangible, une plus grande diversification de la production agricole.

Abandon fiscal

Plus vaste dessein de la nouvelle équipe au pouvoir, la réforme fiscale prévoit une série d'échappatoires pour éviter l'augmentation des impôts. Elle vise à relancer la consommation qui sera cette année le principal moteur de la croissance. Selon les estimations, la demande des ménages doit s'accroître de 3 % contre 2 % en 1986. A compter du mois d'avril prochain, la taxe à la valeur ajoutée sur les produits de luxe sera ramenée de 32 à 25 % au taux général de 20 % notamment sur les fouritures, les bijoux et les appareils de photo et de vidéo, produits que les Autrichiens ont pris la coutume d'acheter en RFA et en Suisse. Mais cette mesure diminuera de 6 à 7 milliards les recettes fiscales.

La nécessité de réduire le déficit budgétaire obligera le gouvernement à avancer progressivement sur la voie d'une baisse de l'impôt sur les revenus d'ici à 1990. Cet allègement sera financé par une forte limitation des exemptions fiscales. Selon une étude de l'Office national des statistiques, l'autriche se situe avec des recettes fiscales en pourcentage du produit intérieur brut de 42,4 %, au troisième rang des pays de l'OCDE derrière la Suède (50,6 %) et le Danemark (49,4 %).

Tenir cet engagement tout en atteignant l'objectif de réduire le déficit budgétaire de 5,4 % du PIB en 1992 ne s'annonce pas tâche aisée. Une des mesures envisagées pour y arriver est la suppression d'emplois dans la fonction publique. Priorité sera également accordée à la réduction de l'endettement de l'Etat qui s'élève à 381 milliards de schillings et absorbe 47 milliards au titre du service de la dette.

Rigueur et libéralisme se traduiront dans un premier temps tout au moins par une aggravation du chômage en raison des licenciements prévus cette année dans le secteur nationalisé. Selon les projections, les chômeurs représenteront 5,5 % de la population active contre 5,1 % en 1986. Les experts estiment ce taux plus proche de 8 à 9 %, si l'on tient compte des jeunes en quête d'un premier emploi ou des personnes en pré-retraite pour raisons économiques.

WALTER BARYLL

(1) 1 schilling = 0,47 F.

Le contentieux sur la pêche

Tension franco-canadienne

La fixation par Ottawa des quotas de pêche pour 1987 provoque un double mouvement de protestation. La France estime que les quotas dont disposeront ses pêcheurs sont nettement insuffisants. Sur le plan intérieur canadien, les représentants des pêcheurs de Terre-Neuve et l'opposition parlementaire aux Communes ont accusé le ministre de la pêche, M. Siddons, d'avoir cédé aux pressions françaises.

MONTREAL de notre correspondante

Considérés comme des concessions exorbitantes et injustifiées, les droits de pêche accordés par le Canada aux chalutiers français ont fait l'objet de vives diatribes les 29 et 30 janvier au Parlement d'Ottawa, tandis que la colère grandissante des pêcheurs canadiens fait redouter un regain de tension en mer pour la saison de pêche qui vient tout juste de commencer.

Les protestations les plus virulentes émanent de la province de Terre-Neuve et de ses représentants. Certains d'entre eux ont allé jusqu'à réclamer l'annexion des îles françaises de Saint-Pierre-et-Miquelon (situées à 24 kilomètres au sud des côtes de Terre-Neuve), l'intervention de la marine canadienne pour empêcher les chalutiers français de « piller » les bancs de morue ou encore la tenue d'un référendum sur l'avenir de la province dans la Confédération canadienne (dont Terre-Neuve fait partie depuis 1949 seulement).

A Ottawa et dans les capitales des provinces atlantiques, l'opposition libérale et néo-démocrate reproche surtout au gouvernement de M. Brian Mulroney d'avoir cédé aux Français.

Le différend remonte à 1977, lorsque le Canada a décidé d'étendre sa zone économique exclusive à 200 milles nautiques, englobant ainsi l'archipel français.

Le Canada estime que les ressources halieutiques sont dangereusement surexploitées dans le secteur litigieux et impose des restrictions à ses propres pêcheurs. « Chaque fois que nous pêchons 1 000 tonnes de morue à la France, le manque à gagner pour nos industries dépasse 2 millions de dollars », soulignent les représentants des pêcheurs canadiens.

Accusés d'avoir négocié en catimini avec la France, sans l'avis des provinces concernées, les autorités canadiennes estiment que l'entente obtenue à Paris en fin de semaine dernière était « la meilleure possible » et soulignent que, pour la première fois, des spécialistes français ont accepté d'étudier avec leurs collègues canadiens l'état des stocks de morue dans la zone controversée.

« Nous espérons qu'à la reprise des négociations avant la fin de cette année (sur les quotas à accorder pour les années 1988 à 1991), la France sera enfin convaincue qu'il existe une grave pénurie d'épuisement des ressources, qui porte autant préjudice aux pêcheurs canadiens qu'à ceux de Saint-Pierre-et-Miquelon », a déclaré l'un des négociateurs canadiens, M. Victor Rabinovitch.

MARTINE JACOT.

TOURISME

Le chèque-vacances privatisé ?

L'Association nationale pour les chèques-vacances (ANCV) s'impatiente. Son dossier est toujours sur le bureau du secrétaire d'Etat au tourisme qui a annoncé une réforme de ce service. Le chèque-vacances a été créé par une ordonnance du 26 mars 1982. C'est une aide à la personne versée aux salariés qui en bénéficient sous certaines conditions. Le chiffre d'affaires de l'association a été de 97,8 millions de francs en 1985 (contre 60,8 millions en 1983) et cent mille personnes en bénéficient.

Le chèque sert à payer des prestations diverses : hôtels, restaurants, activités sportives, etc. Il est soit attribué par l'entreprise aux salariés, dont les impôts sur le revenu ne dépassent pas 5 830 francs, soit donné par le comité d'entreprise sans condi-

tions de ressources. Ce sont les CE qui réalisent la majeure partie du chiffre d'affaires de l'association (58 millions de francs en 1985).

Mettant en cause le déficit permanent de l'ANCV (110 millions de francs), les pouvoirs publics ont annoncé la réforme depuis plusieurs mois et envisagent d'en confier la gestion à une société privée et d'étendre son application à un nombre plus important de salariés. L'ANCV voudrait que la réforme envisagée se fasse en concertation avec elle.

D'autre part, l'association demande que les pouvoirs publics exonèrent de charges sociales le chèque-vacances distribué par l'entreprise comme ils l'ont fait en 1984 pour les comités d'entreprise.

سكندرية

Economie

Relance de la concurrence internationale

Le rôle de l'Etat reste déterminant pour la maîtrise des télécommunications

M. Longuet, ministre délégué chargé des P et T, va autoriser une société privée à offrir un service de radio-téléphone (le Monde du 29 janvier) sur le territoire national. Il s'agit d'une première rupture du monopole de l'Etat. Faut-il aller plus loin dans une politique «libérale» de concurrence et de moins d'Etat? Quel rôle doivent jouer les P et T pour faire face à une compétition devenue mondiale?

Poitiers est devenu un «téléport». Les entreprises de la zone pourront, sous certaines conditions, se connecter directement aux grands réseaux internationaux de télécommunications sans passer par l'administration des P et T. Il ne s'agit que d'une expérience, au demeurant fort limitée, mais l'analogie portuaire est significative.

Les télécommunications sont devenues l'équivalent de ce qu'étaient les routes maritimes du quatorzième au dix-huitième siècle. Leur contrôle apportait denrées, or et emplois; la maîtrise des réseaux nouveaux assure aujourd'hui devises et compétitivité. Dans tous les secteurs la collecte, le traitement et la transmission d'informations représentent une part croissante des coûts. Ce qui est vrai aujourd'hui pour les banques, les médias ou les agences de voyages le sera bientôt pour toutes les autres activités. Dès lors, qui maîtrisera les voies internationales de la communication détiendra les clefs du futur.

Dans cette bataille, la France a de bons atouts. Son réseau téléphonique est l'un des plus modernes du monde (à 60 % «numérique», c'est-à-dire capable de transmettre aussi des données d'ordinateur), son administration des P et T compétitive (7 milliards d'excédent en 1986 sur un chiffre d'affaires de 91 milliards de francs). Si l'absorption d'ITT-Télécommunications par la Compagnie générale d'électricité (CGE) se passe bien, son industrie pourrait être assez bien placée.

Pourtant rien ne va. Comme étouffé par l'ampleur de l'enjeu, le pays n'arrive pas à définir une stratégie. Le nombre impressionnant de dossiers bloqués sur le bureau de M. Gérard Longuet, ministre délégué aux PTT, l'atteste. Le choix d'un deuxième fournisseur de centraux téléphoniques aux côtés de la CGE? Promis pour juillet, puis pour septembre, la décision est repoussée maintenant en mars.

Le changement, prévu par la plate-forme RPR-UDF, du statut de la direction générale des télécommunications (DGT) en celui d'une société nationale? Remis à l'après-1988. L'ouverture à la concurrence, elle aussi prévue dans la plate-forme? «C'est plus difficile que prévu», explique-t-on. Le rôle arbitral de la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés)? Cette grande réforme préparée par les ministères libéraux du clan Léotard a du plomb dans l'aile. Contestée politiquement, et techniquement pour ne comporter en son sein aucun spécialiste des télécommunications, la CNCL survivra-t-elle après 1988? Le quasi-abandon du plan câble par M. Longuet marque enfin, et avec quelle ampleur! (1), l'enlèvement de tous les projets des PTT.

Impôt-téléphone pour combler le déficit

La politique choisie par le ministre était pourtant assez habile. Loin de vouloir faire du moins d'Etat radical, comme son collègue et ami Madelin à l'industrie, M. Longuet a mis au point une tactique subtile, en deux temps: introduction d'une concurrence sur certains domaines du monopole exploité par la direction générale des télécommunications, d'abord; réforme de la DGT, ensuite, de façon à lui donner «des armes égales» en face de cette nouvelle concurrence.

Pour pouvoir se comporter comme une entreprise, la DGT devait obtenir plus d'indépendance vis-à-vis du ministère des finances, qui fixe encore ses tarifs

dans le détail, son budget chaque année, l'évolution de ses effectifs et leurs rémunérations, et qui fixe surtout la taxe de 20 milliards de francs pour combler le déficit budgétaire. Un impôt-téléphone qui représente près d'un quart de ses recettes. Concurrence et autonomie devaient ainsi s'accoupler pour enfanter à la fois du moins et du mieux d'Etat.

Les difficultés n'allaient pas tarder à surgir. M. Chirac, craignant qu'un modification du statut de la DGT impliquant une scission entre la poste et les télécommunications ne provoque des grèves, interdit à son ministre de poursuivre dans cette voie. M. Balladur, de son côté, estimant que l'«impôt téléphone» est aussi rémunérateur que discret, ne céda pas un centime. En fin d'année, il réclama même 3 milliards supplémentaires pour boucler son budget 1986 et M. Longuet, malgré ses pleurs, dut s'exécuter. Il obtint bien qu'une TVA soit introduite à la fin de 1987 sur les communications (ce qui diminuera le tarif payé par les entreprises qui se font rembourser cette taxe), mais rien n'indiquait encore que la DGT gagne vraiment au change.

«IBM imposera»

Mêmes soucis côté concurrence. A la recherche de «champions de liberté» comme les téléports, M. Longuet voulait privatiser les câbles téléphoniques, qui, constamment pillés, sont déficitaires. Mais les candidats ont posé une condition: que les tarifs soient portés de 1 franc à 1,20 franc. Désatisfaire eût été augmenter les prix. Inacceptable, a jugé M. Balladur.

Plus importante était l'ouverture à la concurrence des réseaux avancés de transmissions de données informatiques (les réseaux dits à valeur ajoutée). Qui est candidat pour concurrencer la DGT? Il n'y en a qu'un: IBM, associé à Paribas et sa filiale informatique Sema-Metra. Le géant américain propose, à partir de lignes louées aux PTT dans un premier temps, de bâtir un vaste réseau «universel» qui relierait les ordinateurs de toutes les entreprises et permettrait leur dialogue.

Hors IBM, les propositions françaises sont modestes et centrées autour de réseaux spécialisés par profession (réseaux dit «verticaux»). (2) Immédiatement un long débat se met en place avenue de Ségur: «IBM va se servir de la maîtrise de son réseau pour conforter son quasi-monopole dans les ordinateurs. Il imposera sa loi à ses clients», explique-t-on au ministre. Et puis, n'est-ce pas mettre le groupe Bull en position d'infériorité?

La DGT, de son côté, examine la proposition d'IBM et craint fort, non sans raison, que le géant américain ne veuille pas transmettre uniquement des données informatiques mais également du téléphone. Voies, données, images, tout se mélange dans les tuyaux électroniques; démanteler un seul morceau est quasi impossible. Face à une levée de boucliers, le ministre hésite. Ses proches attirent en France la société EDS, filiale de General Motors, spécialisée dans les réseaux, pour contrebalancer le poids d'IBM (3). Ils préparent une législation double: la tutelle de l'Etat resterait forte pour les grands réseaux de type IBM, tandis qu'elle serait lâche pour les réseaux limités que proposent les firmes françaises. Mais cela suffit-il pour écarter tout danger?

Le moins d'Etat peut-il se traduire par un plus d'IBM et General Motors réunis?

M. Longuet, poussé par ses amis libéraux, semble aujourd'hui modifier sa politique. Il gèle le programme de câble TV, puis autorise l'entrée d'un opérateur privé dans la radiotéléphonie. Ses arguments techniques sont la trop faible rentabilité du câble et le retard pris dans la technologie du téléphone de voiture. Il sont recevables. Mais il ne s'agit pas moins d'introduire une concurrence sans, cette fois-ci, gagner d'auto-

nomie pour la DGT. Dès lors, l'administration risque d'être dépeuplée, morceau par morceau, d'activités pourtant porteuses d'avenir au profit du privé.

La vague de démantèlement, partie des Etats-Unis à la fin des années 70, a bouleversé les étroites relations nationales entre l'Etat, les P et T et l'industrie des télécommunications, qui ont prévalu pendant un siècle. Aujourd'hui, l'Etat-nation est contourné. Les liaisons multinationales et internationales prévalent. Les tarifications orientées, vers le «service public» doivent être rapidement révisées au faveur des grandes entreprises qui constituent la partie la plus rentable des marchés. Une certaine concurrence privée est donc inévitable, mais ce constat, s'il impose de retracer les frontières du monopole de la DGT, ne dit pas comment. Et rien n'est plus complexe que les intérêts apparents d'entrepreneurs: ceux des différents usagers, ceux de l'industrie, ceux du ministère des finances, ceux des militaires (4), ceux des syndicats, ceux de la DGT elle-même. Comment choisir en préservant au mieux les chances françaises dans la compétition mondiale? Comment définir une vision de long terme?

La DGT s'inquiète de l'évolution actuelle. Certains cadres s'alarment: «Nous allons être attaqués par le haut sur les liaisons internationales, sur les services à valeur ajoutée, sur la radiotéléphonie, et, par le bas, par la rue de Rivoli, qui nous pompe 20 milliards chaque année. Par crainte de grève, le gouvernement nous maintient dans un statut qui nous empêche de réagir commercialement. A terme, de trois à cinq ans, nous serons incapables de poursuivre nos investissements. Le réseau va se dégrader, et cela servira d'argument pour introduire encore plus de concurrence. C'est un schéma de mort lente.»

Opérateur international

Pour l'éviter, ces cadres de la DGT, qui, jusqu'à présent, défendaient l'intégrité du monopole, acceptent désormais l'idée de concurrence. Remarquable que la déréglementation des télécoms aux Etats-Unis et en Angleterre n'a, dans les faits, que peu amputé la puissance d'ATT et de British Telecom sur leur territoire national, ils envisagent aujourd'hui de céder (un peu) de terrain en France pour investir (beaucoup) dans les réseaux internationaux, là où sont les enjeux véritables.

Devenir soi-même un opérateur multinational est la seule réponse efficace. Ce projet a diverses variantes: certains ont songé à une nécessaire filialisation d'activités, d'autres estiment que le statut actuel offre assez de marge de manœuvre commerciale (5). Point n'est besoin d'engager le fer avec les syndicats, l'entreprise a au contraire besoin d'unité. Mais il a le mérite d'ouvrir — enfin — l'horizon.

A partir de là, les intérêts apparemment contradictoires peuvent s'ordonner. La CGE et la DGT, au lieu de s'opposer comme c'est le cas depuis la fusion de la première en 1983 avec Thomson, décident contre l'avis des P et T, peuvent s'épanouir dans une internationalisation conjointe. Introduire IBM ne peut se faire raisonnablement avant que la DGT n'ait arraché suffisamment d'autonomie de gestion et, surtout, n'ait obtenu une entrée sur le marché américain des services de façon à équilibrer les échanges au-dessus de l'Atlantique.

En attendant, pourquoi ne pas ouvrir les monopoles des PTT de façon croisée en Europe? Les télécommunications avancées peuvent être l'occasion de commencer à bâtir une Europe des services.

Il est encore trop tôt pour savoir si ce projet peut aboutir. Si M. Longuet le soutient, la collision d'intérêts entre les syndicats des postes et le ministère des finances pèse en faveur de l'immobilisme. Pourtant une internationalisation redonnerait une dynamique aux télécommuni-

cations françaises. En démantelant, les Américains ont certes bousculé le paysage sacien, mais ils ont surtout réussi à perturber les esprits et à paralyser leurs concurrents.

Les relations Etat-P et T-industrie doivent sans doute être amendées pour faire face aux nouveaux marchés électroniques. Mais l'on avait oublié que la chaîne doit rester entière. Il suffit d'observer les différents pays pour constater qu'il n'existe nulle part une industrie forte sans PTT forts et sans soutien de l'Etat. C'est la condition pour obtenir des réseaux modernisés à bon prix pour les clients-usagers. La différence est un simple changement d'échelle. Désormais l'enjeu n'est plus national, il est international.

ERIC LE BOUCHER.

- (1) Le Monde du 13 janvier 1987.
- (2) Un même réseau «universel» relie à la fois les banques, les différents industriels, les artisans, etc. Une autre approche consiste à bâtir plusieurs réseaux «verticaux», chacun spécialisé par profession. La première solution donne beaucoup de pouvoir au propriétaire du réseau sur les normes et les tarifs. La seconde, plus décentralisée, est plus proche des intérêts, pas forcément identiques, des utilisateurs.
- (3) EDS (Electronic Data Systems) vient de racheter la société de services informatiques SPI, filiale de Pochnier.
- (4) Les militaires ne peuvent guère fléchir et le parti. Le Pentagone était ainsi opposé à la déréglementation du téléphone aux Etats-Unis.
- (5) C'est dans cette optique que M. Dandoux, le précédent directeur général des télécommunications, souhaitait créer ATT comme second fournisseur de centraux. Pour lutter contre l'éventuelle concurrence sur le marché des communications d'entreprise, il faut que la DGT dispose d'un matériel qui ait des capacités de services nouveaux (les centraux) que réclament les entreprises. Seul ATT, se dit de la DGT, les offre. L'actuel directeur, M. Rolet, ne s'est pas encore prononcé.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

b INTERBAIL

Production commerciale soutenue Croissance du bénéfice et des résultats

Le Conseil de Surveillance s'est réuni le 26 janvier 1987 sous la présidence de Monsieur Jean MARTINEAU. Il a entendu et approuvé le rapport présenté par Monsieur Jean-Baptiste PASCAL, Président du Directoire.

Le Conseil de Surveillance a accueilli en son sein M. Charles de CROISSET, Directeur Général Adjoint du Crédit Commercial de France, représentant désormais cet actionnaire fondateur, lequel assurera la vice-présidence aux côtés de Jacques MULLER et de la Société Mutuelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics ainsi que Monsieur Paul PACLOT, représentant désormais la Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts, dont il est le Président-Directeur Général.

Le Conseil de Surveillance a par ailleurs décidé de la nomination en tant que Membre du Directoire de Madame Irène AIMÉ.

L'exercice 1986 a enregistré une progression importante de ses engagements puisque la production globale atteint F 613 819 038 en 44 opérations nouvelles. Dans ce total, les investissements patrimoniaux destinés à la location simple s'élèvent à F 145 626 000 H.T. et ceux relevant du crédit-bail immobilier à F 468 193 038 H.T. Ainsi, le total des engagements bruts s'élève à F 447 513 876 H.T. au 31 décembre 1986 se décomposant en F 1003 303 143 H.T. pour le patrimoine de location simple et en F 3 471 835 622 H.T. pour les opérations de crédit-bail immobilier.

Les recettes H.T. de l'année se sont élevées à F 633 036 000 contre F 565 875 000 auparavant soit + 12,9 % tandis que la dotation cumulée aux amortissements progressait de 16,26 %.

Le résultat courant s'élève à F 190 144 760,38 contre F 174 443 622,36 au 31.12.1985.

Après prise en compte des éléments exceptionnels, le résultat net s'établit à F 189 068 263,43 contre F 166 983 313,38 enregistrant une progression de 13,23 %.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mars prochain la distribution d'un dividende unitaire de F 37,75 contre F 36,50 au titre de l'exercice précédent.

Selon l'INSEE

La compétitivité des prix de vente ne s'améliore pas

Le chiffre d'affaires à l'exportation des entrepreneurs français s'est décliné entre 1985 et 1986, selon l'enquête semestrielle de l'INSEE sur la concurrence étrangère et les exportations. Toutefois, après deux trimestres de baisse, les commandes étrangères apparaissent aujourd'hui stabilisées. Les réponses des entrepreneurs interrogés varient cependant selon les secteurs. C'est dans l'automobile que l'évolution du chiffre d'affaires à l'exportation est la plus favorable, le second semestre ayant été aussi bon que le premier et les commandes se maintenant à un niveau élevé. L'agro-alimentaire et les biens de consommation ont eux aussi enregistré une évolution favorable, tandis que la situation se dégradait dans les biens intermédiaires et les biens d'équipement.

Pour l'ensemble de l'industrie, l'INSEE note une amélioration de la compétitivité des prix de revient que l'Institut de la statistique rapproche de «l'évolution modérée des coûts salariaux en France, comparés aux coûts de la RFA et du Royaume-Uni». Mais cela n'a pas permis jusqu'à présent d'améliorer la compétitivité des prix de vente qui sont jugés supérieurs à ceux de la concurrence tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. L'INSEE estime que cela peut s'expliquer pour partie par la hausse des marges bénéficiaires depuis six mois (les marges se redressant plus sur le marché national qu'à l'étranger).

«L'indice des prix de janvier ne sera pas bon» déclare M. Balladur. — L'indice des prix du mois de janvier ne sera pas un bon indice, a déclaré dimanche 1^{er} février, sur Antenne 2, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. Il a estimé que la hausse des prix pour janvier pourrait être de l'ordre de 0,5 % ou 0,6 %, peut-être un peu plus. «Cette évolution est due, notamment, au froid, à la hausse du prix du pétrole, aux grèves», a indiqué M. Balladur. «La liberté des prix, après une longue période de contrôle, se traduit parfois par des excès», a reconnu le ministre. «Ce n'est pas à l'Etat; c'est au consommateur de lutter contre les hausses de prix, y compris en renonçant à consommer».

Les fluctuations du dollar

Les ministres des finances des Cinq diffèrent sur leur rencontre

Le dollar s'est replié lundi matin à Paris sur un marché calme, après sa forte reprise du vendredi 30 janvier. L'annonce d'un déficit commercial moindre que prévu aux Etats-Unis avait alors fait gagner 9 centimes au billet vert en quelques minutes, pour atteindre 6,1250 F avant de chuter à New-York à 6,1095 F. La légère éclosion de lundi était donc attendue, le dollar redevenant à 6,06 F dans les transactions interbancaires et s'échangeant contre 1,8170 deutschemarks à Francfort. Le franc s'échangeait enfin à 3,3350 F contre le deutschemark, à peu près au même niveau qu'à la veille du week-end.

Le raffermissement du dollar en fin de semaine a renforcé l'idée que les ministres des finances des Cinq plus grands pays industrialisés — Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne — devraient différer leur rencontre prévue initialement pour le 7 février à Paris. A Washington, M. Baker, le secrétaire au Trésor, a affirmé qu'aucune réunion du «G5» n'était prévue dans l'immédiat. Les Japonais, notamment, ne semblent pas disposés à participer à une rencontre de l'asse sans être certains. Or si le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, et le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, sont tombés d'accord dimanche pour estimer que le cours des changes actualisé reflète mieux les aspects fondamentaux de l'économie internationale, il n'y a toujours pas d'unanimité entre les Cinq sur la politique à mener.

Guerre des banques en Dordogne

PÉRIQUEUX de notre correspondant

C'est la guerre des banques en Dordogne entre le Crédit agricole et le Crédit mutuel. Sur le département, les distributeurs de billets du Crédit agricole n'acceptent plus, depuis une semaine, les cartes bancaires émises par le Crédit mutuel ou, plus exactement, ils les avaient, et pour les récupérer, les clients du Crédit mutuel doivent attendre qu'elles transitent par le Groupement d'intérêts économiques interbancaires, organisme chargé de servir de trait d'union entre les banques. Le Crédit agricole, en effet, refuse de remettre directement leurs cartes bancaires aux clients du Crédit mutuel, même s'ils présentent une pièce d'identité.

A l'origine du différend entre les deux banques, il semble qu'il y ait la décision prise par la caisse de Crédit agricole de la Dordogne de faire payer les chèques à ses clients: 2 F le chèque au-delà de quinze chèques débités sur le compte chaque trimestre. La mesure est entrée en vigueur le 1^{er} janvier. Localement, le Crédit mutuel a annoncé, lui, qu'il ne ferait jamais payer les chèques.

En Dordogne, 60 % des dépôts sont versés au Crédit agricole et 5 % seulement au Crédit mutuel. Celui-ci indique que déjà quatre cents clients du Crédit agricole sont venus chez lui.

J.-J. B.

EN BREF

● Climat de France confié à Elitair Maxima. — Le tribunal de commerce de Corbeil (Essonne) a confié l'exploitation de la chaîne hôtelière Climat de France à la société Elitair Maxima International. Cette chaîne de cent vingt-cinq hôtels deux étoiles était en redressement judiciaire avec un passif de plus de 100 millions de francs. Elitair s'implante ainsi pour la première fois dans l'hôtellerie, son domaine d'activités étant la restauration publique. Elitair possède plusieurs divisions: Orly-restauration (800 millions de francs de chiffre d'affaires dans la restauration collective), Elitair-Maxima (520 millions de francs dans les restaurants d'aéroports et de grande magasins), le restaurant Jules-Verne de la tour Eiffel et les grils Quatre Perles.

● M. Madelin multiplie les rapports. — Après les aides à l'industrie, à la recherche, après la qualité, l'innovation, M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, a demandé à M. Claude Noël Martin, vice-président du CNPF chargé de la compétitivité internationale, de rédiger, avec l'Institut de l'entreprise, un rapport sur la compétitivité des entreprises françaises. Il devra être remis à l'été. Par ailleurs, M. Madelin a reçu un rapport commandé au CESA sur le coût que représente pour les entreprises la rédaction des formulaires divers demandés par les administrations. Le rapport a été transmis à M. Cabanis, ministre délégué chargé des réformes administratives.

XM2. LA DISQUETTE QUI COLLE BIEN AVEC L'ESPRIT CRÉATIF.

Si votre micro vous assiste dans un projet qui vous tient la tête, vous avez envie de travailler sans arrière-pensée. Il faut que tout colle bien. Même la disquette. X_{m2} vous vient du plus grand fabricant du monde de supports magnétiques pour l'informatique. X_{m2} ne fera pas de bêtises derrière votre dos. Pas d'erreur : X_{m2}, c'est la disquette du micro pas bête.

XIV 2

Les fluctuations du dollar
Les ministres
des finances des États
différents ont

[illegible]

Guerre des banques en Dordogne

PERIGLEUX

Other authors' correspondence

Crude oil passes to the Department of the Interior in the United States. So it is in Canada. The Canadian government is responsible for the distribution of the oil. The oil is sold to the provinces and the federal government. The provinces are responsible for the distribution of the oil to the private sector. The federal government is responsible for the distribution of the oil to the public sector. The oil is sold to the provinces and the federal government. The provinces are responsible for the distribution of the oil to the private sector. The federal government is responsible for the distribution of the oil to the public sector.

EN BREF

[illegible][illegible]

Denis Ballini est professeur de physique. Il travaille au Centre National de Documentation Pédagogique. C'est son activité d'enseignant qui lui a permis de développer un grand nombre de logiciels réellement pédagogiques pour l'Éducation Nationale.

هكذا من الاصل

هكذا من الامل

Groupe Docks de France

Les recettes consolidées provisoires, toutes taxes comprises, du groupe Docks de France se sont élevées à 20 442 millions de francs pour l'exercice 1986.

Le taux de progression sur 1985, calculé à partir des chiffres en monnaies nationales pour les filiales étrangères, est de 4,7 % ; le groupe Docks de France enregistre ainsi une progression de son volume d'activité dans chacun des trois

pays - France, Espagne et États-Unis - où il est présent.

Les recettes provisoires de la société Economats du Centre, dont les Docks de France contrôlent désormais 81,4 % du capital, sont estimées à 3 748 millions de francs en 1986.

Elles ne sont pas comprises dans le montant ci-dessus, la consolidation des Economats du Centre n'intervenant qu'à compter de l'exercice 1987.

GRUPE DELMAS-VIELJEUX

1^{re} - COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIELJEUX

Le conseil d'administration de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, société holding du groupe Delmas-Vieljeux, réuni le 29 janvier 1987 sous la présidence de M. Tristan Vieljeux, a examiné les comptes provisoires de l'exercice 1986 qui font ressortir un résultat social de 44 millions de francs environ contre 33 millions de francs pour l'exercice précédent.

Il est envisagé, sur ces bases, de distribuer un dividende de 39 millions de francs (contre 29 millions de francs au titre de l'exercice 1985).

Ce dividende s'appliquant à un nombre accru de titres, par suite de l'émission en septembre 1986 de 185 570 certificats d'investissement, le dividende par action s'élèverait à 43 F (au lieu de 41 F au titre de l'exercice 1985), auquel s'ajouterait un avoir fiscal de 21,50 F donnant un revenu global de 64,50 F.

2^{de} - SOCIÉTÉ NAVALE ET COMMERCIALE DELMAS-VIELJEUX

Le conseil d'administration de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux, principale filiale de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, réuni le même jour, a été informé des résultats estimés de l'exercice 1986.

Après un premier semestre satisfaisant, l'activité a subi un fléchissement sensible sur le secteur africain, dont la contribution au résultat a été au cours du deuxième semestre en diminution alors que, simultanément, les effets positifs du développement de la société sur de nouveaux secteurs géographiques ont commencé à se faire sentir.

Par ailleurs, dans un contexte vivement concurrentiel, les troubles sociaux qui sont intervenus en France en décembre 1986 ont eu des répercussions particulièrement néfastes.

Globalement, le bénéfice net de l'exercice 1986 devrait être comparable à celui de l'exercice précédent, la baisse du résultat d'exploitation étant compensée par l'augmentation des autres composantes du résultat. Il est envisagé, sur ces bases, de distribuer au titre de l'exercice 1986 un dividende au moins égal à celui de l'exercice précédent.

MAROC



FINANCEMENT D'EXPORTATIONS FRANÇAISES

La Banque Nationale de Paris et la Banque Marocaine du Commerce Extérieur ont signé, le 16 janvier, une nouvelle convention bancaire d'un montant de F 550.000.000 avec la Banque du Maroc.

Cette convention est destinée au financement des achats, par le Maroc, de petits équipements, de produits semi-finis, de produits alimentaires et de matières premières d'origine française.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez contacter la Direction du Commerce Extérieur au 42.44.77.58.

BNP: la banque est notre métier



La flamme de l'invention

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre de l'exercice 1986-1987 (1^{er} juillet au 31 décembre) s'est élevé à 262 millions de francs. Il est à comparer aux 209 millions de francs réalisés pour la même période de l'exercice précédent.

L'évolution est conforme aux prévisions, mais ne saurait être extrapolée à l'ensemble de l'exercice, pour lequel une progression de l'ordre de 25 % est attendue.

Par ailleurs, il sera procédé prochainement à la distribution d'une action gratuite pour six anciennes.



sur mesure

IMMOBILIER

30 000 affaires Paris-province

Garantie

3615 TAPEZ LEMONDE

Gestion du Risque de Portefeuille:

Warrants XMI

Un Instrument de Couverture pour une Gestion de Portefeuille Efficace

- Effet de Levier
- Longues Echéances
- Valeur Potentielle Elevée

Ces Warrants sur l'indice de marché MMI ("Major Market Index", symbol Reuters "XMI") ont tous ces avantages.

Parrainé par l'"American Stock Exchange", le MMI est l'indice des "Blue Chips" Américaines qui comprend 20 des premiers groupes industriels aux États-Unis. Les Options et Futures sur l'indice MMI s'échangent actuellement au Chicago Board of Trade et prochainement à Amsterdam. Le Wall Street Journal publie des informations quotidiennes sur l'indice MMI.

Morgan Stanley présentera un exposé sur les Warrants XMI à 3 ans à l'Hôtel Bristol, 112, Rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, le 3 Février 1987 à 12 h 30.

Participeront aux exposés:

M. Richard M. Bookstaber
Morgan Stanley & Co. Incorporated

M. Frank Margnani
American Stock Exchange

Pour plus amples renseignements veuillez contacter Chad Loweth à Londres
Tel. (441) 709 3000

MORGAN STANLEY INTERNATIONAL

Marchés financiers

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global, de base 100 : 28 décembre 1985

29 jan. 30 jan.

Valeur temp. à recouvrable	106,5	104,5
Valeur industrielle	106,5	105
Valeur étrangère	101,5	100,4
Marché-Énergie	106,5	106,5
Chimie	106,5	106,1
Métallurgie, mécanique	106,5	102,2
Électronique, électrique	106,5	102,6
Mécanisme et matériel	106,5	107,4
Ind. de consommation, non alim.	106,5	105
Agro-alimentaire	106,5	102,5
Transport, industries diverses	106,5	102,2
Assurances	106,5	105,7
Crédit bancaire	106,5	105,1
Services	106,5	105,1
Industrie et commerce	106,5	102,2
Investissement et portefeuille	106,5	103,5

Base 100 : 28 décembre 1985

Valeur temp. à recouvrable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Base 100 : 31 décembre 1986

Indice global, de base 100 : 31 décembre 1986

29 jan. 30 jan.

Valeur temp. à recouvrable	106,5	104,5
Valeur industrielle	106,5	105
Valeur étrangère	101,5	100,4
Marché-Énergie	106,5	106,5
Chimie	106,5	106,1
Métallurgie, mécanique	106,5	102,2
Électronique, électrique	106,5	102,6
Mécanisme et matériel	106,5	107,4
Ind. de consommation, non alim.	106,5	105
Agro-alimentaire	106,5	102,5
Transport, industries diverses	106,5	102,2
Assurances	106,5	105,7
Crédit bancaire	106,5	105,1
Services	106,5	105,1
Industrie et commerce	106,5	102,2
Investissement et portefeuille	106,5	103,5

Base 100 : 31 décembre 1986

Valeur temp. à recouvrable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Base 100 : 31 décembre 1986

Indice global, de base 100 : 31 décembre 1986

29 jan. 30 jan.

Valeur temp. à recouvrable	106,5	104,5
Valeur industrielle	106,5	105
Valeur étrangère	101,5	100,4
Marché-Énergie	106,5	106,5
Chimie	106,5	106,1
Métallurgie, mécanique	106,5	102,2
Électronique, électrique	106,5	102,6
Mécanisme et matériel	106,5	107,4
Ind. de consommation, non alim.	106,5	105
Agro-alimentaire	106,5	102,5
Transport, industries diverses	106,5	102,2
Assurances	106,5	105,7
Crédit bancaire	106,5	105,1
Services	106,5	105,1
Industrie et commerce	106,5	102,2
Investissement et portefeuille	106,5	103,5

Base 100 : 31 décembre 1986

Valeur temp. à recouvrable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Base 100 : 31 décembre 1986

Indice global, de base 100 : 31 décembre 1986

29 jan. 30 jan.

Valeur temp. à recouvrable	106,5	104,5
Valeur industrielle	106,5	105
Valeur étrangère	101,5	100,4
Marché-Énergie	106,5	106,5
Chimie	106,5	106,1
Métallurgie, mécanique	106,5	102,2
Électronique, électrique	106,5	102,6
Mécanisme et matériel	106,5	107,4
Ind. de consommation, non alim.	106,5	105
Agro-alimentaire	106,5	102,5
Transport, industries diverses	106,5	102,2
Assurances	106,5	105,7
Crédit bancaire	106,5	105,1
Services	106,5	105,1
Industrie et commerce	106,5	102,2
Investissement et portefeuille	106,5	103,5

Base 100 : 31 décembre 1986

Valeur temp. à recouvrable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Base 100 : 31 décembre 1986

Indice global, de base 100 : 31 décembre 1986

29 jan. 30 jan.

Valeur temp. à recouvrable	106,5	104,5
Valeur industrielle	106,5	105
Valeur étrangère	101,5	100,4
Marché-Énergie	106,5	106,5
Chimie	106,5	106,1
Métallurgie, mécanique	106,5	102,2
Électronique, électrique	106,5	102,6
Mécanisme et matériel	106,5	107,4
Ind. de consommation, non alim.	106,5	105
Agro-alimentaire	106,5	102,5
Transport, industries diverses	106,5	102,2
Assurances	106,5	105,7
Crédit bancaire	106,5	105,1
Services	106,5	105,1
Industrie et commerce	106,5	102,2
Investissement et portefeuille	106,5	103,5

Base 100 : 31 décembre 1986

Valeur temp. à recouvrable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Base 100 : 31 décembre 1986

Indice global, de base 100 : 31 décembre 1986

29 jan. 30 jan.

Valeur temp. à recouvrable	106,5	104,5
Valeur industrielle	106,5	105
Valeur étrangère	101,5	100,4
Marché-Énergie	106,5	106,5
Chimie	106,5	106,1
Métallurgie, mécanique	106,5	102,2
Électronique, électrique	106,5	102,6
Mécanisme et matériel	106,5	107,4
Ind. de consommation, non alim.	106,5	105
Agro-alimentaire	106,5	102,5
Transport, industries diverses	106,5	102,2
Assurances	106,5	105,7
Crédit bancaire	106,5	105,1
Services	106,5	105,1
Industrie et commerce	106,5	102,2
Investissement et portefeuille	106,5	103,5

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes relatifs à l'activité (en millions de francs)

29 jan. 30 jan.

ACTIF	29 jan.	30 jan.
1 ^{er} OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	405 336	405 336
dont :		
Or	228 316	228 316
Disponibilités à vue à l'étranger	94 059	94 059
SCU	73 217	73 217
Avances au Fonds de stabilisation des changes	10 448	10 448
2 ^{es} CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	36 507	36 507
dont :		
Concours au Trésor public	25 290	25 290
3 ^{es} CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	212 370	212 370
dont :		
Effets escomptés	22 948	22 948
4 ^{es} OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU PÉCUN	72 215	72 215
5 ^{es} DIVERS	10 908	10 908
Total	724 435	724 435

Base 100 : 31 décembre 1986

Valeur temp. à recouvrable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Base 100 : 31 décembre 1986

Indice global, de base 100 : 31 décembre 1986

29 jan. 30 jan.

Valeur temp. à recouvrable	106,5	104,5
Valeur industrielle	106,5	105
Valeur étrangère	101,5	100,4
Marché-Énergie	106,5	106,5
Chimie	106,5	106,1
Métallurgie, mécanique	106,5	102,2
Électronique, électrique	106,5	102,6
Mécanisme et matériel	106,5	107,4
Ind. de consommation, non alim.	106,5	105
Agro-alimentaire	106,5	102,5
Transport, industries diverses	106,5	102,2
Assurances	106,5	105,7
Crédit bancaire	106,5	105,1
Services	106,5	105,1
Industrie et commerce	106,5	102,2
Investissement et portefeuille	106,5	103,5

Base 100 : 31 décembre 1986

Valeur temp. à recouvrable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Base 100 : 31 décembre 1986

Indice global, de base 100 : 31 décembre 1986

29 jan. 30 jan.

Valeur temp. à recouvrable	106,5	104,5
Valeur industrielle	106,5	105
Valeur étrangère	101,5	100,4
Marché-Énergie	106,5	106,5
Chimie	106,5	106,1
Métallurgie, mécanique	106,5	102,2
Électronique, électrique	106,5	102,6
Mécanisme et matériel	106,5	107,4
Ind. de consommation, non alim.	106,5	105
Agro-alimentaire	106,5	102,5
Transport, industries diverses	106,5	102,2
Assurances	106,5	105,7
Crédit bancaire	106,5	105,1
Services	106,5	105,1
Industrie et commerce	106,5	102,2
Investissement et portefeuille	106,5	103,5

Base 100 : 31 décembre 1986

Valeur temp. à recouvrable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Base 100 : 31 décembre 1986

Indice global, de base 100 : 31 décembre 1986

29 jan. 30 jan.

Valeur temp. à recouvrable	106,5	104,5
Valeur industrielle	106,5	105
Valeur étrangère	101,5	100,4
Marché-Énergie	106,5	106,5
Chimie	106,5	106,1
Métallurgie, mécanique	106,5	102,2
Électronique, électrique	106,5	102,6
Mécanisme et matériel	106,5	107,4
Ind. de consommation, non alim.	106,5	105
Agro-alimentaire	106,5	102,5
Transport, industries diverses	106,5	102,2
Assurances	106,5	105,7
Crédit bancaire	106,5	105,1
Services	106,5	105,1
Industrie et commerce	106,5	102,2
Investissement et portefeuille	106,5	103,5

Base 100 : 31 décembre 1986

Valeur temp. à recouvrable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Base 100 : 31 décembre 1986

Indice global, de base 100 : 31 décembre 1986

29 jan. 30 jan.

Valeur temp. à recouvrable	106,5	104,5
Valeur industrielle	106,5	105
Valeur étrangère	101,5	100,4
Marché-Énergie	106,5	106,5
Chimie	106,5	106,1
Métallurgie, mécanique	106,5	102,2
Électronique, électrique	106,5	102,6
Mécanisme et matériel	106,5	107,4
Ind. de consommation, non alim.	106,5	105
Agro-alimentaire	106,5	102,5
Transport, industries diverses	106,5	102,2
Assurances	106,5	105,7
Crédit bancaire	106,5	105,1
Services	106,5	105,1
Industrie et commerce	106,5	102,2
Investissement et portefeuille	106,5	103,5

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

30 JANVIER

Cours relevé
à 17 h 31

Règlement mensuel

[illegible]

Second marché

[illegible]**Comptant** (sélection)[illegible]**SICAV** (selection)[illegible]

Cote des changes

Droits et bons			COURS OFFICIEL		COURS 30/1		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.	
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.		Achat	Vente					
Affectation												
Air Liquide	68 10	Etat-Unis (5 1/2)	5 950	6 023	5 700	6 300	Or fin (à la livre)	76000			
Caïco	246	251	8 889	8 871			Or fin (en lingot)	76050				
Chemot/Rhône			323 750	333 400	334		Pièces françaises (200 fr)	521				
Total	6 40		16 100	15 086	15 400	16 250	Pièces françaises (100 fr)	552				
			Belgique (100 DM)	256 950	265 800	286 600	304 500	Pièces étrangères (200 fr)	482			
			Pays Bas (100 fl)	85 180	85 100	84 500	81	Pièces étrangères (100 fr)	552			
			Danemark (100 kr)	85 960	86 350	82		Pièces Suédoises	3005			
			Grèce (100 dr)	9 165	9 170	8 650	9 600	Pièces de 10 dollars	1852 50			
			Grande-Bretagne (2 1/2)	4 658	4 540	3 700	4 900	Pièces de 5 dollars	580			
			Irlande (100 pence)	4 682	4 683	4 400		Pièces de 50 pence	505			
			Italie (1 000 lire)	398 820	398 620	398		Pièces de 10 florins	418 50			
			Suisse (100 fr)	92 450	93 080	85		Or Zurich	416 50			
			Suède (100 kr)	47 420	47 450	48 100	48 50	Or Hongkong	414 85			
			Autriche (100 sch)	4 672	4 682	4 450	4 950	Argent Londres	5 62			
			Espagne (100 pes)	4 226	4 295	3 700	4 700					
			Portugal (100 esc)	4 418	4 496	4 250	4 700					
			Canada (5 can 1/2)	3 823	3 943	3 750	3 950					
			Argentine (100 pesos)									

MINITEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
sur une terminale personnelle

PARCOURS FINANCIER POUR BOURSE

Marché libre de l'or

[illegible]**MINITEL**

La gestion en direct

35.15 Tapez **LEMONDE** puis **BOURSE**

- c : coupon détaché
- o : offert
- e : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché clos

هكذا من الاصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le sort des otages et les problèmes au Proche-Orient. 4 Moscou prépare l'expulsion de deux dissidents. 6 Philippines : le référendum constitutionnel plébiscite sur fond de désenchantement.	8 La préparation du congrès du PS. 9 La convention nationale de l'UDF. DÉBATS 2 Le président et l'Assemblée nationale.	11 M. Chandon veut limiter le pouvoir des juges d'instruction. 12 L'agitation chez les instituteurs. 14 Sports.	15 Hédegart : Beirane chante Elektra à l'Opéra de Paris. 15 La fin du MIDEM classique. 16 La mort d'Yves Allégret. 17 Communication.	39 La privatisation de Paribas. — Le contentieux franco-canadien sur le pêche. 40 Le rôle de l'Etat reste déterminant pour la maîtrise des télécommunications. 42-43 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Annonces classées 24 à 34 Carnet 20 Météorologie 19 Mots croisés 20 Loto, lotto sportif 20 Spectacles 18	• Paribas et le dossier détaillé des privatisations. • Sports : les résultats du week-end. • Disques : la sélection du « Monde ». Actualité immobilière. Météo. Bourse. Télématique. Culture. 36.15 Tapez LEMONDE

ESPAGNE : la tension dans le présé de Melilla

Violentes manifestations de musulmans

MADRID
de notre correspondant

La tension monte à nouveau à Melilla, l'enclave espagnole sur la côte africaine revendiquée par le Maroc. De sérieux affrontements se sont produits ces derniers jours entre les forces de l'ordre et des membres de la communauté musulmane, qui représente environ le tiers de la population de la ville. Trente-neuf personnes (dont une douzaine de policiers) ont été blessées, et trente-sept musulmans ont été arrêtés.

Le premier accrochage s'est produit le jeudi 29 janvier, lorsque la police espagnole a empêché l'entrée à Melilla d'un fonctionnaire marocain des douanes, M. Abdelaziz Ouriachi, qui est également le beau-frère du principal dirigeant des musulmans de Melilla, M. Aomar Mohammedi Dadi. Plusieurs dizaines de sympathisants de ce dernier se sont alors rassemblés à la

frontière, avant d'être dispersés par les forces de l'ordre, qui arrêtaient un autre dirigeant, M. Abderraman Mohamed. Aussitôt, M. Dadi décidait de se réfugier dans la ville marocaine de Nador, à une quinzaine de kilomètres de Melilla, affirmant que sa sécurité n'était plus garantie en territoire espagnol.

Le lendemain, après une réunion à la mosquée, les musulmans manifestaient dans le centre de la ville cette fois, pour protester contre l'incident de frontière, et se heurtaient à la police. Bilan : trois blessés. Mais les accrochages les plus sérieux se sont produits dans la nuit du samedi 31 janvier au dimanche 1^{er} février. Quelques milliers de musulmans ont affronté pendant plusieurs heures les forces de l'ordre, lançant des cocktails Molotov, incendiant sept véhicules et dressant des barricades aux alentours d'un bidonville, à la sortie de Melilla.

Radicalisation de part et d'autre

Un nouvel incident s'est produit le dimanche de l'après-midi. Selon la version officielle, un groupe de musulmans ont attaqué une voiture dans laquelle se trouvaient quatre Espagnols, dont l'un fut atteint d'un coup de couteau. Le père de la victime, qui observait l'altercation depuis son domicile tout proche, descendit alors dans la rue avec un fusil de chasse et fit feu sur les agresseurs. Quatre d'entre eux ont été blessés, dont deux grièvement. Des manifestants mirent alors le feu à la maison, dont les occupants furent évacués par les pompiers.

Le délégué du gouvernement à Melilla, M. Manuel Céspedes, a fait arrêter les principaux dirigeants musulmans, dont M. Abdelkader Mohamed, vice-président de Tierra Ommun, la première association

représentative de la communauté, et M. Sidi Dris Abdelkader, un vieillard qui est le principal dignitaire religieux de la ville. Un mandat d'arrêt a par ailleurs été lancé contre M. Dadi, resté à Nador.

La radicalisation est évidente de part et d'autre. Il est loin le temps où les dirigeants musulmans réclamaient l'octroi de la nationalité espagnole à tous les membres de leur communauté. Désormais, ils multiplient les déclarations sur le « caractère marocain » de leur ville, et dénoncent ouvertement ce qu'ils qualifient d'« occupation coloniale espagnole » à Melilla. Ils condamnent unanimement la « politique répressive » du délégué du gouvernement, un ancien commissaire de police qui, avant sa nomination à Melilla, dirigeait les services de protection rapprochée du président du gouvernement.

Les représentants du gouvernement espagnol, de leur côté, ont rompu tout contact avec M. Dadi et ses sympathisants, qu'ils accusent de refuser toute entente avec Madrid, et ont préféré négocier avec M. Ahmed Moh, le président du Regroupement musulman, une association dont la représentativité semble limitée. Des concessions réelles ont été faites du côté espagnol : mille cinq cent quatre-vingt-cinq musulmans ont reçu la nationalité espagnole en 1986, et le rythme devrait encore s'accroître cette année. En outre, tous les musulmans installés à Melilla mais n'ayant pas droit à la nationalité espagnole bénéficieront d'un document d'identité privilégié valable dix ans. Reste que ces concessions arrivent bien tard, à un moment où nombre de musulmans affirment déjà que la solution de leurs problèmes viendra davantage de Rabat que de Madrid.

THIERRY MALINIAK.

Selon le « Sunday Times »

Le gendre de Brejnev aurait été arrêté pour corruption

M. Iouri Tchoubarov, gendre du défunt numéro un soviétique Leonide Brejnev, a été arrêté par le KGB et inculpé à la prison de Lefortovo à Moscou, indique le *Sunday Times* dans son édition du 1^{er} février.

Selon l'hebdomadaire londonien, M. Tchoubarov, âgé de cinquante ans et ancien premier vice-ministre de l'Intérieur, est accusé de corruption. Il aurait reçu des pots-de-vin d'un montant de plusieurs dizaines de milliers de roubles, et, selon le *Sunday Times*, il pourrait être jugé au cours d'un procès qui permettrait à l'actuelle direction du parti de dénoncer les turpitudes de l'ère Brejnev, déjà assez clairement évoquées par M. Gorbatchev dans son récent discours devant le plénum du comité central.

M. Tchoubarov est le mari de la fille de Brejnev, Galina, déjà mise en cause pour ses liens avec « Boris la Trizine », un collaborateur du cirque de Moscou lui-même arrêté

dans le cadre d'une affaire de trafic de diamants et de devises. L'affaire avait éclaté en janvier 1982 du vivant de Leonide Brejnev dans une atmosphère très trouble. Le premier vice-président du KGB, Semion Tsvigun, s'était alors suicidé, et presque aussitôt après Mikhaïl Souklov, numéro deux du régime, mourait d'une crise cardiaque.

● **HATI : 120 millions de dollars** détournés par l'ancien président Duvalier. — L'ancien président haïtien, Jean-Claude Duvalier, sa famille et ses amis, ont détourné à leur profit 120 millions de dollars du Trésor public haïtien, a affirmé, dimanche 1^{er} février, le *Miami Herald*, qui précise que Baby Doc anaïssait chaque semaine un chèque de 1,6 million de dollars de la Loterie nationale. Son épouse, selon le *Herald*, a versé sur un compte personnel 700 000 dollars par mois destinés officiellement à un hôpital pour enfants. — (AFP).

L'enlèvement d'une équipe de Médecins sans frontières

Paris poursuit le dialogue avec l'Éthiopie

L'incertitude sur la libération de l'équipe de Médecins sans frontières enlevée il y a dix jours en Somalie demeure dans la capitale du lundi 2 février. Au Quai d'Orsay, on déclarait que les discussions sur les conditions de cette libération sont toujours à l'ordre du jour avec l'Éthiopie. En revanche, on se montre plus circonspect sur les contacts avec les ravisseurs se réclamant du Mouvement national somalien.

L'entretien qu'a eu vendredi à Addis-Abeba l'envoyé spécial du gouvernement français, M. Fernand Wibaux, avec le président Mengistu Haile Mariam a été « encourageant » et a « confirmé la volonté éthiopienne d'aider au règlement de l'affaire », ajoute-t-on au ministère des Affaires étrangères.

Toutefois, les autorités éthiopiennes ont été très occupées dimanche par un scrutin à l'échelle nationale. Il s'agissait de faire adopter par référendum un projet de Constitution faisant de l'Éthiopie une « République démocratique populaire ». Depuis la chute de l'empereur, le pays est administré « provisoirement » par un conseil militaire, le DERG. Les résultats officiels ne seront connus que dans quinze jours environ.

On ignore comment le scrutin s'est déroulé dans l'Érythrée et le Tigre, où sévissent des guerillas. Mais, dans les régions contrôlées par le pouvoir central, tous les responsables étaient mobilisés aux côtés du parti unique pour obtenir une bonne « participation ».

La vente de la CGCT

500 millions de francs

Le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation vient de mettre en marche la vente de gré à gré de l'activité téléphonique publique de la Compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT).

L'avis financier paru dans la presse le 2 février précise le prix de vente (500 millions de francs), les conditions de participation des salariés à l'opération (des titres devront leur être réservés en cas d'ouverture du capital au public dans un délai de deux ans) et les délais : (les offres d'achat devront être déposées au plus tard le 2 mars 1987).

Le ministère ajoute que le choix tiendra compte des performances du produit des communications publiques et technologiques et des données financières autres que le prix de vente.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15 + ISLM

LATREILLE
Jusqu'au 28 février
Costume à vos mesures
24-49
Fédération artisanale
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél. 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT À VOUS MESSIEURS

Sur le vif

Mon trésor

Vous savez ce qu'ils ont dit, ce matin, à la conférence des chefs ? Chaque fois qu'on paye 1 franc d'impôt, d'impôt sur le revenu, l'Etat pique 20 centimes et les jette dans le trou de la SNCF. Non, sans blague, elle nous coûte la peau des fesses, la SNCF, 36 milliards par an. Et, en plus, elle tient pas ses promesses. Pour se faire pardonner ces heures, ces jours, ces nuits d'attente le mois dernier sur des quais glacés, elle avait juré, vous vous rappelez, que nos gosses voyageraient à l'œil pendant les vacances de février.

J'ai une copine, au journal, elle va pour envoyer son même chez sa mère à la campagne, elle lui réserve une place dans le train et elle parle pas d'acheter un billet, forcément. Alors la prière : il a quel âge, votre gamin ? — Onze ans. — Et il voyage seul ? — Oui. — Et bon, ça vous fera 420 F. — Non, mais ça va pas ! — Déjà, au-dessous de douze ans, pour pas payer, faut être accompagné par ses parents. Ou son père ou sa mère. — Oui, mais ça, nous, on peut pas, on bosse. — C'est votre problème... Au suivant !

Tiens, ça me fait penser, c'est un lecteur, il reçoit un avis des comptes chèques postaux : vous êtes débités de 6 500 F, c'était le montant de ses impôts. Bon, OK, très bien. Le lendemain, nouvel

avis, nouveau prélèvement, même somme. Du coup, le voilà en rouge, il a plus un rond, il court voir les mecs des CCP, qui l'envoient promener. Si le Trésor public s'est servi deux fois, qu'est-ce qu'on peut y faire, nous ? Rien. Adressez-vous à lui, il y va, mon lecteur. Et il se fait jeter encore un coup. On peut pas le rembourser. Pourquoi ? Si jamais les CCP le faisaient de leur côté, ça ressemblerait à quoi ?

Moi, je vais vous le dire : à ce qu'elle est devenue dans ce pays, l'administration, à la mère. Uou ! C'est tellement énorme que ça en devient comique. D'ailleurs, vous avez peut-être remarqué, c'est pas des histoires drôles, et pourtant il suffit que vous en racontiez une pour qu'on vous en sorte dix autres du même genre.

Pour moi, la meilleure, c'est encore celle de cet artisan breton. Pendant les grèves, il a perdu un maximum de fric, rapport aux coupures de courant, alors il est allé tranquillement piquer une camionnette de l'EDF. Il l'a prise en otage. Et il leur a dit : si vous voulez le revoir, faut me rendre ce que vous me devez. Après tout, la méthode systoliste, il y a pas à tortiller, ça marche, alors pourquoi se gêner ?

CLAUDE SARRAUTE.

Deux élections

Une cantonale partielle...

CORREZE : Canton de Laplaze (2^e tour).

Inscr., 1 944; vot., 1 770; suffr. expr., 1 760. MM. Yvon Gourmand (PS), 964 voix; ECU; André Vidal (RPR), m. de Souillac, 796.

[M. Gourmand, dont l'élection en mars 1985 avait été invalidée par le Conseil d'Etat, est une fois encore confirmé dans son mandat, mais encore connaît une consolidation de ses positions. En mars 1985, il ne l'avait emporté que par 889 voix contre 886 à son adversaire RPR. Cette fois, ayant recueilli 54,77 % des suffrages exprimés, il gagne avec 163 voix d'écart.

Bien que soutenu par M. Chirac, M. Vidal avait été devancé de la première tour : il gagne 73 suffrages d'un tour à Souillac, tandis que M. Gourmand en a eu dix-sept de plus que le total des voix de gauche du premier tour. Les résultats de ce premier tour étaient les suivants : Inscr., 1 944; vot., 1 699; suffr. expr., 1 681. MM. Yvon Gourmand (PS), 778 voix; André Vidal (RPR), 796; M. de Souillac, 723; Roger Bessard (PCF), 189.]

et une municipale

YVELINES : Beynes (premier tour).

Inscr., 4 959; vot., 2 747; suffr. expr., 2 663. Liste PS conduite par M. Roland Betremieux, 787 voix; liste maj. conduite par M. Georges Langlet (RPR), 710; liste div. d. conduite par M. Michel Lacaze (RPR diss.), premier adjoint au m., 493; liste div. g. conduite par M. Norbert Durand (PS diss.), 396; liste PS conduite par M. François Le Person, 277. Il y a ballottage.

[Mis en minorité par son premier adjoint, M. Lacaze, il proposa de planifier des élections de la commune de la municipalité, M. Jean-Michel Pécourt, maire (RPR) élu en 1983, avait donné au conseil le 31 décembre dernier, avec dix des vingt-neuf élus de la majorité, provoquant ainsi l'organisation de cette élection partielle. En recueillant 29,55 % des suffrages, la liste conduite par M. Betremieux, ancien conseiller municipal, soutenu par M. Michel Rocard, est arrivée en tête, devançant de près de trois points la liste de la majorité (26,62 %). A l'issue de ce premier tour, les listes de gauche totalisent 54,52 % des suffrages.]

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 février

Stable : + 0,21 %

La Bourse de Paris est restée pratiquement stable le lundi 2 février au matin, l'indicateur de tendance étant légèrement positif à l'ouverture (+ 0,12 %). Parmi les principales hausses, on note Via Banque (+ 2,5 %), Gascogne (+ 2,3 %), Valeo (+ 1,7 %), Darty (+ 1,5 %) et le Club Méditerranée (+ 1,3 %). En revanche, le recul était net pour Esso (- 2,8 %), la Compagnie des Signaux (- 2,1 %), la Générale des eaux (- 2,2 %), la Lyonnaise des eaux (- 1,5 %) et les Sica Rosignol (- 1,2 %).

Valeurs françaises

	Cours précédent	Cours actuel	Différence
Autor	537	540	+33
Agropar	2030	2030	0
Alcatel	710	710	0
Assicur	1138	1138	0
Banque	2450	2450	0
Bouygues	1234	1201	-33
B.S.N.	4880	4883	+3
Canal	2855	2855	0
Chiquet	1701	1700	-1
Club Méditerranée	965	985	+20
Esso	1450	1440	-10
E.U. Europe	342	342	0
Exel	3850	3850	0
Lafarge	1485	1485	0
Michèle	3000	2970	-30
Midi	1040	1019	-21
Midi	2251	2275	+24
Navig	1052	1052	0
Oréal	3835	3835	0
Parafin	1025	1028	+3
Peugeot	1246	1238	-8
Saatchi	819	820	+1
Servis	780	785	+5
Télécom	3405	3404	-1
Thomson	1855	1857	+2
Toutat	465	458	-7
T.A.T.	2340	2340	0
Valeo	816	823	+7

Le numéro de « Monde » daté 1^{er}-2 février 1987 a été tiré à 455 275 exemplaires.

(Publicité)

SÉJOURS LINGUISTIQUES
ANGLETERRE - IRLANDE - USA
ALLEMAGNE - ESPAGNE

- Séjours en famille. Cours quotidiens. Sports et loisirs. Enseignement sérieux.
- Options sportives : équitation, tennis, voile, planche à voile.
- Elèves des collèges et lycées (11-18 ans).
- Étudiants (18-21 ans).
- Toutes vacances scolaires : février, Pâques, juin, été, Toussaint, Noël.

DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE

ENIS

Membre UNOSEL
21, avenue du Bel-Air, 75012 PARIS
Tél. : 43-44-11-44
Bureau de Rhône-Alpes :
2, avenue du Général-Bonnet, 69001 LYON
Tél. : 78-52-44-77

A B C D E F G

STAGE LECTURE RAPIDE
17-18-19 février 1987
possibilités de stages en entreprises
GEICA-FORMATION/42-96-41-12
58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX D'INTERNATIONAL COMPUTER
LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh +, une imprimante et un disque dur compatibles

29.900 F HT
35 462 F TTC Jusqu'au 14 02

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4^e
42.72.26.26

MEDECINE : L'ANESTHESIE EN QUESTION
SCIENCE & VIE

BRADERIE EXCEPTIONNELLE
Du 17 janvier au 7 février.
Pianos, orgues meubles, orgues portables, synthétiseurs, guitares, batteries, instruments à vent, banquettes...

hamm
La Maison de la Musique
135-139, rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. : 45.44.38.66 - Parking à proximité.